



HAL
open science

Sommaire des actes du Premier colloque franco-mexicain des sciences de la communication, 8-10 avril 2002, Mexico

Gilberto Giménez, Carmen Gómez Mont, Geneviève Jacquinet-Delaunay, Guy
Lochard, Patricia Maldonado, Jesús Martín-Barbero, Bernard Miège,
Raymundo Mier, Bruno Ollivier, Remy Rieffel

► To cite this version:

Gilberto Giménez, Carmen Gómez Mont, Geneviève Jacquinet-Delaunay, Guy Lochard, Patricia Maldonado, et al.. Sommaire des actes du Premier colloque franco-mexicain des sciences de la communication, 8-10 avril 2002, Mexico. Premier colloque franco-mexicain de sciences de la communication, Apr 2002, Mexico, France. edutice-00000362

HAL Id: edutice-00000362

<https://edutice.hal.science/edutice-00000362v1>

Submitted on 19 Feb 2004

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction . La coopération scientifique bilatérale et l'interculturel dans l'activité de recherche.

Bruno Ollivier

C'est une rencontre qui a donné lieu aux textes qui composent ce recueil, qui porte donc la marque d'une vision de la recherche en communication et des conditions d'une coopération scientifique internationale. On voudrait ici expliquer comment est née cette rencontre, quelles ont été les conditions de l'échange scientifique, avant de se demander plus généralement si un des intérêts d'une telle coopération ne réside pas, une fois qu'on a repéré et énoncé les convergences et complémentarités scientifiques de part et d'autre, dans les divergences irréductibles qui subsistent en termes de recherche entre deux pays.

LE PREMIER COLLOQUE FRANCO-MEXICAIN EN SCIENCES DE LA COMMUNICATION.

Ce colloque est né comme bien d'autres. Dans un premier temps, des facteurs personnels et aléatoires jouent un certain rôle dans toute rencontre. On suppose que sans les rendez-vous de Jakobson et Lévi-Strauss dans les bars de New York, la seconde guerre mondiale les maintenant dans cette ville l'un et l'autre, les échanges entre l'anthropologie et la linguistique structurale issue du cercle de Prague n'auraient pas été aussi féconds par la suite. Le projet de ce colloque est aussi né dans un bar. On n'en tirera pas de règle générale, sinon celle de souligner l'importance des rencontres de personnes, en deçà de la communication électronique.

Les institutions jouent ensuite leur rôle. Les deux associations scientifiques qui ont présidé ces rencontres ont estimé que les échanges scientifiques entre leurs membres présentaient un intérêt suffisamment fort. Ainsi en ont aussi jugé les institutions officielles mexicaines et française qui ont accepté de soutenir cette initiative matériellement. L'échange scientifique n'existe pas sans ces logiques d'organisation.

Une fois terminées les rencontres, restent les écrits. Ce qui subsiste à longue échéance de tels événements s'affranchit en grande partie des conditions initiales de production de l'échange. Ce sont les *memorias* ou les *actes* qui suivent ce texte. Chacun des deux termes suggère à sa manière que c'est là le plus important. Ceux qui regroupent cet ouvrage témoignent de la plus grande ouverture thématique. Il s'agissait là de la première rencontre de ce type et elle avait pour objectif de produire un panorama des champs scientifiques en communication dans nos deux pays.

Ces textes permettent de faire le point sur l'état de la recherche en France et au Mexique dans trois domaines distincts : l'étude des médias audiovisuels (radio et télévision), les questions soulevées par l'approche des identités et des cultures dans leur lien avec la communication, et le champ des technologies d'information et de communication. Un spécialiste présente ainsi un état de la recherche dans son pays. Ces deux textes sont à chaque fois suivis des présentations de recherches menées à leur terme. (Lors des rencontres, ces présentations étaient suivies de séances destinées à permettre l'émergence de groupes de recherche binationaux et de projets de recherche en coopération).

On se rencontre quand apparaissent un certain nombre de préoccupations scientifiques et sociales communes. Les situations du Mexique et de la France offrent plusieurs points de convergence, produits de la géographie et de l'histoire.

Chacun à leur manière, le Mexique et la France sont des voisins et alliés des États-Unis. La recherche en communication comme les industries de la communication ont à se déterminer fondamentalement par rapport aux positions de ce voisin important. L'obligation vitale de

cultiver sa différence et une certaine préoccupation identitaire constituent, dans de telles situations, un fonds commun qui unit au-delà des distances géographiques.

L'histoire a, par ailleurs, tissé depuis la dernière guerre qui les opposés des liens profonds entre ces pays, tous deux latins, et de tradition laïque et démocratique.

Une longue coopération universitaire, fondée sur l'échange de chercheurs et l'octroi de bourses d'études, de doctorat et post-doctorat, (dont il faut souhaiter que les gouvernements successifs n'oublient pas l'importance fondamentale à long terme), fait que nombre de responsables et d'universitaires mexicains ont eu l'occasion d'étudier et de travailler en France. Cette donnée explique leur connaissance de la langue et des travaux français qui surpasse celle que, majoritairement, les Français ont du terrain mexicain et de la langue espagnole. Il ne s'agit pas de réduire l'histoire des sciences aux trajectoires individuelles. Mais celles de beaucoup de chercheurs latino-américains expliquent pourquoi les Français peuvent travailler avec eux facilement : parce que cette coopération a tissé des liens culturels profonds.

LES CONVERGENCES ET LES DIVERGENCES COMME APPORTS DE LA COOPERATION.

Le premier effet de la coopération scientifique internationale en sciences humaines et sociales est de permettre la vérification d'hypothèses, la validité de méthodes, la pertinence de résultats sur des terrains auxquels on n'a pas accès soi-même. On peut ainsi comparer, valider, généraliser. La rencontre de spécialistes de son domaine de recherche permet d'enrichir considérablement la connaissance du réel, donc de stimuler la production de connaissances scientifiques. Qu'il s'agisse de télévision, d'université à distance, de communication d'entreprise, de l'utilisation des technologies d'information et de communication dans la mise en place de la démocratie locale, ces rencontres ont permis de confronter, de valider, d'élargir les points de vue grâce à l'afflux d'informations nouvelles et au dialogue noué.

Cette perspective justifie à elle seule l'importance des investissements personnels et institutionnels qu'impliquent les rencontres internationales.

Un second effet de telles rencontres est de permettre, parce qu'elles font se rencontrer physiquement les acteurs de la recherche, et rendent ainsi possibles des coopérations à long terme. Le travail à distance et l'utilisation des moyens électroniques de communication ne produisent pleinement leurs effets que si les acteurs ont par ailleurs l'occasion de se connaître et de se rencontrer en chair et en os. La transmission d'information ne remplace jamais la relation, qui la permet et lui donne son cadre, comme le dit Watzlawick. Il faut être victime d'une illusion technologique bien dangereuse pour imaginer que la technologie peut remplacer la communication en face-à-face. Le courrier électronique fonctionne mieux entre personnes qui se connaissent.

La rencontre de chercheurs d'autres pays présente un troisième intérêt qui, paradoxalement, provient des impossibilités de communiquer, des malentendus, du caractère irréductiblement différent de certaines approches, bref de l'aspect interculturel du travail. On voudrait suggérer ici qu'une des grandes richesses de l'échange international en recherche naît de l'observation de ce qui ne peut pas être échangé. L'intérêt, en ce sens, n'est pas tant de retrouver des préoccupations, des analyses, des méthodes communes appliquées dans chacun des deux pays, mais plutôt de repérer les limites de l'échange.

En effet dans les malentendus, les différences d'interprétation, les concepts qui semblent incongrus, les différences radicales, de futures hypothèses de recherche ou des remises en cause épistémologiques fécondes peuvent être repérées. En d'autres termes, il existe une dimension interculturelle dans la coopération internationale.

Au niveau épistémologique, c'est la différence irréductible qui peut offrir un enrichissement nouveau : quand la communication entre chercheurs ne semble pas possible, ce sur quoi elle bute peut révéler un point aveugle de la recherche. S'il prend la peine de s'y arrêter et d'y réfléchir, le chercheur peut alors repérer une hypothèse qui semblait tant aller de soi qu'il n'avait pas pris la peine de l'expliciter, ou un pan de sa propre idéologie qu'il avait intégré à ses résultats ou à sa panoplie conceptuelle tant tout lui semblait aller de soi. La rencontre d'une autre culture scientifique montre parfois, à celui qui accepte de le voir, que rien ne va de soi et que d'autres approches que la sienne existent.

Ces différences reposent sur des concepts différents, passent par des mots différents, dans des langues différentes. On relèvera ici quelques termes des deux langues de travail utilisées dans ces Actes. Soit parce qu'ils ne trouvent pas d'équivalent dans l'autre langue. Soit parce qu'ils font surgir, dans les traductions qui s'imposent des divergences radicales, des malentendus, des différences d'interprétation, des problèmes de traduction. Soit parce qu'ils révèlent des différences radicales dans la réalité observée.

Des découpages disciplinaires distincts.

Comment définir le champ de la recherche ? Quels sont nos objets de recherche ? Cette première question, classique pour les Français, renvoie à leur exception culturelle disciplinaire. Quelles relations établir dans nos échanges franco-mexicains entre *los estudios de comunicación* et *les sciences de l'information et de la communication* ? Le découpage disciplinaire diffère d'un pays à l'autre. Le développement des technologies d'information et de communication justifie de plus en plus aux yeux des chercheurs français la convergence croissante entre l'étude des médias et les questions de classement, d'accès et de stockage de l'information. Le découpage institutionnel mexicain laisse entier un champ de bibliothéconomie, avec ses objets de recherche, ses congrès, ses associations... Quels ponts sont possibles, quelles relations établir avec cette discipline, avec les *Ciencias políticas* (dont la faculté de l'UNAM recevait les travaux de ce colloque) ou avec l'ingénierie pédagogique informatique de Monterrey?

Domination et hegemonia.

Une fois posé le problème des limites de la discipline, un second cas de figure est constitué par les concepts à utiliser pour étudier le champ. On trouve souvent là des termes sémantiquement proches mais aux implications théoriques opposées. Seule la connaissance des écrits de l'autre culture permet de déminer les malentendus possibles. C'est le cas des concepts et théories expliquant les phénomènes de pouvoir, exprimés par *domination* et *hegemonia*.

Les relations entre le Nord et le Sud, singulièrement entre l'Amérique du Nord et l'Amérique latine, sont marquées par le pouvoir économique, culturel, militaire du Nord. Cette inégalité marque tous les champs qu'étudient les sciences de la communication : médias audiovisuels, presse, identité, cultures, TIC, etc.

La relation de pouvoir repose sur une violence, manifeste ou masquée, réelle ou symbolique et une inégalité entre le dominant et le dominé dans les théories de la domination telle qu'elle est décrite par exemple dans les écrits des années 1980 de Armand Mattelart, qui comparait métaphoriquement la domination exercée par les satellites de télécommunications au napalm. Plus généralement, dans le cadre d'une théorie de la domination, les *opprimés* que décrit la théorie marxiste (européenne à l'origine) subissent une oppression dont ils veulent se libérer. Ils sont opprimés et éventuellement *aliénés*.

La "*hegemonia*" décrit cette relation inégalitaire en lui associant une ambivalence fondamentale. Le dominé subit certes le pouvoir de l'hégémonie, mais il est aussi *séduit* par

le dominant, rêve de prendre sa place. L'*hégémonie* nord-américaine fait que le Latino-américain subit certes la domination des États-Unis qu'il est en même temps séduit par le modèle transmis. Il agit pour se l'intégrer et participer lui-même de cet univers hégémonique, comme le suggère Martín-Barbero à la même époque. Et il s'incorpore une partie de la culture du dominant en la faisant *sienna* (donc sans *s'aliéner*).

Les implications théoriques de ces concepts sont fondamentales. Dans le champ des médias audiovisuels, selon que la relation aux programmes produits par le Nord et les États unis sera décrite comme une relation de domination ou d'hégémonie le chercheur s'attachera plus à déceler des phénomènes de colonisation, d'aliénation (théorie du pouvoir) ou l'intégration des produits médiatiques aux cultures populaires (théories de l'hégémonie).

Les questions d'identité et de culture sont bien sûr au cœur de ces divergences. Les exposés de Jesús Martín-Barbero et de Jean-François Têtu ont donné lieu lors de ce colloque à des échanges vifs sur les implications de ces présupposés théoriques.

Dans le champ des technologies d'information et de communication, les conséquences sont du même type. Comment envisager l'université à distance, produite majoritairement par des pôles universitaires sans poser la question du pouvoir?

Consumo cultural et pratiques culturelles.

Les termes de *consumo cultural* en espagnol et de *pratiques culturelles* en français suggèrent un autre type de différence d'approche. Le *consumo cultural* est un concept défini longuement par Jesus Martin-Barbero, Nestor Garcia Canclini, Guillermo Orozco¹. C'est là la réalité socio-économique qui diffère. Dans le cas d'Etats forts intervenant par le biais de politiques publiques on peut s'imaginer qu'il existe des pratiques culturelles qui ne relèvent pas de la consommation. Mais, là où le secteur privé règne en maître, la conscience du coût, donc de l'aspect consommation, est plus vive.

Parler de *consommation culturelle*, c'est, en se rattachant à un courant des *Cultural studies/ estudios culturales*, assumer le fait que toute pratique culturelle (fût-elle la promenade dans un parc, la navigation sur Internet, l'entrée dans un musée gratuit, l'assistance à un office religieux...) représente la consommation d'un produit qui a un coût social et nécessite un investissement. La gratuité à laquelle croient facilement les citoyens du Nord et à laquelle renvoie facilement le terme "pratiques" n'est qu'apparente. L'entretien du parc, la production de pages Web, l'ouverture du musée, l'assistance à un office religieux... ont un coût, correspondent à un travail et à une production. Leur fréquentation est donc une *consommation*, même si dans les pays du Nord le rôle plus important des politiques publiques entretient le mythe de *pratiques culturelles* (gratuites) qui ne correspondraient pas à un travail de production. Dès que les politiques publiques sont plus faibles, l'illusion de la gratuité disparaît et le concept de *consommation culturelle* remplace celui de *pratiques culturelles*.

D'autres glissements sémantiques signalent des perceptions éloignées l'une de l'autre. S'agissant des politiques publiques, on parlera, dans de nombreux pays d'Amérique latine, de *gobierno* (gouvernement) là où en France on évoquera le rôle de *l'Etat*. L'assimilation de l'Etat à l'équipe qui exerce le pouvoir s'explique par des raisons politiques (traditions étatiques différentes) mais fait construire des analyses qui reposent sur des concepts différents. De même, la recherche en communication latino américaine développera un concept de *culture urbaine* (le continent s'est urbanisé totalement en 40 ans) quasiment inexistant en France.

¹ Soekel G (dir-), 1999, El consumo cultural en America latina, Convenio Andres Bello, Bogota, 460 p. Voir en particulier la première partie : Aproximaciones teorico-metodologicas.

Concepts et réalité sociale.

On peut aussi voir des concepts inconnus dans une langue, voire intraduisibles, occuper un rôle central. C'est le cas de la *Convivencia*, terme qui désigne à la fois un fait social (l'existence de règles qui organisent les relations dans une société, une classe, un immeuble, un groupe, un pays), mais aussi un objectif politique (faire que les citoyens coexistent -ne s'entre-tuent pas-, obtenir que le niveau de violence diminue), un objectif pédagogique, voire une discipline scolaire à part entière (comme c'est le cas en Colombie). Il s'agit tout à la fois d'éducation civique, d'apprentissage de la morale (ne pas tuer, respecter l'autre...) comme l'indique le sens étymologique: *vivre ensemble*. Peu de chercheurs français s'impliqueraient dans la mise en place d'un enseignement de la morale.

Mais l'urgence politico-sociale impose en Amérique latine l'émergence de concepts et de pratiques inconnus en Europe.

Tout comme l'enseignement de la morale, certains concepts s'imposent d'un côté de l'Atlantique, quand ils datent ou éveillent des soupçons de l'autre côté. Celui de *peuple* est-il opératoire pour un chercheur français du XXI^{ème} siècle ? Il risque plutôt de rappeler un Michelet bien ancien. Quelle place ont les concepts de *culture populaire*, de *folklore* dans le discours scientifique français actuel? Les analyses produites sur *Loft story* en France et sur la *Telenovela* latino-américaine témoignent de divergences de fond sur les concepts de *culture* et de *peuple*.

On terminera cette évocation rapide des décalages et malentendus possibles dans la recherche en évoquant certains termes qui, malgré leur similitude totale, renvoient à des réalités si différentes qu'à n'y prendre pas garde, on peut croire parler d'un continent à l'autre des mêmes objets mais on ne se comprend pas toujours.

La *violence* désigne surtout en France quelques attaques de banques, des atteintes aux biens et des cambriolages. Qu'a-t-elle à voir avec la *violencia* qui désigne les enlèvements, l'attaque à main armée dans les restaurants ou dans la rue, l'assassinat d'opposants, les disparitions forcées (autre terme difficile à traduire)? A partir de quel moment le concept est-il assez fort pour couvrir des réalités sociales différentes? Jusqu'où le mot n'est-il en fin de compte que l'outil qui sert à croire qu'on parle de la même chose?

L'urgence politique, sociale, éthique détermine la position du chercheur latino-américain de manière plus radicale que celle du chercheur européen qui jouit d'un confort intellectuel et social certain.

Les mêmes mots recouvrent ainsi des réalités mais aussi des postures sociales de recherche différentes. Telles sont les questions que la dimension internationale de la recherche, dès lors qu'elle est interculturelle, peut susciter légitimement.

L'intérêt des telles rencontres, de tels ouvrages est de faire connaître les terrains, les analyses les concepts utilisés « de l'autre côté ». D'abord parce que leur connaissance enrichit la culture scientifique de chacun, et que les convergences permettent de développer et de renforcer le travail scientifique engagé. Mais aussi parce que l'approche des différences théoriques et sociales irréductibles présente une richesse inépuisable au plan épistémologique. Le chercheur, s'il accepte de reconnaître la différence de l'autre culture (scientifique en l'occurrence), s'enrichit dans la relation scientifique interculturelle.

LA RECHERCHE FRANÇAISE SUR LE MÉDIA ET LES DISCOURS TÉLÉVISUELS : ÉLÉMENTS POUR UN BILAN PROSPECTIF

GUY LOCHARD

RÉSUMÉ

Conçue comme un bilan prospectif des recherches françaises sur la communication télévisuelle, cette conférence débute par la présentation d'une généalogie de ces travaux. Distinguant quatre périodes de développement (l'enchantement originel, la militance journalistique, la défiance critique, la normalisation académique), cette analyse diachronique insiste sur l'intervention combinée de facteurs scientifiques et institutionnels pour expliquer l'explosion en France des réflexions théoriques sur ce média au tournant des années 90. Le propos se prolonge par une tentative de balisage de ce domaine d'investigation (axes de recherche en cours et en voie d'émergence, déplacements d'attitudes aux plans théorique et méthodologique). Il se conclut par quelques interrogations plus générales sur le développement de ce champ de recherche qui rend pleinement justice à la logique interdisciplinaire animant les Sciences de l'Information et de la Communication

MOTS-CLEFS

média télévisuel, discours télévisuels, archives télévisuelles, genres et formes télévisuelles, recherche française.

Dresser, comme je me le propose ici, un tableau des travaux français de recherche sur le média télévisuel et ses manifestations discursives, est aujourd'hui une entreprise tout à fait pertinente alors qu'elle était, il y a peu encore, sujette à caution. Il fut un temps, pas si lointain en effet, où ce type d'exposé s'ouvrait sur un inévitable exercice de "déploration" qui conduisait invariablement à regretter l'écart subsistant entre l'importance sociale de ce média hégémonique et le faible écho qu'il suscitait dans les pratiques scientifiques. Ces considérations ont perdu aujourd'hui toute justification tant s'impose, après un constat de carence, un constat d'abondance à propos des productions scientifiques sur le média télévisuel, longtemps suspect et marginalisé dans les travaux académiques français. Devenu tout à fait légitime, cet objet de recherche a bénéficié d'une véritable structuration en champs disciplinaires et en directions de recherche complémentaires en raison à la fois, de transformations paradigmatiques, du développement de certains champs interdisciplinaires et enfin, de mesures institutionnelles qui ont transformé les conditions méthodologiques des chercheurs engagés dans ce domaine d'études.

Je vais donc me risquer, pour dresser ce bilan, à esquisser une forme d'histoire périodisée de ce domaine de recherche. Puis je tenterai de dessiner une cartographie des nombreux travaux qui ont été entrepris depuis une vingtaine d'années dans différents champs disciplinaires, avant d'évoquer quelques directions de travaux qui s'affirment et se profilent aujourd'hui, à l'heure où l'on annonce, avec la convergence numérique, le passage dans une ère de "l'après-télévision".

I. QUATRE PÉRIODES CARACTÉRISTIQUES

Un examen de la généalogie de la recherche française invite à relever quatre périodes, distinctes à la fois par les discours tenus et par le type d'acteurs dominants :

l'enchantement originel correspondant à la phase expérimentale du média,

la militance journalistique et intellectuelle qui est marquée par une forme d'engagement de journalistes et d'acteurs intellectuels en faveur du média télévisuel,

la défiance critique dans la phase où la télévision française abandonne la posture éducative caractéristique des premiers temps pour s'affirmer comme un média de masse vouée à la distraction,

la normalisation académique enfin, depuis une vingtaine et surtout une dizaine d'années.

1.1. L'enchantement originel

Si l'on se reporte tout d'abord à la période correspondant à la "proto-télévision" (globalement du milieu des années 30 à la fin des années 40), on peut noter, qu'à la différence de l'Allemagne où l'on peut repérer un texte précoce et prémonitoire à bien des égards de Rudolf Arheim, c'est seulement dans les années d'après-guerre qu'émerge en France une première réflexion sur ce média. Celle-ci est essentiellement le fait "d'hommes du métier", comme Jean Thévenot, auteur en 1946, du premier essai français répertorié qui témoigne d'une forme d'enchantement à l'égard de ce qui apparaît comme l'essence du nouveau média, le direct. Cette forme majoritaire de communication télévisuelle arrache à cet auteur, comme à d'autres contemporains, des propos enthousiastes attestant l'illusion de transparence suscitée alors couramment par cette nouvelle forme de communication : "Enfin, plus de truquages, de coupures, de montage, de rattrapage, plus de vie mise en conserve, servie froide ou réchauffée. Enfin la vérité, toute nue et toute chaude".

On a une confirmation de cette fascination avec un texte à peine plus tardif de Georges Freedland (1949) pour qui "la télévision est en somme le cinéma parlant à domicile, et un

moyen aussi immédiat que la radio pour transmettre au spectateur-auditeur un spectacle en même temps qu'on l'enregistre ”.

Le constat d'une diversification des spectacles offerts par le média le conduit à distinguer, deux formes de communication télévisuelle :

la "télé-vision ", autrement dit toute retransmission immédiate d'événements artistiques ou d'actualité,

le "téléfilm " ou "télécinéma ", c'est-à-dire toute forme de télévision reposant sur un enregistrement préalable sur pellicule.

Mais le propos d'ensemble de cet auteur, lui aussi enchanté par la télévision, souligne bien que ce média émergent a été essentiellement perçu et défini en France par les premiers théoriciens comme un art du direct, cette posture normative rencontrant le regard des critiques mais aussi les imaginaires et les normes des professionnels engagés dans une définition des règles esthétiques de certains genres télévisuels comme la dramatique. Remarquable dans cette attitude est le fait qu'elle a subsisté après même que l'évolution technique eût permis la mise en œuvre d'autres formes de transmission. Aussi a-t-on pu dire de cette étape pionnière de l'histoire de la télévision qu'elle avait été marquée en France par une " mystique du direct " structurant les pratiques professionnelles et inspirant les discours d'accompagnement et de commentaire.

On doit noter cependant, pour nuancer ce tableau, l'apparition assez rapide d'un souci de formalisation. C'est le cas chez André Vigneau qui distingue, en 1950, trois formes d'expression télévisuelle :

la première qui "consiste à retransmettre sans le modifier un spectacle pris à quelque endroit que ce soit ",

la deuxième qui "consiste, en particulier pour les pièces de théâtre, à transformer le spectacle, à le modifier à sa manière, à lui donner une expression nouvelle ",

la troisième, "celle qui lui est propre en tous points " et que l'auteur croit "pouvoir situer dans le domaine de l'intime".

Le fait que cet auteur se place, pour appuyer son propos, sous l'égide de Paul Valéry souligne cependant que la réflexion théorique sur la télévision s'est établie en France et plus généralement en Europe, sur de tout autres bases que dans l'autre foyer de recherche : l'Amérique du Nord. Les premières investigations nord-américaines sont impulsées par des scientifiques inscrits dans les champs sociologique et psychosociologique. En France, elles sont pour l'essentiel impulsées par des chercheurs relevant d'autres disciplines comme l'esthétique et surtout, par des auteurs inscrits dans la profession à travers des publications de nature hybride, qui échappent à toute forme de découpage académique. Faut-il le rappeler, les réflexions nord-américaines qui se développent dans l'après-guerre sont essentiellement centrées sur la question des effets des programmes et elles participent pour l'essentiel de l'approche "empirico-fonctionnaliste", cette école nord-américaine donnant lieu à une importante réfutation d'un autre courant sociologique héritier de l'Ecole de Francfort.

La perspective de la première communauté (assez hétérogène, on l'a vu) d'auteurs français sur la télévision est quant à elle fondamentalement différente de celle observable aux Etats-Unis puisque les universitaires y sont quasi-totalement absents et étrangers au débat nord-américain. Ancrée au cœur même de l'institution télévisuelle ou dans sa périphérie, la première génération de chercheurs, ou plutôt d'essayistes, français situe le centre de gravité de sa réflexion sur la question du langage télévisuel, de ses capacités expressives ainsi que

sur la question de la vocation du média (fortement investi au départ par le politique d'un rôle social et éducatif), cette posture originale expliquant la tonalité singulière de ces premiers discours critiques, qui ont des référents théoriques parfois inattendus, tels que Valéry

1.2. La militance journalistique

Prenant forme au tournant des années 50, la théorisation française sur la télévision va pourtant connaître dans cette décennie une inflexion par rapport à l'époque antérieure et ceci, sous l'impulsion de l'attitude militante d'une critique journalistique. Les représentants de ce mouvement, qui sont très divers par leurs ancrages politiques et idéologiques, continuent dans la lignée des années 40 à célébrer les prouesses techniques du média. Ils appellent aussi de leurs vœux la mise à jour d'un "langage propre" à la télévision, tout en célébrant les mérites de certains réalisateurs, posés comme d'authentiques "auteurs" parvenant à faire valoir leur pouvoir créatif dans le cadre d'une institution de plus en plus contraignante.

Dans ce groupe de critiques militants, émerge André Bazin, le créateur et l'animateur des Cahiers du cinéma, qui a consacré un nombre assez conséquent d'articles à la télévision. L'examen de ses écrits, assez dispersés d'ailleurs, sur ce média révèle qu'il est partagé à son égard. Ainsi, lorsqu'il s'interroge, en 1954, dans un article significatif sur "l'avenir esthétique de la télévision". Il y engage les réalisateurs de télévision à faire preuve "d'humilité", en recherchant avant tout "le dépouillement et l'efficacité", ce qui le conduit finalement à avancer que l'intérêt de la télévision réside dans sa "psychologie". Autrement dit, dans la relation communicative induite par la télévision qui se caractérise à ses yeux par ce "sentiment d'intimité éprouvé par le téléspectateur avec les personnages présents à l'écran". Ces réserves ne l'empêchent pas malgré tout de considérer que la télévision constitue un "modèle d'authenticité", celle-ci étant questionnée au cinéma par le travail du montage. D'où cet intérêt confirmé chez lui pour l'expression télévisuelle en tant que lieu possible de révélation de la réalité, cette position faisant écho à celle de deux cinéastes jouant comme référence dans sa théorisation : Roberto Rossellini et Jean Renoir qui se sont eux aussi engagés dans la réalisation télévisuelle ainsi que, pour le premier, dans la réflexion sur ce média.

1.3. La défiance critique

Un nouveau tournant s'amorce pourtant dans les années 60, au moment où la télévision s'efface en tant qu'art virtuel et où, précisant progressivement son offre de programmes, elle s'affirme comme un média de communication sociale astreint à une programmation répétitive de produits normés. S'engage alors un processus continu de dévaluation esthétique et, plus largement, de délégitimation culturelle qui ne va cesser dès lors de s'accroître. Tout d'abord dans le discours journalistique où l'attitude militante en faveur du nouveau média va être mise en recul. Egalement dans le champ scientifique où la télévision commence à être timidement prise en compte dans certains travaux et institutions de recherche qui vont porter sur l'objet un regard de plus en plus critique. On peut observer ce phénomène en Grande-Bretagne, où est créé en 1964 le Centre for Contemporary Cultural Studies qui se donne pour objectif d'analyser "les formes, les pratiques et les institutions culturelles et leurs rapports avec la société et le mouvement social". Un tel mouvement se vérifie en Italie, où est créé, en 1960 à Milan, l'Institut A. Gemelli e C. Musatti qui est initialement ancré au départ dans le champ de la psychologie et qui va accorder une place non négligeable à la télévision.

Ce déplacement d'intérêt et ce changement de regard sont tout aussi présents en France avec l'évolution prise par l'Institut de filmologie, qui a posé précédemment, sous l'impulsion de Gilbert Cohen-Séat, les bases scientifiques des études sur le cinéma. Il est

symptomatique en effet, qu'en 1961, cet auteur signe avec le sociologue Pierre Fougereyrollas, un ouvrage où la télévision, confondue avec le cinéma dans un registre de production du sens dénommé "l'information visuelle", se voit accusée de ne délivrer "qu'un déferlement d'images au sein duquel l'abstrait n'a pas été séparé du concret, ni le rationnel de l'irrationnel". Le plus significatif de ce mouvement d'intégration critique de la télévision dans les préoccupations des institutions de recherche est cependant le lancement, à L'Ecole des Hautes Etudes Pratiques, et sous l'égide du Centre d'études sur les communications de masse (CECMAS), d'un premier programme de recherche qui réunit des sociologues de la culture de masse (Georges Friedmann, Edgar Morin) ainsi que différents chercheurs attachés à des problématiques d'inspiration sémiolinguistique, au premier rang desquels Roland Barthes. Ce programme se propose d'analyser systématiquement "les rapports entre la société globale et les communications de masse qui lui sont fonctionnellement intégrés". Une retombée en sera, dès 1966, un numéro de la revue *Communications* (le numéro 7) consacré à la Radio-Télévision dans lequel on peut noter que les approches sociologiques prédominent nettement sur le regard sémiolinguistique.

Ce qui est remarquable en effet en France dans cette période, c'est une forme de désintérêt de ce courant disciplinaire par rapport à cet objet. Cette attitude va se prolonger jusque dans les années 80. Les premiers sémiologues français, Eliséo Véron l'a bien montré dans un article de la revue *Hermès*, sont en effet essentiellement préoccupés par la construction d'une sémiologie générale de l'image. Et, lorsqu'ils se préoccupent de développer des sémiologies appliquées, c'est sur quelques objets nobles, comme la peinture (René Lindenken), et moins nobles, comme le cinéma (Christian Metz) ou la publicité (Georges Péninou), la seule exception pour la télévision étant constituée par des travaux, un peu plus tardifs cependant, sur la dimension pédagogique et didactique de ce média, comme ceux de Geneviève Jacquinet qui offrent des éclairages plus généraux pour la compréhension des syntaxes télévisuelles.

Pourquoi cet évitement sémiologique à l'égard de ce média dont la présence sociale s'affirmait alors de plus en plus en France ? On peut considérer que des raisons d'ordre socio-culturel sont intervenues, (il n'est pas indifférent de constater que c'est lorsque la télévision se préoccupait d'éducation qu'elle redevenait un objet légitime). On doit aussi relever que des facteurs à caractère scientifique ont également joué. L'inspiration théorique de cette première sémiologie de l'image est alors la linguistique structurale, l'approche immanentiste des messages excluant en conséquence les éléments contextuels au profit des seuls faits filmiques. On en a une illustration frappante dans le regard que porte Christian Metz sur la télévision dans son ouvrage *Langage et cinéma* le conduit à noter incidemment que les différences entre cinéma et télévision ne sont que secondes "par rapport au nombre et à l'importance considérable des codifications que les deux langages ont en commun".

On entre alors (globalement les années 70) dans une période d'évitement sémiologique, et plus généralement académique, à l'égard de la télévision, la fonction de déconstruction critique des messages audiovisuels se portant prioritairement, dans la période post-68, sur le cinéma, par le biais de revues comme *Les cahiers du cinéma* et *Cinéthique* qui, en se référant à des auteurs comme Louis Althusser ou Jacques Lacan, entreprennent de penser prioritairement les effets de domination idéologique et symbolique du cinéma narratif classique. Il est significatif en effet que les années 70 se caractérisent en France par la rareté de travaux conséquents sur la télévision, comparativement à d'autres contextes comme le Grande Bretagne, où le courant des Cultural studies consacre une part importante de ses travaux à ce média, les seules dérogations en France (ou en zone francophone) étant constituées par le travail relevant d'une sociologie critique de Jean Marie Piemme et l'initiative d'un historien, Jean Noel Jeanneney qui réunit dans un séminaire quelques chercheurs dont certains (Jerôme Bourdon principalement), quoiqu'historiens, ont recours à des problématiques sémiologiques.

1.4. La normalisation académique

C'est donc dans les années 80 que va s'opérer en France un premier déblocage des travaux sur la télévision, à la fois pour des raisons à caractère scientifique et pour des facteurs d'ordre institutionnel.

Des déplacements paradigmatiques sont repérables en effet dans plusieurs disciplines :

a) dans le champ des sciences du langage et du signe, c'est l'entrée progressive dans une sémiologie de "deuxième génération", marquée par la problématique de l'énonciation. Comme le fait remarquer Eliséo Véron dans l'article déjà évoqué : " Le développement de la théorie de l'énonciation ont rendu possibles trois choses : la définition de nouveaux critères d'analyse, l'établissement de nouveaux rapports beaucoup plus féconds avec la linguistique et l'articulation des messages que l'on traite à l'environnement social et culturel ". En mettant l'accent sur la spécificité des différents médias et la nécessaire contextualisation de leurs discours, ces trois déplacements évoqués par Véron vont bénéficier à la télévision en tant qu'objet d'étude sémiologique.

b) dans le champ de la sociologie, c'est la montée en force des interrogations sur les rapports entre état, télévision et démocratie déjà présente dans les années 70 mais repensée, dans un contexte un peu apaisé, à la lumière d'autres éclairages théoriques.

Il est ainsi significatif, qu'à trois ans d'intervalle, soient publiés :

un ouvrage d'Etienne Allemand, *Pouvoir et télévision, Les machines d'organisation*,

un ouvrage de Sylvie Blum, sur *La télévision ordinaire du pouvoir* (titre) ,

en 1983 un ouvrage de Jean-Louis Missika et Dominique Wolton dont le titre, un peu énigmatique, est *la Folle du logis* mais le sous-titre, *La télévision dans les sociétés démocratiques*, plus éloquent.

En dépit d'inspirations assez éloignées, ces publications rapprochées attestent que la question des liens entre politique et télévision, présente de vieille date dans le débat public français considérant l'étatisation et le contrôle de ce média, n'a été vraiment débattue au plan scientifique qu'assez tard dans ce pays. Pour compléter ce tableau du côté de la sociologie, il faut noter aussi l'émergence au début des années 80 d'un courant de recherche critique sur les industries culturelles. Animé par Bernard Miège, il intègre la télévision dans ses objets d'études et, du fait de son parti-pris d'interdisciplinarité, va féconder d'autres travaux relevant d'une orientation sémio-discursive.

On doit donc retenir que c'est au début des années 80 que s'opère une véritable ouverture de la réflexion théorique sur le média télévisuel. Encore que ce mouvement reste relatif et très progressif. L'examen du sommaire du numéro 34 de *Communications* sur les phénomènes énonciatifs dans l'audiovisuel est édifiant à cet égard, puisque la télévision n'y occupe qu'une portion congrue à travers un article souvent référencé d'Eliséo Véron. Et c'est là une situation qui va se prolonger jusqu'au début des années 90 où l'on va assister, dans le contexte français, à une véritable éclosion de travaux méthodiques et structurés sur le média.

Les logiques sous-jacentes à cet épanouissement sont là essentiellement d'ordre institutionnel. La réflexion théorique sur la télévision bénéficie en effet simultanément :

a) du développement et de la structuration des Sciences de l'Information et de la Communication qui deviennent pour la télévision le centre de gravité des travaux spécialisés,

même si dans des disciplines connexes des travaux sont entrepris et entrent en résonance avec ceux qui sont menés dans les SIC. Un champ d'analyse se structure alors avec ses revues de prédilection, ses lieux de publication, l'apparition de premiers bilans et synthèses ainsi que le développement de groupes de travail spécialisés et l'organisation de colloques réguliers qui permettent des échanges nourris entre chercheurs jusqu'alors isolés ou dispersés,

b) la création d'un Dépôt légal des archives télévisuelles en 1994 par l'Institut national de l'audiovisuel (INA) qui se voit chargé de cette responsabilité par le législateur. Cette initiative archivistique française contribue à fortement intensifier les travaux sur ce média, tout en transformant les conditions méthodologiques et épistémologiques des recherches. N'ayant jusqu'alors qu'un accès limité et aléatoire aux sources, les chercheurs spécialisés étaient jusqu'alors condamnés à des palliatifs lorsqu'ils voulaient travailler de façon méthodique sur des vastes corpus et ce, d'autant plus que les périodes étudiées étaient éloignées dans le temps. Ils vont désormais se retrouver en mesure de réunir des corpus d'analyses beaucoup plus conséquents dans leur étendue et rigoureux dans leurs critères de constitution. Disposant de moyens de vérification empirique des données disponibles, ils sont ainsi tenus à un impératif de validation des hypothèses développées et des résultats interprétatifs avancés.

II. UN PAYSAGE DE TRAVAUX BEAUCOUP PLUS DIVERSIFIÉ

La création de l'Inathèque a été d'autant plus bénéfique pour la communauté de chercheurs sur la télévision (qu'elle a aidé à constituer) que ses responsables se sont efforcés, en collaboration avec les chercheurs, de développer des outils de gestion et de requête documentaire, des outils de traitement des corpus très sophistiqués ainsi que divers moyens de diffusion de ces travaux (collections spécialisées, débats publics, manifestations scientifiques). Au terme de huit années d'existence de cette institution, on peut ainsi opérer un premier bilan de ces travaux. Un exercice auquel je vais me livrer ici pour conclure, en m'affranchissant volontairement des découpages disciplinaires traditionnels car il faut observer que la mise à disposition de ces archives a fortement contribué à transformer les modalités de travail dans le sens d'une interdisciplinarité effective, et non pas simplement invoquée.

II.1. Quatre orientations de recherche

Présentées ici dans un ordre arbitraire et volontairement anonymées bibliographiquement, quatre orientations principales de recherche peuvent être tout d'abord repérées :

a) la première axée sur les représentations ou plutôt les mises en représentation de certains thèmes personnages, figures et univers,

b) la seconde, centrée sur des événements (plus ou moins éloignés dans le temps, plus ou moins circonscrits, plus ou moins étendus) dont le traitement télévisuel était jusque là très problématique,

c) la troisième visant à la mise à jour et à la classification des dispositifs génériques et spécifiques,

d) la quatrième marquée par une interrogation de plus en plus sophistiquée sur le flux télévisuel, les macro-discours que constituent les programmations de chaînes et les stratégies identitaires des chaînes.

Un élargissement de ce tableau à des recherches ne nécessitant pas, ou de façon annexe, un accès à ces archives, invite également à relever :

a) des travaux d'inspiration sociologique et socio-économique sur les pratiques et les normes professionnelles (producteurs, scénaristes, journalistes, programmeurs, dirigeants) ainsi que sur les logiques plus générales de production,

b) des investigations à ancrage sociologique, mais surtout psycho-sociologique ou ethnographique sur les processus de réception-interprétation qui ont été alimentées par une intense réflexion théorique sur la question, complexe et toujours ouverte de la réception.

II.2. Deux déplacements épistémologiques

Il importe cependant, pour compléter ce bilan, de souligner deux glissements épistémologiques induits par ce développement spectaculaire des études télévisuelles qui s'est manifesté en France depuis une dizaine d'années. Il concerne tout d'abord le rapprochement qui s'est opéré à propos de l'objet télévisuel, entre des regards disciplinaires aussi différents que ceux des sciences historiques et des sciences du signe. Si on se réfère à ce qui est constitutif des principes de pertinence de ces deux champs disciplinaires on peut convenir que le regard des analystes du discours et des formes télévisuelles devrait par définition se porter sur les signifiants des programmes analysés alors que les historiens devraient avant tout aborder les programmes comme des documents donnant accès à des univers socio-historiques. Or, l'examen de vingt ans de travaux dans ce domaine, et plus spécialement des dix dernières années de recherche menées à l'ombre de l'Inathèque, laisse apparaître un croisement et une transformation des préoccupations respectives. Autrement dit, le développement d'un souci d'historicisation des formes télévisuelles chez les sémiologues et, chez les historiens, une attention plus grande au processus de médiatisation télévisuelle des faits et des événements considérés. Deux déplacements de préoccupations qui rendent totalement justice aux chercheurs partisans d'une interdisciplinarité bien comprise.

Le second de ces mouvements a trait à une forme d'interpénétration qui s'est opérée entre :

-une forme de recherche appliquée (menée depuis longtemps à l'intérieur principalement de l'INA) .Travaillant sur des durées courtes et avant tout portée à la production de données quantitatives, elle détient une connaissance approfondie des institutions télévisuelles, de leurs cultures, normes et pratiques,

-une recherche plus fondamentale à ancrage académique portée à l'élaboration de problématiques abstraites, de modèles et de systèmes assez généraux sans échos dans l'espace public.

L'interface qu'a constitué l'Inathèque, depuis une dizaine d'années, a d'évidence contribué à modifier ces deux types d'attitudes, la première se voyant impliquée dans des débats théoriques qui l'ont rendu plus incisive et plus distanciée, la seconde ayant, au contact de la première davantage, pris en compte des contraintes et des spécificités télévisuelles ignorées ou minorées jusque là, tout en devenant plus réactive à des objets télévisuels contemporains et en s'intégrant davantage dans des débats dont elle restait en lisière jusque là.

III. DE NOUVELLES INTERROGATIONS

Comment achever ce bilan se voulant prospectif sans évoquer quelques nouvelles directions de travail qui semblent maintenant se dessiner en France sur l'objet télévisuel? La première d'entre elles peut apparaître paradoxale puisqu'elle concerne l'archéologie du média et sa généalogie. On peut en effet observer une lignée de travaux qui, à l'image de ce qui a été entrepris à propos du cinéma des "premiers temps", se sont portés sur la télévision pionnière et même, sur l'avant-télévision. Certains chercheurs ont ainsi exhumé des textes anticipatoires qui ont précédé l'apparition du média lui-même et qui permettent de penser les ruptures et continuités avec les médias qui ont précédé la télévision.

A cette interrogation, on peut associer d'autres réflexions centrées quant à elles sur le devenir de la télévision. D'orientation sociologique ou socio-économique et encore assez rares, les premières s'interrogent sur l'émergence de nouveaux modèles de télévision : le narrowcasting et surtout le webcasting qui viennent concurrencer de plus en plus le modèle traditionnel de broadcasting. D'inspiration plutôt sémiologique, les seconds se développent sous l'égide du concept d'intermédialité.

La troisième interrogation, qui semble devoir s'accroître dans les années à venir, porte sur des médias infra, supra ou transnationaux. La réflexion sur les liens entre identités territoires et médias était déjà venue alimenter un courant émergent de travaux sur les télévisions locales, régionales etc... Il devrait s'intensifier avec le développement de la télévision numérique hertzienne et la diversification accrue de l'offre de programmes qu'elle devrait entraîner dans le contexte français, longtemps dominé par des institutions et des programmations à vocation nationale. A l'inverse, mais en s'adossant à des problématiques proches, on voit se multiplier des travaux sur des télévisions transfrontalières, européennes en premier lieu, ainsi que sur d'autres types d'opérateurs s'adressant à des populations dispersées géographiquement mais réunies imaginativement par des programmes et des discours identitaires qui les intègrent dans des communautés spectatorielles de type "diasporique". Enfin on peut discerner, des réactivations de problématiques comme celle de l'auteur ou encore des interrogations de type esthétique sur les programmes télévisuels

III. REMARQUES CONCLUSIVES

Il est donc légitime d'avancer que, si elle s'est mise en place et s'est structurée assez tardivement par rapport à d'autres pays, la recherche française sur la télévision a aujourd'hui atteint une forme de maturité scientifique et de reconnaissance institutionnelle qui laisse augurer des développements productifs, et ce d'autant plus qu'elle a développé des orientations de travail originales qui s'expliquent par ses origines et son histoire singulière. On peut cependant se demander et tout aussi légitimement, s'il n'y a pas dans ce processus d'autonomisation et de spécialisation de ce domaine de recherche un danger : celui d'un repli militant d'une communauté de chercheurs sur un objet empirique, à l'image de ce qui a menacé un moment les études cinématographiques et dont elles se sont dégagées en développant des perspectives d'analyse distinctes complémentaires sur cet objet commun. Il me semble qu'on pourrait considérer que la télévision sera devenue un objet de recherche à part entière lorsque, au delà peut être d'un nécessaire "noyau dur" de chercheurs, l'ensemble des disciplines s'approprient avec leurs propres principes de pertinence ce fait social et discursif qu'est la télévision. C'est là une perspective raisonnable. Mais ne peut-on se demander si celle-ci est souhaitable? Car plus que tout autre objet empirique, et comme j'ai essayé de le montrer, la télévision semble appeler comme naturellement une perspective interdisciplinaire. Elle rend donc pleinement justice à l'existence et au développement des Sciences de l'Information et de la Communication.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALLEMANT, E., *Pouvoir et télévision*, Paris, Editions Anthropos, 1980.

ARHEIM, R., "Prospectives pour la télévision", *Interciné*, 1989.

BAZIN, A., "L'avenir esthétique de la télévision : la télévision est le plus humain des arts mécaniques", *Réforme*, 17 septembre 1955.

BLUM, S., *La télévision ordinaire du pouvoir*, Paris, PUF, 1981.

BEAULIEU, J., *La télévision des réalisateurs*, Paris, INA-La documentation française, 1984.

- COHEN-SEAT, G., FOUGEYROLLAS, P., *L'action sur l'homme : Cinéma et télévision*, Paris, Denoel, 1961.
- DELAUVAUD, G., "La télévision avant la télévision, Le spectacle à domicile selon Albert Robida", *MEI* N°12-13, 2000.
- FREDDLAND, G., "Essais sur la syntaxe de la télévision", *Revue du cinéma*, N°19-20, 1949.
- GRITTI, J., "La Télévision en regard du cinéma: vrai ou faux problème ?" , *Communications* N°7, Paris, Seuil, 1966.
- JACKAWAY, G., "Initial reactions to the introduction of Television", 1938-1953 in SARI, T., (sous la direction de) *Communications and Culture, language, Performance*, Vol 4, 1980.
- JACQUINOT, G., *Image et pédagogie*, Paris, PUF , L'éducateur, 1977.
- JEANNENEY, J-N., SAUVAGE, M., *Télévision, nouvelle mémoire, Les magazines de grand reportage*, Paris, Seuil-INA, 1980.
- LOCHARD, G., "Âvis de recherche" , *Le Monde Radio-Télévision*, 12-13 Avril 1988
- METZ, C., *Langage et cinéma*, Paris, Larousse, 1970.
- MIEGE, B., et alii, *Le JT , Mise en scène de l'actualité à la télévision*, Paris, INA-La documentation française, 1986.
- MISSIKA, J-L ., WOLTON,D., *La folle du logis, La télévision dans les sociétés démocratiques*, Paris, Gallimard, 1983.
- PIEMME, J-M., *La télévision comme on l'a parle*, Bruxelles, Labor-Nathan, 1978.
- ROSSELLINI, R., *La télévision comme utopie*, Paris, Auditorium du Louvre/Cahiers du cinéma essais, 2001.
- THEVENOT , J., *L'âge de la télévision et l'avenir de la radio*, Paris, Les Editions Ouvrières, 1946.
- UNGARO, J., "La fille prodigue ou le cinéma après la télévision", in *L'invention de la télévision*, (sous la direction de Marie-Françoise Lévy), Paris, Editions Complexes, 1998.
- VERON , E., "Il est là, il me voit, il me parle ", *Communications* N°38, 1983, pp. 98-121
- VERON, E., "De l'image sémiologique aux discoursivités", *Hermès* 13-14,, 1994 .
- VIGNEAU, A., "La télévision et les différents spectacles, Du grand spectacle à la confidence ", *Cahiers d'études de radiotélévision*, N°2

PARCOURS DE LA PROGRAMMATION TELEVISE AU MEXIQUE FLORENCE TOUSSAINT²

RESUME

Le texte suivant est divisé en trois objectifs et sections: la première est une proposition théorique vis à vis des raisons socioculturelles des changements dans la programmation télévisée qui se produisent au Mexique. Puis une description synthétique de la recherche faite dans les années 70 et un parcours de la programmation télévisé en 2001 dans les chaînes gratuites et payantes.

OVERRUN OF TELEVISION PROGRAMMING IN MEXICO

ABSTRACT:

The following text is been divided in three sections. Each one relates to a different goal. The first part contains a theoretical explanation of the reasons for today's changes in contents. The second is a brief description of research in the subject since 1970 by Mexican scholars and the third is an overrun of television programming in México, both in free and subscription channels.

RECORRIDO POR LA PROGRAMACION TELEVISIVA EN MEXICO

RESUMEN

El presente trabajo consiste en una propuesta teórica acerca de las razones socioculturales de los cambios habidos en los contenidos de la programación televisiva que se realiza en México. Una sintética mención a los trabajos anteriores que se han ocupado del estudio de la programación y han sido hechos por investigadores mexicanos. Y un recorrido por las programaciones de la señal abierta gratuita y de la señal de paga que pueden verse en el país.

UNA PROPUESTA TEORICA : LA SOCIEDAD DE LA TRANSICION.

La sociedad mexicana entró en un periodo de transición desde los años 90 que aun no termina. Todos los ámbitos de la economía, de la política y de la cultura se están transformando de manera acelerada. Los elementos que marcan el inicio de un cambio profundo en el Estado y la nación son múltiples. Los más destacados tienen que ver con:

las modificaciones en la condición del Estado, muy especialmente la crisis del sistema político priísta que después de 60 años en el poder (en 1988) comenzó a mostrar signos de agotamiento y deterioro a tal grado que se sucedieron asesinatos políticos y finalmente la pérdida del poder ejecutivo en las elecciones del año 2000.

el surgimiento de manera paralela con la crisis del régimen de una sociedad civil recelosa de las promesas incumplidas del PRI y deseosa de un cambio democrático.

² Doctora en Sociología por la UNAM, profesora tiempo completo en la Facultad de Ciencias Políticas y Sociales de la UNAM. Miembro fundador y ex presidenta de AMIC.

el impacto de la globalización en una economía altamente ligada y dependiente de los Estados Unidos.

la apropiación por parte del Estado de las tendencias internacionales de privatización, desregulación y eliminación de las barreras de entrada a los productos del exterior.

el desarrollo de una infraestructura de telecomunicaciones que hizo posible una distribución mayor de las señales televisivas y la adopción de nuevas tecnologías.

A partir de las situaciones sociales antes mencionadas cabe preguntarse ¿Cómo y bajo qué factores podemos decir que los contenidos de la televisión han cambiado? De manera muy sintética las respuestas que hemos encontrado, a partir del seguimiento de la programación durante una década, son las siguientes:

Los contenidos se han polarizado en dos grandes grupos: locales y transnacionales.

Los contenidos locales se han quedado en la televisión de señal aérea, abierta y gratuita.

Los contenidos transnacionales circulan por los sistemas de paga.

Los contenidos locales se han vuelto de aldea y su perspectiva es cada vez más estrecha, buscan lo individual, lo íntimo, lo privado.

Los contenidos internacionales se han vuelto globales, diversificados y caminan hacia especialidades que atañen a cada vez menos personas.

CONTENIDOS GLOBALES:

Existe una relación entre la economía global que alcanza a los medios y los internacionaliza uniéndolos a la red mundial de producción, intercambio y distribución de los mensajes y los contenidos de dichos medios. Para poder circular es necesario que contengan los índices comunes de ideas, sentimientos y formas establecidos en un nuevo esquema que combina una base estándar con una serie de variaciones y adecuaciones a las culturas e identidades nacionales que persisten. El rasgo cultural local más importante es el idioma.

En una sociedad en donde hay uniformidad y atomización se diluye la idea del interés común, se dan situaciones efímeras, alianzas provisionales, falta de camaradería y soluciones individuales³. Este modelo de relación se reproduce en las soluciones contemporáneas de las producciones televisivas. En todos los géneros se va introduciendo esta innovación y se adapta a las características de cada uno.

La cobertura de los medios y su involucrarse en todas las formas de expresión cultural han hecho de estos aparatos hegemónicos cuyas características especiales imprimen su sello a toda actividad social. Una de ellas es la esfera de la política. Otra es el ejercicio periodístico. Pero también el deporte, las artes y la ciencia se ven reformuladas para su difusión masiva por los parámetros establecidos por la televisión.

A su vez, la televisión estableció en sus inicios divisiones estancas entre algunas temáticas y las equiparó con los géneros conocidos tanto en el periodismo como en la literatura. Al paso del tiempo, sin que se pueda negar su parentesco con sus predecesores, sucede que los géneros televisivos adquirieron sus propias funciones y se estructuraron de manera muy diferente. El nuevo formato es muy flexible, propio de un medio hecho para captar las

³ Ver Castells, Manuel La era de la información, volumen II, Siglo XXI, México, 2001.

modificaciones en la sensibilidad social y para adaptarse a las condiciones cambiantes tanto de la economía como de la cultura actuales.

El primer resultado notable de las transformaciones de los mensajes es el hecho, empíricamente demostrable, que señala la interrelación cada vez más estrecha entre lo que solía estar separado. Los géneros están dejando de existir pues unos toman de otros rasgos que antes servían para distinguirlos. Se crea así una especie de continuum entre los anuncios, los programas, las películas, deportes y noticias que conforma un gran espectáculo de escasas variaciones. Es claro que las noticias se relatan en forma dramatizada y son cada vez más historias individuales en donde el interés común se diluye. De ahí el sensacionalismo, la predominancia de la nota roja y el abandono de los temas tratados en relación con el contexto y el desarrollo en el tiempo. También, en algunos casos, el aldeanismo que está moldeando a muchos noticiarios. Una vez más el interés colectivo ha quedado a un lado y es el individualismo lo que llama la atención del público atomizado, pues cada persona se cree una conciencia única.

CONTENIDOS LOCALES:

Los mensajes realizados para la televisión local, de señal abierta y gratuita, la que ve la mayoría del público de los países no desarrollados, como México, contienen algunos de los elementos mencionados antes y agregan algunos otros que contribuyen a arraigarlos en el gusto de los espectadores de menores ingresos, más bajas posibilidades de obtener información y de acercarse a otras fuentes de cultura.

Los noticiarios han descuidado de manera muy notable el ámbito internacional, para destinar la mayor parte de su tiempo a asuntos nacionales, locales y de barrio, vecindad, condominio y calle. Cuando aparecen noticias del exterior, éstas se toman de los despachos de las agencias, tanto en datos como en imágenes, por lo cual casi todos los noticiarios son semejantes. La cobertura por un corresponsal o enviado especial disminuye o desaparece de los informativos nacionales.

En contraposición las telenovelas y programas de ficción incluyen cada vez de manera más explícita los problemas sociales y políticos del día. Y lo están haciendo, al menos de dos maneras diferenciadas. Primero al seleccionar asuntos como la delincuencia, el narcotráfico, el consumo de estupefacientes, la violación, el aborto, el sida, la corrupción. Crean personajes que representan dichas lacras y así las convierten en parte de su argumento. Otra forma es que los protagonistas simplemente en sus diálogos aludan a lo que está sucediendo en la vida de todos los días y que se refleja en radio, televisión y prensa. Las simples historias de amor han dejado de ser el único objetivo de los guiones de la ficción televisiva.

Y para confundir más aun las clasificaciones tenemos las emisiones que mezclan presentación de artistas con las noticias, la opinión, los consejos, los chismes, los concursos, la vejación del público al que hacen participar en el estudio. Dan lugar así, bien al programa de “espectáculos” o al llamado “reality show” que presenta puestas en escena dramáticas, opiniones de especialistas y simple información.

A lo anterior se agregan formatos totalmente nuevos como Big Brother, noticiarios cómicos, programas que son un anuncio continuo y otros que usurpan la función del poder judicial al establecer tribunales mediáticos y juzgar sin apelación, sea a actores de la vida real, sea a personajes inventados.

Frente a esta confusión el Estado actual tiene poco que decir. Ha perdido el control de los contenidos por dos razones poderosas: uno, debido a que la sociedad y los dueños de los medios le han ganado la partida a la censura. En México durante casi cuarenta años, la

censura tomó el lugar de la aplicación de la ley. La distorsionada relación entre medios y gobierno lo hizo posible. Acostumbrados a burlar la ley, los medios --hoy que se han librado de la censura--, continúan sin acatar las normas vigentes. Dos: el ingreso de capitales extranjeros, el sentido global de los contenidos y sobre todo la ampliación de los flujos de mensajes a través de diversos soportes hacen casi imposible que un gobierno nacional limite la creación de contenidos.

La sociedad reprimida en su capacidad de expresión a lo largo de más de sesenta años encuentra de pronto que la televisión le brinda la posibilidad de participar. No importa cómo ni a qué precio. Puede participar. Desde llamar por teléfono para “votar” en una supuesta encuesta en los noticiarios, hasta bailar, cantar o hacer el ridículo en un show. El caso es hacerse visible. La televisión contemporánea tiene justamente entre sus atributos fundamentales el de hacer visible a la gente que llega a sus pantallas. O a los acontecimientos. O a las protestas. Lo que no sucede en la televisión permanece en la marginalidad.

EL ESTUDIO DE LOS MENSAJES TELEVISIVOS EN MÉXICO

A continuación mencionaré el trabajo de algunos de los investigadores mexicanos que se han ocupado de los mensajes y contenidos de la pantalla casera, señalando la óptica desde la cual se han acercado a su objeto.

Según una sistematización de una parte de los documentos, ponencias y libros dados a conocer de 1956 a 19864 se mencionan entre los pioneros en el análisis de los contenidos televisivos, entre otros a Amman, Medina, Quiroz, Toussaint⁵. El acercamiento al tema era desde el ensayo y el artículo periodístico en un tono crítico y muchas veces de denuncia acerca de la mala calidad de las emisiones y también del exceso de materiales extranjeros. Era el tiempo en que se acuñó y se usaba mucho el término de imperialismo cultural. También se abordó el asunto desde el análisis de contenido funcionalista o la semiología.

En 1985 se publicó un libro titulado *Televisa, el quinto poder*. En éste se incluye un ensayo acerca de la programación del consorcio que agrupa por temáticas los distintos programas y describe genéricamente el contenido de cada uno. La autora es Florence Toussaint y el título “Televisa: una semana de programación. ¿Mente sana en cuerpo sano?”. En ese mismo volumen se incluye un texto de José Luis Gutiérrez Espíndola, denominado “Información y necesidades sociales. Los noticiarios de Televisa”. En este se analiza el tipo de notas que contienen los informativos y se hace una historia de los mismos, desde su aparición en la pantalla chica.⁶

Diez años después, en 1995, se editó el libro *Desarrollo de la Industrias Audiovisuales en México y Canadá*. Todo el capítulo IV está dedicado a la programación. Se aborda el tema con una metodología cuantitativa y se hacen señalamientos acerca de la clasificación por géneros de los distintos programas y series. Los títulos de los trabajos y autores son: “Programación televisiva” por Delia Crovi; “Canales abiertos de la Ciudad de México: programación y preferencias del público” de Delia Crovi y Josefina Vilar; “La agenda televisiva en Guadalajara” de Enrique Sánchez Ruiz y “Oferta de programación audiovisual extranjera en la televisión aérea de Monterrey, Nuevo León” de José Carlos Lozano y Jorge

⁴ Fuentes Navarro, Raúl *La investigación de Comunicación en México*, Ediciones de Comunicación, México, 1988.

⁵ Amman Escobar, Ricardo “La información televisada, reflejo o causa de la socialización” en *Revista Mexicana de Ciencia Política*, FCPyS-UNAM, México, enero-marzo 1975. Medina Pichardo José “Sexismo y distorsión de la realidad” en *Cuadernos de Comunicación* No.51, México, septiembre 1979. Quiroz, Gustavo “De la novela policiaca a las series televisivas. El sistema de significación del melodrama” en *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, FCPyS-UNAM, México, abril-junio 1980. Toussaint, Florence “La telenovela: ensayo aproximativo” en *Comunicación e ideología*, No. 4, México, 1975.

⁶ Trejo Delarbre, Raúl (coordinador) *Televisa, el quinto poder*, Claves Latinoamericanas, México, 1985.

García. Además en el capítulo III hay un texto dedicado a “Los canales culturales del D.F.” en el cual Florence Toussaint aborda la programación de dichos canales⁷.

En el 2001 la Cineteca de la UNAM publicó Actualidad de las televisiones culturales de Florence Toussaint. Un texto breve en donde se alude a la proliferación de canales culturales en los sistemas de paga y se menciona a las dos emisoras principales en señal abierta, el Canal 11 y el 22. Hay una referencia general a la programación⁸.

A partir de 1988 algunas instituciones como la Academia Mexicana de Derechos Humanos y las universidades Nacional Autónoma de México y la de Guadalajara han emprendido estudios del contenido de los noticiarios de televisión para documentar el comportamiento de los informativos, fundamentalmente en los periodos electorales. Con el mismo tema se han llevado a cabo tesis de licenciatura, maestría y doctorado. Algunos de los autores son: de la UNAM: Florence Toussaint, Aimée Vega, Rodrigo Gómez, Raciél Trejo, Raúl Trejo; por la Academia Mexicana de Derechos Humanos Sergio Aguayo y Miguel Acosta. Pablo Arredondo, Francisco Aceves y Enrique Sánchez Ruiz de la Universidad de Guadalajara⁹.

En vista de que el objetivo del presente trabajo no es hacer un recuento exhaustivo de lo producido en el país en materia de programación, los datos anteriores deben ser tomados solo como un indicador de lo que se ha estudiado en esta materia en el país.

Recorrido por la programación de señal abierta

Ha sido reiteradamente señalado el tropiezo metodológico que consiste en agrupar bajo la categoría de género a los distintos programas televisivos. El problema se agudiza si tomamos en cuenta que, como se menciona antes, las divisiones están dejando de existir pues la mezcla de las características que antes distinguía por lo menos la ficción de lo noticioso es un hecho. Sin embargo, es necesario elaborar alguna tipología si se quiere realizar un análisis cuantitativo de las series que se difunden por la televisión. Con ese ánimo he realizado la gráfica “Género del programa” que especifica el número de títulos dedicados a cada uno de lo que aquí llamaré género a falta de mejor definición¹⁰.

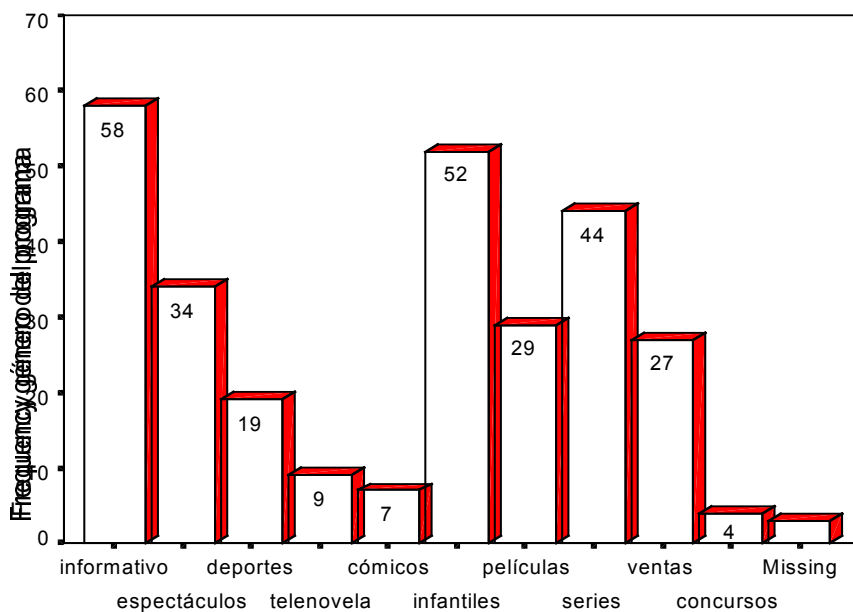
⁷ Crovi Druetta, Delia (coordinadora) Desarrollo de la Industrias audiovisuales en México y Canadá, Proyecto Monarca, FCPyS-UNAM, México, 1995.

⁸ Toussaint, Florence Actualidad de las televisiones culturales, UNAM, México, 2001.

⁹ Para consultar los títulos de los trabajos sobre elecciones, ver el texto de Francisco Aceves “Investigación académica sobre el papel de los medios de comunicación en los procesos electorales en México” en La comunicación en la sociedad mexicana. Reflexiones temáticas, Amic, México, 2001, p.223.

¹⁰ Nota metodológica: se construyó una muestra de 283 programas de televisión del 23 y 25 de mayo de los nueve canales abiertos existentes. Se elaboraron 10 categorías para llevar a cabo la tabulación mediante la ayuda del programa SPSS.

Género del programa



Las noticias.

El rubro noticioso de la televisión ha cobrado una importancia sorprendente. Las cifras de la gráfica lo confirman y sitúan el género en primer lugar. Los informativos se han multiplicado y los programas han crecido en tiempo y producción. Esta tendencia presente ya desde mediados del 2001, parece seguir su curso y afianzarse. Si bien la competencia ha aumentado entre los distintos canales, las variaciones entre los mismos se fincan tanto en la experiencia como en los resultados en rating de cada uno.

Solamente en siete de los 10 canales de la televisión de señal aérea abierta se producen 18 emisiones diarias con un total de 21 horas y media de transmisiones cada día de lunes a viernes. Es decir que si no se emitieran varias en el mismo horario, el televidente podría pasar casi toda su jornada cotidiana mirando noticias con los más diversos conductores y por lo menos cuatro estilos: el de Televisa, TvAzteca, CNI 40 y Canal 11 del IPN.

Además, todas las emisoras tienen transmisiones los fines de semana con lo cual su número total aumenta a 24 títulos y a 25 horas y 45 minutos. A ello se agrega El Mañanero que pasó del 40 al Canal 4 y que dura 3 horas cotidianamente.

Espectaculares-informativos matutinos

El Canal 2 de Televisa veremos por la mañana programas de información espectáculo para adultos y para niños de entretenimiento con muñecos. Al medio día variedades con público en el estudio. Para la tarde y noche series cómicas. Vida Tv inició sus emisiones en Canal 4 y con el mismo título se trasladó en enero del 2002 al canal 2 para sustituir a Aquí entre dos. En el 4 a su vez se inició Club 4 TV. Los dos duran tres horas, pero en Canal 2 se inserta a las 2.30 de la tarde el noticiario conducido por Lolita Ayala. En Canal 9 se difunde La Oreja, programa de chismes del espectáculo.

Infantiles.

Los niños son objeto de mucho interés para las televisoras. En los canales del Estado se busca ofrecerles programas educativos y de entretenimiento. Para ello se producen varias

series, mientras que otras son dobladas y llevan una introducción a cargo de un conductor mexicano. En las emisoras comerciales hay una gran cantidad de dibujos animados con los cuales se completan los tiempos. Canal 5 de Televisa está casi totalmente destinado a los infantes y su producción es de origen japonés y estadounidense.

Las telenovelas

Las telenovelas fueron durante treinta años uno de los ingredientes principales del menú televisivo comercial. Hoy en día, según se ve en el recuento realizado, este género ocupa muy poco espacio, lo mismo que el de programas cómicos. Este hecho como el del aumento de los informativos señala que las televisoras han optado por realizar programas de flujo en lugar de dedicar recursos a los de stock, especialmente a la ficción que implica grandes gastos de producción. En las televisoras culturales las series sustituyen a este popular género. Por otra parte hay que señalar que la industria nacional tiene ya un basta experiencia en el asunto, sin embargo las innovaciones tanto de estilo como de contenido tardan mucho tiempo en imponerse, dan un paso hacia adelante y se quedan ahí varios años o bien retroceden. Al tratarse de un tipo de programa latinoamericano, varias televisoras del continente las producen en abundancia, aunque las dos empresas que llevan la delantera son Televisa y TVGlobo. En vista de la competencia, pocos ejemplares latinoamericanos se han visto y se ven en la televisión mexicana.

En una semana del 2001 elegida al azar, las telenovelas que se exhibían eran: Esmeralda, Amigas y rivales, La intrusa, El derecho de nacer, en Canal 2. Las dos últimas repeticiones. Si bien El derecho de nacer es otra puesta en escena, la historia es la misma. Yo soy Betty la fea, obra colombiana que se exhibe en Canal 9. Alcanzó 12.4 puntos. Amigas y rivales aparece en el Flash de Ibope de mayo con 27.9 puntos de raiting, segundo lugar en audiencia del “canal de las estrellas”. Televisa, antes gran productora de teledramas, ha bajado ostensiblemente el número de producciones y además ha decidido comprar lo cual será más barato y conveniente en periodo de crisis.

En Canal 13 salían al aire diariamente El amor no es como lo pintan, Amores querer con alevosía, Como en el cine y Un olor a café llegará cuando seas mía. El primer impulso que TVAzteca le había dado a las telenovelas para renovar el género volvió unos pasos atrás. El amor no es como lo pintan parece más bien una comedia fársica que una telenovela. Tanto el guión como la actuación son tan esquemáticos que la narración es un fracaso. Llegó en mayo a los 9.7 puntos de raiting. Amores... está mejor producida, aunque muchos de los temas tratados ya se habían explotado en Todo por amor. Esta telenovela llegó a los 8.2 de raiting. Otra es Como en el cine. Un olor a café llegará cuando seas mía, lleva visos de ser una burda copia del melodrama colombiano Café con aroma de mujer que tuvo éxito tanto en su país como en México cuando fue transmitida por Azteca.

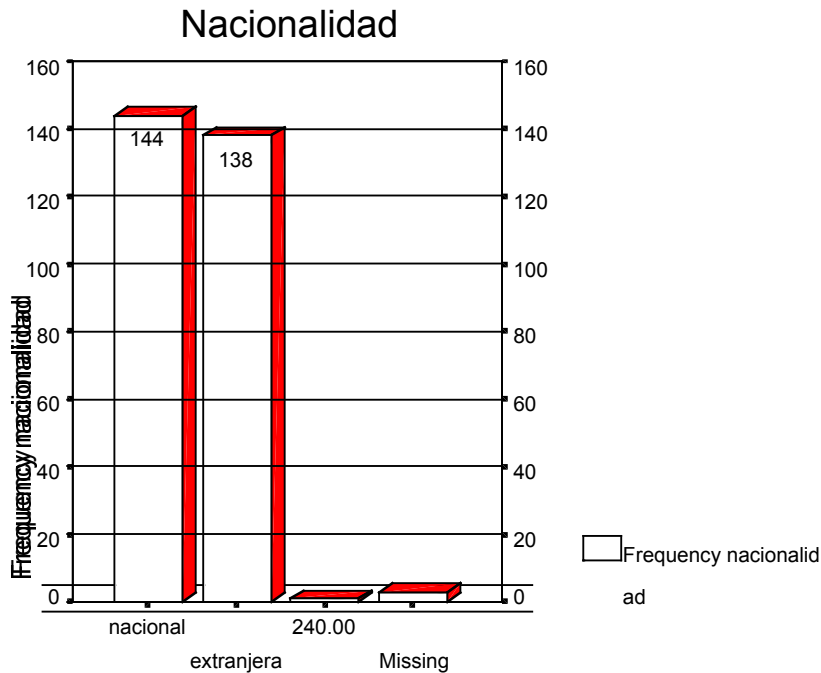
A pesar de todos los esfuerzos es evidente que TVAzteca no está dispuesta a continuar con las innovaciones pues lo que hoy más le preocupa es precisamente los niveles tan bajos de audiencia. Busca remediarlo tanto en noticias como en telenovelas a partir de lo conocido por el público, de reiterar lo que a Televisa le ha dado resultado. Y si la audiencia, de acuerdo con los superficiales datos de una investigación de raiting, señala que prefiere lo absurdo, ridículo y mal actuado de El amor no es como lo pintan por sobre los esfuerzos en parlamentos, temas y encuadres de Amores... la emisora mantiene lo tradicional.

Unos meses después Azteca terminó con el convenio que tenía con la productora Argos misma que llevó a cabo una serie de telenovelas que le dieron los más altos índices de audiencia a su canal 13.

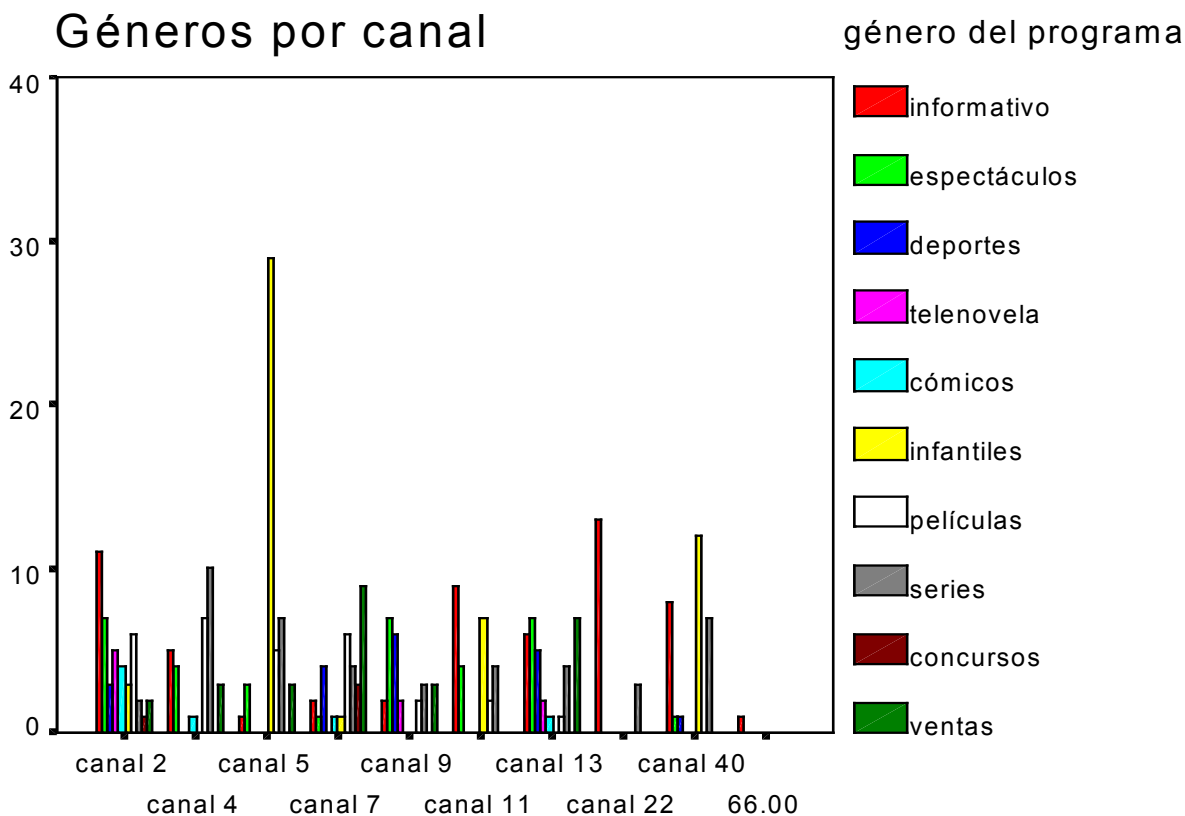
Canal 40, aunque con menos cobertura que el 2 y el 13 también busca competir en el rubro de telenovelas. Las telenovelas que difundió los últimos meses del 2001 fueron El marido

ejemplar, teledrama brasileño producido por TVGlobo. Basado en una obra literaria como Doña Flor y sus dos maridos.

Como puede verse en la gráfica que viene a continuación, todavía es mayor el número de programas de factura nacional, sin embargo el margen es ya muy pequeño, casi se divide en dos el origen de la programación.



Cada uno de los canales tiene su propio perfil, aunque varios pertenezcan a una empresa. Por tanto los géneros se dividen de manera diversa según cada uno de ellos, como se puede leer en la gráfica que sigue:



Recorrido por la programación de señal de paga

Como puede apreciarse si sólo juzgamos por el número, en la televisión de paga la diversidad de señales televisivas es enorme. Tendría así el público la opción de elegir entre una gran variedad de programas, películas, series, telenovelas, noticias, deportes, documentales, cultura y pasatiempos. Sin embargo, al mirar más de cerca ese abanico, encontramos en primer lugar que hay géneros sobre representados, por ejemplo las películas. Existen canales especializados en su difusión. Entre SKY y Directv suman 40. Aunque para ser precisos hay que decir que los títulos se reducen enormemente al considerar que pese a que los canales difunden 24 horas al día, entre ellos hay repeticiones como HBO, Cinemax, Fox, The movie Channel, etc. Y también que los filmes se pueden retransmitir varias veces en un día y muchas más en una semana. Algo similar sucede con las series estadounidenses que se repiten en varios canales.

Por el contrario hay muy poca oferta en otros géneros como el informativo, 16 entre ambas opciones. Cuando se trata de un canal especializado en noticias, las repeticiones son también algo común. Asimismo los canales que podemos considerar un tanto culturales, se repiten en ambas opciones y también en cable y mvs. En cambio otros géneros se tienen que buscar con paciencia, como lo científico, las artes, la educación y la política.

Quizá lo más lamentable de que el número de canales no corresponda con una verdadera diversidad se ve reflejado en el origen geográfico y por supuesto empresarial de los materiales transmitidos. En los sistemas de paga mexicanos, los canales y programas producidos por las televisoras de América Latina apenas si tienen cabida. Ni un solo canal completo de Brasil --que tiene satélite doméstico-- o de Colombia. Menciono estos países por ser los que cuentan con la mejor tecnología y la producción más amplia. Asimismo, Canadá, de quien México es socio comercial a partir de la firma del TLC, no se beneficia de

un espacio en el espectro de la televisión satelital, ni de cable, en suma no tiene cabida en la señal de paga. Este país tiene también una producción muy amplia que podría ser motivo de adquisición.

La gran mayoría de las emisoras por suscripción tienen su origen en Estados Unidos. Aparentemente Directv difunde únicamente señales estadounidenses, aunque en algunos de sus canales pone al aire programación propia como sus tres emisiones de un telediario y algunos programas de análisis. Apenas unas horas, no más del equivalente a las 24 que transmite un solo canal en un día. Por su lado SKY tiene una mayor diversidad puesto que incluye siete canales manejados por el Estado de cinco países europeos occidentales. Además de NHK de Japón y uno también estatal de China. De Estados Unidos se transmiten 44 señales y de México 6 canales que no se pueden captar sin suscripción. Por lo que toca a los sistemas de paga Cablevisión y Multivisión, la oferta es similar a la de sus homólogos por satélite, es decir la mayor parte son señales estadounidenses y no existe ninguna emisión que venga desde el sur del continente.

A continuación se muestra el tipo de géneros de mayor difusión en SKY. El primer lugar lo tienen las películas con 13, las noticias 9, deportes y cultura con 7 cada uno, música 5, y pornográficos 3. Los 22 restantes no son especializados en un género sino que difunden a lo largo del día distintos tipos de programas como películas, noticias, deportes, series, cómicos y talk shows.

Por lo que hace a Directv los hemos agrupado bajo los mismos rubros que Sky. En programación variada son 30, la mayoría. Hay 13 de películas, 8 de deportes y 8 de noticias. Una menor variedad tanto en el origen –la mayoría estadounidenses-- como en los géneros que se manejan.

Géneros de Programación¹¹

GENERO	DTV	SKY	COMPARTIDO	TOTAL
VARIEDADES	5	12	10	27
DEPORTES	5	4	3	12
PELICULAS	4	4	9	17
NOTICIAS	3	4	5	12
NIÑOS	3	0	4	7
CULTURA	2	2	5	9
EDUCACIÓN	0	0	1	1
MUSICALES	2	3	2	7
ADULTOS	2	2	1	5
SERIES			4	4

¹¹Existen 4 canales más cuyos géneros se salen de la clasificación anterior. Estos son, CasaClub, dedicado a remodelación y mantenimiento de hogares. TL Novelas, que solo transmite telenovelas de Televisa; Claravisión, canal religioso; Gems que transmite telenovelas de america latina y series norteamericanas y; el Gourmet dedicado a la gastronomía.

	26	31	44	101
--	----	----	----	-----

FUENTE: GUIAS DE PROGRAMACIÓN PUBLICADAS 2001 POR SKY Y DTV, SEPTIEMBRE 2001

Al hecho de que el número de canales no corresponda con una verdadera diversidad temática se refuerza con el origen geográfico y por supuesto empresarial de los materiales transmitidos. La gran mayoría de las emisoras por suscripción tienen su origen en Estados Unidos. DirecTV difunde únicamente señales extranjeras, aunque cuenta con el canal MAS donde pone al aire programación propia como sus tres emisiones de un telediario y algunos programas de análisis. Apenas unas horas, no más del equivalente a las 24 que transmite un solo canal en un día. Recientemente ha incluido tres canales que vienen directamente de América Latina, uno de Chile, otro de Venezuela y uno más compartido con Argentina.

Por su lado SKY incluye siete canales manejados por el Estado de cinco países europeos occidentales. Además de NHK de Japón y uno también estatal de China que fue eliminado en el 2001. De Estados Unidos se transmiten 44 señales y de México 13 canales que no se pueden captar sin suscripción. Pero no hay nada que venga directamente de América Latina.

Por lo que toca a los sistemas de paga Cablevisión y Multivisión, la oferta es similar a la de sus homólogos por satélite, es decir la mayor parte son señales estadounidenses y no existe ninguna emisión que venga desde el sur del continente.

ORIGEN DE LOS CANALES

ORIGEN	SKY	DTV
MÉXICO	13	1
E.U.	44	50
AMERICA LATINA	0	3
EUROPA	7	6
ASIA	1	0

Fuente: Guías de Programación septiembre 2001. Elaboración de la autora

CONCLUSIONES

Por lo mismo, la mayor diversidad todavía puede ser encontrada en los canales llamados por autores europeos como Dominique Wolton, “generalistas” porque se dirigen a todo tipo de público, evitando las barreras que en países como México, significan las cuotas por los sistemas de paga, el idioma, la existencia de infraestructura, el conocimiento para interesarse y comprender asuntos poco comunes y finalmente una especialización que todavía se encuentra en vías de hacerse más general para incluir los gustos de los sectores más disímiles. Por todas las razones anteriores, las empresas de paga encuentran un mercado restringido, son para las elites económicas y los sectores educados de nuestros países. Así puede explicarse que pese a que ya casi transcurre una década desde que

estos sistemas de paga están al aire, apenas un 12% de la población mexicana tiene suscripción a los mismos. Existen además otros motivos para mantener limitado el crecimiento del mercado: numerosos estudios han comprobado que la mayoría de la gente prefiere ver programas, noticias y deportes locales y que solo en un segundo término sintonizan las series que vienen de otras partes del mundo. La identidad cultural comienza por el idioma y se ancla en muchas de las actividades cotidianas como celebraciones, fiestas, figuras venerables, la comida, la música y la misma geografía.

Debido, entre otros factores, a la falta de intercambio entre las televisoras privadas y culturales de América Latina, la televisión abierta en México se ha vuelto muy aldeana. El resto del mundo es Estados Unidos. Incluso los noticiarios, que en un tiempo tuvieron secciones internacionales importantes, con corresponsales y enviados especiales, hoy han eliminado casi por completo dichas secciones.

La ausencia de lo latinoamericano en nuestras pantallas está tan acentuada que si recorremos la programación tendremos que los canales Discovery, People & Arts, E. Entertainment y la BBC presentan más noticias, paisajes, personajes del arte, recorridos turísticos, monumentos de América Latina, que los canales nacionales de paga.

La investigación en torno a los contenidos y tipo de programas que produce y difunde la pantalla casera mexicana pasó de un acercamiento periodístico y de denuncia a otro más sistemático y que utiliza herramientas científicas para describir y tratar de explicar su desarrollo y características cambiantes. La mayoría de estos estudios se orientan a contabilizar las expresiones, sea agrupándolas por género o bien dentro de uno de éstos midiendo la extensión y las intenciones del mensaje. Muy pocos de éstos trabajos vinculan los contenidos con el contexto socio-político en el cual se producen. Un menor número aun los sitúa dentro de las nuevas formas de producción en que la industria de la cultura está envuelta. La globalización y sus actores principales, las grandes corporaciones internacionales, definen y afectan de manera sustancial el desenvolvimiento de la programación televisiva. Este es un tema que apenas inicia su camino en México como acercamiento al estudio de los mensajes.

EL RÉGIMEN DE LA TELEVISIÓN HERTZIANA EN MÉXICO

CLAUDIA I. GARCIA RUBIO¹²

PALABRAS CLAVE

Televisión, Medios, México, Régimen , Regulación

RESUMEN

Este artículo ofrece una visión crítica de algunos aspectos del régimen de la televisión aérea en México. Después de presentar la problemática (tema de actualidad), se abordará la cuestión a partir de dos polos. Por un lado, el de las reglas (mecanismos y normas que permiten la organización y el funcionamiento de la televisión : las leyes, la intervención del gobierno sobre la televisión y la autoregulación de los difusores). Por el otro, el de la aplicación de estas reglas en el sector de la televisión.

Articulando varias disciplinas, se busca establecer la correlación de esos dos polos a partir de seis campos o esferas : la noción de libertad de expresión, los contenidos de las emisiones, la asignación de frecuencias, la programación, los cortes publicitarios, el derecho de acceso a la antena del gobierno.

EL DEBATE SOBRE EL RÉGIMEN DE LA TELEVISIÓN

Una de las inquietudes de la sociedad mexicana en lo que se conoce como transición a la democracia (cambio de partido político en el poder, elecciones en transparencia, nuevo equilibrio de los tres poderes) está relacionado con los medios de difusión, específicamente la televisión.

Así, el régimen de la televisión y el papel de la televisión se han convertido en uno de los debates públicos cardinales. En efecto, el régimen de la televisión, es decir el conjunto de reglas y normas que la televisión debe de obedecer es hoy, y desde los años 1970, un tema de debate recurrente aun sin respuesta.

Más que ayer, ahora parecería que existe una cierta incompatibilidad entre las viejas reglas de la televisión –asentadas en principios de entendimiento recíproco entre los difusores y el poder político- y la nueva era de transición democrática.

Se puede decir rápidamente que la televisión en México, a diferencia de la televisión en Francia, nace privada y por localidad. En su primera etapa, los difusores, independientes unos de los otros –en una situación de competencia- tuvieron tendencia a agruparse, lo que dio origen a un solo grupo de televisión (Televisa). Esto no impidió la presencia de pequeños difusores cuya presencia fue mas bien marginal. Con estas particularidades, la televisión sirvió a menudo como un instrumento de propaganda a favor del antiguo partido político en el poder (PRI, 1929-2000).

En el decenio de 1990, la televisión cambia más que durante los cuarente años precedentes. Del monopolio privado se pasa a la competencia en el sector. De la propaganda política a favor del antiguo partido político se pasa a la pluralidad de voces

¹² Doctorante en Ciencias de l'información (tercer año) bajo la dirección de M Francis Balle. Institut Français de Presse, Université Panthéon Assas Paris 2, 92, rue d'Assas, 75006 Paris

expresada en la pantalla. Es así como a mediados del decenio 1990, mientras que el grupo Televisa –antes en situación de casi monopolio privado- se desarrolla en un mercado de competencia, el debate acerca del régimen de la televisión cobra una nueva dimensión debido a las corrientes democráticas más tangibles.

Poder legislativo y ejecutivo preparan proyectos de ley. Las asociaciones civiles denuncian las irresponsabilidades de la televisión y la literatura tiene ciertas dificultades para traducir esta problemática cada vez más compleja.

Sin embargo, al observar este antiguo debate, se constata de entrada una sobreposición de elementos mezclados y en ocasiones sin nexos entre sí. Se intenta aclarar el panorama.

Desde hace tiempo, posiciones encontradas sobre el modelo de televisión mexicano han creado una discusión sobre los medios, al menos, en tres ejes : las particularidades los medios mezclados (prensa, radio, televisión y cine), los elementos diversos acerca de la comunicación en general (las leyes que rigen el audiovisual y de la prensa, la autoregulación de los difusores, la competencia entre las cadenas de televisión, la ausencia de transparencia entre el poder político y los difusores, las dificultades de la neutralidad de la información, la pluralidad de voces expresadas en la antena, la noción de derecho a la información, la comunicación proveniente del gobierno) y por último, el origen de las diferentes voces expresadas al respecto (los difusores, el poder político, los partidos políticos, las organizaciones no gubernamentales, los universitarios, los periodistas, los legisladores, senadores y más recientemente los funcionarios públicos que intervienen en este medio de difusión).

El análisis de estos hechos ponen en evidencia una serie de malestares de la televisión en donde una dimensión política está siempre presente. En realidad, lo que está en cuestión es el modelo actual de la televisión y la búsqueda de un nuevo modelo para el avenir. La principal inquietud : los lazos del poder político y los difusores de televisión, así como el poder que la televisión supuestamente tiene.

La problemática nos permitió la formulación de algunas preguntas, agrupadas en tres bloques :

En cuanto a su modelo, ¿Qué modelo debe adoptar ? ¿La televisión evolucionará espontáneamente hacia la democracia ?

En lo que respecta a la independencia del medio : ¿La televisión y el poder político pueden emanciparse de forma espontánea ?, ¿No sería más adecuado reinventar las leyes y las instituciones a fin de crear un contexto que permita la emancipación de la televisión ? ¿Hay que focalizarse en remediar los efectos de esta relación y no las causas?

En materia de competencia : ¿Las reglas aplicadas son equitativas ? ¿Dejar actuar las leyes del mercado permitan solucionar los problemas de este sector ? ¿La débil intervención del Estado en la programación es suficiente para poner a los difusores en competencia ?

A partir de estas interrogaciones, se parte de la siguiente hipótesis : aunque la televisión sigue ciertas tendencias, como la competencia y el pluralismo de las diferentes voces en la pantalla, ella sufriría ciertos malestares en su organización y en su funcionamiento. La concentración excesiva de los difusores y sus nexos limitarían su verdadero desarrollo. La experiencia en otros países muestra que, por una parte, la interdependencia entre la televisión y el poder político no es el modelo ideal para un país que está en la búsqueda de la democracia. Y por la otra, los códigos deontológicos, concebidos como un remedio, pueden ser útiles ; sin embargo, éstos no remplazan las leyes. Si la televisión quiere convertirse en un medio de difusión democrático, sólo le queda un camino : la

empañamiento recíproca entre el poder político y los difusores. De esta forma, ella será más libre y más independiente, requisitos indispensables para su desarrollo en democracia.

El objetivo de este trabajo es entonces describir, explicar y poner en evidencia el régimen actual de la televisión : su organización, su funcionamiento, sus mecanismos de regulación, sus reglas, leyes y la aplicación de dichas reglas en este sector de actividad.

LA CORRELACIÓN ENTRE LOS DOS POLOS

Para abordar el problema, distinguimos dos polos, el de las reglas (mecanismos y normas que permiten la organización y el funcionamiento de la televisión) y el de la aplicación de estas reglas en este sector de actividad (a partir de un diagnóstico propio de este sector de actividad, basado en la observación y el análisis del sector, en el estudio de las zonas de difusión de los programas, así como en la visualización de emisiones y en el análisis de las cartas de programación).

Es decir, articulando varias disciplinas, se intenta establecer la correlación existente entre las reglas mencionadas y la aplicación de estas reglas en este sector de actividad.

En una primera fase, se intenta entender mejor la siguiente acusación : a menudo los difusores están en connivencia con el poder político. Se utiliza un modo de razonamiento deductivo a partir de una premisa según la cual un lazo entre el gobierno y los difusores existe. Sin embargo, esta acusación era vaga. Es por ello que fue necesario encontrar aquellos espacios jurídicos e institucionales que afectan la independencia y la libertad del medio. Se utilizaron y aplicaron diferentes métodos desde varias perspectivas, extraídos de diferentes disciplinas. Se desmenuzan las leyes (análisis jurídico) y se estudió la intervención de las secretarías de Estado (análisis de las instituciones que intervienen en la televisión, como la Secretaría de Gobernación, la Secretaría de Comunicaciones y Transportes, la Secretaría de la Salud, la Secretaría de Educación Pública, la Comisión Federal de Competencia y el Instituto Federal Electoral, en periodo electoral).

El derecho del audiovisual y la intervención pluriministerial del gobierno sobre la televisión, sin evolución significativa desde 1960, son dos fuentes de emanación de reglas del sector. También se añade la autoregulación o el autocontrol de los difusores quienes dictan sus propias reglas acerca de la programación, la publicidad y los contenidos de las emisiones.

Además del estudio de estas tres zonas, se intenta entender el modelo del régimen de la televisión a partir de la sucesión de acontecimientos y del contexto político y económico del país y del medio con el paso del tiempo (análisis histórico).

Estas tres zonas mezcladas las estudiamos a partir de seis campos o esferas que conforman, en cualquier parte, el régimen de la televisión :

la noción de libertad de expresión

los contenidos de las emisiones

la asignación de frecuencias

la programación

las interrupciones publicitarias

el derecho de acceso a la pantalla del gobierno

En un segundo tiempo, acerca del otro gran universo mencionado, el de la aplicación de reglas en el sector de la televisión, se realiza un diagnóstico de la televisión hertziana en México, enfocado principalmente sobre la situación de competencia en la que se encuentran los difusores desde 1993, sobre el estudio de las empresas que están en el origen de los programas de televisión, su tamaño, las zonas de difusión de los programas y las formas de financiamiento.

También se estudia la oferta de programas hertzianos de alcance nacional (las cadenas 2, 5, 7 y 13), así como las emisiones de información, espacios privilegiados para conocer las pluralidad de las diferentes voces expresadas en la pantalla.

En resumen, se desmenuzan los diferentes elementos que componen el régimen de la televisión para entender de forma organizada el problema y evitar las trampas tempranas.

RESULTADOS

A partir de la correlación de esos dos universos (el de las reglas y el de los efectos de la aplicación de las reglas en el sector) se observa que, de forma global, existen evoluciones considerables : la situación de competencia, situación considerada como legítima en las sociedades democráticas y libres, al menos entre dos grupos aunque esta tiene ciertas particularidades ; la pluralidad de voces sobre todo en las emisiones de contenido político ; una oferta más abundante a nivel nacional a partir de 1993 puesto que dos cadenas se volvieron nacionales.

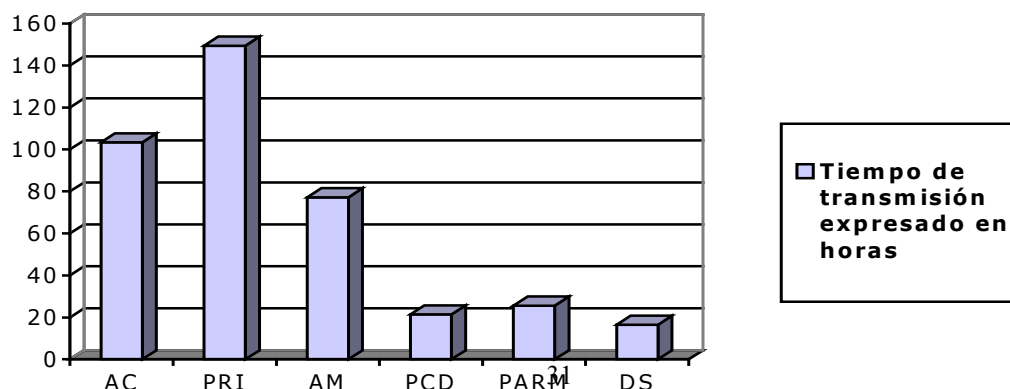
Sin embargo, también se observan algunos malestares de la televisión. Se pueden mencionar algunos resultados preliminares, especialmente acerca de la esfera de la libertad de expresión y el contenido de las emisiones, la asignación de frecuencias, la programación y el derecho de acceso a la antena del gobierno.

La libertad de expresión y el contenidos de las emisiones de contenido político

La libertad de expresión está garantizada por las leyes y como en todas partes incluye algunos límites. Esta libertad se refleja directamente y sin frontera alguna con los contenidos de las emisiones de contenido político, esfera en la que se constata la tendencia en general hacia la pluralidad de voces expresadas en la antena. No obstante que ella estaba garantizada por las leyes, esta todavía no se ponía en práctica a finales del decenio de 1980 por ejemplo.

Los estudios realizados por el IFE, entre otros, revelan lo que los telespectadores pueden ver en pantalla : una inclinación hacia el pluralismo de posiciones.

Gráfica 1. Tiempo dedicado en pantalla a los partidos o alianzas políticas
Periodo entre el 19 de enero y el 3 de junio 2000
Fuente : Instituto Federal Electoral.



Cada vez más observada por una sociedad más vigilante, esta esfera se muestra como una de las más sensibles a las evoluciones sociales y políticas recientes.

El trabajo de los periodistas, también bajo la lupa, tiene obstáculos importantes en su camino diario en su conquista permanente por la libertad de expresión.

La asignación de frecuencias

El cuadro de la televisión hertziana está fuertemente marcado por la presencia de un duopolio (Televisa y Tv Azteca) y en menor proporción por pequeñas empresas de difusión cuya presencia nacional es, de cierta forma, marginal. Cada uno de los grupos tiene el privilegio de tener dos cadenas nacionales –aun si el primero posee además cadenas locales- así como modos de financiamiento más atractivos que el de los pequeños competidores. Se observa que a partir de la asignación de frecuencias, con reglas escasas, este sector de actividad ofrece una situación poco equitativa a cada uno de los difusores.

En la asignación de frecuencias, de acuerdo con las leyes y la intervención del gobierno, perdura la discrecionalidad. Esta decisión poco transparente y sin criterios establecidos es la esfera más ambigua y la que despierta las sospechas más severas entre los difusores y el poder político. Así, privilegiando a ciertas empresas y no a otras, con el paso del tiempo, los diferentes gobiernos han creado de forma artificial una competencia salvaje ya que la asignación de frecuencias está ligada a una decisión política. En resumen, la aplicación de principios discrecionales a este sector de actividad crea una competencia en donde las empresas participantes no tienen la misma talla, sus programas no cubren más o menos las mismas zonas de difusión y no tienen acceso a los mismos modos de financiamiento. Esta pone en evidencia ciertas imperfecciones del mercado.

Después de hacer un análisis del sector, un análisis jurídico y entrevistas a funcionarios públicos, se observa que las leyes crean una televisión a dos velocidades a partir de modos de financiamiento desiguales (las cadenas bajo la forma de la concesión, a diferencia de la modalidad del permiso, tienen la autorización de recurrir a la publicidad).

Dado que las frecuencias son asignadas por localidad, se ha creado una situación poco homogénea que repercute también en la geografía de la oferta de programas en el interior del país. Podemos afirmar que para el público, los contrastes mencionados se traducen en disparidades geográficas importantes : la oferta de programas es dos veces más importante en el triángulo formado por la ciudad de Mexico, Guadalajara y Monterrey, mientras que en el resto del país únicamente cuatro programas, dos de cada grupo, son propuestos, aunque existen características específicas en las localidades.

LA PROGRAMACIÓN

Los difusores tienen la libertad casi total de establecer su programación –con la única limitante, más formal que real, de poner a disposición del Estado tres horas diarias, es decir el 12,5% de tiempo de antena, sin precisiones adicionales-. En esta esfera, la autoregulación proveniente de los difusores en todas las etapas de la producción toma el relevo.

A partir de esta situación y para conocer las evoluciones en el decenio 1990, se hace un estudio de la oferta de los programas aéreos a vocación nacional. En este sentido, se propone una clasificación compuesta de ocho categorías, inspirada en la que usa el Consejo superior del audiovisual en Francia, pero adaptada a las particularidades de la pantalla mexicana. Las categorías son las siguientes : las emisiones de ficción (telenovelas, películas, películas en video, series, docudramas, dibujos animados), las emisiones de divertimento (variedades, video clips, juegos y concursos, emisiones cómicas, ciertos talk

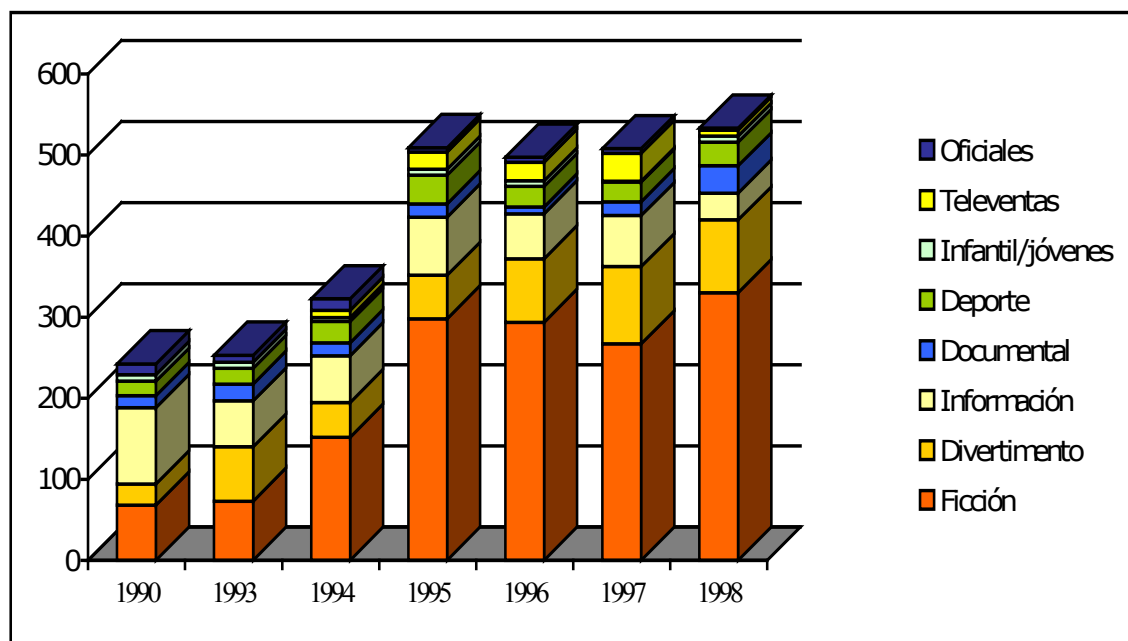
shows), las emisiones de información (noticieros, noticieros de información urbana), las emisiones de carácter documental (revistas, emisiones de actualidad y de orden periodístico), las emisiones deportivas (partidos, emisiones dedicada al deporte, tauromaquia), las emisiones destinadas a los niños y jóvenes (emisiones concebidas para este rango de edad), las emisiones de teletentas (infomerciales) y las emisiones destinadas a la educación o de carácter oficial (emisiones proporcionadas por el gobierno)

A partir de esta nomenclatura, se clasifican las emisiones y se grafican los resultados.

Estos revelan que, a la llegada de la competencia en 1993, hay un aumento del volumen de la oferta de programas aéreos. Las cadenas 7 y 5 sucesivamente se vuelven programas nacionales. Sin embargo, el crecimiento de la oferta no se traduce en diversidad. Los difusores tienden a preparar su programación a partir de dos limitantes o de dos motores : la audiencia y el costo de las emisiones, esto explica la inclinación hacia favorecer ciertas categorías como la ficción (telenovelas, series y dibujos animados estadounidenses) y las emisiones de divertimento.

Gráfica 2. Evolución de la programación entre 1990 y 1998

Cadenas nacionales en Mexico



Fuente : Gráfica realizada por la autora. Ejemplo en una semana. Valores expresados en horas.

Por otra parte, se observa una fuerte concentración de la producción de emisiones por parte de estos dos grupos de televisión. La producción mexicana independiente es prácticamente inexistente. En esta esfera, tal vez sería necesario dictar ciertas orientaciones de programación para que los difusores propongan una oferta más equilibrada, así como diversificar las producciones.

EL DERECHO DE ACCESO A LA PANTALLA DEL GOBIERNO

La mayor parte de los Estados consideran como legítima la intervención en pantalla del gobierno en caso de emergencia nacional, entre otros casos. En Mexico, además se aplican otras disposiciones jurídicas : el Estado tiene derecho a 30 minutos diarios (tiempos de Estado) y a tres horas diarias suplementarias a partir del acuerdo de 1969, según el cual los difusores se comprometen a poner a disposición del Estado el 12,5% del tiempo de antena diario. Aunque ambos obtienen beneficios dudosos o relativos, esta negociación perdura como la compensación política de la utilización de una frecuencia del espacio radioeléctrico. Los resultados del análisis de la programación, nos permiten observar que entre 6 horas et 1 hora del día siguiente, en 1990 solamente hubo 13h30 de emisiones oficiales en promedio por semana. En 1998, observamos una regresión a 2h30 en todos los programas mezclados por semana.

Este espacio es considerado como una mina de oro. Sin embargo, visiblemente esta modalidad es mas bien un elemento que vuelve frágiles y riesgosas las posiciones de los difusores y del poder político, así como un intercambio delicado entre ambos.

CONCLUSION Y BALANCE

Al articular los diferentes métodos aplicados a las esferas mencionadas y al analizar e interpretar los resultados, se observa que :

La situación de competencia y el espíritu democrático se introducen en la pantalla mexicana.

La intervención del Estado en la televisión es legítima. Cada una de las esferas mencionadas presenta retos y desafíos diferentes que merecen ser abordados a profundidad y con prudencia.

Se observa que, a pesar de las evoluciones, hay que ser vigilantes y mejorar las condiciones para garantizar la independencia de los periodistas, así como declarar ciertos principios como el derecho de réplica. También sería deseable la vigilancia de la pluralidad de voces expresadas en la antena.

El régimen actual del audiovisual otorga un lugar importante al poder político, lo que representa una amenaza o una tentación política permanente para este medio. En este sentido, la democratización de la televisión queda pendiente.

La emancipación de la televisión del poder político y a la inversa se impone en la esfera de la asignación de frecuencias. Además el sector requiere de nuevas reglas para tener una competencia más pura, como dirían los economistas, más equitativa y transparente.

La tentación de reducir la pantalla a una noción puramente mercantil sigue siendo una de las amenazas presentes de la televisión de alcance nacional. Se observa que en ciertos campos como el de la programación y el de las interrupciones publicitarias existe un número muy limitado reglas. El interés puramente económico ha ocupado el lugar. Probablemente sería necesaria la intervención del Estado –independiente del poder político- sobre algunos aspectos de la programación, sobre todo para reequilibrar los diferentes géneros de televisión (principio de la diversidad) y la búsqueda de un origen más diverso de la producción de programas.

Nota

Este artículo es una versión reducida del trabajo de investigación realizado por la autora en el marco del Doctorado en Ciencias de la información, en el Instituto Francés de Prensa de la Universidad Panthéon-Assas Paris 2.

LA QUESTION DE L'ETHOS ET DU GENRE EN COMMUNICATION POLITIQUE

SIMONE BONNAFOUS¹³,

RESUME.

Au carrefour de plusieurs disciplines des sciences humaines, la notion d'ethos est indissociable de l'évolution des théories du sujet. D'usage fréquent aujourd'hui, cette notion n'en pèse pas moins plusieurs problèmes théoriques. L'article se termine par une interrogation sur les rapports entre "ethos" et "genre", à travers l'étude de la parole de quatre ministres femmes.

Ethos, genre, communication politique.

ABSTRACT :

At the meeting point of many different human sciences, the notion of "ethos" is intimately linked to the evolution of the theories about the Subject. Often used today, this notion confronts us with several theoretic problems. This paper ends up with a question about "ethos" and "gender" connections, studying four wives ministers language.

Ethos, gender, political communication.

RESUMEN

A la encrucijada de varias humanas ciencias la nocion de "ethos" es estrechamente unida con la de la evolucion de las teorias del sujeto. Frecuentemente utilizada hoy en dia, esta nocion pleanta muchas teoricas problemas. El articulo se acaba en una interrogacion sobre las relaciones entre "ethos" y "genero", a traves de la estudia del lenguaje de cuatras mujeres ministras.

Ethos, genero, comunicacion politica

UNE NOTION CARREFOUR.

La notion d'ethos, qui nous vient de la rhétorique aristotélicienne, est une notion aujourd'hui très en vogue et qui se situe au carrefour de plusieurs disciplines des sciences humaines, dont l'information et la communication. En témoignent la publication récente du livre dirigé par Ruth Amossy 1999 sur les "images de soi dans le discours", l'intervention de G.Soulez sur ce sujet au dernier congrès de la SFSIC ou la journée du groupe d'analyse des médias, groupe interne à la SFSIC, qui a permis en novembre 2001 le dialogue entre linguistique et information/communication. Nous ne reviendrons pas ici sur ces aspects épistémologiques dont on trouvera une excellente présentation dans l'ouvrage dirigé par Ruth Amossy. Au delà des liens évidents qu'entretient cette notion avec la rhétorique, les théories contemporaines de l'argumentation en analyse du discours et la linguistique pragmatique, nous insisterons plutôt sur la dimension sociologique de l'ethos. Nous adhérons sur ce point avec la position

¹³ Professeur en sciences de l'information et de la communication, CEDITEC, EA 31 19, Université Paris 12-Val de Marne, 94010 Créteil Cedex, fax : 01 45 17 11 85, bonnafous@univ-paris12.fr

défendue par Alain Viala 1999, à propos de l'éloquence galante¹⁴, selon laquelle il ne peut y avoir de construction des images de soi et d'activité interprétative correspondante sans activités de stéréotypage et d'identification collective.

UNE NOTION INDISSOCIABLE D'UNE CERTAINE THEORIE DU SUJET.

Incontournable pour une analyse du discours qui se préoccupe des phénomènes d'adhésion, la notion d'ethos ne pouvait être centrale dans une analyse du discours fondée sur la théorie des idéologies et sur le refus de considérer le sujet comme un "acteur", car elle suppose un calcul et une stratégie. Cette notion a au contraire sa place dans une conception du discours qui articule contraintes institutionnelles et socio-politiques et marges que se construisent les acteurs par rapport à ces contraintes. C'est donc la réhabilitation conjointe de la notion d'"acteur", en sociologie sous l'influence de la sociologie weberienne et de l'interactionnisme, et en analyse du discours sous l'influence de la pragmatique et de l'ethnométhodologie, qui a permis que la "construction de l'image de soi" dans le discours surgisse à l'intersection de plusieurs disciplines. Non pour en faire une analyse en termes purement individuels et stratégiques, mais en tant qu'elle éclaire les croyances collectives et les représentations dominantes d'une époque, d'un milieu, les "attentes", etc. C'est ainsi que je concluais dans un précédent travail¹⁵ sur l'idée que l'"ethos jospinien", tel que je le décrivais, était sans doute "un très bon révélateur des normes actuelles de présentation de soi qui s'imposent non seulement à l'homme ou à la femme politique qui prétend à l'exercice du pouvoir, mais aussi à tout homme ou femme prétendant exercer des responsabilités importantes dans un autre cadre".

UNE NOTION D'USAGE DELICAT

Incontournable pour qui travaille sur le discours et la communication politique, la notion d'ethos n'en est pas moins problématique, pour au moins deux raisons, l'une relative à l'opposition ternaire ethos/logos/pathos et l'autre aux difficultés d'interprétation.

Traditionnellement, les analystes reprennent l'opposition aristotélicienne entre les preuves logiques (le logos) et les preuves subjectives, c'est-à-dire d'une part l'appel aux émotions de l'auditoire (le pathos) et d'autre part l'image de soi donnée dans le discours (ou ethos). C'est en se fondant sur cette opposition ternaire que l'on définit généralement la manipulation comme un recours abusif au pathos et à l'ethos (cf. Adam 1999 ou Breton 1996). Or en réalité, le type d'argument utilisé intervient aussi dans la construction et la perception de l'image de soi, de même que la façon qu'on a - ou pas - d'extérioriser ses sentiments, d'enflammer son auditoire. D'où l'ambiguïté de la formule de Jean-Michel Adam à propos de Pétain : "A l'ethos fondé sur le pathos de Pétain" (op.cit. p.124). D'où aussi la difficulté de dissocier complètement l'ethos et le pathos chez des hommes politiques comme Le Pen ou Jospin, dont l'emphase et la froideur font partie des images de soi respectives.

A la suite d'Ekkehard Eggs 1999, nous distinguerons donc dorénavant deux sens du mot "ethos", l'un au sens englobant d'"image de soi" (sens 1) et l'autre au sens plus restreint de "mœurs oratoires" (sens 2). Au sens 1, l'ethos peut se définir comme l'image de soi appropriée à son âge, son sexe, son statut, son milieu, son auditoire, son idéologie, etc. Et cet ethos 1 inclut aussi bien un certain type d'arguments (logos; cf. par exemple Hirschman 1995) qu'une certaine modalité d'expression des sentiments (on n'attend pas le même recours à la mobilisation des passions d'un social-démocrate ou d'un libéral, d'un populiste ou d'un révolutionnaire, d'un homme ou d'une femme, d'une période ou d'une autre) et enfin un certain type de "mœurs oratoires", c'est-à-dire d'ethos au sens 2, autrement dit de

¹⁴ Ainsi écrit-il : "Ce n'est pas tant dans le propos que se fait l'argumentation discriminatoire, que par le propos, par la manière. Si le groupe dit son unité par sa manière et s'il ridiculise d'autres du même coup, il instaure en valeur dernière une manière de sentir, une esthétique qui, on l'a vu, devient elle-même discriminante, argument en soi" (p.190).

¹⁵ Bonnafous 2002.

manière de se présenter dans le discours. C'est en ce second sens d'"ethos" qu'on peut dire qu'il y a dans les interview télévisés de Lionel Jospin que nous avons étudiés (Bonnafous 2002), prépondérance de l'ethos sur le logos et le pathos. De même quand Jean-Pierre Chevènement ou Arlette Laguiller s'efforcent dans leurs prestations télévisées de gommer au maximum les traces de leur individualité, on peut dire qu'ils se construisent un ethos (au sens 1) où la part de l'ethos (au sens 2) est en retrait par rapport au logos. Cela participe chez eux d'un affichage du politique dans ce qu'il a de collectif et d'idéologique, et d'une volonté de se distinguer de la mode personnalisante et individualisante actuelle. Mais cet effacement de leur personne fait en même temps partie de leur image construite dans le discours. De ce fait, étudier l'image de soi construite dans le discours (et en relation avec une image préconstruite) au sens 1, c'est étudier l'intégralité d'un discours et/ou d'un genre (cf. les travaux de Marc Angenot sur la parole pamphlétaire et les discours utopistes).

La seconde difficulté inhérente aux études de l'ethos tient à la nécessité de ne pas rester enfermé dans des descriptions monographiques et de référer les "ethè" à des modèles généraux, transcendant l'individu. C'est la seule perspective intéressante si l'on reste fidèle aux objectifs initiaux de l'analyse du discours, qui ne sont pas d'éclairer des stratégies individuelles, voire de contribuer à les élaborer, mais bien d'éclairer des systèmes de représentation collectifs, dont l'image légitime de l'homme ou de la femme politique est un des éléments, au même titre que le programme économique, social et institutionnel. C'est en ce sens que nous nous sommes interrogée dans Bonnafous 2002 ou Bonnafous et Tournier 2001 sur les interprétations possibles de l'ethos "jospinien" dans les entretiens télévisés de 1997 à 1999. Faut-il interpréter cet ethos uniquement en terme de construction d' image par rapport à une attente des téléspectateurs citoyens, attente elle-même déterminée :

par le statut de premier ministre en exercice,

par les "ethè" des prédécesseurs (E.Balladur et A.Juppé, mais aussi F.Mitterrand) au sommet de l'Etat, dont il fallait se démarquer,

par la nécessité de rompre avec l'image d'utopisme et de dogmatisme souvent associée aux socialistes, au profit d'une image de gestionnaire à la fois juste et efficace,

par le média et le genre ?

Ou bien faut-il aussi voir dans l'ethos du premier ministre socialiste français un ethos caractéristique de la social-démocratie, qui se définirait par exemple par un faible recours au lyrisme et une grande importance accordée à la notion d'équilibre qui relève, chez Lionel Jospin, à la fois du politique et du psychologique ? Dans cette hypothèse, on pourrait peut-être parler d'un ethos libéral, d'un ethos d'extrême droite, d'un ethos écologiste, etc. C'est en tout cas une des questions que devrait se poser une analyse comparée des formes d'expression politique contemporaine, en France et en Europe. Sans ignorer que beaucoup d'autres paramètres peuvent interférer, comme l'âge, le milieu d'origine ou affiché (un Raffarin, élu provincial, ne joue pas le même personnage qu'un Sarkozy, maire de Neuilly), le sexe et bien sûr la "mode", autrement dit l'évolution générale des manières légitimes de se présenter et de s'exprimer en public qui peuvent dépasser les clivages politiques et s'imposer à tous, ou en tout cas constituer la norme moyenne par rapport à laquelle on peut construire ses écarts (cf. sur le cas de Le Pen, Bonnafous 2001).

LES MINISTRES FEMMES DU GOUVERNEMENT JOSPIN.

Un des enseignements de l'étude collective que nous avons menée sur les prises de parole de huit ministres du gouvernement Jospin de juin 1997 à décembre 1999 (cf. Bonnafous et Vassy 2001) a justement été la discordance possible entre les appariements politiques et les similitudes de présentation de soi dans le discours. Alors que la dimension idéologique et

programmatische oppose assez fortement le leader du mouvement des citoyens, Jean-Pierre Chevènement, le leader des Verts, Dominique Voynet et parmi les autres ministres, essentiellement Lionel Jospin et Dominique Strauss-Kahn, les analyses en termes d'"ethos" dessinent d'autres configurations. Nous avons ainsi distingué trois façons différentes de dire la politique et de se mettre en scène comme homme ou femme politique, que nous avons dénommées le "modèle polémique" (J.P.Chevènement et C.Allegre, aujourd'hui tous deux hors gouvernement), le modèle "équilibré et pondéré" (Jospin et Strauss-Kahn) et le modèle "pragmatique empathique" (Buffet, Voynet, Guigou, Aubry). C'est de ce dernier modèle dont nous voudrions traiter ici plus longuement dans la mesure où, contrairement à nos attentes, il a réuni quatre ministres appartenant à trois partis politiques différents, mais qui ont en commun d'être des femmes.

Sur quoi nous sommes-nous donc fondés pour regrouper Martine Aubry, Elisabeth Guigou, Marie Georges Buffet et Dominique Voynet ? Ni sur les thèmes, ni sur les argumentations bien sûr, mais sur une façon commune de s'exprimer qui recouvre, dans ce corpus, cinq traits principaux, d'ailleurs liés les uns aux autres :

Le refus explicite et affirmé du manichéisme et de la simplification.. A l'opposé des déclarations à l'emporte pièces d'un Chevènement ou d'un Allègre, toutes font dans la "distinction" et dans la nuance. S'engageant avec véhémence sur le thème de l'exclusion, la ministre de l'Emploi préfère ainsi parler "des exclusions" et évoque le chômage, la précarité, l'échec scolaire, la pauvreté, la maladie, la violence des jeunes (conséquence d'autres formes de violence), la discrimination raciale. De même M.G.Buffet parle des "violences" et s'emploie à en distinguer diverses formes : la maltraitance, l'abus sexuel, les sectes, la drogue, les discriminations, le racket, les hooligans... et donc diverses réponses. E.Guigou différencie et hiérarchise les faits de délinquance, les auteurs et les solutions envisageables. D.Voynet enfin, parle des inégalités, de la pauvreté et de la précarité plus que de l'exclusion au sens strict, des personnes et des réalités quotidiennes plus que des phénomènes sociaux. .

Une expression très concrète et peu métaphorique, qui se veut ancrée dans le quotidien. Aux antipodes là aussi d'un Allègre ou d'un Chevènement qui excellent dans les formules et les bons mots qui font la joie des journalistes, les quatre femmes ministres dont nous avons étudié le discours semblent préférer l'évocation du "terrain" à celle des "dossiers" ou aux prouesses stylistiques.

"Peut-être parce que l'on est au chômage, qu'on attend, que ça dure, parce qu'on appelle ça du chômage de longue durée, mais qui peut dire la détresse qu'il y a derrière ces mots, qu'est-ce que c'est exactement le chômage de longue durée ? C'est la certitude que mois après mois, il va falloir se contenter d'allocations de chômage dégressives, puis des allocations de fin de droit, puis peut-être plus rien et en tout cas pas de la reconnaissance de ses proches, de ses amis, de ses voisins, de ses enfants. Donc, je crois que c'est une situation extrêmement dramatique et que l'exaspération est d'autant plus grande que nous vivons dans un pays extrêmement riche, que le luxe s'étale, que le gaspillage s'étale et que finalement il n'y a jamais eu autant de gens qui sont partis en vacances, que ce soit dans les pays chauds ou dans les stations de sport d'hiver" (D.Voynet, France 3, 4 janvier 1998).

L'absence d'ironie et d'agressivité à l'égard de ses adversaires ou de ses détracteurs. Et la volonté au contraire affichée de ne pas polémiquer.

La manifestation fréquente d'une certaine bienveillance et solidarité envers son auditoire potentiel, qui se traduit par un tout un lexique de l'amour, de l'affection et de la compassion, qu'on trouve rarement chez les ministres hommes dont nous avons analysé les prises de parole. M.Aubry évoque "*l'angoisse des chômeurs... il s'agit dans beaucoup de cas de mains tendues, de personnes en détresse...*" (Assemblée Nationale 13/1/98). Tout en prônant la

nécessaire punition à côté de l'encadrement, du dialogue et de l'éducation, D.Voynet parle des "jeunes adolescents paumés" et appelle "la République" à "s'occuper de ses enfants, avec affection, mais aussi avec fermeté" (France 3, 4/1/98). E.Guigou insiste sur la nécessité du dialogue : Réinsérer les jeunes, combiner la sanction et l'éducation "c'est du temps, c'est de l'écoute, c'est de l'amour, c'est de la tendresse, c'est de la sanction mais proportionnée à ce qui a été fait" (TF1-24/1/99). Et M.-G.Buffet définit d'abord la violence des jeunes comme "un message ponctuel, un message informel qui exprime une souffrance" et qu'il faut écouter : "il fallait donc non seulement entendre leur point de vue, leurs cris de colère, leurs souffrances, mais... retenir des propositions concrètes". (Futurs-4/3/98). Toutes quatre insistent sur la "discrimination", la "relégation sociale" "le sentiment de n'être plus rien" qu'entraînent les exclusions.

L'appel à l'action du "bas" et à une citoyenneté active et conjointement la référence à la "vie", voire à la "vraie vie". Martine Aubry déclare ainsi dans *Témoignage chrétien* "...même si certains mouvements peuvent agacer, il est bon qu'ils existent parce qu'ils mettent le doigt là où ça fait mal. La pire des choses serait une société atone, qui ne bouge pas..."(2/7/98) et renchérit sur France 3 : "C'est à nous de dire aux gens "vous devez faire en sorte que l'histoire soit belle""(20/11/98).

PEUT-ON PARLER DE "MŒURS ORATOIRES" FEMININS ?

Les remarques présentés ci-dessus portent bien sûr sur un corpus trop limité et encore insuffisamment exploité (une thèse à base lexicométrique est en cours sur ce même corpus), pour qu'on puisse en tirer des conclusions définitives. Nous nous contenterons donc pour conclure cette communication d'évoquer quelques pistes de réflexion qu'un réseau de recherche actuellement en cours de constitution pourrait creuser.

Signalons tout d'abord que la question d'un "ethos féminin" en politique est d'autant plus difficile à traiter qu'il y a très peu de femmes politiques suffisamment médiatisées pour que l'on puisse disposer d'un corpus représentatif et contrasté. Par ailleurs, tout le monde connaît le retard pris par la France dans le domaine des études de "genre", que ce soit en sciences politiques, à l'exclusion remarquable des ouvrages de Mariette Sineau ou du travail récent de deux politistes, ou en sciences du langage où les travaux de Anne-Marie Houdebine, Luce Irigaray ou Pascal Singy sont encore très isolés.

Un début d'extension de notre corpus à l'occasion de la récente campagne présidentielle nous permet cependant de formuler trois hypothèses :

Tout d'abord, il nous semble qu'effectivement plusieurs des traits que nous avons relevés ci-dessous se retrouvent dans les prestations télévisées de femmes politiques comme Roselyne Bachelot ou Michèle Alliot-Marie : affichage d'un certain parler vrai, d'un goût du concret et du quotidien, des émotions, de l'empathie, etc. Arlette Laguiller ne s'est-elle pas payé le luxe de pleurer deux fois pendant sa campagne ?...

En second lieu, il nous semble que l'affichage d'un "ethos féminin" original est d'autant plus fort qu'on appartient à un grand parti majoritaire, type RPR ou PS, où la nécessité de se distinguer par la mise en image de soi peut être plus forte que dans un parti trotskiste ou écologiste par exemple, où la manière d'être et de parler collective distingue déjà du tout venant.

Enfin, on peut se demander pour finir si les traits que nous avons relevés précédemment ne correspondent pas aussi à une évolution générale de la présentation de soi en politique, marquée par l'exhibition d'une partie de sa vie privée, la montée de la "civilité" au détriment de l'agressivité, le refus du manichéisme, la référence au "terrain", le succès du thème de la

complexité et la prétention à "parler vrai"¹⁶. Le tout sur fond de ce qu'on appelle communément "faillite des grands systèmes idéologiques" et "crise" (réelle ou représentée) de la représentation politique. C'est ce qui expliquerait d'après Dulong et Matonti 2002 que l'appartenance au genre féminin et la mise en avant de la "féminité" dans la présentation de soi ait pu jouer comme un atout lors des élections municipales de 2001¹⁷.

BIBLIOGRAPHIE

ADAM, J.M., "Images de soi et schématisation de l'orateur : Pétain et de Gaulle en juin 1940" in AMOSSY, R., (sous la direction), *Images de soi dans le discours, la construction de l'ethos*, Lausanne, Delachaux et Niestlé, 1999, p.101-126.

AMOSSY, R., (sous la direction), *Images de soi dans le discours, la construction de l'ethos*, Lausanne, Delachaux et Niestlé, 1999.

ANGENOT, M., *L'utopie collectiviste, le grand récit socialiste sous la deuxième internationale*, Paris, PUF, 1993.

ANGENOT, M., *La parole pamphlétaire. Typologie des discours modernes*, Paris, Payot, 1980.

BONNAFOUS, S., "L'arme de la dérision chez Jean-Marie Le Pen", *Hermès* 29, Presses du CNRS, 2001, p.53-63.

BONNAFOUS, S., "Le poids de l'ethos dans les entretiens télévisés de Lionel Jospin (1997-1999)" in Soulez G. (sous la direction), *Téléparoles, recherches sur la parole à la télévision*, collection Télévision en actes, INA-L'Harmattan, septembre 2002.

BONNAFOUS, S. et TOURNIER, M., "Discours et gestes télévisés : quelles méthodes ?" *Mots* 67, *les langages du politique*, Paris, Presses de l'ENS de Lyon, 2001, p.110-128.

BONNAFOUS, S. et VASSY, S., "Réflexions sur une étude de la communication gouvernementale" in *Emergence et continuité dans les recherches en information et communication*, actes du 12^{eme} congrès national de la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication, 10-13 janvier 2001, Paris, SFSIC, p.205-211.

BRETON, P., *L'argumentation dans la communication*, Paris, La Découverte, 1996.

DULONG D. et MATONTI F., "L'indépassable féminité : la mise en récit des femmes en campagne", communication au colloque de sciences politiques de Lille, 10 et 11 janvier 2002, à paraître.

HIRSCHMAN, A.O., *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1995 (trad.)

HOUDEBINE A.M., "L'imaginaire linguistique dans la communication mass-médiatique", *Enseignement et médias*, Paris, Didier, 1993.

IRIGARAY, L., *Parler n'est jamais neutre*, Paris, Minuit, 1985.

¹⁶ . Cela correspond en tout cas à la méthode de gouvernement telle que la définissent et l'autopromeuvent les ministres de Lionel Jospin, méthode caractérisée par l'écoute et la concertation, le sérieux, le volontarisme et la détermination, le pragmatisme, la fidélité aux engagements.

¹⁷ . "Dans la mesure où tout les y incitait, les femmes n'avaient alors sans doute pas d'autre (meilleur) choix que de travailler à retourner un stigmata qui les enferme plus que jamais dans une identité sexuée", p.15.

MAINGUENEAU, D. "Lecture, incorporation et monde éthique", *Etudes de linguistique appliquée* 119, Paris, Didier Erudition, juillet septembre 2000, p. 265-275.

EGGS, E., "Ethos aristotélicien, conviction et pragmatique moderne" in " in AMOSSY, R., (sous la direction), *Images de soi dans le discours, la construction de l'ethos*, Lausanne, Delachaux et Niestlé, 1999, p.31-59.

SINEAU M., *Des femmes en politique*, Paris, Economica, 1988.

SINEAU M., *Profession femme politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

SINGY, P., (sous la direction), *Les femmes et la langue : l'insécurité linguistique en question*, Delachaux et Niestlé, 1998.

SOULEZ, G., "La rhétorique comme lien entre les théories. L'exemple de la crédibilité des journalistes de radio et de télévision" in *Emergences et continuité dans les recherches en information et communication*, Actes du 12^{ème} congrès de la SFSIC, 2001, p. 173-180 .

VIALA, A., "L'éloquence galante, une problématique" in AMOSSY, R., (sous la direction), *Images de soi dans le discours, la construction de l'ethos*, Lausanne, Delachaux et Niestlé, 1999, p.177-195.

L'EXPOSITION DE LA VIE PRIVEE DANS LES MEDIAS

ANDRE VITALIS¹⁸ .

RESUME

Les médias s'intéressent de plus en plus, à la vie privée des individus. Cette publicisation de l'intimité dont la télé-réalité n'est que l'exemple le plus récent mais que l'on observe également dans les autres médias, témoigne d'une évolution des comportements. Marquant la sortie d'un modèle disciplinaire qui balisait jusqu'ici la vie quotidienne du plus grand nombre, elle permet de mettre à distance les catégories toutes faites, de se référer à d'autres valeurs et d'explorer d'autres modes de vie. Pour certains, la transgression des frontières traditionnelles peut permettre de faire apparaître et de traquer les abus et les dominations de toutes sortes. Cependant, à y regarder de près, ce grand déballage de l'intimité obéit à de nouvelles normes sociales basées sur l'obligation de communiquer, de tout dire et de se rendre autonome.

MOTS-CLES

Publicisation de l'intimité, Télé-réalité, Modèle disciplinaire, Contrainte sociale, Transparence.

La sphère de la vie privée domine aujourd'hui dans les médias la sphère de la vie publique. Cette sphère a cessé d'être une zone obscure, interdite aux regards et aux investigations de toutes sortes. Elle apparaît aujourd'hui comme un champ d'exploration illimité. On n'a jamais autant parlé de la vie relationnelle et sexuelle des couples, des conflits et tensions familiaux, des comportements marginaux, des souffrances et du mal-être de chacun, des problèmes de santé, des violences conjugales, etc...Le plus intime a désormais vocation à devenir le plus public.

La télévision illustre parfaitement cette mise en visibilité croissante des secrets de l'individu. Cet intérêt pour le privé qui est apparu depuis plus de vingt ans, permet de distinguer comme le fait Umberto Eco¹⁹, deux âges de la télévision, deux styles télévisuels : celui de l'archéo-télévision basé sur un modèle pédagogique qui privilégie le message et sélectionne les émetteurs et celui de la néo-télévision apparu dans les années 80, où la relation avec le public importe davantage que les contenus et où l'individu ordinaire est invité sur les plateaux. A l'intérieur de ce nouveau style de télévision né dans un contexte de grande concurrence entre les chaînes, plusieurs formules de mise en visibilité de l'individu se sont succédées. Les années 80, sont les années de la confession cathodique où ce qui jusqu'alors ne faisait l'objet que de confidences auprès des proches, s'expose au regard public et à celui des professionnels de la psychologie. Les années 90 voient naître une autre formule, celle des reality-shows qui exposent pareillement les problèmes les plus personnels sur la scène médiatique mais avec cette fois une intention réparatrice plus affirmée. Avec les années 2000, on passe à la formule de la "télé-réalité" où cette fois, sans animateur ni paillette, des individus acceptent de vivre en permanence sous le regard des caméras. Le prototype de cette formule, l'émission Big Brother, a déjà été produite dans une trentaine de pays.

Dans un premier temps, il s'agit de comprendre pourquoi ce dévoilement médiatique de l'intimité peut être bien accueilli et en quoi, il témoigne d'une évolution des comportements et

¹⁸ Professeur à l'Université Michel de Montaigne/Bordeaux 3, Directeur du Centre d'études des médias

¹⁹ *La guerre du faux*, Grasset, 1985.

des mœurs. Dans un second temps, sera interrogée cette nouvelle contrainte sociale de transparence, avec son nouveau mot d'ordre : « Tout montrer, tout dire, tout voir ».

LE DEVOILEMENT MEDIATIQUE DE L'INTIMITE ET L'EVOLUTION DES MOEURS

Le grand déballage de l'intimité dans les médias peut être accueilli favorablement ; certains considèrent même, qu'il y a là un grand progrès. L'espace privé jusqu'alors opaque et secret, est un lieu d'expression des affects. C'est aussi un espace de pouvoir et de rapports de force comme le montrent les cas de pères tyranniques, de mères abusives, d'enfants maltraités ou de domestiques exploités²⁰. Il n'y a plus de place pour les secrets dans une vie privée désormais placée sous les projecteurs ; bien plus, c'est la légitimité même de ces secrets qui est mise en cause. On peut estimer en effet, que cette transparence nouvelle brise le mur des faux-semblants et des mensonges et que cette transgression des frontières traditionnelles permet de mettre à nu un espace où les rapports de force et de pouvoir doivent être interrogés.

La séparation des sphères de domestique et du politique, de la famille et de la cité est aussi une séparation des gouvernements. Alors que le politique est soumis à des règles et à un minimum de transparence, le privé et le domestique sont restés à l'écart. Introduire des règles et plus de transparence comme cela été fait dans le monde politique ou réinscrire la famille et la conjugalité dans une représentation démocratique de la société, apparaît dès lors comme un progrès. La démocratie ne concerne pas que le politique mais doit être élargie à l'ensemble de l'univers privé. Geneviève Fraisse considère que la disjonction de l'espace politique et de l'espace domestique, théorisée par Rousseau, que le 18ème siècle devait mettre en pratique, a pénalisé les femmes expulsées de l'espace public et en même temps dominées par le mari dans l'espace qui leur est assigné²¹.

"Il faut bousculer ce schéma estime t-elle. La séparation, le partage se fait entre les deux moitiés de la république, entre les hommes et les femmes ; et ce du point de vue de leur tâche à accomplir, de leur responsabilité"²². L'arrivée des femmes en politique devrait permettre aux deux gouvernements de s'organiser ensemble et de désenclaver le domestique. Aussi bien, la visibilité nouvelle de la vie privée apportée par les médias va dans le bon sens. Elle permet de faire apparaître et de traquer les abus, les phénomènes de domination et de lever le voile d'ignorance. Ce sont les féministes américaines dites radicales qui portent les plus rudes coups à la notion de vie privée en réclamant toujours plus de transparence pour lutter contre les inégalités et les injustices. Elles militent également pour l'introduction de plus de droit dans la vie conjugale et amoureuse. Sur certains campus américains, des codes de conduite régissent les flirts et soumettent chaque étape de la séduction non plus à une simple approbation tacite du partenaire mais à son consentement explicite²³.

La légitimité de la mise à nu de l'individu est d'autant plus forte qu'elle est faite avec son consentement et sa participation. Dans le roman d'Orwell "1984", les gens vivent en permanence sous le regard inquisiteur de "Big Brother" et perçoivent comme une terrible oppression cette surveillance constante. Aujourd'hui, "Big Brother" est une émission de télévision produite dans 27 pays, qui connaît un grand succès en livrant en pâture au regard de tous, les moindres paroles, faits et gestes d'un groupe de personnes enfermées dans un lieu clos. Ces personnes sont consentantes et ont même été sélectionnées parmi des milliers de candidats. Cette participation des personnes au dévoilement de leur intimité s'observe également sur le réseau Internet qui transmet l'image des moindres détails de la

²⁰ Sur ce point, Michelle Perrot, "Figures et rôles dans la famille" in *Histoire de la vie privée*, Tome 4, Le Seuil, 1987.

²¹ *Les deux gouvernements. La famille et la cité*, Gallimard, 2000.

²² Op. cit., p. 179.

²³ Cette pratique est rapportée par le journal *Le Monde* du 8 mars 2000.

vie quotidienne d'un internaute, grâce à des caméras qui le filment en permanence. De la même façon, la participation aux confessions cathodiques ou aux reality-shows, relève d'une démarche volontaire

Cette publicisation de l'intimité procure des gains symboliques et psychologiques mais également financiers comme dans la dernière formule de la télé-réalité qui étend le règne de la marchandise et témoigne d'un nouveau type de comportement. Les premières formules de télévision intimiste comportent comme l'a montré Dominique Melh, des gains symboliques pour les participants et dans certains cas, permettent de trouver des solutions ou d'alerter sur des problèmes²⁴. Il n'en reste pas moins vrai que pour les chaînes, dans le contexte concurrentiel où sont nées ces émissions, l'important est d'attirer et de retenir le plus grand nombre devant les écrans. Quand la faveur du public vient à manquer, on abandonne bien vite les formules usées pour en rechercher de nouvelles. La vie privée devient une marchandise qui se vendra d'autant mieux que l'on saura la présenter sous les formes les plus provocatrices et extravagantes. Il est naturel que les bénéficiaires de cette marchandise soient partagés. Les agences de publicité qui utilisent les images de gens ordinaires, avaient découvert qu'en leur offrant une rémunération honnête, elles feraient l'économie de procès coûteux. La participation aux émissions de télé-réalité est loin d'être gratuite et peut être fortement valorisée par la suite. Ce type d'émission dont le film "Truman show" annonçait la venue, obéit à la logique essentiellement économique de l'audimat. Comme le note Ignacio Ramonet, *"le système médiatique a frénétiquement besoin de célébrités. Il veut les produire à la chaîne...et les exploiter à chaud"*²⁵. Le droit à la vie privée qui, comme droit de la personnalité semblait devoir échapper à tout intérêt patrimonial, fait désormais l'objet de calculs et de transactions. Dès lors qu'un tiers tire profit de l'exploitation de l'intimité d'une personne, en suivant une stricte logique économique, il est normal que cette personne veuille également participer aux bénéfices. Des vedettes ou des personnages publics améliorent ainsi leur revenu en traînant devant les tribunaux, les publications coupables d'avoir révélé ce qu'elles montrent par ailleurs sans vergogne, dès lors qu'on les rémunère ou qu'elles peuvent assurer leur promotion²⁶. Les attributs de la vie privée font ainsi l'objet d'une exploitation économique. *"(Cette exploitation) patrimonialise un droit conçu à l'origine comme non patrimonial, et elle jette dans la circulation publique un bien qui n'avait au départ d'autre prix que celui de l'intimité. La cession à autrui du droit d'exploiter les attributs de la personnalité et, à plus forte raison, l'exploitation professionnelle de ceux-ci ont pour effet de les rendre publics, de les projeter dans la sphère publique. Patrimonialisation et publicisation vont ici de pair"*²⁷.

Au-delà de ces aspects économiques et patrimoniaux qui ne sauraient être oubliés, le grand déballage de l'intimité témoigne d'une évolution des mœurs et des comportements. Pour en comprendre toute la portée, il convient de resituer ces changements à l'intérieur d'un contexte social particulier qui, aussi bien dans l'entreprise que dans la vie quotidienne, majore l'initiative et l'autonomie individuelles. En quelques décennies, les anciennes disciplines qui organisaient la gestion de la vie quotidienne, ont progressivement cédé. L'individu doit désormais juger par lui-même et construire ses propres repères. Il n'y a plus de destin prédéterminé ; chacun doit inventer sa vie. *"Nous sommes devenus de purs individus, analyse Alain Ehrenberg, au sens où aucune loi morale ni aucune tradition ne nous indiquent du dehors qui nous devons être et comment nous devons nous conduire... Le partage entre le permis et le défendu décline au profit d'un déchirement entre le possible et l'impossible"*²⁸.

²⁴ La télévision de l'intimité, Le Seuil, 1996.

²⁵ "Big Brother" in *Le Monde diplomatique*, juin 2001.

²⁶ Sur ce point, Albert du Roy, *Le carnaval des hypocrites*, Le Seuil.

²⁷ François Rigaux, op. cit., p. 44.

²⁸ *La fatigue d'être soi*, Odile Jacob, 1999, p. 14.

La vie privée telle qu'elle était conçue traditionnellement apparaît plus comme un enfermement que comme une liberté. C'est une vie de devoir et de destin où l'individualité est prise dans des normes strictes d'obéissance et où les conflits internes ne peuvent pas s'exprimer en dehors du cadre familial.

L'intimité s'expose aujourd'hui parce que cette conception ne correspond plus à la situation présente. L'exhibition permet de mettre à distance les catégories toutes faites, de faire référence à d'autres valeurs et d'explorer d'autres modes de vie. *"Il n'y a plus de norme absolue du comportement sexuel, explique un sociologue spécialiste de la sexualité. On ne sait plus ce qui est bien ou mal. Voilà pourquoi on s'intéresse de plus en plus à ce que les autres font. On essaie de comprendre comment ils se débrouillent et de se fonder sur eux"*. On peut ainsi comprendre la fascination presque malade pour la vie privée de l'autre qui en s'exposant peut trouver en contrepartie, une forme de validation et de réassurance d'une identité incertaine. C'est ce qui explique pour Jean-Claude Kaufman, le succès de la télé-réalité et le besoin d'expression du moi intime. Ceux qui s'exposent au regard tenteraient d'exister davantage et de voyager dans une identité plus large et composite. Quant aux voyeurs, ignorants des normes de conduites à adopter dans les différentes situations de la vie quotidienne, ils observeraient le plus finement possible le comportement d'autrui afin de pouvoir définir leur propre comportement. La séparation public/ privé est totalement remise en cause. *"L'univers de la vie privée et du quotidien est devenu une nouvelle frontière ouvrant sur des horizons sans fin. Alors que la planète terre découvre ses limites, la plongée analytique dans le monde intime n'en est qu'au début de ses explorations"*²⁹.

Les médias sont appelés à jouer un rôle central dans cette plongée. Ils doivent accompagner l'individu qui doit choisir dans l'immense laboratoire qu'est devenue la société. *"(Ils) ont pour mission essentielle la diffusion du savoir et des techniques permettant le management de soi"*³⁰.

LA NOUVELLE CONTRAINTE SOCIALE DE TRANSPARENCE

La séparation vie privée/vie publique est au fondement même de la démocratie. Tous les sondages montrent que la très grande majorité des gens est attachée à cette séparation. Devant les possibilités de contrôle offertes par les technologies informatiques, on s'efforce de protéger l'intimité des personnes en leur reconnaissant de nouveaux droits³¹. Le dévoilement de la vie privée dans les médias contrarie manifestement cet effort de protection et peut en mettre en cause le bienfondé. On peut estimer que l'on assiste à une recomposition et à un reformatage de l'intimité qui ne remettent pas en cause le principe d'une séparation privé/public. On peut penser à l'inverse, que ce dévoilement fragilise gravement une valeur démocratique fondamentale.

Recompositions et reformatages de l'intimité

Pour le sociologue Georg Simmel³², la proportion de secrets dans une société est relativement constante. Il constate, qu'au début du 19^e siècle, la mise en pratique de l'idéal de transparence des Lumières s'est accompagné en Europe, d'une floraison sans précédent de sociétés secrètes. On comprend dans ces conditions, que des zones d'ombre subsistent dans une société qui refuse l'idée même de secret et où tout doit être dit et vu³³. On y dévoile de plus en plus de choses, mais ces choses sont de moins en moins signifiantes³⁴. Bien

²⁹ *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, Nathan, 2001, p. 95.

³⁰ *Op. cit.*, p. 236.

³¹ Sur ce point, Vitalis A. et alii (dir.) *La vie privée à l'heure des médias*, Presses universitaires de Bordeaux, 2002 (à paraître).

³² *Secret et sociétés secrètes*, Circé, 1991.

³³ Sur ce point, Rabaté D. (dir.) *Dire le secret*, Presses universitaires de Bordeaux, 2001.

³⁴ Jean Baudrillard, *Télémorphoses*, Octobre 2001.

plus, la montée de la transparence suscite de nouvelles formes d'opacité. Cercle vicieux sans fin où le secret prolifère à mesure que l'on veut le chasser. Aussi bien, une sociologie de l'individu, ne voit pas de contradiction entre la valeur attribuée à la vie privée et son exhibition. On assisterait simplement à une reformulation et à reformatage de l'intime. Dans le contexte d'une société d'initiative individuelle et de libération psychique, il est bon que tout puisse se dire et se montrer. L'individu peut être très attaché à la protection de son intimité et en même temps, la dévoiler en partie ou en totalité. C'est lui qui décide du moment et du lieu. C'est lui qui décide de ce qu'il veut garder secret et qui sera variable d'un individu à l'autre. Des choses jusque-là tenues secrètes sont ainsi rendues publiques mais inversement, des choses qui faisaient à d'autres époques l'objet de toutes les attentions, parce que tues, acquièrent un autre statut. En toutes hypothèses, une zone restera inaccessible au regard d'autrui, celle du for intérieur, siège de la liberté de conscience.

Ce type de dévoilement parce que volontaire doit être soigneusement distingué d'un dévoilement contraint qui lui, constitue une réelle menace pour les libertés individuelles.

Ces appréciations apaisantes pour la survie de la vie privée sont loin cependant d'emporter l'adhésion. On voit mal en effet pourquoi l'on s'efforcerait de protéger des secrets qui seraient dans le même temps révélés au grand jour, avec le plein accord des individus et leur participation. La protection de la vie privée est fragilisée dans son principe et sa légitimité au moment même où l'appétit d'informations sur les individus n'a jamais été aussi fort de la part de l'Etat et des entreprises privées. Dans la société de réseau où l'on peut garder trace de toutes les transactions, la transparence peut devenir totale. Le marketing individuel qui s'y développe est basé sur la mobilisation de toutes les données permettant une caractérisation au plus près de la personnalité et des goûts des consommateurs. Compte tenu de cette situation, certains analystes annoncent la fin de la vie privée³⁵. Certes, il ne faut pas confondre ce piratage des données personnelles fait à l'insu des intéressés avec le dévoilement médiatique réalisé avec le consentement de l'individu et donc apparemment, à son bénéfice. Ce n'est certainement pas la même chose, mais cela concerne cependant les mêmes choses. Ce n'est plus Big Brother qui déchire les rideaux de l'intimité mais celle-ci n'en est pas moins donnée en pâture. Ce n'est plus Big Brother qui nous contrôle du haut de son pouvoir mais c'est chacun de nous qui est converti en surveillant de tous les autres. Se profile à l'horizon une nouvelle figure de la servitude volontaire.

Une nouvelle contrainte sociale

L'individu n'est peut-être pas aussi libre d'exhiber ses secrets qu'on veut bien le croire. A y regarder de près, on s'aperçoit en effet que ce grand déballage obéit à de nouvelles normes sociales basées sur l'obligation de communiquer, de tout dire, de se rendre autonome. "Le disciplinaire et le coercitif imposés au nom de normes collectivement partagées font place à des instruments plus souples et personnalisés de révélation de soi, qui n'en sont pas moins élaborés socialement.... D'où ce paradoxe : tout un corpus de pensées, organisé autour des plis les plus secrets de l'intime, est non seulement un produit du social mais une véritable institution en cours de formation. Dictant plus efficacement ses règles qu'elles semblent provenir des profondeurs du moi"³⁶. Plus souples et rapides que l'école et les anciennes institutions marquées par leur caractère disciplinaire, les médias jouent un rôle essentiel dans la fabrication d'un individu autonome devant devenir lui-même, s'accepter, et faute d'une voie toute tracée, opérer sans cesse des choix. Ils dispensent de nouveaux savoirs et techniques utiles dans le guidage quotidien et publicisent l'intime. On peut craindre à cet

³⁵ Reg Whitaker, *The end of privacy*, Nex Press, Nueva York, 1999. Voir également mon article, "La remise en cause de l'anonymat" in *Figures de l'anonymat. Médias et société*, L'Harmattan, 2001.

³⁶ Jean-Claude Kaufman, op. cit., p. 236.

égard, un exhibitionnisme de masse dès lors que l'ensemble de la population sera convaincu que toute vie privée a vocation à être mise en scène ou observée.

Les régimes autoritaires traquent les secrets des personnes soumises à leur pouvoir. L'effort de protection de la vie privée mené dans les démocraties, semble avoir retenu les leçons de l'histoire. Aujourd'hui, alors que c'est l'individu lui-même qui livre ses secrets, peut-on croire que c'est pour son seul bénéfice ? Que, "regarder, écouter, partout, à propos de tout (lui soit utile) pour comprendre, pour choisir. Pour être soi, et tenter d'exister davantage en étant regardé, en multipliant ses images" ?³⁷ Il est certain que cette mise à nu ne se fait pas dans un contexte répressif ou totalitaire. Pour autant, cette mise à nu peut s'apparenter à une "barbarie douce" selon l'expression de Jean-Pierre Le Goff, dont les discours et les pratiques véhiculent l'utopie d'une société transparente à elle-même, sans aspérité et conflit, où tout peut être résolu par l'argumentation rationnelle et dans une parfaite égalité³⁸. Cette utopie séduisante érode les critères habituels de jugement et à déstabilise les repères pour agir. Elle ne constitue pas une menace pour la démocratie, tout au contraire. "Le citoyen purifié met en oeuvre une démocratie sans cesse meilleure. La transparence n'exerce qu'un despotisme doux, insinuant, qui progresse peu à peu, sans jamais ressembler à une dictature"³⁹. A travers les progrès de la transparence, c'est moins le triomphe de l'individu qui se profile que celui d'un modèle social qui lui fait croire qu'il est le seul maître à bord.

La nouvelle contrainte sociale de transparence imposée aux individus qui dévalue les anciennes valeurs de pudeur et de discrétion, n'est pas suffisamment interrogée et critiquée. On peut se demander si la liberté d'expression n'est pas dévoyée au bénéfice d'institutions médiatiques qui fonctionnent désormais selon la seule logique commerciale. Si la vie privée les intéresse c'est essentiellement parce qu'elle est une marchandise qui se vend bien. Plus que des contre-pouvoirs, les médias sont des pouvoirs tout court et on voit mal pourquoi ces pouvoirs considérables ne seraient pas contrôlés.

La télévision intimiste et les reality-shows ont été soumis à de virulentes critiques au nom notamment, de la protection de la vie privée. Au début des années 2000, l'apparition de la télé-réalité a suscité en Europe et spécialement en France, de nombreuses polémiques⁴⁰. L'intervention de l'instance française de régulation a été très limitée : le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) s'est contenté de demander que les participants à ce type d'émission, bénéficient d'un moment quotidien de répit ne donnant lieu à aucun enregistrement sonore ou visuel. De manière inattendue, la critique la plus radicale a été formulée par le responsable d'une grande chaîne concurrente, dans un article publié à la première page du journal « *Le Monde* » du 11 mai 2001, intitulé : « *Peut-on tout montrer à la télévision ?* ». Au nom de la défense de la personne et de la dignité humaine, ce responsable en appelle au CSA ainsi qu'aux associations familiales et aux responsables politiques. Il laisse entendre que l'arrivée fracassante de ce qu'il appelle « la trash télévision », est due à des raisons économiques, à savoir l'entrée d'un groupe étranger dans le capital de la chaîne.

Les intérêts financiers se montrent parfois plus vigilants que les intérêts éthiques. La question posée est en tout cas pertinente. Ce n'est pas parce que l'on montre tout, que l'on doit en effet, tout montrer. Sous différentes modalités, contraintes ou consenties, la mise à nu de l'individu est indéniable. Ce phénomène multiforme semble irrésistible. Alors que l'on ne sait pas où il nous mène et sur quoi il débouchera, il contredit présentement, les valeurs traditionnelles liées à la réserve et à la pudeur et peut mettre en cause un droit de valeur constitutionnelle. Si l'on veut véritablement protéger la vie privée, il faut éviter sa

³⁷ Jean-Claude Kaufman, "Voyeurisme ou mutation anthropologique ?" in le journal *Le Monde* du 11 mai 2001.

³⁸ *La barbarie douce*, La découverte, 1999.

³⁹ Jean-Denis Bredin, "Secrets, transparence et démocratie" in rev. *Pouvoirs*, N°97, 2001.

⁴⁰ A titre d'exemples : Noël Mamère/Patrick Farbiaz, *La vie rêvée du loft*, Ramsay, 2001 ; Vincent Cespedes, *I loft you*, Mille et une nuits, 2001.

marchandisation et poser des limites à l'exhibitionnisme. L'enjeu n'est pas mince. Comme l'écrit Milan Kundera, « *Le rideau qui sépare le privé du public est intouchable et les arracheurs de rideaux sont des criminels... Il en va de la survie ou de la disparition de l'individu* »⁴¹.

⁴¹ *Les testaments trahis*, Gallimard, 1993

RECONFIGURACIONES COMUNICATIVAS DE LA SOCIALIDAD Y REENCANTAMIENTOS DE LA COMMUNICATION IDENTIDAD

JESUS MARTIN-BARBERO⁴²

INTRODUCCION

“Lo que estamos viendo no es simplemente otro trazado del mapa cultural -el movimiento de unas pocas fronteras en disputa, el dibujo de algunos pintorescos lagos de montaña- sino una alteración de los principios mismos del mapeado. No se trata de que no tengamos más convenciones de interpretación, tenemos más que nunca pero construidas para acomodar una situación que al mismo tiempo es fluida, plural, descentrada. Las cuestiones no són ni tan estables ni tan consensuales y no parece que vayan a serlo pronto. El problema más interesante no es cómo arreglar este enredo sino qué significa todo este fermento”¹.

Cliford Geertz

La *diferencia* en América Latina ha dejado de significar la búsqueda de aquella autenticidad identitaria en que se conserva una forma de ser en su pureza original para convertirse en la indagación del modo *des-viado* y *des-centrado*² de nuestra inclusión en la modernidad: el de una diferencia que no puede ser digerida ni expulsada, alteridad que resiste desde dentro al proyecto mismo de universalización pretendido por una monoteista modernidad. A esa tarea están contibuyendo sociólogos y antropólogos que han colocado en el eje del análisis el doble *des-centramiento* que sufren la modernidad en América Latina: su tener que ver menos con las doctrinas ilustradas y las estéticas letradas que con la masificación de la escuela y la expansión de las industrias culturales. Pues por más escandaloso que suene, es un hecho cultural insoslayable que las mayorías en América Latina se están apropiando de la modernidad sin dejar su cultura oral, esto es no de la mano del libro sino desde los géneros y las narrativas de la industria y la experiencia audiovisual. Y lo que ahí está en juego no es únicamente la hibridación de las lógicas globales del capital con las nuevas expresiones de un exotismo a admirar o denunciar sino hondas transformaciones en la cultura cotidiana de las mayorías, y especialmente entre unas nuevas generaciones que no han dejado de leer, pero cuya lectura no corresponde ya a la linealidad/verticalidad del libro sino a una aun confusa pero activa hipertextualidad. ¿Cómo seguir entonces pensando separados memoria popular y modernidad cuando en América Latina la dinámica de las transformaciones que calan en la cultura cotidiana de las mayorías proviene mayormente de la desterritorialización y las hibridaciones culturales que agencian tanto las crecientes migraciones de población como los medios masivos evidenciando “la persistencia de estratos profundos de la memoria colectiva sacados a la superficie por las bruscas alteraciones del tejido social que la propia aceleración modernizadora comporta”³?

Hasta no hace muchos años el mapa cultural de nuestros países era el de miles de comunidades culturalmente homogéneas, fuertemente homogéneas pero aisladas, dispersas, casi incomunicadas entre sí y muy débilmente vinculadas a la nación. Hoy el mapa es otro: América Latina vive un desplazamiento del peso poblacional del campo a la ciudad que no es meramente cuantitativo -en menos de cuarenta años el 70 % que antes

⁴² ITESO, Guadalajara, México

habitaba el campo está hoy en ciudades- sino el indicio de la aparición de una trama cultural urbana heterogénea, esto es formada por una densa multiculturalidad que es heterogeneidad de formas de vivir y de pensar, de estructuras del sentir y de narrar, pero muy fuertemente comunicada, al menos en el sentido de la exposición de cada cultura a todas las demás⁴. Se trata de una multiculturalidad que desafía nuestras nociones de cultura y de nación, los marcos de referencia y comprensión forjados sobre la base de identidades nítidas, de arraigos fuertes y deslindes claros. Pues nuestros países son hoy el ambiguo y opaco escenario de algo no representable ni desde la diferencia excluyente y excluida de lo étnico-autóctono, ni desde la inclusión uniformante y disolvente en lo moderno.

También hasta hace poco creíamos saber con certeza de qué estábamos hablando cuando nombrábamos dicotómicamente *lo tradicional y lo moderno*, pues mientras la antropología tenía su cargo las culturas *primitivas*, la sociología se encargaba de las *modernas*. Lo que implicó dos opuestas ideas de cultura: si para los antropólogos *cultura es todo*, pues en el magma primordial que habitan los primitivos tan cultura es el hacha como el mito, la maloca como las relaciones de parentesco, el repertorio de las plantas medicinales o el de las danzas rituales; para los sociólogos por el contrario, *cultura es sólo* un especial tipo de actividades y de objetos, de productos y prácticas, casi todos pertenecientes al canon de las artes y las letras. Pero en la tardo-modernidad que ahora habitamos, la separación que instauraba aquella doble idea de cultura se ve emborronada, de una parte por el movimiento creciente de especialización comunicativa de lo cultural, ahora organizado en un *sistema de máquinas productoras de bienes simbólicos* que son transmitidos a sus públicos consumidores: es lo que hace la escuela con sus alumnos, la prensa con sus lectores, la televisión con sus audiencias y hasta las iglesias con sus fieles. Al mismo tiempo la cultura vive otro movimiento radicalmente opuesto: se trata de un movimiento de *antropologización*, mediante el cual la vida social toda deviene, *se convierte en cultura*. Hoy son sujeto/objeto de cultura tanto el arte como la salud, el trabajo como la violencia, y también hay cultura política, y del narcotráfico, cultura organizacional y cultura urbana, juvenil, de género, profesional, audiovisual, científica, tecnológica etc.

1. FIGURAS DEL DESENCANTO SOCIAL

En su genealogía de las relaciones entre secularización y poder, Giacomo Marramao⁵ comparte con Max Weber y Ferdinand Tönnies la idea de que la racionalización constitutiva de la moderna *sociedad* ha entrañado la ruptura con cualquier *forma orgánico-comunitaria* de lo social y su transformación en la de *un mundo administrado*, “jaula de hierro”, en la que la política adopta el estatuto de la *burocracia* que es el modo *formalmente más racional de ejercicio del poder*. Lo que implica la pérdida de los valores tradicionales por la “ruptura del monopolio de la interpretación” que venía forjándose desde la Reforma protestante. Esa ruptura/pérdida harán parte del largo proceso de conformación de una *jurisdicción secular* de la soberanía estatal, esto es de la constitución del Estado moderno. La idea de secularización se convierte entonces en la categoría que hace explícita la concepción unitaria del tiempo histórico: del *tiempo global de la historia del mundo*: ya Hegel había llamado *mundanización* al proceso formativo de la *esfera global mundana*. ¿No es la plenitud de esa *esfera-tiempo mundo* a la que asistimos hoy como punto de llegada del desencantamiento del mundo, especialmente de la mano del desarrollo tecnológico, y de la racionalidad administrativa que hegemoniza la política?.

Desfiguraciones de la política

El politólogo chileno Norbert Lechner analiza el desencanto de las izquierdas como aquel “enfriamiento de la política”⁶, que surge de una nueva sensibilidad marcada por el abandono de las totalizaciones ideológicas, la desacralización de los principios políticos y la resignificación de la utopía en términos de *negociación* como forma de construcción colectiva del orden. Lo que implica la predominancia de la dimensión contractual y el

predominio, en la concepción y la acción política misma, de la racionalidad instrumental y su profesionalización. Es lo que Vazquez Montalban resume al afirmar que los saberes que el político necesita hoy son dos: el jurídico-administrativo y el comunicacional-publicitario. El desencantamiento de la política transforma al espacio público en *espacio publicitario* convirtiendo a los partidos en un *aparatos-medio* especializado de comunicación, y deslegitimando cualquier intento de reintroducir la cuestión de los *finés*⁷. Para qué, si la “ética del poder” legitima la doble verdad, la doble contabilidad, la doble moral, y el carisma puede ser fabricado por la ingeniería mediática?. Pero las consecuencias van más hondo: despues de la caída del Muro y la instalación de la globalización mercantil como horizonte en el que los Estados-nación se desdibujan *tiene sentido* seguir hablando de democracia?.

La ausencia de sentido en la política remite más allá: a la, según Marc Augé, “desaparición del nexo simbólico capaz de constituir alteridad e identidad”⁸. Desaparición constatable en la acentuación del carácter abstracto y desencarnado de la relación social, y comprobable en la diferencia entre el *militante* que se definía por sus convicciones y esa abstracción *-las audiencias-* a la que se dirige el discurso político televisado en su búsqueda no de adhesiones sino de puntos en la estadística entre los posibles votantes. La atomización de los públicos de la política, y su transformación en audiencias sondeables, es inseparable de la crisis que atraviesa la *representación* cuando el deterioro de los lazos de la cohesión que introduce la política neoliberal se ve atravesado por el enrarecimiento de las dimensiones simbólicas que produce hoy la mediación tecnológica. *Secular* significaba ya para Weber una sociedad en la que la desaparición de las seguridades tradicionales resquebraja los lazos que hacían la integración de la ciudad. Con esa desintegración *conecta la atomizada, la socialmente des-agregada experiencia de lo político que procura la televisión*, Pero en esa experiencia no hay únicamente repliegue sobre lo privado sino una profunda reconfiguración de las relaciones entre lo privado y lo público, la superposición de sus espacios y el emborronamiento de sus fronteras. Lo que identifica la *escena pública* con lo que pasa en la televisión no són únicamente las inseguridades y violencias de la calle sino la complicidad del sensorium que moviliza la televisión con el de la *ciudad-no lugar*. Pues del *pueblo* que periódicamente se tomaba la calle al *público* que semanalmente iba al teatro o al cine la transición conservaba el carácter colectivo de la experiencia, pero del público de cine a las *audiencias* de televisión el desplazamiento señala una decisiva transformación: la pluralidad social sometida a la lógica de la desagregación radicaliza la *experiencia de la abstracción* políticamente no representable. La fragmentación de la ciudadanía es entonces tomada a cargo por el mercado que, mediante el *rating*, se ofrece a la política como su mediador.

Fuertemente ligados a esas transformaciones aparecen los cambios en el *ámbito del trabajo* convertido en escenario clave de la desintegración del lazo social. Giuseppe Richeri ha sido pionero desde el ámbito de la comunicación en referir la desintegración político-social que sufre Italia a las secretas conexiones entre la fragmentación constitutiva del discurso público que configura la televisión con la disgregación del tejido de tradiciones e interacciones que daban consistencia al sindicato y al partido político de masas⁹: las empresas y fábricas se descentralizan, las profesiones se diversifican y se hibridan, los lugares y las ocasiones de interacción se reducen, al mismo tiempo que la trama de intereses y objetivos políticos se desagrega. Y en cuanto a los partidos, también la pérdida de los lugares de intercambio con la sociedad, el desdibujamiento de las maneras de enlace, de comunicación de los partidos con la sociedad, produce un progresivo alejamiento del mundo de la vida social hasta convertirse en puras maquinarias electorales cooptadas por las burocracias del poder. La elección del magnate de la televisión italiana, Berlusconi, como primer ministro, y el peso que la coalición que él preside ha conseguido, dejaría de ser mera coincidencia para tornarse síntoma de la nueva trama comunicativa de que esta hecha hoy la representación política.

Secularización y nuevas formas de religazon social

El “retorno de la ética” remitiría según no pocos a la búsqueda de otras formas de *religazon social* que, a su modo, estarían expresando un reencuentro de nuestras sociedades con lo sagrado en un momento en el que el proceso de *racionalización secularizadora* parecería haber hallado en la globalización su propia realización. Lo cierto es que asistimos a dos movimientos de muy distinto signo pero sin duda articulados: el despertar de los más viejos demonios de intolerancia religiosa -con frecuencia asociados a reivindicaciones identitarias de lo local- y un poderoso revival del pensamiento religioso, o mejor a un inesperado encuentro del pensamiento con lo religioso¹⁰. De manera que el vigoroso movimiento de análisis de las peculiaridades que atraviesa el proceso secularizador tanto en el ámbito de lo público como de la subjetividad, se ve cruzado por una ancha y densa preocupación intelectual por la ausencia de sentido en los mundos d vida y en sus contextos culturales más cercanos.

Para Lipovetsky, el retorno de la ética marca el punto de llegada del largo proceso de la secularización cuya primera etapa (1700-1950) emancipó a la ética del espíritu de la religión pero conservando “una de sus figuras claves: la noción de deuda infinita, de deber absoluto”¹¹. Fueron el rigorismo kantiano y el patriotismo republicano los que transfirieron los deberes religiosos al terreno profano de los deberes del hombre y del ciudadano. Pero es sólo a partir de los años cincuenta que una nueva lógica del proceso de secularización conduce a la disolución de “la forma religiosa del deber”: a la entrada en la sociedad del *post-deber*, que “devalúa el ideal de abnegación, estimulando sistemáticamente los deseos inmediatos, la pasión del ego, la felicidad intimista y materialista”¹². El bienestar sustituye al deber ser reconciliando los imperativos del futuro con la calidad del presente. Y todo ello a nombre de la *autenticidad* que estaria arrancando la máscara de hipocresia que velaba el rostro de la sociedad, dejando a la vista el carácter represivo de sus instituciones fundantes: iglesia, sindicato, familia, escuela. Pero he aquí que esa autenticidad tiene un efecto demoledor sobre la democracia¹³, a la que fragmenta y debilita, mientras refuerza un individualismo que, especialmente en las capas medias y altas, se alia con el integristismo consumista, mientras en los sectores más bajos son los ghettos, la violencia y la droga, son su expresión. El retorno de la ética se desinfla y transforma en la figura desencantada de un *eticismo* de la mala conciencia. Al acabarse la fase heroica y austera de la sociedad moderna, tan lúcidamente analizada por D.Bell¹⁴, la moral se transforma en comunicación empresarial -que combina generosidad con marketing, ética y seducción- y en humanitarismo teledirigido: la tele-caridad que hace de los espectadores actores fraternales en el Show del Bien.

En países de tradición católica, como los latinoamericanos, el desencantamiento del mundo introducido por la secularizadora modernidad ha producido una polarización ideológica extrema y propiciado posiciones esquizofrénicas hasta en la concepciones mismas de secularización. Una, *historicista*¹⁵, ve lo específico de la secularidad latinoamericana en la identificación de la historia de estos pueblos con la historia de los Estados nacionales, pues en América Latina los textos de historia no han propuesto otro principio de unidad, de comprensión de su proyecto y su trayecto que no sea el Estado nacional. De esa manera la identificación de la historia de los pueblos con la historia de los Estados ha interesadamente olvidado y ocultando que ha habido otros núcleos, otras síntesis, otros mediadores através de los cuales los pueblos de América Latina han expresado la riqueza y la tragedia de su propia historia. Ese sería, según esta concepción, el caso de la Iglesia en su papel decisivo como espacio de encuentro social y cultural: ese *barroco latinoamericano* que sería su síntesis más lograda y espléndida.

La otra concepción secularización¹⁶ en América Latina es la *populista*¹⁶, según la cual la racionalidad moderna en cuento *profanidad atea*, sería algo que sólo ha afectado a las minorías, a las élites de las clases dominantes, mientras las masas populares se han conservado al margen y se han constituido en reserva moral de estos países. Reducida a fenómeno de minorías, de grupos minoritarios de las clases hegemónicas, la secularización

no ha podido permear los sectores populares, en los que la religiosidad ha seguido siendo una fuente clave de sentido para la vida y una reserva de entereza moral. No obstante se que en los últimos años sectores muy significativos del mundo social latinoamericano se han vuelto sensibles a la mentalidad secular, como los intelectuales, los educadores, y sobre todo los jóvenes, la *indiferencia juvenil* contendría indicios de una presencia “tardia” de la secularización con la incapacidad manifiesta de las iglesias históricas para hacerse cargo del mundo de los jóvenes.

Resulta bien significativo que ambas, tanto la concepción historicista como la populista, dejan de lado escamotandola esa otra dimensión fundamental de la secularización que es la autonomía del mundo social y cultural en relación a las iglesias como instancias de poder. Justamente ese aspecto decisivo en la historia de la modernidad latinoamericana ha sido desvalorizado a favor de una idea de la secularización que identifica la razón crítica con un racionalismo ateo trasnochado. Y sin embargo, como ha señalado Touraine en una referencia no explícita pero clave para América Latina, una sociedad más moderna no es hoy una sociedad más indiferente a la religión, ni una sociedad más liberada de lo sagrado, sino “una sociedad que defiende la separación entre lo temporal y lo espiritual, aquella que desarrolla conjuntamente la afirmación del sujeto personal y las resistencias a la destrucción de las identidades colectivas”¹⁷.

De hecho, aunque incompleto, el proceso de conquista de la autonomía del Estado, de las esferas del arte, la ciencia, y la moral, por relación a unas iglesias dotadas de poder político y social, en los últimos años presenta avances innegables, como la atestigua en un país tan clerical como Colombia la abierta secularización que representa la nueva Constitución. Pero hoy la secularización señala el escenario de la lucha por una nueva autonomía, la del sujeto¹⁸. El principio de auto-realización está ya como derecho de la persona humana en la nueva constitución colombiana, y ha sido aplicado valientemente por la Corte Constitucional al uso personal de la droga. Y está también inscrito en la importancia que el cuerpo ha cobrado en este fin de siglo como escenario de experimentación vital y objeto de atención y cuidado cada vez más grandes. Es indudable que en este último aspecto la autorealización se inserta también en las tendencias individualistas y hedonistas de la sociedad de mercado. Pero las estrategias del mercado enchufan en un movimiento que viene de más lejos y que es mucho más hondo, el de autonomía del sujeto que la sociedad actual amenaza quizás más hondamente que ninguna antes y que tiene su otra cara en la crucial y contradictoria defensa de la privacidad. Pues lo privado no remite únicamente al *repliegue* desocializador sobre lo hogareño y lo doméstico -con el consiguiente declive del hombre público y el crecimiento de un narcisismo que fetichiza el yo- sino también a la secularizadora *resistencia* a la viscosidad con que el poder político y el del mercado atentan contra la autonomía del individuo. En el rechazo a lo colectivo, y específicamente a *dejarse representar*, emerge hoy tanto la desafección idológica hacia las instituciones de la política como la búsqueda de un quiebre a la masificación imperante y la uniformación, a la incapacidad de representación de la *diferencia* en el discurso que denuncia la desigualdad.

2. DESTIEMPOS LATINOAMERICANOS

Mucho antes de que los de Frankfurt tematizaran el concepto de “razón instrumental” nuestros países habían tenido una ya larga experiencia, y conciencia, de la instrumentalización¹⁹ como forma de *racionalización moderna* no sólo de la voracidad del capital sino de la implantación de una economía simbólica que, andando el tiempo, tornaría irracional, con el *desarrollismo*, toda diferencia que no fuera funcional a un desarrollo concebido como último vagón de la modernidad para nuestros países; y que, desde mediados de los años 80, nos empuja a una *postmodernidad* en la que ahora es la diferencia la que se quiere intolerantemente una o se realiza en la confusión de la heterogeneidad con la fragmentación, resultando todo lo contrario de la articulación y la interacción en que se teje y sostiene la diversidad cultural.

Estos países han comenzado a percibir claramente que la modernidad no es el ineluctable resultado en la cultura de la modernización socioeconómica, sino el contradictorio entretejido de múltiples dinámicas y mediaciones sociales, económicas, técnicas, políticas, culturales. Un iluminador texto del brasileño R. Schwarz²⁰ nos ha ayudado como pocos a entender la "constelación práctica" en que se han formado estos países en cuanto trama dislocamientos y desviaciones, de ambigüedades y operaciones mediante las cuales tanto las ideas como los ideales de la modernidad son "un fuera de lugar" pues a la vez que esas ideas se cargan permanentemente de sentidos impropios por relación al movimiento que los originó se tornan elemento interno y activo de nuestra cultura" por una también permanente apropiación y reapropiación. Como la que actualmente se produce en la mayoría de una población que, a partir de los años ochenta, está experimentando mezclas y síntesis culturales que

desafían tanto las categorías como los vocabularios en los que la elite ha pensado y nombrado la sociedad nacional. En los últimos años la subordinación de las oralidades y visualidades al *orden de la letra* sufre una erosión creciente que se origina en los nuevos modos de producción y circulación de los saberes, y en las nuevas escrituras provenientes de las nuevas tecnologías electrónicas. Las mayorías latinoamericanas experimentan una profunda compenetración entre la oralidad que perdura como experiencia cultural primaria - ya regramaticalizada desde la "oralidad secundaria"²¹ que han tejido las gramáticas tecnoperceptivas de la radio y el cine- con las nuevas visibilidades culturales que emergen en la tecnicidad telemática. La interacción entre oralidades y visualidades populares con las que catalizan las nuevas tecnologías se constituye en un escenario político estratégico para que la democratización de nuestras sociedades se haga cargo de las culturas cotidianas de las mayorías: de sus destiempos y sus anticipaciones.

Avatares de las comunidades nacionales

"Pese a las abundantes discusiones, la identidad nacional no está en riesgo. Es una identidad cambiante, enriquecida de continuo con el habla de los marginales, las aportaciones de los mass-media, las renovaciones académicas, las discusiones ideológica, la americanización y la resistencia a la ampliación de la miseria, y que se debilita al reducirse la capacidad de los centros de enseñanza y al institucionalizarse la resignación ante la ausencia de estímulos culturales". Carlos Monsivais

La historia de las desposesiones y exclusiones que han marcado la formación y desarrollo de los Estados-nación en Latinoamérica tiene en la cultura uno de sus ámbitos menos estudiados por las ciencias sociales. Ha sido a partir de mediados de los años 80 cuando los llamados "estudios culturales" han comenzado a investigar las relaciones entre nación y narración²², esto es los relatos fundacionales de lo nacional. Así como desde las sucesivas constituciones, también desde los parrisos y museos los letrados construyeron un imaginario de nación en el que lo que ha estado en juego es "el discurso de la memoria que se realiza desde el poder", un poder que se constituye en "la violencia misma de la representación que configura una nación blanca y masculina, en el mejor de los casos mestiza"²³. Fuera de esa nación representada quedarán los indígenas, los negros, las mujeres, todos aquellos cuya diferencia dificultaba y erosionaba la construcción de un sujeto nacional homogéneo.

Ahora bien, constituidas en naciones al ritmo de su transformación en "países modernos", no es extraño que una de las dimensiones más contradictorias de la modernidad latinoamericana se halle en los proyectos de y los desajustes con *lo nacional*. Desde los años veinte en que lo nacional se propone como síntesis de la particularidad cultural y la generalidad política, que "transforma la multiplicidad de deseos de las diversas culturas en un único deseo de participar (formar parte) del sentimiento nacional"²⁴, a los cincuenta en

que el nacionalismo se transmuta en populismos y desarrollismos que consagran el protagonismo del Estado en detrimento de la sociedad civil, un protagonismo que es racionalizado como modernizador tanto en la ideología de las izquierdas como en la política de las derechas, hasta los ochenta en que la afirmación de la modernidad, al identificarse con la sustitución del Estado por el mercado como agente constructor de hegemonía, acabará convirtiéndose en profunda devaluación de lo nacional²⁵.

Lo que desde el proyecto moderno ha estado minando, vaciando de significación, la relación Estado/Nación en América Latina ha sido la imposibilidad de pensar lo nacional por fuera de la unidad centralizada que impone lo estatal. Al no haber frontera física capaz de otorgar seguridad, como ha dicho Norbert Lechner, los latinoamericanos hemos ido interiorizando un miedo ancestral al otro, al diferente, venga de arriba o de abajo. Ese miedo se expresa aun en la tendencia, generalizada entre los políticos, a percibir la diferencia como disgregación y ruptura del orden, y entre los intelectuales a ver en la heterogeneidad una fuente de contaminación y deformación de las purezas culturales. El autoritarismo no sería entonces en nuestros países una tendencia perversa de sus militares o sus políticos sino una respuesta a la precariedad del orden social, a la debilidad de la sociedad civil y a la complejidad de mestizajes que contiene. Hasta hace bien poco la idea de lo nacional era incompatible, tanto para la derecha como la izquierda, con la de diferencia: el pueblo era uno e indivisible, la sociedad un sujeto sin texturas ni articulaciones internas y el debate político-cultural se movía entre esencias nacionales e identidades de clase²⁶.

Frente a ese miedo al otro que ha estado en la base *constitutiva de lo nacional*, los trabajos de Carlos Monsivais nos han enseñado a desplazar la mirada para otear lo nacional desde lo popular en su carácter de sujeto y actor en la construcción de una nación que creían haber construido solos los políticos y los intelectuales. De parte del *populacho* la nación “ha implicado la voluntad de asimilar y rehacer las ‘concesiones’ transformándolas en vida cotidiana, la voluntad de adaptar el esfuerzo secularizador de los liberales a las necesidades de la superstición y el hacinamiento, el gusto con que el fervor guadalupano utiliza las nuevas conquistas tecnológicas. Una cosa por la otra: la Nación arrogante no aceptó a los parias y ellos la hicieron suya a trasmano”²⁷. Pero el pueblo de que habla Monsivais es el que va de las soldaderas de la revolución a las masas urbanas de hoy, y lo que ahí se trata de comprender es ante todo la capacidad popular de *convertir en identidad* lo que viene tanto de sus memorias como de las expropiaciones que hacen de las culturas modernas. Lo nacional no enfrentado a lo internacional sino rehecho permanentemente en su mezcla de realidades y mitologías, computadoras y cultura oral, televisión y corridos. Una identidad que tiene menos de contenido que de *método* para interiorizar lo que viene de “fuera” sin graves lesiones en lo psíquico, lo cultural o lo moral.

El contradictorio movimiento de globalización y fragmentación de la cultura, lo es a la vez de mundialización y revitalización de lo local. De manera que la devaluación de lo nacional no proviene únicamente de la desterritorialización que efectúan los circuitos de la interconexión global de la economía y la cultura-mundo sino de la erosión interna que produce la *liberación de las diferencias*, especialmente de las regionales y las generacionales. Mirada desde la cultura planetaria, la nacional aparece provinciana y cargada de lastres estatistas. Mirada desde la diversidad de las culturas locales, la nacional es identificada con la homogenización centralista y el acartonamiento oficialista. Lo nacional en la cultura resulta siendo un ámbito rebasado en ambas direcciones replanteando así el sentido de las *fronteras*. Qué sentido guardan las fronteras geográficas en un mundo en el que los satélites pueden “fotografiar” la riqueza del subsuelo y en el que la información que pesa en las decisiones económicas circula por redes informales. Claro que sigue habiendo fronteras, pero ¿no son quizá hoy más insalvables que las nacionales las “viejas” fronteras de clase y de raza, y las nuevas fronteras tecnológicas y generacionales? Lo que no implica que lo nacional no conserve vigencia como mediación histórica de la memoria larga de los pueblos, esa precisamente que hace posible la comunicación entre

generaciones. Pero a condición de que esa vigencia no se confunda con la intolerancia que hoy rebrota en ciertos nacionalismos y particularismos potenciados quizá por la disolución de fronteras que vive especialmente el mundo occidental.

Nuevas sensibilidades urbanas

“Nuestro pensamiento nos ata todavía al pasado, al mundo tal como existía en la época de nuestra infancia y juventud. Nacidos y criados antes de la revolución electrónica, la mayoría de nosotros no entiende lo que ésta significa. Los jóvenes de la nueva generación, en cambio, se asemejan a los miembros de la primera generación nacida en un país nuevo.”

Margaret Mead

Al hablar de *nuevas culturas urbanas* estamos nombrando especialmente los profundos cambios que hoy afectan a *los modos de estar juntos*. Cambios ligados a unos procesos de urbanización salvajemente acelerados y estrechamente ligados con los imaginarios de una modernidad identificada con la velocidad de los tráfico, la instantaneidad y fragmentariedad de los lenguajes de la información. Al mismo tiempo vivimos en unas ciudades desbordadas no sólo por crecimiento de los flujos informáticos sino por esos otros flujos que sigue produciendo la pauperización y el desplazamiento de los campesinos. Las contradicciones de la urbanización están bien a la vista: mientras ella permea la vida campesina, nuestras ciudades sufren de una *des-urbanización* que nombra el hecho de cada día más gente –perdidos los referentes culturales, insegura y desconfiada- usa menos ciudad, restringe los espacios en que se mueve, los territorios en que se reconoce, tendiendo a desconocer todo el resto. Y es en esas ciudades donde descubrimos que además de las culturas étnicas, raciales o de género, en nuestras sociedades conviven hoy “indígenas” de dos abigarradas y desconcertantes culturas: los indígenas de la *cultura oral*, que constituyen el mundo urbano popular y la de los indígenas de la cultura audiovisual e informática, conformado especialmente por jóvenes.

La confusión de la cultura oral con el analfabetismo sigue lastrando una escuela de la que se halla radicalmente ausente así constituya la cultura de base de la mayoría nacional. El testimonio personal de un joven psicólogo que está haciendo su tesis de maestría sobre el aprendizaje de la lectura en escuelas de *Ciudad Bolívar*, el suburbio de más de un millón de habitantes, que constituye el conjunto de barrios más pobres de Bogotá, me colocó ante este hecho bien significativo: en esas escuelas el aprendizaje de la lectura está empobreciendo el vocabulario de los niños, pues al tratar de hablar como se escribe –siguiendo pautas escolares de *corrección*- los niños pierden gran parte de la riqueza que viene de su mundo oral, y lo que es peor su vivacidad narrativa. O sea que estamos ante un sistema -y una experiencia- escolar que no sólo no gana a los adolescentes para una lectura y una escritura enriquecedoras de su experiencia sino que desconoce la cultura oral en cuanto matriz constitutiva de la cultura viva y la experiencia cotidiana entre los sectores populares confundiéndola, y reduciéndola de hecho a analfabetismo.

Y sin embargo la oralidad es el *habla* de otra cultura, que está viva no sólo en el mundo rural sino hoy también en el mundo urbano popular. Un *habla* en el que se hibridan tres diferentes “narrativas de identidad”²⁸: la de los cuentos de miedo y de violencia que desde el campo se han desplazado a la ciudad -via la narración autobiográfica de los millones de desplazados, pero también del refrán, del chisme y el chiste-; la de los relatos de la radio, el cine y la televisión; y la de la música popular que va –en el caso de Colombia- del vallenato y la salsa al rap pasando en ambos tránsitos por el rock. El mundo popular se inserta en la dinámica urbana básicamente a través de dos tipos de transformaciones: las de la vida laboral y las del lenguaje oral, pues es por ámbos por donde pasan tanto el mantenimiento de ciertas

formas de transmisión del saber como ciertos usos “prácticos” de la religión. Mundo del *chisme* y el *chiste* como modos de comunicación por donde circulan las más diversas formas de contrainformación, a un mismo tiempo vulnerables a las manipulaciones massmediáticas, pero también manifestación de las múltiples funciones que cumple, y las potencialidades que aun guarda, la cultura oral²⁹.

Estamos ante un mapa cultural bien diferente de aquel al que nos tiene acostumbrados la maniquea retórica del desarrollismo. El *mapa real* se halla tejido de continuidades y destiempos, de secretas vecindades e intercambios, entre modernidad y tradiciones. Pues los barrios citadinos son el ámbito donde el habla entremezcla antiguos autoritarismos feudales con una nueva horizontalidad tejida en el rebusque y la informalidad urbanos, de la centralidad que aun conserva la moral religiosa sin que ello impida la modernización de los sentimientos y los valores, de la subjetividad y la sexualidad. La periferia o el suburbio - nuestros desmesurados barrios de invasión, favelas o callampas- se ha convertido en lugar estratégico del reciclaje cultural: esa *cultura del rebusque*³⁰ en la que se mezclan la complicidad delincinencial con solidaridades vecinales y lealtades a toda prueba, una trama de intercambios y exclusiones que hablan de las transacciones morales sin las cuales resulta imposible sobrevivir en la ciudad, del mestizaje entre la violencia que se sufre y aquella otra desde la que se resiste, a través de hibridaciones sonoras de las melodías y ritmos étnico-regionales con los ritmos urbanos del rock y del rap.

La vigencia de la cultura oral es evidenciada especialmente hoy en la prácticas y productos de uso cotidiano entre las enormes poblaciones desplazadas del campo a la ciudad -a unas ciudades ruralizadas al mismo tiempo que los países se urbanizan- ya sea en forma de corrido mexicano que canta las aventuras de los capos del narcotráfico, o del vallenato colombiano³¹, que hace la ligazón de lo más profundamente local con lo nacional y aun con lo global. Es también de la ligazón con la cultura oral que la telenovela latinoamericana se alimenta, como en su heredar de ella la predominancia del contar a, su textura dialógica y carnavalesca, la de un relato en el que autor, lector y personajes intercambian constantemente sus posiciones. En esa confusión, que es quizás lo que más escandaliza a la mirada intelectual, se produce el entrecruce de muy diversas lógicas: la mercantil del sistema productivo, esto es la de la estandarización, pero también la del cuento popular, la del romance y la canción con estribillo. Y es también la base de un peculiar modo de lectura ligado estructuralmente a la oralidad: las gentes que gustan de la telenovela *disfrutan mucho más el acto de contarla que el de verla*, pues es en ese relato donde se hace “realidad” la confusión entre narración y experiencia, donde la experiencia de la vida se incorpora al relato que narra las peripecias de la telenovela. Como en las plazas de mercado popular el habla del vendedor enreda las peripecias de la vida en el lenguaje del regateo, así se enreda el relato de la vida en el contar la telenovela. El modo popular de ver la telenovela constituye también una forma de relación dialógica, pues de lo que hablan las telenovelas, esto es lo que le dicen a la gente, no es algo que esté dicho de una vez ni en el texto telenovelesco ni en las respuestas que pueden extraerse de una encuesta, es un intertexto que se construye en el cruce del ver la pantalla con el contar lo visto.

Lo que todo eso muestra es que estamos ante desconcertantes hibridaciones narrativas que pertenecen no sólo a las voces de las poblaciones de desplazados y migrantes sino muy especialmente a las de esos nuevos nómadas urbanos, *los jóvenes*, que se movilizan entre el adentro y el afuera de la ciudad montados en las canciones y sonidos de los grupos de rock y de rap entre las pandillas y los parches de los barrios de la periferia, relatos en los que estalla una conciencia dura de la descomposición de la ciudad, de la presencia cotidiana de la violencia en las calles, de la sinsalida laboral, de la exasperación y lo macabro. En la estridencia sonora del heavy metal y en el concierto barrial que mezcla el vallenato al rock y al rap los juglares de hoy hacen la crónica de una ciudad en la que las estéticas de lo desechable se mestizan con las frágiles utopías que surgen de la desazón moral y el vértigo audiovisual.

En ese *mundo de los jóvenes* los cambios apuntan hacia una reorganización profunda de los modelos de socialización: ni los padres constituyen ya el patrón de las conductas, ni la escuela es el único lugar legitimado del saber, ni el libro es ya el eje que articula la cultura. Frente a las culturas cuyo eje es la lengua y por lo tanto el territorio, las nuevas culturas audiovisuales y electrónicas rebasan esa adscripción produciendo unas nuevas *comunidades*, que responden a nuevos modos de *estar juntos*. Culturas que por estar ligadas a estrategias del mercado transnacional de la televisión, del disco o del video, no pueden ser subvaloradas en lo que ellas implican de nuevos modos de percibir y de narrar la identidad. Identidades de temporalidades menos “largas” más precarias, dotadas de una plasticidad que les permite amalgamar ingredientes que provienen de mundos culturales muy diversos y por lo tanto atravesadas por discontinuidades, por no- contemporaneidades en las que conviven gestos atávicos, residuos modernistas, rupturas radicales. Un testimonio: “En nuestras barriadas populares urbanas tenemos camadas enteras de jóvenes cuyas cabezas dan cabida a la magia y a la hechicería, a las culpas cristianas y a su intolerancia piadosa, lo mismo que a utópicos sueños de igualdad y libertad, indiscutibles y legítimos, así como a sensaciones de vacío, ausencia de ideologías totalizadoras, fragmentación de la vida y tiranía de la imagen fugaz y el sonido musical como lenguaje único de fondo”³². Y frente a la distancia y prevención con que gran parte de los adultos resienten y resisten la nueva cultura -que desvaloriza y vuelve obsoletos muchos de sus saberes y destrezas- los jóvenes experimentan una *empatía cognitiva* con las tecnologías audiovisuales e informáticas, y una *complicidad expresiva* con sus relatos e imágenes, sus sonoridades, fragmentaciones y velocidades en los que ellos encuentran su idioma y su ritmo. Un idioma en que se dice la más profunda brecha generacional y algunas de las transformaciones más de fondo que está sufriendo una socialidad urbana atravesada por la conciencia dura de la descomposición social, de la sinsalida laboral, la desazón moral y la exasperación de la agresividad y la inseguridad.

Vivimos hoy en una socialidad de *red*³³, hecha de *nudos* que son las que conforman las nuevas *tribus*³⁴, esas nuevas grupalidades que particularmente las generaciones jóvenes viven en el cruce de la homogenización inevitable del vestido, de la comida, de la vivienda, con una profunda pulsión de diferenciación. Nuevas comunidades cuya ligazón no proviene ni de un territorio fijo ni de un consenso racional y duradero sino de la edad y del género, de los repertorios estéticos y los gustos sexuales, de los estilos de vida y las exclusiones sociales. Y que frente a los tiempos largos, pero también a la rigidez de las identidades tradicionales, amalgaman referentes locales con símbolos vestimentarios o lingüísticos desterritorializados en un replanteamiento de las fronteras políticas y culturales que saca a flote la arbitraria artificiosidad de unas demarcaciones que han ido perdiendo la capacidad de hacernos *sentir juntos*. Es lo que nos des-cubren a lo largo y ancho de América Latina las investigaciones sobre las tribus de la noche en Buenos Aires, los chavos-banda en Guadalajara o las pandillas juveniles de las comunidades nororientales de Medellín³⁵. Lo que está conduciendo a la sociología a retomar la idea weberiana de la “comunidad emocional” -que remite a un cierto retorno de la *comunidad* abolida por la moderna *sociedad*, de que hablara Tonnies- para dar cuenta de las hondas transformaciones que atraviesa el *nosotros*, y la necesidad entonces de reintroducir lo sensible, y no sólo lo mensurable, en el análisis, la necesidad de “estudiar lo que pasa en el nivel carnal y perceptible de la vida social”³⁶.

3. REENCANTAMIENTO DE LAS IDENTIDADES

Ligado a sus dimensiones tecno-económicas, la *globalización* pone en marcha un proceso de interconexión a nivel mundial, que conecta todo lo que *instrumentalmente* vale – empresas, instituciones, individuos- al mismo tiempo que desconecta todo lo que, para esa razón, no vale. Este proceso de inclusión/exclusión a escala planetaria está convirtiendo a la cultura en espacio estratégico de emergencia de las tensiones que desgarran y recomponen

el “estar juntos”, los nuevos sentidos que adquiere el lazo social, y también como lugar de anudamiento e hibridación de todas sus manifestaciones: políticas, religiosas, étnicas, estéticas, sociales y sexuales. De ahí que sea desde la diversidad cultural de las historias y los territorios, de las experiencias y las memorias, desde donde no solo se resiste sino se negocia e interactúa con la globalización, y desde donde se acabará por transformarla. Sabemos que ni los nacionalismos, las xenofobias, o los fundamentalismos religiosos se agotan en lo cultural, todos ellos remiten, en periodos más o menos largos de su historia, a exclusiones sociales y políticas, a desigualdades e injusticias acumuladas, sedimentadas. Pero lo que galvaniza hoy a las identidades como motor de lucha es inseparable de la *demanda de reconocimiento y de sentido*. Y ni el uno ni el otro son formulables en meros términos económicos o políticos, pues ambos se hallan referidos al núcleo mismo de la cultura, en cuanto mundo del *pertenecer a* y del *compartir con*. Razón por la cual la identidad se constituye hoy en la fuente de intolerancia más destructiva, pero también en el lugar desde el que hoy se introducen las más fuertes contradicciones en la hegemonía de la razón instrumental.

Ahora bien ni el reencantamiento de las identidades que presenciamos responde a un solo y mismo movimiento, ni es pensable a partir de una sola causa. Las razones y los motivos se entrelazan en tramas hechas de postergadas reivindicaciones históricas, reclamaciones territoriales, tenaces prejuicios raciales, exaltaciones religiosas, súbitas escisiones de memoria, largas luchas por el reconocimiento y, atravesando todos esos materiales, poniéndolos en ebullición, antiguas y nuevas luchas de poder.

De todos modos el más poderoso movimiento de reencantamiento identitario proviene de la emergencia de *fundamentalismos* –de los islámicos a los mesianismos pentecostales, pasando por los nacionalismos de toda laya- mediante los cuales los sujetos colectivos reaccionan a la amenaza que sobre ellos hace caer una globalización más interesada en los “instintos básicos” –impulsos de poder y cálculos estratégicos- que en las identidades, esto es una globalización que disuelve la sociedad en cuanto comunidad de sentido para sustituirla por un mundo hecho de mercados, redes y flujos de información. La forma en que resienten esa presión los individuos y los grupos situados en los países de la periferia es la exclusión social y cultural, el empeoramiento de las condiciones de vida de la mayoría, la ruptura del contrato social entre trabajo, capital y Estado. “Lo compartido por hombres, mujeres y niños es un miedo, profundamente asentado, a lo desconocido, que se vuelve más amedrentador cuando tiene que ver con la base cotidiana de la vida personal: están aterrorizados por la soledad y la incertidumbre en una sociedad individualista y ferozmente competitiva”³⁷. Estamos ante fundamentalismos hechos a la vez de enfurecidas resistencias y de afiebradas búsquedas de sentido. Resistencias al proceso de individualización y atomización social, a la intangibilidad de unos flujos que en su interconexión difuminan los límites de pertenencia y tornan inestables las contexturas espaciales y temporales del trabajo y la vida. Y búsquedas de una identidad social y personal que, “basándose en imágenes del pasado y proyectándolas en un futuro utópico, permitan superar los insoportables tiempos presentes”³⁸. *La sociedad-red* no es un puro fenómeno de conexiones tecnológicas sino la disyunción sistémica de lo global y lo local mediante la fractura de sus marcos temporales de experiencia y de poder: frente a la elite que habita el espacio atemporal de las redes y los flujos globales, las mayorías en nuestros países habitan aun el espacio/tiempo local de sus culturas, y frente a lógica del poder global se refugian en la lógica del poder que produce la identidad.

Necesitamos entender entonces que, antes de que se convirtiera en tema de las agendas académicas, la *multiculturalidad*³⁹ nombra el despertar y el estallido con que las comunidades culturales responden a la amenaza de lo global. De los contradictorios movimientos que moviliza: la resistencia como implosión y a la vez como impulso de construcción. De un lado, estamos ante la conversión en trinchera de todo aquello que contenga o exprese alguna forma colectiva de identidad: desde lo étnico y lo territorial a lo

religioso, lo nacional, lo sexual y sus múltiples solapamientos. La globalización exaspera y alucina a las identidades básicas, a las identidades que echan sus raíces en los tiempos largos. Lo que hemos visto en Sarajevo y Kosovo, es eso: una alucinación de las identidades que luchan por ser reconocidas pero cuyo reconocimiento sólo es completo cuando expulsan de su territorio a todos los otros encerrándose sobre sí mismas.

Pero una fuerte exasperación de las identidades la reencontramos también en el trato de enemigo que los ciudadanos de los países ricos dan a los inmigrantes llegados del "sur". Y también en la intolerancia con la que en Argentina o Chile son excluidos, por los propios sectores obreros, los migrantes provenientes de Bolivia o Paraguay⁴⁰. Como si al caerse las fronteras, que durante siglos demarcaron los diversos mundos, las distintas ideologías políticas, los diferentes universos culturales -por acción conjunta de la lógica tecnoeconómica y la presión migratoria- hubieran quedado al descubierto las contradicciones del discurso universalista, de que tan orgulloso se ha sentido Occidente. Y entonces cada cual, cada país o comunidad de países, cada grupo social y hasta cada individuo, necesitarán conjurar la amenaza que significa la cercanía del otro, de los otros, en todas sus formas y figuras, rehaciendo la exclusión ahora ya no bajo la forma de fronteras, que serían obstáculo al flujo de las mercancías y las informaciones, sino de distancias que vuelvan a poner "a cada cual en su sitio".

En la profunda ambigüedad del revival identitario no habla sólo la revancha, ahí se abren camino otras voces alzadas contra viejas exclusiones, y si en el inicio de muchos movimientos identitarios el autoreconocimiento es reacción de aislamiento, también lo es su funcionamiento como espacios de memoria y solidaridad, y como lugares de refugio en los que los individuos encuentran una *tradicción moral*⁴¹. Y desde ahí se proyectan búsquedas de alternativas, comunitarias y libertarias, capaces incluso de revertir el sentido mayoritariamente excluyente que las redes tecnológicas tienen para las mayorías, transformándolas en potencial de enriquecimiento social y personal.

Es el sentido, la durabilidad y la función colectiva de las identidades lo que está sufriendo cambios de fondo. Desde el Habermas que constata el descentramiento que sufren las sociedades complejas por la ausencia de una instancia central de regulación y autoexpresión en las que "hasta las identidades colectivas están sometidas a la oscilación en el flujo de las interpretaciones ajustándose más a la imagen de una red frágil que a la de un centro estable de autorreflexión"⁴², hasta el Stuart Hall que asume la fragilización de aquello que suponíamos fijo y la desestabilización de lo que creíamos uno: "Un tipo nuevo de cambio estructural está fragmentando los paisajes culturales de clase, género, etnia, raza y nacionalidad, que en el pasado nos habían proporcionado sólidas localizaciones como individuos sociales. Transformaciones que están también cambiando nuestras identidades personales"⁴³. Ese cambio apunta especialmente a la multiplicación de referentes desde los que el sujeto se identifica como tal, pues el descentramiento no lo es sólo de la sociedad sino de los individuos, que ahora viven una integración parcial y precaria de las múltiples dimensiones que los conforman. El individuo ya no es lo indivisible, y cualquier unidad que se postule tiene mucho de "unidad imaginada".

Lo anterior no puede ser confundido con la celebración de la diferencia convertida en fragmentación, proclamada por buena parte del discurso posmoderno y rentabilizada por el mercado. La celebración de las identidades *débiles* tiene una fuerte relación con otra celebración, la de la des-regulación del mercado, exigida por la ideología neoliberal que orienta el actual curso de la globalización, y de la que D.Harvey explicita la paradoja "cuanto menos decisivas se tornan las barreras espaciales tanto mayor es la sensibilidad del capital hacia las diferencias del lugar y tanto mayor el incentivo para que los lugares se esfuercen por diferenciarse como forma de atraer el capital"⁴⁴. La identidad local es así conducida a convertirse en una representación de la diferencia que la haga comercializable, es decir sometida a los maquillajes que refuercen su exotividad y a las hibridaciones que neutralicen

sus rasgos más conflictivos. Que es la otra cara de la globalización acelerando las operaciones de desarraigo con que intenta inscribir las identidades en las lógicas de los flujos: dispositivo de traducción de todas las diferencias culturales a la lengua franca del mundo tecnofinanciero y volatilización de las identidades para que floten libremente en el vacío moral y la indiferencia cultural. La complementariedad de movimientos en que se basa esa traidora traducción no puede ser más expresiva: *mientras el movimiento de las imágenes y las mercancías va del centro a la periferia, el de los millones de emigrantes objeto de exclusión va de la periferia al centro*. Con la consiguiente reidentificación – frecuentemente fundamentalista- de las culturas de origen que se produce en los “enclaves étnicos” que parchean las grandes ciudades de los países del norte.

Pero lo que el *multiculturalismo* pone en evidencia es que las instituciones liberal-democráticas se han quedado estrechas para acoger las múltiples figuras de la diversidad cultural que tensionan y desgarran a nuestras sociedades justamente porque no caben en esa institucionalidad. Desgarradura que sólo puede ser suturada con una política de extensión de los derechos y valores universales a todos los sectores de la población que han vivido por fuera de la aplicación de esos derechos, sean mujeres o minorías étnicas, evangélicos u homosexuales. Michel Wiewiorka⁴⁵ se niega a tener que escoger entre el universalismo heredado de la ilustración, que dejaba de lado sectores enteros de la población, y un diferencialismo tribal que se afirma en la exclusión racista y xenófoba. Pues esa disyuntiva es mortal para la democracia. Una democracia que se vuelve entonces escenario de la emancipación social y política cuando nos exige sostener la tensión entre nuestra identidad como individuos y como ciudadanos, pues sólo a partir de esa tensión se hará posible sostener colectivamente la otra, la tensión entre diferencia y equivalencia (igualdad). Y saldremos, entonces, de la ilusoria búsqueda de una reabsorción de la alteridad en un todo unificado. Así como la alteridad es irreductible, la *democracia pluralista* debe verse como un “bien imposible”⁴⁶, que sólo existe mientras lo buscamos, sabiendo que no se puede lograr perfectamente.

notas

1. C.Geertz, “Géneros confusos:la reconfiguración del pensamiento social”,en *El surgimiento de una antropología postmoderna*,p.76,Gedisa, México,1991
2. J.J.Brunner, *Cartografías de la modernidad*, ps. 52 y ss.,Dolmen, Santiago,1995
3. G.Marramao,”Palabra clave ‘metapolítica’: más allá de los esquemas binarios, en *Razón, ética y política*, p.60, Anthropos, Barcelona, 1989
4. R.Bayardo y M.Lacarrière (Comp.),*Globalización e identidad cultural*, Ciccus, Buenos Aires,1997
5. G.Marramao, *Potere e secolarizzazione-Le categorie del tempo*, Editori Reuniti, Milano,1983; *Cielo e Terra: genealogia della secolarizzazione*, Laterza, Turin, 1994
6. N.Lechner, en *América Latina:la visión de los científicos sociales*, Nº 139 Nueva sociedad, ps. 254 y ss., Caracas, 1995
7. M.Vazquez Montalbán, *Panfleto desde el planeta de los simios*, p.55,92 Crítica-Grijalbo, Barcelona,1995
8. M.Augé, *Hacia una antropología de los mundos contemporáneos*, p.88, Gedisa, Barcelona,1995; también a ese propósito: C.Castoriadis, *El mundo fragmentado*, Altamira, Montevideo,1993
9. G. Richeri, “Crisis de la sociedad y crisis de la televisión”, *Contratexto* Nº 4, Lima,1989
- 10.Una muestra de publicaciones a ese respecto en los últimos años: J.Derrida, H-G. Gadamer y otros, *La religión*, PPC, Madrid,1996; G. Vattimo, *Crear que se cree*, Paidós, Barcelona, 1996;

- U.Eco y C.M. Martini *En qué creen los que no creen*, Taurus, Madrid, 1997; Luc Ferri, *L'homme-Dieu ou le sens de la vie*, Grasset, París, 1996
11. G. Lipovetsky, *Le crépuscule du devoir*, p.13, Gallimard, París, 1992
 12. Ibid. p. 14
 13. X.Rubert de Ventos, *Ética sin atributos*, ps.179 y ss., Anagrama, Barcelona, 1996
 14. D.Bell, *Las contradicciones culturales del capitalismo*, Alianza, Madrid, 1979
 15. P.Morande, *Cultura y modernidad en América Latina*, Universidad católica de Chile, Santiago, 1984
 16. M. Díaz Alvarez, *Pastoral y secularización en América latina*. Edic. Paulinas, Bogotá, 1978
 17. A. Touraine, *Critique de la modernité*, P.356, Fayard, París, 1992
 18. Ver a ese propósito: M.Hoppenhayn, *Después del nihilismo, de Nietzsche a Foucault*, Andres Bello, Barcelona, 1997
 19. A. Quijano, *Modernidad, identidad y utopía en América Latina*, p. 53, Sociedad & Política edic., Lima, 1988
 20. Roberto Schwarz, "As ideias fora do lugar", en *Ao vencedor as batatas-Forma literaria e proceso social*, p. 24 y ss, Duas Cidades, São Paulo, 1988
 21. W. Ong, *Oralidad y escritura*, F. C. E., México, 1987
 22. A ese propósito un libro que recoge textos inaugurales, ya algunos sobre América Latina: H.Bhabha (ed.), *Nation and Narration*, Routledge, London, 1990; ver también : Susana Rotker (Dir.), *Siglo XIX: Fundación y fronteras de la ciudadanía*, número 178-179, especial, *Revista Iberoamericana*, University of Pittsburgh, 1997; también B.Gonzalez Stephan, J.Lasarte, G.Montaldo y Ma.J.Daroqui (comp.), *Esplendores y miserias del siglo XIX. Cultura y sociedad en América Latina*, Monteavila, Caracas, 1995
 23. H.Achugar, "Parnasos fundacionales, letra, nación y Estado en el siglo XIX", *Revista Iberoamericana*, Ns. 178-179, ps. 13 –31
 24. A. Novaes, *A nacional e o popular na cultura brasileira*, p. 10, Brasiliense, São Paulo, 1983
 25. R. Schwarz, *Nacional por sustracción*, Rev. "Punto de vista" No. 28, Buenos Aires, 1987
 26. H. Sábato, "Pluralismo y nación", en *Punto de vista* No. 34, p. 2, Buenos Aires, 1989
 27. C. Monsivais, "Notas sobre el Estado, la cultura nacional y las culturas populares", *Cuadernos políticos* N° 30, p.38, México, 1981
 28. J.M. Marinas, "La identidad contada", en *Destinos del relato al fin del milenio*, Archivos de la Filmoteca, Valencia, 1995
 29. P.Riaño, *Prácticas culturales y culturas populares*, Cinep, Bogotá, 1986; V. Villa, *Polisinfonías*, Caribe, Medellín, 1993
 30. Y. Campos /I. Ortiz (comp.) *La ciudad observada: violencia, cultura y política*, Tercer Mundo, Bogotá, 1988
 31. P.Vila, "Narrative Identities. The Employment of the Mexica on the U.S.-Mexico Border", *The Sociological Quarterly* N°38, VOL.1, California press, Berkeley, 1997; A.Ma.Ochoa, "El desplazamiento de los espacios de la autenticidad: una mirada desde la música", *Revista de Antropología*, N°15-16, Madrid, 1998
 32. 35. F.Cruz Cronfly, *La sombrilla planetaria*, p.60, Planeta, Bogotá, 1994
 33. M.Castells, *La sociedad red*, Vol.1 de *La era de la Información*, Alianza, Madrid, 1997
 34. M. Maffesoli, *El tiempo de las tribus*, Icaria, Barcelona, 1990; J. M. Perez Tornero y otros, *Tribus urbanas*, Gedisa, Barcelona, 1996

35. M.Margulis y otros, *La cultura de la noche.Vida nocturna de los jóvenes en Buenos Aires* Espasa Hoy, B.A.,1994; R.Reguillo, *En la calle otra vez.Las bandas:identidad urbana y usos de la comunicación*, Iteso,Gualajara,México,1991, A.Salazar, *No nacimos p'asemilla. La cultura delas andas juveniles en Medellín*, Cinep,Bogotá,1990
36. P. Sansot, *Les formes sensibles de la vie sociale*,p.31, P.U.F.,Paris,1986
37. 1. M, Castells, *La era de la información*, vol.2, p.49, Alianza,Madrid, 1998
38. obra citada, p. 48
39. Para asomarse a la diversidad de posiciones que el *multiculturalismo* suscita, ver: W. Kymlica, *ciudadanía multicultural*, Paidos, Barceona, 1996; O. Monguin y otros, "Le spectre du multiculturalisme américain", in *Sprit* N° 6, Paris, 1995; Revista *Isegoria* N° 14, "Multiculturalismo:justicia y tolerancia", Madrid,1996
40. A.Grimson, *Relatos de la diferencia y la igualdad. Los Bolivianos en Buenos Aires*, Eudeba/Felafacs, Buenos Aires, 1999
41. R. Bellah, *Habits of the Heart*, p.286, Berkeley, University of California press.1985
- 42 J. Habermas, *El discurso filosófico de la modernidad*, p. 424. Turus, Madrid,1989
43. Stuart Hall, *A identidade cultural na postmodernidade*, D.P & Editora, Rio de Janeiro,1999
44. D. Harvey, D. Harvey, "The experience of space and time" in *The condition of Postmodernity*, ps.296, Basil Blackwell, Cambridge,1989
45. M. Wiewiorka, *Une société fragmentée?.Le multiculturalisme en débat*, p.7 y ss., La Decouverte, Paris, 1997
46. Ch. Mouffe, "Por una política de la identidad nómada",*Rev.Debate feminista* Vol.14. ps.7, Mexico,1996⁴³

IDENTITÉ, CULTURE, ET COMMUNICATION

Jean-François Tetu

Le thème de cette matinée, "identité, culture et communication" m'incite à tenter une articulation de ces trois concepts avant de dresser le panorama de la recherche en France comme cela m'a été demandé. Je le ferai à ma manière, sans doute un peu provocante, à partir de ma position, l'Europe et ses "anciens parapets".

Dans notre tradition historique, les temps modernes, la modernité, commencent avec la découverte des Amériques, la découverte d'un "autre" monde. Et s'il faut attendre quelques décennies pour que cette découverte commence à prendre vraiment sens (je pense à Montaigne), c'est bien la question de l'autre, qui, au début des temps modernes, fonde la réflexion sur la communication. La découverte de l'autre interroge ma propre identité à partir des questions que je me pose sur l'identité de l'autre. Regardons cela de plus près.

Face à l'autre, le premier mouvement est de se différencier : l'autre n'est pas moi. Mais je ne peux signifier cette différence que par le langage qui donne sens à la réalité de l'autre en lui confiant une identité symbolique, celle qui distingue le "je" qui parle, le "toi" à qui je dis "tu", et le "il" dont je parle. Au niveau individuel, celui des relations interpersonnelles, ou plutôt intersubjectives, il a fallu que quelqu'un, un parent par exemple, me dise "tu" pour que je devienne "moi", qui dis "je". Mais le même processus, non personnel cette fois, me permet de passer au rapport proprement social entre "je" et "il" (l'autre), entre le "nous" d'un groupe social, et le "ils", les autres, d'un autre groupe social. La représentation que permet le langage est donc nécessaire à l'existence sociale des identités, ouvrant ainsi la voie à la culture, inévitablement identitaire, d'un groupe social. Les études symboliques de la communication commencent là. Ainsi naît en effet la première logique de la communication : fonder l'identité à la fois sur celle d'un sujet, et sur celle d'un autre dont je me différencie : la logique de la communication repose sur la confrontation de deux identités distinctes. Or cette reconnaissance de l'autre se fait d'abord dans l'espace, parce que c'est l'espace qui marque la séparation, la distinction d'avec l'autre. Mais cet espace physique ne peut devenir espace de communication que s'il devient lui aussi un espace symbolique. C'est bien ce que signifient les frontières : quand je passe une frontière, comme en arrivant ici, je change à la fois de langue et de monnaie : je fais l'épreuve d'un "valant pour" autre chose. C'est bien ce que signifie le "change", un valant pour un autre. C'est bien pourquoi nous vivons en Europe une vraie révolution avec la suppression de nos monnaies nationales au profit du nouvel "euro" : cette révolution, c'est la naissance, au moins partielle, d'une nouvelle identité européenne parce qu'elle supprime la médiation des monnaies distinctes où se lisaient jusqu'ici les identités nationales. Reste la différence des langues. Parlons en donc un peu parce que cela permet d'aller un peu plus loin dans cette question de l'identité. Car si l'identité symbolique passe par le langage, la question des langues pose un autre problème.

La France des temps modernes, la véritable identité de la France, n'est pas née avec la première monnaie qui s'appelait le "franc", mais avec l'ordonnance de Villers Cotteret, en 1537, qui rend l'usage du français obligatoire dans l'exercice de la justice sur l'ensemble du royaume. C'est la langue, l'unité de la langue qui, en France, a marqué l'unification symbolique du territoire. La question du pluralisme linguistique, en France, a été résolue par la domination de la langue du pouvoir royal, langue d'oïl, celle de l'Île de France, domination perpétuée ou imposée, notamment grâce à l'école, après la Révolution. Mais nous connaissons, chez nos voisins suisses ou belges, un pluralisme linguistique constitutif : pour qu'il ne perturbe pas l'identité symbolique du pays, il suppose une autre instance symbolique, supérieure, admise par tous et donc légitimée, comme le roi en Belgique, ou la farouche indépendance politique de la confédération helvétique, associée à une grande autonomie des cantons.

Après la langue, comme moyen de communication, qui assure l'identité symbolique d'un territoire, vient la technique, et d'abord celle des voies de communication. En France, avant les routes, ce sont les voies d'eau, rivières, fleuves puis canaux, qui dessinent la première cartographie de la communication. Voici donc par exemple la figure de Vauban, célébré dans tous les manuels de l'école française pour avoir édifié ou relevé plus de 300 places fortes qui assurent la sécurité du territoire, mais qui fait aussi le premier relevé complet des voies d'eau, et perce les premiers canaux de l'époque de Louis XIV : pour l'extérieur, des forteresses qui défendent les frontières ; pour l'intérieur, le renforcement de l'unité par les voies de communication. Plus tard encore, pendant la révolution française, la structure des départements est fondée sur une géographie de la communication. L'unité de base de la république naissante, c'est une portion de territoire qui, grâce aux voies de communication, assure le lien, direct, oral, entre les citoyens et l'autorité de l'État. Une société, c'est donc un territoire, une langue, et des moyens de communication.

Cette articulation de la technique (routes et canaux) et du symbolique (la parole des citoyens devant les "préfets"), c'est en somme le cœur du politique. Bien avant les télécommunications, où l'autorité politique a joué et joue encore de tout son poids, on le voit à l'oeuvre dans la maîtrise du document et du monument : Richelieu, par le système du privilège et du contrôle qui l'accompagne, tout en feignant de protéger les libraires, assurait la mainmise du pouvoir royal sur la diffusion des nouvelles et des livres. Et Louis XIV, construisant Versailles, ne se contentait pas de retenir l'aristocratie frondeuse sous sa main, il construisait la médiation esthétique qui assure la représentation hégémonique du pouvoir. Le journal, La Gazette, fait le lien entre l'identité du pays et la culture monarchique ; Versailles, monument culturel, fait le lien entre l'identité du royaume et la communication du pouvoir.

Allons plus loin. L'identité nationale est une des médiations qui permettent le mieux l'articulation entre le singulier (telle personne, telle province, telle corporation) et le collectif (Peuple, ou Nation). Mais ce que montre cette expérience historique, c'est que le "nous", c'est à dire la dimension collective de l'identité, passe par la référence à un tiers : Dieu ("la France, fille aînée de l'Église", le Roi (de droit divin et "père de la nation"), l'État, ou la Patrie, en un mot, la Loi. Et cela se vit dans le temps, dans l'Histoire, ce qui me permet d'avancer vers le deuxième concept, celui de culture.

L'Histoire fonde la culture de deux façons : parce qu'elle assure une mémoire collective, et parce qu'elle est l'histoire de l'identité "contre" les autres. Il me faut faire un arrêt rapide sur la guerre. En Europe, nous avons connu trois types de guerre, qui ont donné lieu chacun à un usage bien particulier de la communication, qu'on appelle en ce cas "propagande", mais qui permettent d'articuler les trois notions phares de cette matinée. Ce sont d'abord les guerres "civiles" : la guerre civile est perçue, vécue, comme une addition de meurtres, d'où son inimaginable violence qui la rapproche de ce qu'on nomme "crime passionnel". La guerre civile, comme le crime passionnel, se vit "en famille" ou du moins entre amis : cela se passe à l'intérieur d'une "communauté". Ce sont ensuite les guerres "étrangères". La guerre extérieure, contre l'étranger, est d'abord et fondamentalement "politique" : elle dresse des nations les unes contre les autres, mais, d'une façon certaine, elle "soude" ces nations, affirme leur identité. Ce sont enfin les guerres de décolonisation (où l'usage massif des médias servait d'abord à définir, ou à refouler, l'identité symbolique des belligérants). Dans toutes les guerres d'indépendance, il s'agit de passer à l'affirmation d'identités nationales distinctes dont l'histoire (la culture) fonde justement l'identité.

Les violents conflits auxquels nous assistons depuis un demi-siècle proviennent d'abord d'une crise de l'identité nationale : dans les pays issus de la décolonisation, les frontières n'ayant pas été validées par les populations, c'est le communautarisme, ethnique, linguistique, ou religieux, qui est le moteur de l'élimination de l'autre. Alors que l'État, tel que nous le connaissons depuis deux siècles, repose sur le refoulement du "communautaire". On

le voit tout aussi bien dans la difficulté de nouveaux états à sortir du communautarisme (ex-URSS, ex-Yougoslavie, ou, bien sûr, Israël).

Nous devons ici penser au rôle majeur de l'école : l'école transmet des références communes, des traditions, et des oeuvres, moins pour leur mérite intrinsèque (qu'est-ce qu'un auteur "classique"?) que pour constituer un fondement commun, une fondation, qui nous met sans cesse en contact avec l'autre. Ce qu'on appelle la "culture de masse" repose sur l'individu, non sur l'autre, et s'accommode du totalitarisme ou du populisme le plus outrancier, celui qui rejette l'autre parce qu'il est autre, alors que la culture démocratique est une construction toujours difficile, parce qu'elle repose sur la reconnaissance de la place de l'autre.

C'est pour cela que la culture possède une dimension politique constitutive : la culture, c'est ce que nous avons en commun, et cela sert donc d'abord à représenter l'État dans lequel nous nous reconnaissons. Cette appartenance est tout à fait distincte de la "filiation" dans la famille, la gens ou la tribu. Une société a besoin de culture pour signifier l'État.

Chaque nation s'assure d'abord de son identité distinctive en dressant une frontière, puis assure l'unité (nous appelons cela en France la "continuité territoriale") en développant des voies de communication : la poste, à la fin du XV^e siècle, fut en France le premier service public, et le pouvoir royal ne cesse de s'affirmer en maîtrisant les voies de communication qu'il s'emploie à restaurer et développer. Plus tard, sous la révolution, c'est le télégraphe, comme l'a très bien montré Flichy, qui assure l'unité de la nation par cette communication d'État.

Aujourd'hui, dans les communautés européennes, ce qui est commun, ce n'est plus la nation (malgré un parlement européen), mais le marché. L'ALENA ne fait pas autre chose. Il faut donc réfléchir à ce renversement de perspective qui, en France me semble lié à la pensée Saint simonienne, qui depuis près de deux siècles, fournit de grands commis de l'État, ces X-télécoms qui sont les pères chez nous du chemin de fer, du Minitel, des réseaux câblés, et de l'actuel réseau informatique. Au départ, la réflexion saint simonienne refuse l'organisation politique où elle ne voit que l'exploitation d'une partie de la population (le peuple) par les hommes au pouvoir et les propriétaires. De là vient l'idée d'une humanité réconciliée, parce que tout circulerait, tout communiquerait. Or les nouveaux réseaux rêvés par les saint-simoniens, au premier tiers du XIX^e siècle, sont tout à fait différents, par leur finalité, des réseaux conçus antérieurement. Cette vision d'une humanité réconciliée (l'"harmonie universelle") repose sur des voies de communication qui ne relient pas des états, mais des marchés. Le rêve de l'unification des marchés par delà les États, nous le connaissons bien, c'est le credo du libéralisme. Il y a là un véritable renversement de perspective par rapport à l'époque précédente, celle des Colbert ou Turgot : ceux là visaient le renforcement de l'État et le mieux être de la nation. L'ingénieur du XVIII^e siècle est homme de génie parce qu'il jette des ponts par dessus les précipices qui séparent les hommes, et, ce faisant, il les sort de leur isolement, source de tous les préjugés. C'est donc d'abord un progrès de la raison. Leurs successeurs saint simoniens voient l'humanité comme un immense marché commun d'où les identités politiques ont disparu.

Nous devons donc être très attentifs à nos réseaux techniques, car la philosophie des réseaux, c'est l'atténuation des identités symboliques, c'est à dire en fait l'atténuation du fait culturel lui-même, ou le risque du renforcement d'un modèle culturel unique. Le brandissement des termes de "métissage culturel", ou de "transculturel" n'est pas faux, mais peut aussi oeuvrer à sa propre dénégation, dès que cela fait recette. Cette question du "métissage culturel", du "dialogue des cultures" de l'"interculturel", etc. est actuellement nécessaire et urgente du fait de l'accélération des échanges, mais impose trois remarques : d'abord, elle n'est pas nouvelle, elle est même au coeur de la "modernité" (cf. Montesquieu : "comment peut-on être persan?", ou, bien sûr, Chateaubriand), alors qu'auparavant, elle ne

se posait pas. Ensuite, malgré l'ancienneté des premiers travaux pionniers, notre connaissance du phénomène est encore très faible, et impose de fortes et nombreuses études de terrain où la communication croise l'anthropologie et la sociologie (je pense par exemple aux études que nous conduisons sur les pratiques télévisuelles dans les familles immigrées). Enfin cela est trop souvent brandi comme outil de promotion d'un produit culturel (je pense à la musique qui y a pourtant trouvé depuis longtemps le moyen de son renouvellement) pour n'être pas un peu suspect (cf. le nom de la firme Vivendi "universal" et les propos de son patron).

Résumons nous un instant : pour mieux communiquer, pour mieux se comprendre, les hommes ont inventé des techniques, de l'imprimerie à l'Internet, même si les intérêts économiques, idéologiques, etc. ont altéré cet idéal qui demeure comme une utopie constitutive, la circulation des identités symboliques. Mais le développement accéléré de ces techniques doit peu-être beaucoup au modèle occidental de la modernisation. Descartes, de fait, rompait avec les valeurs transcendantales, et ouvrait à une modernité faite de raison et de liberté. C'est sur ce socle que la communication trouve son essor en Occident : parce que l'homme y est seul, mais libre, face au ciel et au monde, et qu'il lui faut organiser les cités, les marchés et le politique. Le pari constitutif des démocraties occidentales est de faire des conflits, exprimés, notamment par les débats parlementaires, le cœur et le moyen de l'unité nationale. Pouvons-nous imaginer un phénomène similaire à l'échelle de la planète ? Je n'en suis pas tout à fait convaincu. Certes, il y a des embryons de ce qui le rendrait possible, le Tribunal pénal international l'indique, plus sûrement que le FMI qui, avec ses plans structurels de développement, écrase certains pays, et impose un modèle unique de développement, très discutable.

Cela dit, notre conception de la modernité repose bien sur cette trilogie : l'identité, fondée sur l'inaltérabilité du sujet libre et raisonnable, la culture, faite de l'unification de ces identités dans un ensemble tout à la fois social et politique, et la communication qui en fournit les moyens.

Je peux donc désormais aborder dans cette perspective les orientations générales de la recherche en France et son évolution.

Les premières institutions (formation et recherche) clairement identifiables dans notre discipline sont de nature juridique (F.Terrou et l'Institut français de presse), sans doute parce que, si la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen proclamait nettement la liberté d'expression, les régimes politiques qui se sont succédé en deux siècles n'ont eu de cesse de s'en mêler. C'est donc en France la préoccupation juridique-politique qui fut première, largement centrée sur la presse, et son histoire politique, et c'est dans ce domaine aussi que paraissent les premières réflexions sur la propagande (Jaques Ellul, dans les années 30). Un peu après la fin du second conflit mondial, un autre type d'institution voit le jour, issu de la psychologie sociale, autour de Jean Stoetzel notamment, le fondateur de l'IFOP, qui prend l'opinion comme objet d'étude. Dans les années 60, c'est la 6^e section de l'École pratique des hautes études, qui donne le ton, avec la création du centre d'études de la communication de masse autour des figures de Friedman, E.Morin, ou R.Barthes. Mais, quelle qu'en soit alors la vigueur intellectuelle, ce champ de réflexions reste étroitement limité à quelques rares institutions.

Ce n'est donc qu'autour de 1968 que la discipline s'est développée, et d'abord dans des formations professionnelles.

Il ne s'agissait pas seulement de former d'une part des professionnels des bibliothèques (cela existait) et de l'autre des journalistes (cela existait aussi) mais de donner à tous ceux qui avaient en charge ces formations ainsi que celles qui tendaient à se multiplier (d'abord instituts universitaires de technologies, puis maîtrise de sciences et techniques) une unité et

une autonomie par rapport aux disciplines d'origine où ces préoccupations restaient marginales. C'était bien l'identité de la société, saisissable dans le développement d'une "culture" de masse, qui rendait urgent l'examen de la communication. Et le développement des NTIC, à son tour, rendait urgente la compréhension de la culture nouvelle qui en est issue. D'où l'attention, très forte depuis 20 ans, aux usages des nouveaux médias, qui, dès 1984, constituait le thème prioritaire du congrès de la SFSIC.

Notre discipline, en France, est née dans des formations techniques (départements d'IUT, d'abord, puis Maîtrises de sciences et techniques), mais, à côté de ces formations spécialisées, elle s'est étendue dans de multiples autres directions. Il reste que ce sont ces formations techniques qui se développent le plus : la directrice des enseignements supérieurs disait récemment aux présidents du CNU qu'elle continuerait à ouvrir de nouveaux départements d'IUT, à l'instar des départements nommés "services et réseaux de communication" qui se sont beaucoup développés depuis peu.

Si, aujourd'hui, la maîtrise de l'information ("société du savoir") et de la communication semble constituer le principe d'explication des réussites ou échecs en tous genres (politiques ou économiques), il convient de s'y arrêter.

C'est dans la décennie 80 que la communication a réellement explosé, sous l'effet (mais aussi comme instrument) de la restructuration des économies occidentales et de la réorganisation sociale et culturelle qui l'accompagne. On le voit au succès de deux idées dont la réussite ne prouve pas forcément la vérité :

la première, d'origine économique, surgie après les deux chocs pétroliers, est que la sortie de la crise économique passe par le recours aux nouvelles technologies, et se traduit par le fabuleux accroissement de leur usage, jusque dans le gonflement boursier inouï de la "bulle Internet" dont les Bourses occidentales ont du mal à se remettre.

la seconde, d'origine sociologique ou socio-politique, est que la perte de l'identité de classe (la fin des "grands récits", ou la "fin de l'histoire") a conduit à une dissolution du lien social, repérable par exemple dans la montée supposée de l'individualisme ou les formes contemporaines de crises de la société (crises des "villes"). La communication serait alors le moyen de restaurer le lien social.

Si cela reste à prouver, il n'en demeure pas moins que l'irruption des NTIC a entraîné des transformations profondes que nos recherches tentent d'élucider, à un triple niveau :

celui des stratégies d'acteurs

celui des usages,

celui des produits culturels, de leurs dispositifs et de leur signification. (Mais sans doute, B.Miège développera-t-il cela demain)

Le développement des NTIC, qui n'ont fait disparaître ni le livre, ni le journal, a cependant imposé deux modes de questionnements nouveaux, et une perspective nouvelle. Les questionnements nouveaux, apparus depuis 20 ans, portent sur la signification sociale des usages et le rôle économique des objets et des pratiques. Le changement de perspective vient de ce que notre science récente ne doit pas répondre à des interrogations qui portent sur l'être des choses, mais sur leur pertinence : nous ne nous demandons pas si un réseau est "vrai", car notre science n'est pas ontologique (elle n'interdit cependant pas de se poser la question de savoir s'il est "bon" ou "équitable"), mais s'il est "efficace", "productif", etc. Je disais, dans ma première partie, que la culture est fondamentalement "politique", c'est bien sur quoi j'insiste ici.

Nos interrogations se sont donc considérablement réorientées depuis deux décennies, sur au moins trois axes :

le premier porte sur le rapport à la technique et aux objets : il faut en examiner l'apprentissage, l'appropriation, et l'usage, dans une perspective radicalement non-déterministe. L'intitulé d'un fort courant de recherche, la "sociologie de l'innovation" à l'École des Mines (CALLON et LATOUR), ou le titre d'un grand ouvrage d'un grand pionnier, P.Schaeffer ("Machines à communiquer"), indiquent comment nous sommes passés de l'exception de chercheurs presque marginaux à la vulgate de nos laboratoires.

le second porte sur la place de ces objets et de ces techniques dans la vie des gens, au travail, dans la vie privée, dans les rapports entre travail et loisirs, dans les codes de socialité, l'évolution de l'espace urbain, etc.

le troisième porte sur les choix en matière de politique publique et de relations internationales. Si l'UIT a franchi le cap de deux guerres mondiales, la montée et les désordres des totalitarismes, on voit bien, dans le combat entre les organismes de "régulation" actuels et les tentations d'hégémonie de la part de quelques acteurs économiques majeurs, que l'enjeu n'est plus celui de la maîtrise idéologique dans un territoire (ce qui serait une question de combat culturel), mais celui de la domination des marchés. Ce que je disais plus tôt de l'atténuation des identités dans la prolifération des réseaux trouve ici une illustration frappante.

En l'espace de dix ans, nous sommes passés de l'"information scientifique et technique" à l'"intelligence économique". Ce n'est pas qu'un changement de vocable, ou une mode, c'est l'indicateur fort du changement et l'indication de son sens.

Cela dit, il est possible de définir les principaux courants de la recherche à partir des trois dimensions principales qu'elles visent de façon privilégiée, même s'il n'y a pas d'étanchéité radicale entre elles.

1) la dimension technique, d'abord, la plus prégnante aujourd'hui, comme forme idéale d'une culture de la modernité. Nous la voyons ici fortement présente dans les thèmes des propositions de ce colloque. Cette dimension rompt la division initiale entre information et communication. Elle porte sur les dispositifs techniques et leurs transformations où le concept de réseau est omni-présent. Cette question est majeure, parce que l'innovation technique procède le plus souvent de la modalité de la prescription, ou de l'injonction (nous le voyons chaque jour à l'université avec les créations d'emplois destinés aux "TICE" (technologies "éducatives"), visée opératoire plus que critique et analytique. Nos recherches, pourtant, ne se limitent pas au commentaire des dispositifs techniques et tentent d'élaborer les médiations de l'information et de la communication indépendamment de leur technicisation (cf. dernier congrès de la SFSIC à Paris)

2) la dimension symbolique, ensuite, c'est à dire l'étude des représentations construites dans et par les médias . L'immanence du texte, revendiquée par le mouvement structuraliste pour combattre l'intentionnalité comme principe explicatif a été fortement remise en cause, et la situation de communication est devenue omniprésente, avec l'étude de ce qu'on nomme aujourd'hui les interactions et le cadre des représentations. On y trouve en concurrence féconde des recherches issues de courants divers : sémio-linguistiques ou sémio-pragmatiques, ici même Guy LOCHARD et S.Bonnafous, et bien sûr R.ODIN retenu à Paris ; mais aussi la tradition des "jeux de langage" (WITTGENSTEIN), ou des "conventions" (BECKER). Ce courant de recherches a très largement abandonné le militantisme politique de ses débuts (où le sémiologie se voulait sémioclastie) au profit de l'ambition de constituer l'articulation de savoirs autour de pratiques sociales (sociologie, anthropologie, sémiotique). Loin d'être une quasi "mécanique" du sens, elle s'emploie à montrer les modes

d'argumentation (Ph.BRETON), le jeu sur les codes (ESQUENAZI et son analyse de Hitchcock), la mise en scène des genres (gender studies), etc. Il s'agit toujours de poursuivre des investigations sur les formes ordinaires de l'activité symbolique, et d'approfondir l'observation des types de signes et des types de productions signifiantes, dans une perspective communicationnelle, c'est à dire ouverte à la matérialité des supports et au dynamisme des situations.

3) la dimension socio-politique et socio-économique, enfin, largement issue des modèles marxistes (hégémonie gramscienne ou appareils idéologiques althussériens) qui sont fortement ré-interrogés. L'analyse des médias comme système de production industrielle de la culture, l'étude des rapports sociaux qui sous-tendent l'appropriation des TIC, l'internationalisation des biens culturels sont très présents. Il s'agit bien ici de construire une économie politique de la communication, c'est à dire d'examiner les stratégies d'acteurs à la jonction d'un espace économique, qui vise à développer de nouvelles activités et de nouveaux marchés, et d'un espace politique qui permet d'appréhender les effets et les enjeux de ces pratiques en matière de logiques sociale et culturelle.

Enfin je voudrais insister sur la montée actuelle, en France, d'études historiques qui permettent de situer les évolutions actuelles des médias dans l'histoire des formes d'exercice de la vie politique (logistique et rhétorique), mais aussi celles qui visent la genèse et les fondements des mouvements de pensée qui ont institué l'information et la communication en catégories politiques.

En somme, le panorama de nos recherches fait apparaître le spectre des questions que posait ma première partie.

J'aimerais conclure, un peu longuement, en faisant cinq observations

1) les politiques publiques abordent la communication à partir des techniques (vision positive et déterministe) alors que nos recherches nous conduisent à voir dans les choix techniques l'expression des choix politiques. Première forme de porte à faux.

2) les objets de la communication sociale, les médias, sont, au regard des sciences "dures", toujours un peu méprisables (ils sont liés à l'accidentel, au particulier), alors que la "vraie" science est liée à l'universel. D'où la tentation permanente de lier l'information aux sciences cognitives et à ses lois prétendument objectives, d'une part, et, de l'autre, aux déterminations sociales de la communication, qui ont toujours tendu à dénier la culture.

3) L'omniprésence d'acteurs de la communication (acteurs de télécommunications, publicitaires, journalistes) pousse sans cesse la recherche vers les produits et les dispositifs au détriment des enjeux sociaux qui nous semblent fondamentaux.

4) le lien aux "métiers" qui expliquent la naissance de la discipline et le développement de ses formations professionnelles est en contradiction avec la dimension critique qui sous-tend notre démarche scientifique. Autre porte à faux.

5) la tension entre la professionnalisation et la recherche est exacerbée, ce qui conduit à un paradoxe :

il nous faut résister à la tentation d'être instrumentalisés, c'est à dire d'être des agents de la reproduction sociale des "manipulateurs", quoique nous ayons des formations professionnelles "reproductrices",

il nous faut en même temps préserver notre discipline d'être au service de ces acteurs dont nous analysons les logiques et les stratégies.

Entre les espaces politiques, économique, scientifique, notre légitimité scientifique est donc sans cesse à construire et à reconstruire.

C'est cet inconfort des situations paradoxales qui doit nous rendre inventifs.

Je vous remercie de votre attention.

LAS ORGANIZACIONES CIVILES EN LAS RADIODIFUSORAS COMERCIALES

Dr. José Cisneros E.

RESUMEN

El presente trabajo forma parte de una investigación realizada durante los años 1998 a 2001 en el municipio de Puebla, México, acerca de la participación de las organizaciones civiles en programas radiofónicos informativos de emisoras comerciales se enfoca a analizar las posibilidades de ampliar esta participación informativa desde el punto de vista tanto de los dirigentes civiles como de los radiodifusores, previa revisión de los conceptos de sociedad civil y comunicación.

PALABRAS CLAVE

Comunicación, Democratización, Radiodifusión, Sociedad civil.

CIVIL ORGANIZATIONS IN COMMERCIAL RADIO STATIONS

ABSTRACT

The present essay is part of a research program performed from 1998 to 2001 in the area of Puebla in México. Such effort deals with the participation of civil organizations in commercial informative programs; it focus on analyzing the broadening possibilities of informative participation, both from the civil leadership and from the broadcasters points of view. This investigation previously reviews the concepts of civil society and communication.

KEYWORDS

Communication, Democratization, Broadcasting, Civil society.

Les organisations civiles dans les stations de radiodiffusion commerciales

RESUME

Ce travail forme partie d'un travail de recherche qui a été réalisé au cours des années 1998-2001 dans la circonscription municipale de Puebla, au Mexique, sur la participation des organisations civiles dans les programmes radiophoniques informatifs des stations émettrices commerciales de radiodiffusion. Il cherche à analyser les possibilités de développement de cette participation informative tant du côté des dirigeants civils que au côté des stations de radiodiffusion, à partir d'une révision des concepts de société civile et de communication.

MOTS-CLE

Communication, démocratisation, radiodiffusion, société civile.

INTRODUCCION

La teoría social que sirve de base al presente texto fue construida por Antonio Gramsci en las primeras décadas del siglo XX y se conoce como *Bloque histórico*, y dentro de esta teoría se ubica el sentido del concepto de *sociedad civil*.

No obstante, la discusión sobre la *sociedad civil* no termina con la función *consensadora* que Gramsci le asigna en favor de la clase dirigente, sino que surgen nuevas formas de organización, como el caso de las organizaciones no gubernamentales (ONG's), que declaran abiertamente su independencia de, y oposición a, las clases dirigentes autoritarias. Los ahora llamados *globalifóbicos*, por ejemplo. Sin embargo, en el contexto del estudio realizado, las organizaciones civiles investigadas forman parte de la sociedad civil definida por Gramsci, pues carecen de un proyecto histórico para transformar las estructuras del poder establecido.

La investigación fue estructurada metodológicamente para su investigación en tres etapas: Un diagnóstico de los programas informativos, la interpretación de los actores sociales principales (dirigentes civiles y radiodifusores), y un análisis conceptual del fenómeno. En este trabajo se presentan sólo algunas consideraciones sobre los conceptos de sociedad civil y comunicación, y algunas reflexiones acerca de los resultados de la investigación, para finalizar señalando la necesidad de profesionalizar la participación las organizaciones civiles en los programas radiofónicos.

EL BLOQUE HISTORICO Y LA SOCIEDAD CIVIL

¿En qué consiste el *bloque histórico*?

En términos muy esquemáticos, y tomando principalmente como base el análisis que Hugues Portelli (1997) realiza acerca de la teoría de Antonio Gramsci, el bloque histórico se refiere a una situación histórica global (entendiendo *global* como integral, no como mundial), completa, en la que se encuentra una sociedad determinada, y donde predomina el consenso social.

En un bloque histórico podemos distinguir:

Una estructura social -las relaciones entre las clases sociales- que depende de las fuerzas productivas (trabajo, tecnología y organización en las relaciones económicas), y una superestructura ideológica y política (un sistema conceptual de interpretación y normatividad de la vida social, así como los procedimientos para legitimar el poder sobre esa sociedad).

La vinculación orgánica entre estos dos elementos (estructura y superestructura) la efectúan ciertos grupos sociales cuya función es operar, no en el nivel económico, sino en el ámbito superestructural: los intelectuales. Los intelectuales, de acuerdo a Gramsci, son los encargados de dar homogeneidad y conciencia de la propia función a los grupos sociales, tanto en el ámbito económico, como en el social y el político. Son quienes dan coherencia a la interpretación de la vida social y los responsables también de construir consensos entre los actores sociales.

La sociedad civil según Antonio Gramsci

Por *sociedad civil* Gramsci entiende el conjunto de los organismos vulgarmente llamados privados que cumplen una función intelectual para sustentar la hegemonía (dirección y control) que el grupo dominante ejerce sobre toda la sociedad. La sociedad civil es una totalidad bastante compleja, puesto que su campo de acción es muy amplio. En términos generales, podríamos decir que la sociedad civil está formada por muchos grupos que no forman parte de la sociedad política, ni de la clase dirigente, ni de las clases subalternas, pero cuya función de hegemonía y de integración social la ubica en medio de todas ellas.

A diferencia de Marx y Engels, Gramsci no asigna a la sociedad civil funciones económicas, y como ellos, tampoco tareas políticas. Su función principal según Gramsci

consiste en definir la dirección intelectual y moral de un sistema social. Más detalladamente, la sociedad civil puede ser considerada bajo tres aspectos complementarios:

- 1: Como ideología de la clase dirigente, desde el arte hasta las ciencias.
- 2: Como concepción del mundo difundida entre todas las capas sociales a las que liga de este modo a la clase dirigente, ya sea mediante la filosofía, la religión, el sentido común o el folklore.
- 3: Como dirección ideológica de la sociedad, mediante la articulación de la ideología, la estructura ideológica (organizaciones que la crean y la difunden) y el material ideológico (medios de difusión y sus productos).

A nivel estratégico, la importancia relativa de la sociedad civil en relación con la sociedad política es una cuestión esencial: para que la hegemonía sea sólidamente establecida, es necesario que sociedad civil y sociedad política estén igualmente desarrolladas y orgánicamente ligadas: de esta manera la clase dominante podrá utilizarlas alternativa y armoniosamente para perpetuar su dominación.

En las sociedades primitivas la lucha se concentra alrededor del aparato de estado. En las sociedades más complejas, lo esencial del combate va dirigido hacia la sociedad civil, puesto que se requiere el consenso social para garantizar la estabilidad del poder.

La desaparición de la sociedad civil en beneficio de la sociedad política es el signo de la pérdida del control de la clase fundamental sobre la sociedad, puesto que entonces se verá obligada a ejercer únicamente la coerción, entrando automáticamente a un estado de inestabilidad social (Portelli: 1997, 17-34).

La transformación de la sociedad

Desde esta concepción, Gramsci reconoce en la sociedad civil la tarea de generar el consenso social que permitirá a la clase dirigente ejercer la dirección y el control de la sociedad. En la medida que exista un consenso entre los ciudadanos, la acción coercitiva del gobierno será mínima, aunque ésta última siempre estará presente para reprimir a los disidentes peligrosos. En otras palabras, la acción *consensadora* de la sociedad civil y la acción coercitiva de la sociedad política siempre se combinarán para lograr la acción hegemónica.

La acción de la sociedad civil, entonces, desde la mirada de Gramsci, resulta fundamental para el funcionamiento pacífico de la sociedad, pues es la encargada de:

- a) Relacionar la estructura social-económica con la superestructura, o modo de concebir esas relaciones, y el mundo en general.
- b) Establecer consensos sociales en función del proyecto hegemónico de la clase dirigente y contrarrestar el papel coercitivo de la sociedad política.
- c) Servir de conciencia autocrítica a la clase dirigente.

Cuando el papel *consensador* de la sociedad civil se debilita y crece la acción coercitiva del estado, sobrevienen las crisis sociales, que en última instancia, pueden romper la hegemonía y quebrar el bloque histórico, dando paso a una nueva situación en la que se constituirá una nueva clase dirigente y se generará un nuevo bloque histórico. Por supuesto, un bloque histórico autogenerado y generador de una nueva capa de intelectuales que constituirán una nueva sociedad civil.

Las organizaciones no gubernamentales

Partiendo del concepto de sociedad civil construido por Gramsci, pero asumiendo con Arato y Cohen la expansión del sistema capitalista actual, podemos observar que: en la medida que la clase dirigente de nuestro tiempo no busca de ninguna manera mejorar las condiciones de vida de la población en general (¿qué tanto lo ha hecho en el pasado?), sino aumentar la concentración de la riqueza a niveles inimaginables, a costa de la destrucción de la vida de las familias, de la salud de los hombres y la destrucción de la naturaleza, la función de establecer consensos de la sociedad civil no es simple, ni puede concebirse como una función mecánica o burocrática; sino que, ante la crisis de legitimidad de la sociedad política y la clase dirigente, y su sesgo autoritario, la propia labor consensadora de las organizaciones de la sociedad civil en términos muy amplios, empieza a sufrir una crisis que se muestra en las contradicciones entre las propias organizaciones civiles, de las cuales sólo algunas toman el papel de conciencia autocrítica de la clase dirigente (en términos de Gramsci).

Esquemáticamente, pues, podemos distinguir dos tipos de organizaciones de la sociedad civil de acuerdo con su vinculación al sistema de poder:

a) Las organizaciones civiles gubernamentales. El consenso desde el poder vertical. Por ejemplo: Empresarios, asociaciones profesionales, sindicatos charros, escuela, iglesia, medios de información, etc.

b) Las organizaciones no gubernamentales. El consenso desde la ciudadanía y la democracia participativa. Por ejemplo: deudores de la banca, cooperativas, alianzas cívicas, de colonos y observadores electorales, organizaciones defensoras de la ecología, sindicatos independientes, educación popular, teología de la liberación, medios de información piratas y apropiados, etc

Por supuesto, cada tipo de organización incluye su correspondiente lucha al interior de las propias organizaciones civiles, gubernamentales y no gubernamentales por el consenso de los participantes, o bien desde la óptica del poder, o bien desde la democracia participativa.

En consecuencia, cualquier concepto de sociedad civil está obligado a considerar esta dinámica que forma parte lo mismo de los grandes movimientos sociales nacionales e internacionales, que de las pequeñas organizaciones locales.

EL CONCEPTO DE COMUNICACION

Es muy importante precisar el concepto de comunicación, ya que vinculado a la teoría social, nos permite buscar algunas explicaciones a las prácticas radiofónicas en estudio.

¿A qué nos referimos cuando empleamos el concepto de *comunicación*?

Históricamente se han dado cuando menos dos sentidos profundos al concepto de comunicación: como persuasión o como entendimiento. Ambos con implicaciones muy divergentes tanto en el análisis de los fenómenos como en el manejo de procesos y prácticas comunicativas.

Por *persuasión* nos referimos a la acción y efecto de persuadir o persuadirse. Y persuadir lo entendemos como inducir, mover, obligar a uno a con razones a creer o hacer una cosa. Por *entendimiento* significamos inteligencia o sentido que se da a lo que se dice o escribe. Pero también concebimos por entendimiento la capacidad de comprender o llegar a

un acuerdo. Donde comprender significa encontrar justificados o naturales los actos o sentimientos de otro (Real Academia Española de la Lengua, 2000).

El concepto de comunicación más difundido es aquel que la considera como persuasión, puesto que su historia es muy larga, ya que va del siglo IV antes de nuestra era, con Aristóteles, al siglo XX, con los sociólogos norteamericanos y su propia interpretación de la *Retórica*. Y los investigadores norteamericanos, además, asocian simbióticamente el estudio de "la comunicación" al manejo de los medios de difusión masiva.

Sin embargo, el concepto de *comunicación* empieza antes y *más acá* de los llamados *medios de comunicación masiva* (MCM). Históricamente forma parte de nuestra configuración como seres humanos, y va mucho más allá de dichos medios: llega a la configuración de nuestra vida en sociedad y de nuestro futuro. Los medios en tanto objeto de estudio, como dice López Veneroni (1989), "no nos alcanzan a revelar la verdadera determinación de lo comunicativo, sea porque lo esconden o porque no lo implican". Por lo tanto, conviene abordar el concepto de comunicación desde otras perspectivas, como la que descarta la persuasión como naturaleza de lo comunicativo y le reconoce el sentido de entendimiento entre los hombres. Veamos:

La opción Habermas-Pasquali

Jürgen Habermas (1993), en su trabajo sobre *Teoría de la acción comunicativa*, distingue tres tipos de acción racional con arreglo a fines, entre las cuales ubica precisamente la acción comunicativa, como se expone enseguida:

Acción Instrumental: Se refiere a la manipulación de cuerpos en movimiento orientada a la consecución de un fin. Las reglas de la acción instrumental sirven para la solución de tareas técnicas.

Acción Estratégica: Aunque también se orienta al éxito, la acción estratégica no se mide por la consecución directa de un fin, sino por la influencia que se logra sobre las decisiones de un oponente racional.

Acción Comunicativa: La acción comunicativa no se coordina por cálculos egocéntricos de intereses (éxito), sino a través del entendimiento. En la acción comunicativa se logra un saber común, que funda un acuerdo, como reconocimiento intersubjetivo de pretensiones de validez susceptibles de crítica. Cuando se logra un entendimiento, conduce entre los participantes a un acuerdo. El acuerdo descansa sobre una convicción común. Las convicciones compartidas intersubjetivamente vinculan a los participantes en términos de reciprocidad.

De acuerdo con Habermas, la Acción estratégica se subdivide en Acción abiertamente estratégica y Acción estratégica encubierta.

Acción abiertamente estratégica

La *acción abiertamente estratégica* es aquella en la que uno de los participantes (podemos llamarle aquí *emisor*) declara explícitamente el fin que pretende lograr en su oponente racional (podemos también llamar a éste, *receptor*); es decir, el primero (*emisor*) señala abiertamente la decisión que desea que tome el segundo (*receptor*) mediante su influencia.

Ejemplos muy claros de la acción, abiertamente estratégica, los constituyen los anuncios comerciales y la propaganda electoral. En los primeros, el anunciante pretende influir en la decisión de compra del consumidor potencial; en la segunda, los estrategas de la campaña electoral buscan influir en la decisión del votante o elector en favor de su

candidato. El fin de la acción abiertamente estratégica lo define el primer participante para influir en el segundo. No interesan los fines ni la concepción particular que el segundo pueda tener respecto del primero, lo que importa es influir en su decisión; en otras palabras, persuadirlo. Y si para lograr este fin hay que investigar al segundo participante, como en nuestros ejemplos es el caso de los estudios de mercado y el *marketing político*, pues se hará para ajustar la estrategia, pero no para cambiar de fines.

Acción estratégica encubierta

En la Acción estratégica encubierta, el fin de influir en el oponente racional sigue siendo el mismo, pero no declarado abiertamente. Más aún, el fin de influir en el oponente racional se disfraza o disimula como si fuera una acción no estratégica, sino comunicativa. Su validez declarada pretende establecerse en función del beneficio del oponente racional. Ejemplos sobran: La amiga que influye en una mujer para que rompa con su pareja y pueda la primera acceder a dicha pareja. El sacerdote que simula comprender el dolor de la anciana rica para obtener jugosas donaciones. La mamá que influye en el pequeño para que elija un juguete más barato. En todos los casos la estrategia del primer participante (emisor) está predefinida y clara para él, pero no a los ojos del segundo participante (receptor), quien asume una relación falsamente comunicativa como verdadera.

De la Acción estratégica encubierta pueden distinguirse todavía dos variantes en la concepción de Habermas: El engaño inconsciente y el engaño consciente.

El engaño inconsciente está definido por Habermas como una comunicación sistemáticamente distorsionada. Es decir, a pesar de que el primer participante tiene una estrategia predefinida, pretende y cree estar desarrollando una acción comunicativa en favor del segundo o los segundos participantes. Tal es el caso de los predicadores religiosos, fundamentalistas o no, autoconvencidos de la obligación de salvar a sus hermanos; pero ocurre lo mismo con algunos militantes políticos o participantes en grupos de toda índole, incluso familiares.

El engaño consciente, puede definirse específicamente como la manipulación de una persona por otra, donde la persona manipuladora induce a la persona manipulada a tomar decisiones que benefician a la primera, pero haciendo creer a la segunda que se trata del beneficio de ésta. Más aún, el éxito de la manipulación por parte de la persona manipuladora, consiste precisamente en convencer a su oponente racional de dos ideas falsas: que se está desarrollando entre ellas una acción comunicativa, y que ésta tiene como fin beneficiar a la persona manipulada, aunque en realidad se beneficia la persona manipuladora. Sobran los ejemplos.

Otra forma que emplea Jürgen Habermas caracterizar la acción estratégica consiste en la acción dramática.

Acción dramática

Por acción dramática se entiende la interacción entre un agente o actor que hace presentación de sí mismo y un grupo social que se constituye en público.

El actor suscita en su público una determinada imagen, una determinada impresión de sí, revelando su subjetividad de forma más o menos calculada con miras a esa imagen que de sí quiere dar.

Todo actor o agente puede controlar el acceso público a la esfera de sus propios pensamientos, sentimientos, actitudes, etcétera, a las que sólo él tiene acceso privilegiado. El concepto central de autorrepresentación significa, no un comportamiento expresivo

espontáneo, sino la estilización de las propias vivencias, efectuadas con vistas a la imagen que uno quiere dar de sí a un espectador.

La acción dramática está dirigida a un público que, sin percatarse de intenciones estratégicas, se imagina estar asistiendo a una representación orientada al entendimiento.

La acción estratégica en general, pues, implica una relación asimétrica en la cual uno de los participantes establece los fines, define los argumentos y planea su comportamiento para con-vencer a su oponente racional para que tome una determinada decisión que beneficia al primero.

El concepto y los esquemas de comunicación, entendida como persuasión, cabrían perfectamente dentro de la definición de acción estratégica de Habermas, pero no podría considerarse acción comunicativa.

Habermas analiza claramente las diferencias entre acción estratégica y acción comunicativa. Y entre otras consideraciones, establece que:

- 1: No se puede establecer un vínculo cuando la convicción de uno se induce en el otro.
- 2: Puede haber un acuerdo inducido por influencia externa: gratificación (\$), amenaza, sugestión o engaño. No por propia convicción. No por entendimiento.
- 3: Puede haber relaciones interpersonales entre los sujetos que actúan orientándose a su propio éxito, pero están reguladas por el intercambio económico y el poder, a través del mercado o de relaciones de dominación. En este caso la sociedad de las personas se presenta como un orden instrumental.

No basta, entonces, intercambiar mensajes, ya no digamos enviarlos unidireccionalmente, para desarrollar una acción comunicativa, pues el fin de una acción asimétrica no permite generar acuerdos libres, por convicción propia entre los participantes. ¿Qué implicaciones tiene, pues, la acción comunicativa ?

Acción comunicativa

Como se ha expuesto antes, la *acción comunicativa* no se coordina por cálculos egocéntricos de intereses (éxito), sino a través del entendimiento. En la acción comunicativa se logra un saber común, y se reconocen pretensiones de validez susceptibles de crítica. La acción comunicativa no implica un pensamiento homogéneo por supuesto, sino que las convicciones compartidas vinculan a los participantes en términos de reciprocidad.

En términos de Habermas: El concepto de acción comunicativa, fuerza u obliga a considerar a los actores como hablantes y oyentes que se refieren a algo en el mundo objetivo, en el mundo social y en el mundo subjetivo, y se entablan, recíprocamente a este respecto, pretensiones de validez que pueden ser aceptadas o ponerse en tela de juicio (Habermas: 1993,493).

Cada actor que se orienta al entendimiento, propone Habermas, entabla tres pretensiones de validez:

De que el enunciado que hace es verdadero.

De que la acción pretendida es correcta.

De que la intención manifiesta del hablante es, en efecto, la que el hablante expresa.

El acuerdo de los actores a que se refiere Habermas no estriba en las conclusiones del intercambio simbólico, ni siquiera en la aceptación de las pretensiones de validez, las cuales pueden cuestionarse, sino en términos de la reciprocidad de la acción y su orientación al entendimiento. Es por ello que, en la acción comunicativa, necesariamente se llega a un saber común, fundado en ese acuerdo, aun cuando las conclusiones y decisiones a las que cada uno de los actores arribe sean diferentes.

El entendimiento aquí no se interpreta estrictamente como decodificación de signos, sino más allá, como coordinación de acciones que permite a los actores interpretar de una nueva manera, más rica, su contexto. Y sobre esa interpretación cada uno tomar sus decisiones.

La acción comunicativa se funda pues, en un acuerdo de reciprocidad y de orientación al entendimiento. Y es mediante este acuerdo y el intercambio y crítica de sus respectivas pretensiones de validez en la expresión, la acción y la intención, que los actores llegan a un saber común.

Como puede pareciarse, el concepto de acción comunicativa implica una relación seria y profunda (aunque no por ello menos placentera) de los actores, a quienes, como dice Habermas, "fuerza u obliga a considerarlos como hablantes y oyentes que se refieren a algo en el mundo objetivo, en el mundo social y en el mundo subjetivo".

Bajo la consideración anterior, es comprensible que para muchos investigadores y académicos que han estructurado su pensamiento con base en las teorías de la comunicación desarrolladas a partir del estudio del funcionamiento y operación de los medios masivos, y que asumen el concepto de comunicación como persuasión, el concepto habermasiano de acción comunicativa les resulta idealista, y afirman que no se da en la vida real; como si la única realidad comunicativa fuera la mediada tecnológicamente. Pero la pretensión de construir el concepto de comunicación sólo a partir de los medios masivos como objeto de estudio, resulta cuando menos parcial, si no es que equívoca. De ahí la importancia de seguir indagando otros abordajes conceptuales como el de Habermas. Y precisamente un estudio muy cercano al de Habermas es el que realiza Antonio Pasquali (1990), investigador venezolano, a propósito del concepto de comunicación.

El concepto de comunicación según Antonio Pasquali

Dice Pasquali:

"Por comunicación o relación comunicacional entendemos aquella que produce (y supone a la vez) una interacción biunívoca del tipo del con-saber, lo cual sólo es posible cuando entre los dos polos de la estructura transmisor puede ser receptor, todo receptor puede ser transmisor, independientemente de si en esta relación existen o no medios físicos o electrónicos (M):

T-R (M) R-T

"No hay comunicación ni relaciones dialécticas de otro tipo con la naturaleza y la materia bruta, sino cualquier otra forma de relación monovalente: utilitarística, energética, etc." (PASQUALI: 1990,47-63).

Las coincidencias entre el concepto de PASQUALI y HABERMAS saltan a la vista en la cita anterior. Entre las más evidentes tenemos que:

1: Ambos consideran indispensable la interacción biunívoca (PASQUALI), la reciprocidad (Habermas) entre los actores o transmisores-receptores del proceso de comunicación o acción comunicativa.

2: Ambos descartan que exista tal proceso de *comunicación* con la naturaleza o la materia bruta, sino que con ellas consideran únicamente una relación *monovalente* (PASQUALI) o *instrumental* (HABERMAS). Los sistemas cibernéticos, por ejemplo, con todo y su *feed back*, o las máquinas *interactivas*, tendrían que ubicarse en esta relación *monovalente*.

3: Ambos reconocen que en la acción o proceso comunicativo existe un *con-saber* (Pasquali) o *saber común* (HABERMAS). Lo cual dista mucho de la acción de persuadir o inducir un supuesto *acuerdo* o una decisión de una persona a otra.

La única diferencia con Habermas (que no contradicción ni disidencia) que se percibe en la primera cita de Pasquali, consiste en que éste considera explícitamente la posibilidad, mas no la necesidad, de que en el proceso existan medios físicos o electrónicos. Es decir, la posible existencia de esos medios está subordinada al proceso de comunicación y no al revés, como parece asumirse en otras concepciones *mediáticas*, como la de McLuhan, por ejemplo.

Respecto de esta preponderancia de los actores humanos en el proceso de comunicación, Pasquali es muy explícito al afirmar que: "Los únicos entes capaces de suscitar tipos de comportamiento auténticamente comunicacionales (que no intercambio mecánico informaciones-estímulo) son los seres racionales. Comunicación es, pues, un término privativo de las relaciones dialógicas interhumanas, o entre personas éticamente autónomas" (PASQUALI: 1990,49-50).

Y respecto de la interacción biunívoca (o reciprocidad, en Habermas), agrega: "Sólo es auténtica comunicación la que se asienta en un esquema de relaciones simétricas, en una paridad de condiciones entre transmisor y receptor, y en la posibilidad de oír al otro o 'prestarse oídos' (Heidegger), como mutua voluntad de entenderse" (PASQUALI: 1990,51). En las dos citas anteriores ratificamos las coincidencias entre Pasquali y Habermas:

4: La orientación o finalidad de la comunicación es el entendimiento voluntario, libre.

5: Este entendimiento se basa en un acuerdo de principio que entre otras cosas permite llegar a un con-saber o saber común.

6: Acuerdo que se da entre personas éticamente autónomas (Pasquali), es decir, con sus propios y respectivos valores, con sus respectivas pretensiones de validez (Habermas), dispuestas a establecer un vínculo entre ellas.

A partir de las seis primeras coincidencias entre Habermas y Pasquali enunciadas anteriormente, es posible construir un concepto de comunicación, muy distinto al concepto *mediático* vinculado a la persuasión, que nos puede aportar una nueva manera de mirar, entre otras cosas, las prácticas radiofónicas de las organizaciones civiles, objeto de este estudio. No obstante, vale la pena considerar con más detenimiento una séptima característica común de los conceptos de comunicación propuestos por Habermas y Pasquali, esto es: su dimensión ética.

VALIDEZ DE LAS DIFERENCIAS

Tanto Jürgen Habermas como Antonio Pasquali establecen de entrada la validez de las diferencias entre los actores de la comunicación, así como la necesidad de confrontar sus

propios valores y pretensiones de validez en un mutuo acuerdo e intercambio recíproco, bivalente.

Sin esta validez de las diferencias, el mutuo acuerdo y el intercambio recíproco, cualquier transmisión y recepción de mensajes, así sea en ambos sentidos pero de forma asimétrica (es decir, condicionada), podrá existir una acción instrumental o estratégica, pero nunca un *auténtico proceso de comunicación* (Pasquali) o *acción comunicativa* (Habermas). Esta es la importancia de la dimensión ética del concepto de comunicación de los autores mencionados.

La *comunicación* desde estos autores es una acción o proceso mucho más profundo, privativo de los seres humanos, donde la dimensión operativa del intercambio de mensajes se da dentro de otras dimensiones que implican la voluntad de entenderse, como sentido; el mutuo acuerdo, la creación de conocimiento y de verdad, como productos; la validez de las diferencias, el intercambio recíproco, el mutuo respeto, el mutuo valer y la conciencia de ello, como condición ética.

En resumen: El concepto de **comunicación** antes planteado no se asume como una *sustancia* que pueda asociarse a otras entidades, sino como una acción generada por los seres humanos que tienen la voluntad de entenderse, por lo que establecen un acuerdo de principio en cual se reconocen recíprocamente como seres humanos valiosos, se respetan en cuanto tales y valoran sus diferencias y autonomía ética, desarrollan un intercambio recíproco de mensajes que los lleva a crear un nuevo conocimiento y una verdad conjunta, así como un vínculo que los compromete recíprocamente, teniendo mutua conciencia de todo ello.

En la medida que esta conceptualización de la *comunicación*, incorpora las propuestas de investigadores que orientan su búsqueda en algo más profundo y de más espeso que "el arte de la persuasión", la síntesis antes enunciada respecto a la comunicación se asumió como el concepto de referencia para el análisis teórico la investigación de referencia.

¿COMO SE LLEVO A CABO LA INVESTIGACION?

Diagnóstico

En primer lugar se elaboró un diagnóstico de la participación de las organizaciones civiles del municipio de Puebla en los programas informativos matutinos de las radiodifusoras locales mediante la construcción de datos pertinentes a partir de un monitoreo. El objetivo consistió en describir la forma en que las organizaciones civiles participan con sus propios mensajes en los programas informativos matutinos de las radiodifusoras del municipio de Puebla.

El tiempo del monitoreo de programas informativos fue de una semana *ficticia* o *compuesta*, durante los meses de octubre y noviembre de 1999 sistemático (116 horas grabadas). Considerando la semana *ficticia* o *compuesta* como la integración de cinco o seis días de transmisión de los informativos (según su respectiva programación), a lo largo de cinco o seis semanas; tomando el lunes de la primera semana, el martes de la segunda, y así sucesivamente hasta completar los días previstos.

Interpretación

En esta fase los principales actores del fenómeno en estudio aportaron su interpretación acerca del diagnóstico realizado y su visión a futuro respecto de la participación de las organizaciones civiles en la radio. Esta interpretación acerca del diagnóstico se basó en

entrevistas realizadas con los directivos de las principales organizaciones civiles más conocidas en el municipio de Puebla, así como con los directivos de las radiodifusoras y/o de los noticieros seleccionados.

El punto central de esta etapa fue descubrir las posibilidades y potencialidades que desde la visión de los directivos existen para la ampliación de la participación de las organizaciones civiles, en número y frecuencia, con mensajes propios, en los programas radiofónicos informativos locales.

Conceptualización

Con base en el diagnóstico realizado y en la interpretación de los directivos, se construyó un mapa conceptual que nos posibilita elaborar una interpretación científica del fenómeno estudiado. Para ello se hizo una revisión crítica, análisis, construcción y discusión de conceptos y modelos teóricos pertinentes.

En otras palabras, a la interpretación que del fenómeno diagnosticado hicieron los directivos civiles y de las radiodifusoras, se aportó una interpretación más, sustentada en un marco teórico y en la elaboración de conceptos que nos permiten entender la lógica y la dinámica del fenómeno como una de las prácticas de un sistema social mayor.

¿QUE RESULTADOS ARROJO LA INVESTIGACION?

El negocio como eje, el lucro como sentido

La radio en Puebla, como en todo el país, es antes que nada y sobre todo un negocio. Incluso más allá de las buenas intenciones personales de algunos radiodifusores, como ocurre con los dueños de la radiodifusora XHOLA, de dinamizar la participación pública de la sociedad poblana, si la radiodifusora no es rentable económicamente hablando, sencillamente no opera.

Las dos emisoras *culturales*, Radio SICOM (del gobierno del estado) y Radio BUAP (universitaria) no son concebidas como negocio pero sí como aparatos ideológicos de estado (Althusser), aunque no han logrado un peso social en el cuadrante radiofónico local. Ambas se sostienen con recursos públicos y por ello no cierran sus transmisiones, pero el impacto de Radio SICOM es nulo y el de Radio BUAP insignificante: sólo es escuchada por un reducido núcleo universitario y algunos aficionados a la música académica.

Las radiodifusoras *comerciales* del municipio de Puebla (19 de las 21 emisoras), cuyo funcionamiento se inició hace 60 años no sólo son concebidas como un negocio, sino además como un negocio lucrativo, y lucrativo en el sentido tradicional: mínima inversión con máxima ganancia. Dentro de esta perspectiva, su desarrollo ha sido muy conservador en tres aspectos centrales: Lo técnico, lo profesional y lo social. En primer lugar, ha mostrado una lenta adopción de las tecnologías digitales debido al costo del equipo, aunque en varias de las emisoras ya se han instalado; en segundo lugar, se resiste a contratar suficiente personal profesional bien pagado para la producción radiofónica, y en tercer lugar, aunque requiere de la participación civil, desconfía de las organizaciones no gubernamentales y procura no facilitarles el exceso (como es el caso de la organización 28 de octubre y su exclusión de la XEHR).

La producción al menor costo posible

El negocio es, pues, el eje del funcionamiento de las radiodifusoras en Puebla para sus poseedores, y el lucro es el objetivo central que les da sentido. Pero el lucro debe

entenderse en dos dimensiones básicas: la ganancia económica y la utilidad política. Su labor ideológica va implícita.

Los medios históricamente han apoyado al poder total. Pero actualmente, cuando la sociedad política priísta se encuentra en un proceso de reestructuración en todo el país, los medios mexicanos se deslindan formalmente del apoyo incondicional a este partido, y lo condicionan a las relaciones que les permitan seguir lucrando. No por nada el tiempo de aire pagado por la sociedad política en general para su propaganda alcanza un alto precio, siempre mayor que el tiempo comercial. De quienes los medios no se deslindan ni quieren hacerlo es de los grandes empresarios, la clase dirigente, de cuyos patrocinios a través de sus empresas anunciantes se enriquecen los radiodifusores. Por ello los medios comerciales representan actualmente el mecanismo más valioso de la sociedad civil. En tanto adquieren una mayor autonomía relativa se vuelven más eficaces en la construcción de una visión del mundo consensada por la sociedad en general.

Pero una vez más, esa independencia relativa no es muy buscada por los radiodifusores de Puebla. Ni la radiodifusora más crítica en el contexto poblano, XHOLA, se deslinda de la clase dirigente, sino que además requiere de mantener contactos con la sociedad política en turno, independientemente de sus aspiraciones y planes de apoyo a la información popular.

Esta es la lógica general de la radiodifusión en Puebla. Pero como se mencionó anteriormente, incluso la lógica de las emisoras poblanas como negocio es conservadora, pues a sus dueños les parece demasiado arriesgado, por ejemplo, mejorar los sueldos de sus colaboradores y capacitarlos para profesionalizarlos; o bien, proporcionarles vehículos para hacer más eficiente la labor de los reporteros, o patrocinar eventos sociales de amplia participación popular (y cuando estos se realizan, se cobra la entrada), mecanismos empleados comunmente por la empresas radiofónicas de la capital del país.

Por el contrario, lo que se busca es producir programas radiofónicos al menos costo posible. Por ejemplo, muchas emisoras alimentan significativamente sus noticiarios con la lectura de los periódicos, multiplican la programación musical de moda apoyada por las casas disqueras, no contratan especialistas en temas clave, y a quienes colaboran voluntariamente jamás se les recompensa el esfuerzo.

La participación de las organizaciones civiles y no gubernamentales en programas informativos

Por lo que respecta a la participación de las organizaciones civiles, siempre que se ve la posibilidad se les cobra, ya sea en dinero o en especie, como en el caso de los vendedores ambulantes de la organización 28 de octubre que regalan algunas de sus mercancías a las emisoras que les permiten participar. En los casos que no es posible cobrarles, como a la organización que realiza el programa "Ventanas abiertas" en la XEHR, tampoco se les brinda apoyo alguno aparte de dejarles utilizar el micrófono al aire, a pesar de que el programa garantice cierta audiencia y durante su desarrollo se emitan múltiples anuncios pagados a la emisora. Desde la lógica empresarial, lo que se transmita entre un corte comercial y otro no es del todo relevante por el contenido mismo. Lo importante son los anuncios, que sean numerosos y salgan a tiempo para evitar reclamaciones por parte de los anunciantes.

Pero para tener anunciantes es necesario mostrarles que existen muchas personas escuchando la estación anunciadora, que existe una *audiencia* amplia, ya sea por medio de los cuestionados estudios de *rating* o mediante telefonemas a la estación. Y es aquí donde aparece la importancia de los radioecuchas, no como *sujetos* de la radiodifusión, sino como sustento administrativo para comercializar el tiempo de antena. Es en este sentido en cual

habrá que interpretar la declaración del señor Enrique Montero Ponce cuando dice: "La participación de la sociedad para nosotros (los radiodifusores) significa todo", como una necesidad administrativa, no como un objetivo social. O como declaró el señor Antonio Grajales: "*La participación de las organizaciones significa casi la sobrevivencia de un medio. Medio que no le apueste, por encima de partidos políticos, a su sociedad, está muerto. Hay medios que no dejan dinero*".

La sociedad, las organizaciones civiles y las organizaciones no gubernamentales significan para los radiodifusores la existencia de una audiencia que sustenta el valor comercial de sus estaciones. Dicho de otra manera, la sociedad de radioescuchas representa una *masa* de consumidores potenciales para los productos y servicios de los anunciantes. La lógica económica de los radiodifusores es contundente: sin audiencia no hay anunciantes; sin anunciantes no hay dinero, y sin dinero no tiene sentido mantener un programa o una radiodifusora.

En pocas palabras, los radiodifusores necesitan de la participación civil pero recelan de ella, especialmente de las organizaciones no gubernamentales. Y en todos los casos, una vez aceptada la participación de representantes de organizaciones no gubernamentales, se procura mantenerlos bajo vigilancia para evitar cualquier tipo de inconveniente.

El futuro de la participación civil y no gubernamental

Están dadas las condiciones sociales y la disposición interesada de los radiodifusores para incrementar la participación de la población en general, y de las organizaciones civiles y no gubernamentales en particular, en los programas radiofónicos de las emisoras poblanas. La magnitud, consistencia y duración de esta participación depende ahora y en el futuro de la disposición y capacidad de los organizadores sociales para conocer y manejar adecuadamente el *medio*.

Sin embargo, es necesario reiterar que la mayoría de los organizadores civiles y no gubernamentales desconocen la necesidad y disposición de los radiodifusores acerca de la participación civil, y tampoco son conscientes de que el futuro de su participación radiofónica depende en mucho de ellos mismos, de su capacidad para negociar, conocer y manejar la radio.

Respecto del manejo del medio, una variable clave a resolver es la profesionalización en el uso de la radio por parte de las organizaciones. Los radiodifusores tienen clara esta necesidad de las organizaciones y lo sencillo de su satisfacción, pero no están dispuestos a invertir el mínimo recurso en resolverles tal necesidad. Casi todos los organizadores civiles y no gubernamentales sienten esa necesidad como una carencia o limitación personal, o como falta de tiempo y de recursos, pero no la conceptualizan como una dificultad técnica fácil de resolver con el apoyo de especialistas. Los organizadores civiles saben que para hacer sus declaraciones fiscales requieren de un contador, y para excarcelar a un compañero deben contar con un abogado, pero la mayoría no se plantean el apoyo de un productor radiofónico, un periodista profesional o un comunicólogo para manejar su participación y mensajes en la radio.

En resumen, lo que los radiodifusores saben y no dicen a los organizadores civiles es lo siguiente:

La importancia de su participación para el *rating* de las emisoras.

La necesidad de manejar el lenguaje radiofónico.

Lo que los organizadores civiles ignoran es lo mismo:

La importancia de su participación para el *rating* de las emisoras.

La necesidad de manejar el lenguaje radiofónico.

Hace falta tender algunos puentes de conocimiento con las organizaciones civiles.

REFLEXIONES SOBRE LOS RESULTADOS

A nivel de conceptualización

En términos de la teoría del bloque histórico ¿qué está ocurriendo en México y cuál es el papel de la sociedad civil?

La clase dirigente sigue firme y aún conserva la hegemonía gracias a la labor ideológica consensadora de los intelectuales orgánicos de su sociedad civil, en especial de las organizaciones identificadas por Althusser como aparatos ideológicos de Estado (medios, autoridades escolares, iglesia institucional, partidos políticos, etc.). Pero su clase política ha sufrido un alto desprestigio por causa de la corrupción flagrante y la comisión de asesinatos, por lo que en vez de desplazar a la sociedad civil y aumentar su acción coercitiva, ha sufrido un recambio con funcionarios más identificados con la clase dirigente y que incluso han sido sus empleados directos en los negocios privados. Este movimiento organizado por la clase dirigente, no detallado por Gramsci, tiene como finalidad asegurar la hegemonía por largo tiempo. Ello dependerá en mucho de la labor consensadora que pueda seguir desarrollando la sociedad civil, que en este momento se vuelve más importante que antes, cuando la sociedad política podía mantener el control social directo. Pero también dependerá de las respuestas concretas que el nuevo grupo gubernamental sea capaz de dar a las demandas de las clases subalternas, pues de otro modo la propia sociedad civil volverá a tomar su distancia del gobierno, aunque no de la clase dirigente.

El problema que le toca resolver a la sociedad política es la restitución de la alianza de clases, pues sin ello no sólo pone en riesgo su credibilidad recién adquirida, sino el cuestionamiento directo de la clase dirigente, a la que está vinculado y con la que se le identifica directamente. Pero este es el trabajo más difícil, pues como antes se dijo, exhibe la contradicción más fuerte del capitalismo neoliberal: la necesidad de moderar sus mecanismos de enriquecimiento veloz, que funcionan gracias al empobrecimiento de las clases subalternas; una lógica ilógica desde su punto de vista.

Los movimientos de la sociedad civil

Como se ha señalado, con el recambio del desprestigiado grupo gubernamental *priísta* por el *foxista*, la sociedad civil adquiere un protagonismo mayor en la vida pública: ha de reforzar el control social que la modificada sociedad política no domina del todo, y, por supuesto, mantener la dirección de la sociedad en función de los intereses de la clase dirigente. Esto explica en mucho la reciente profesionalización de los medios masivos nacionales como *Televisa*, el diario *Reforma* y algunas estaciones de radio, entre otros, que en menos de un sexenio se han vuelto críticos de funcionarios gubernamentales de alto nivel, y que empiezan a incorporar algunas figuras, voces y plumas plurales. Los medios tradicionalmente críticos, como la revista *Proceso* y el diario *La Jornada* son hoy más demandados. Los medios de tendencia oficialista, como *Televisión Azteca* empiezan a ser vistos con desconfianza.

La sociedad civil, como consensadora social, ciertamente está operando adecuadamente. Sin embargo, la sociedad civil tampoco es un monolito, como no lo era la clase política. Al interior de la sociedad civil se produce lo que los marxistas chinos llamaban las contradicciones secundarias. Es decir, problemas de integración ideológica que vienen

de mucho tiempo atrás y que ahora surgen con mayor claridad en el interior de las propias organizaciones civiles gracias a su evidente protagonismo. Por ejemplo, dentro de la iglesia católica se manifiesta la oposición entre los prelados funcionales y los teólogos de la liberación, más identificados éstos con las clases subalternas. En la Universidad Nacional se organizan maestros y estudiantes contra las políticas privatizadoras de sus autoridades, dependientes éstas de la sociedad política e identificadas con la clase dirigente. Un grupo disidente de profesores del sindicato de trabajadores del ministerio de educación se opone al control corporativo. En el propio ejército mexicano se denuncia la vinculación con el narcotráfico y la necesidad de proteger los derechos humanos de los subordinados. Pero específicamente en los medios de difusión, estas disociaciones se tratan de evitar a toda costa, pues sobre ellos recae la responsabilidad de mantener la construcción cotidiana de la visión del mundo que conviene a la clase dirigente. Podría decirse que para ésta hoy resulta más estratégico controlar los *medios* que a los profesores o al ejército. Por ello es que ni los empresarios ni el gobierno quieren abrir las concesiones de medios a la sociedad plural.

Gramsci planteó que no se podía dar más peso a la estructura que a la superestructura, pues no se entiende una sin la otra. Pero hay momentos en que socialmente una adquiere mayor importancia que la otra, y este es el momento superestructural que estamos viviendo en México y en la mayor parte del mundo. La sociedad civil es clave para la continuación del bloque histórico capitalista. Lo sabe la clase dominante y por eso apoya su protagonismo.

Sobre el entendimiento (Habermas-Pasquali)

Si por **comunicación** visualizamos:

La acción generada por los seres humanos que tienen la voluntad de entenderse, por lo que establecen un acuerdo de principio en cual se reconocen recíprocamente como seres humanos valiosos, se respetan en cuanto tales y valoran sus diferencias y autonomía ética, y desarrollan así un intercambio de mensajes que los lleva a crear un nuevo conocimiento y una verdad conjunta, teniendo mutua conciencia de la riqueza de todo ello.

Entonces estamos en posibilidades de ver el desarrollo de las prácticas de comunicación como un elemento indispensable para la sobrevivencia, crecimiento y proyección inabarcable de los seres humanos. Sólo de esta manera es posible, por ejemplo, pensar la democracia participativa real y la pluralidad respetuosa y enriquecedora.

Y si además pensamos que la comunicación no es una *sustancia* que pueda asociarse a otras entidades, como es el caso de los *medios*, sino como una práctica netamente humana, comprometedora y posibilitadora del desarrollo en todos los sentidos, serán entonces los *medios* los que tendrán que ser adaptados a las necesidades de crecimiento de la sociedad, y no al revés, como ha venido ocurriendo hasta ahora al buscar audiencias-consumidoras que puedan ser *vendidas* a los patrocinadores por parte de concesionarios de los medios *comerciales*.

El concepto de Habermas de acción comunicativa, amplio y profundo, en sintonía con la "mutua voluntad de entenderse", de Pasquali, y la "aceptación mutua", de Maturana (1997), son las ideas-clave generadoras de esta perspectiva poco difundida.

Es explicable ahora, en congruencia con la teoría funcionalista de análisis del cultivo, por qué la mayoría de los investigadores latinos, pero sobre todo los *comunicadores* de los *medios*, después de tanto tiempo de bregar entre enfoques funcionalistas y antiimperialistas no discutan la pertinencia de este sentido de la comunicación como entendimiento, u otros nuevos enfoques diferentes al de la persuasión. Pero ello no implica que no puedan interesarse a futuro o reconocer su consistencia.

Finalmente, la concepción de la comunicación, sea como persuasión o como entendimiento, nos lleva necesariamente a mirar la realidad o el mundo de una determinada manera, muy distinta. Por ejemplo, podemos considerar a la política como el dominio y control sobre el otro a través de la persuasión, o concebirla como el bien de los ciudadanos que se valoran y se apoyan recíprocamente a través del entendimiento. Mirar a la sociedad con desconfianza, en el primer caso; o participar en ella con esperanza, en el segundo.

Tal es la trascendencia del *crystal* conceptual a través del cual visualizamos la comunicación. Con esa forma de ver las cosas construimos nuestro conocimiento de los otros y nuestros proyectos, personales y sociales.

BIBLIOGRAFÍA

ALTHUSSER, Louis. *Ideología y aparatos ideológicos de estado*. Notas para una investigación. Siglo XXI. México, 1985.

ALTHUSSER, Louis. *La revolución teórica de Marx*. Siglo XXI. México, 1974.

ARATO, Andrew . Surgimiento, ocaso y reconstrucción del concepto de sociedad civil y lineamientos para la investigación futura. En: *La sociedad civil, de la teoría a la realidad*. El Colegio de México. México, 1999.

ARATO, Andrew y Cohen, Jean. La sociedad civil y la teoría social. En: *La sociedad civil, de la teoría a la realidad*. El Colegio de México. México, 1999.

ARDILES, Ovaldo. Cultura popular y filosofía de la liberación. Una perspectiva latinoamericana. ANUIES. México, 1975.

ARISTÓTELES. *Retórica*. Editorial Aguilar. Madrid, 1968.

BAJTÍN, Mijaíl M. Yo también soy. (Fragmentos sobre el otro). Taurus. México, 2000.

CASTELLS, Manuel. La era de la información. Economía, sociedad y cultura. La sociedad red Vols. I, II y III. Siglo, XXI. México, 1999.

CASTILLO, Jaime; PATIÑO, Elsa y Zermeño, Sergio. *Pobreza y organizaciones de la sociedad civil*. Síntesis del protocolo de investigación subsidiada por Cebrián Herreros, M. *Audiencias, programación y creatividad*. *Diálogos con la radio*. Conferencia pronunciada en la Facultad de Ciencias de la Información. Universidad Pontificia de Salamanca. 5 de marzo de 1993.

CASTILLO, Jaime *Información radiofónica. Mediación técnica, tratamiento y programación*. Ciencias de la Información. Universidad Complutense de Madrid. Madrid, 1998.

DEUTCH, Karl W. Los nervios del gobierno. Modelos de comunicación y control político. Editorial Paidós. Buenos Aires, 1971.

DOMENACH, Jean-Marie. *La propaganda política*. Eudeba. Buenos Aires 1966.

ENGELS, Federico. Contribución a la historia de la liga de los comunistas. En: Marx, K. y Engels, F. *Obras ecogidas*. Editorial Progreso, Moscú, y Ediciones de Cultura Popular. México, s/f.

ENGELS, Federico., Ludwig FEUERBACH y el fin de la filosofía clásica alemana. En: Marx, K. y Engels, F. *Obras ecogidas*. Editorial Progreso, Moscú, y Ediciones de Cultura Popular. México, s/f..

ENGELS, Federico. El origen de la familia, la propiedad privada y el Estado. Edit. Nuevomar. México, 1984.

ENGELS, Federico. *La dialéctica de la naturaleza*. Editorial Grijalbo. México, 1959.

ENGELS, Federico. *¿Qué es la teoría marxista de conocimiento?* Ediciones Quinto Sol. México, s/f

FERRATER Mora, José. La filosofía entre la ciencia y la ideología. En: *La filosofía y la ciencia en nuestros días*. Grijalbo. México, 1976.

FRANKENA, William. Aristóteles. En: *Tres filosofías de la educación en la historia*. UTEHA, México, 1968.

FUENTES Navarro, Raúl. La investigación de la comunicación en México. Sistematización documental 1956-1986. Ediciones de Comunicación, S.A. de C.V. México, 1988.

GARCIA LOZANO, Alberto. Ciencia y filosofía. En: *La filosofía y la ciencia en nuestros días*. Grijalbo. México, 1976.

GRAMSCI, Antonio. *Antología*. Siglo XXI Editores. México, 1985.

GRAMSCI, Antonio. *La alternativa pedagógica*. Ed. Fontamara. Barcelona, España, 1981.

GRAMSCI, Antonio. *Cuadernos de la cárcel*. Editorial Juan Pablos. México, 1975, y Ediciones Era. México, 1981-1986.

GRAMSCI, Antonio. *La política y el estado moderno*. Premiá editora. México, 1990.

GRAMSCI, Antonio.. *La alternativa pedagógica*. Ed. Fontamara. Barcelona, España, 1981.

HABERMAS, Jürgen. Teoría de la acción comunicativa: complementos y estudios previos. Edit. Rei. México, 1993.

HABERMAS, Jürgen. Teoría y praxis: estudios de filosofía social. Edit. Rei. México, 1993.

HERNÁNDEZ GARCÍA Cano, Gustavo Rafael. La docencia en el oficio del comunicólogo: Reflexiones y propuestas a partir de experiencias en los cursos de Teorías de la comunicación VI (Filosofía). Tesina (inédita). Universidad Iberoamericana, Plantel Golfo Centro. Puebla, Pue. México, 1995.

HOMS, Ricardo. La crisis comunicacional de una sociedad en transición. Ariel. México, 1995.

KATZ, Chaim; Doria, Francisco y Costa Lima, Luiz. *Diccionario Básico de Comunicación*. Nueva Imagen. México, 1989.

LASSWELL, Harold. "Estructura y función de la comunicación en la sociedad". En: Moragas, M. (editor) *Sociología de la comunicación de masas II. Estructuras, funciones y efectos*. Gustavo Gili. Barcelona, 1986.

LAZARFELD, Paul y HERBERT, Menzel. "Medios de comunicación colectiva e influencia personal". En: Schramm, W. (comp.) *La ciencia de la comunicación humana*. Editorial Roble. México, 1975.

LOPEZ Veneroni, Felipe NERI. *Elementos para una crítica de la ciencia de la comunicación*. Editorial Trillas. México, 1989.

LOZANO Rendón, José Carlos. *Teoría e investigación de la comunicación de masas*. Pearson-Alhambra Mexicana. México, 1996.

MARTIN SERRANO, Manuel. *La producción de comunicación social*. Cuadernos del CONEICC. MÉXICO, 1985.

MARX, Carlos. Contribución a la crítica de la economía política. En: MARX, Carlos y ENGELS, Federico. *Obras escogidas*. Tomo I. Editorial Progreso. Moscú, 1973.

MARX, Carlos y Engels, F. *La ideología alemana*. Prisma Ediciones. México, s/f

MARX, Carlos Crítica del programa de Gotha. En: *Obras ecogidas*. Ediciones de Cultura Popular. México, s/f.

MARX, Carlos El dieciocho brumario de Luis Bonaparte. En: *Obras ecogidas*. Ediciones de Cultura Popular. México, s/f.

MARX, Carlos Carta de Marx a Pavel Vasilievich Annenkov. En: *Obras ecogidas*. Ediciones de Cultura Popular. México, s/f.

MATURANA, Humberto. *La objetividad. Un argumento para obligar*. Dolmen Ediciones. Santiago de Chile, 1997.

MARX, Carlos y VARELA, Francisco. *El árbol de conocimiento*. Editorial Universitaria. Santiago de Chile, 1987.

MARX, Carlos *Evolución y lenguaje en educación y política*. Dolmen Ediciones. Santiago de Chile, 1997.

MARX, Carlos *La democracia es una obra de arte*. Editorial Magisterio. Colombia 1997.

MORAGAS, M. y COROMINAS, M. Catalunya: Media y participación democrática en la comunicación local, en Jankowski, Prehn, Stappers: *The people's voice. Local radio and television in Europe*. Edit. John Libbey. Londres, 1992.

NIXON, Raymond. *Investigaciones sobre la comunicación colectiva*. Ediciones CIESPAL. Quito, Ecuador, 1963.

PAOLI, Antonio. *Comunicación*. Editorial Edicol. México, 1977.

PASQUALI, Antonio. *Comunicación y cultura de masas*. Monte Avila Editores.

PIAGET, Jean y GARCIA, Rolando. *Psicogénesis e historia de la ciencia*. Siglo XXI

PORTELLI, Huges. *Gramsci y el bloque histórico*. Editorial Siglo XXI. México, 1997.

SCHILLER, Herbert I. Cultura, S.A. La apropiación corporativa de la expresión pública. Universidad de Guadalajara. México, 1993.

SCHRAM, Wilbur. *La ciencia de la comunicación humana*. Editorial Roble. México, 1972.

SCHRAMM, Wilbur. Cómo funciona el proceso de comunicación. En: Fernández

COLLADO y HAHNKE. *La comunicación humana, ciencia social*. Editorial McGraw Hill. México, 1986.

Les SIC et l'altérité: démarches d'une recherche sur la Chine. Réflexions épistémologiques sur les analyses de corpus à base communicationnelle de langue et de culture non-maternelle. Dominique Colomb

L'objectif que je me suis fixé dans le cadre de ce colloque, est de partager entre nous, chercheurs français et mexicains, une série d'interrogations que tout chercheur en sciences de l'information et de la communication penché sur des problématiques dites "internationales" a rencontré - ou, au contraire a souhaité occulter - dans le cadre de ses recherches. Pour cela, je vais m'appuyer sur ma propre expérience en exposant l'essentiel de mes travaux de recherche sur le développement de la communication en Chine contemporaine, engagés depuis bientôt une décennie. A l'ère de la mondialisation des économies, les SIC sont de plus en plus amenées à décrypter les flux communicationnels qui règnent désormais sur notre monde, qu'ils soient écrits (presse), sonores (radio), visuels (télévision) ou audioscripto-visuels (multimédia off-line ou on-line, sites Internet). De plus en plus de travaux de recherche au caractère "transfrontière" se développent dans la plupart des laboratoires des sciences de l'information et de la communication. C'est la conséquence directe de toutes les formes de mondialisation des phénomènes de communication en émergence dans la plupart des régions du monde. Le temps de la "standardisation" due à cet essor de la communication à l'échelle mondiale laisse peu à peu place aux temps de l'"immédiateté" et à celui de la "synchronisation" dues à la puissance des réseaux de connexion. Pour les pays en émergence en particulier, un des enjeux majeurs qui va se développer dans les prochaines années réside dans le fait d'être dedans ou hors de ce flux d'information avec toutes ses conséquences sur les économies locales.

Les analyses "internationales" peuvent-elles continuer à être abordées scientifiquement de la même manière que toute approche nationale, intra-muros ? Si les différences ou comparaisons d'ordre socio-politique et socio-économique sont souvent et largement abordées dans la plupart des travaux internationaux, c'est sans pour autant poser de grandes interrogations aux chercheurs. Par contre, celles portant sur les interférences et les convergences d'ordre sémiologique des phénomènes observés en termes de discours et de valeurs, s'inscrivent bien moins spontanément sur le champ "interculturel" de la recherche.

LE RÉCIT D'UNE ANALYSE SOCIO-SÉMIOLOGIQUE INTERNATIONALE

Les problématiques posées en SIC concernent souvent des travaux d'analyse mettant en scène des corpus (audio, visuel, publicité, télévision, etc.). Que se passe-t-il lorsqu'il s'agit d'une recherche menée à partir d'un corpus par un chercheur d'origine (de langue maternelle) différente (par exemple : un Tunisien étudiant les télévisions européennes ; un français analysant l'influence satellitaire télévisuelle en Iran ; un Français travaillant sur l'analyse comparative des systèmes télévisuels en Europe, etc.).

L'engagement de mes travaux avec la Chine : une prise de risques
Peu de temps après la crise socio-politique chinoise de 1989 (événements de la place Tiananmen), j'ai osé poser deux questions (COLOMB, 1994) : en quoi, en Chine (alors complètement ignorée des sciences de la communication, tout au moins en France) l'essor exagéré de la communication à base publicitaire allait-il transformer les alliances entre les médias, l'Etat et la société ; en quoi ce

phénomène allait-il participer à la réorganisation sociale d'une société de consommation sur fond d'économie de marché (socialiste) ? J'ai alors émis toutes les hypothèses nécessaires pour inscrire ces nouvelles formes de communication comme véritable accélérateur artificiel de la réorganisation de la société chinoise. L'analyse socio-économique des mutations constatées (forte marchandisation de la télévision) devait aboutir à la mise en relief - cruciale - du contrôle des nouvelles alliances entre les acteurs publicitaires (Etat, annonceurs, consommateurs, publicitaires) et les réseaux télévisuels et de télécommunication.

Après de longues recherches documentaires françaises et chinoises, j'ai mené une enquête sur place auprès de responsables chinois des plus grandes agences publicitaires du pays et de télévision, ainsi qu'auprès des instances administratives de la réglementation de la publicité en Chine. Mon but a été de recueillir des informations sur les structures (organigramme, historique, personnel, décision), en insistant également sur le processus professionnel de leurs produits (chaînes de fabrication, fonctionnement, contextes techniques) et sur les objectifs fixés (rôle, fonction). Les échanges avec les publicitaires m'ont permis l'accès à de nombreuses enquêtes statistiques sur l'audience des différents médias auprès des Chinois (urbains pour l'essentiel), l'audience de la publicité sur tous les supports, les conditions de consommation, etc. Cette première démarche relève de la socio-économie. Il m'a été possible de travailler sur des données informationnelles ou factuelles ne mettant pas en scène les barrières liées à la langue ou à la culture. Les obstacles résidaient dans le nécessaire ancrage socio-historique du pays. Des lectures et des entretiens avec des historiens de la Chine m'ont permis de vérifier mes hypothèses et d'avancer (CHEVRIER, 1991).

J'ai ensuite voulu vérifier comment l'adaptation des discours publicitaires aux normes de consommation s'est-elle opérée au fil des années depuis les réformes économiques de 1979. J'ai effectué une analyse diachronique des discours publicitaires diffusés sur les chaînes de télévision en Chine depuis le début des années quatre-vingt. J'ai voulu dépasser les seules questions d'ordre esthétique, graphique ou conceptuelle. Résultats : l'évolution du discours publicitaire a accéléré et validé les fluctuations économiques lors des périodes de propagande-publicité (1979-1982), de publicité de consommation utile (1982-1985), des pièges du modèle occidental (1985-1989), d'ouverture esthétique (1989-1992), enfin de communication publicitaire mythique (1992-2000).

Mes résultats montrent qu'en une décennie, les téléspectateurs ont découvert deux phénomènes contigus : l'essor de la publicité et l'augmentation du flot télévisuel diffusé généralement d'une manière uniforme sur l'ensemble du millier de chaînes de la télévision chinoise. Plusieurs conclusions ont été émises : les mécanismes idéologiques auxquels la lecture des feuilletons télévisés fait appel ont mis en relief le rôle des personnages et parmi eux des héros ; l'usage massif des soap-opéras à des fins propagandistes caractérise désormais la télévision chinoise ; les séries télévisées émanant des télévisions d'Etat chinoises constituent également une forme de maintien du lien social ; la dimension purgative de la réception de tels programmes (c'est-à-dire dans sa fonction déculpabilisante et rassurante) laisse à penser que les séries télévisées chinoises ont un effet de catharsis très développé ; devant la porosité des frontières en matière de télécommunication, les seules restrictions ne peuvent servir, en totalité, de protection hermétique contre la culture globale et la marchandisation de la télévision oblige en parallèle l'attraction d'une audience. Principalement, j'ai réussi (avec la modestie du propos) à mettre en exergue qu'au cœur des réformes chinoises, l'exemplarité télévisuelle accompagnait

le principe qui régit toutes les lois et les règlements des divers gouvernements. Même dans le secteur de la consommation, de nouvelles pratiques se sont ancrées dans les habitudes des Chinois. Les discours publicitaires pouvant être considérés comme l'expression des discours idéologiques dominants, les valeurs qui alimentent à travers les réformes économiques un imaginaire largement mythique assoiffé d'évasion et d'ouverture, instaurent et reflètent les fondements d'une société de consommation. J'ai alors décidé de poser une autre question : la culture publicitaire joue-t-elle un rôle de substitut idéologique ? J'ai voulu ainsi mettre en relief que le consummatisme, idéologie d'une transition obligée, avait largement rempli un vide idéologique issue de l'après-maoïsme et ce, à travers la publicité.

Ainsi, il m'a été permis d'affirmer que la Chine dont le processus de transition a orienté définitivement le pays vers une modernité marchande, participe largement à l'évolution des transformations de la communication à l'ère de la mondialisation et de la "crise du sens" qui la caractérise. A la veille de sa deuxième "révolution culturelle" qui commence à naître par l'essor du multimédia et des réseaux mondiaux (COLOMB, 2002), le pays est largement entré dans un processus irréversible de communication comme acteur fondamental de la réorganisation de la société. Ce lien social va dans le sens de la satisfaction des individus et remplit un objectif de "calme social" entre l'Etat autoritaire et la société civile.

Toutes ces conclusions ont été possibles grâce à la construction d'un corpus d'analyse. Il est temps de voir comment.

LA CONSTITUTION D'UN CORPUS DE SPOTS PUBLICITAIRES CHINOIS : RISQUES ASSUMÉS

Il a fallu tout d'abord argumenter mon choix d'analyser des spots publicitaires en leur attribuant une dimension d'objet de communication, spectacle (international) de la modernité, mais surtout comme un des discours les plus importants que constituent notre culture contemporaine (REQUENA, 1991). De même, je n'ai pas considéré que les discours pouvaient constituer une réalité textuelle dont la signification serait immanente à ces discours eux-mêmes, car dans ce cas il s'agirait d'étudier un phénomène socio-discursif complexe qui exige d'être replacé à l'intérieur de l'espace social dans lequel il est produit et perçu (BEYLOT, 2001). Ces simples précautions m'ont permis de considérer le spot publicitaire chinois comme tout autre spot publicitaire dans le monde.

Il fallait un corpus significatif. J'ai entrepris la récolte de près de 1700 spots publicitaires télévisés (de 1979 à 1994) à partir d'agences ou de télévision ainsi que des associations officielles de publicitaires lors de la cinquantaine d'entretiens menés à travers le pays. Parmi ces spots qui se ressemblaient les uns aux autres à plusieurs niveaux (typologie du produit, genre, traitement, etc.), j'ai procédé à un tri en isolant les plus représentatifs à l'aide d'une lecture flottante par un repérage arbitraire - mais intuitif - basé sur l'exhaustivité, la représentativité et la pertinence (BARDIN, 1980).

Ce premier repérage s'est réalisé en langues chinoises (voir infra les conditions de réussite d'une telle démarche). J'ai procédé alors la traduction de 350 d'entre eux (voir infra également le rôle de la traduction). Après trois lectures complètes de ces spots, j'ai rassemblé un objet construit, en constituant 26 planches de trois spots soit pour des argumentations d'ordre démonstratif (esthétique, graphisme, empreinte éducative, relation autoritaire, métonymie, etc.), soit pour une raison d'analyse socio-sémiologique (évolution diachronique du discours entre 1979 et 1992 ; discours

publicitaires et valeurs sociales).

Comme je voulais vérifier en quoi les discours publicitaires accélèrent les réformes socio-économiques de la Chine, j'ai défini le discours publicitaire comme représentation de la société, comme participant à l'organisation, par modification ou par renforcement, de ces "noyaux durs" que sont les attitudes individuelles profondes, sources de conduites et d'opinions. De même, j'ai considéré la publicité comme "lieu de production et de contrôle social", avec une double mission : promouvoir l'idéologie de la consommation et créer ainsi l'atmosphère culturelle propice à sa propagation (EWEN, 1983).

Pour cela, tout en évitant une tentative d'étude des comportements psychologiques et moraux des individus, ce qui relève davantage de l'éthologie, j'ai ensuite choisi des "noyaux de sens" (et non à partir d'une approche sémantique, linguistique ou culturelle) : "la phrase pour le mot", "la paragraphe pour le thème". Cela m'a permis de repérer des "noyaux de signification" afin d'identifier les représentations axiologiques véhiculées par les discours publicitaires. Il s'agissait de repérer des thèmes idéologiques dominants, par la recherche d'unités de contexte.

J'ai pu alors établir une analyse d'ordre axiologique des discours tenus (COLOMB, 2001). J'ai ainsi déterminé différents axes dans l'élaboration des nouvelles normes sociales au fil du temps : patriotisme, entrepreneuriat et performance, individualisme et hédonisme, culte de la richesse, règne de la famille conjugale, nouvelles formes de l'individualisme marchand, usages des nouvelles séductions féminines, etc.

Toute cette étude a permis d'illustrer combien les discours télévisuels chinois sont devenus les garants d'une nouvelle conformité sociale, économique et culturelle, et, en même temps, un outil de maintien d'une réorganisation sociale. Bien sûr cette recherche ne dit pas combien de temps les différences sociales affichées dans ces actuels discours sur l'enrichissement et la performance continueront à être acceptés par les deux tiers de Chinois, pour la plupart ruraux et dont le niveau de pauvreté reste largement significatif.

Au-delà de ces résultats, tâchons de voir ce qui, en fait, a fonctionné.

PROPOSITIONS D'UNE DÉMARCHE D'INTERCULTURALITÉ

Nous avons cerné une étude de cas, il faut maintenant dégager les soubresauts d'une problématique "plurielle". Au centre de celle-ci, se pose le repérage de quelques démarches qu'un chercheur peut adopter afin d'utiliser (à sa convenance) les méthodologies des sciences de l'information et de la communication acquises dans sa propre culture. Pour cela, je choisis d'en décrire quelques unes qui me semblent être au centre de notre débat.

Composer un corpus à base communicationnel "commun" et "construit" : démarche n°1

Chaque méthode acquise dans sa propre culture repose sur une histoire et sur des référents. Nous avons l'habitude de relier les systèmes de communication avec les Etats. Or, la notion d'Etat diffère franchement entre nos démocraties et, par exemple, l'état chinois qui repose depuis des décennies de mandarinat sur une société structurée par un esprit du "collectif". L'immense histoire culturelle de la Chine, l'éloignement géographique et philosophique de la société, la non-pratique courante d'une langue dont la structure diffère complètement de nos langues latines... auraient dû m'empêcher de m'engager dans une telle recherche (malgré mon grand intérêt pour ce pays, sa géographie et sa culture, et mes quelques activités d'amitié franco-chinoise).

Il fallait que j'arrive à me convaincre qu'en tant que chercheur en sciences de la communication, une étude sur la Chine n'était pas réservée aux seuls spécialistes de la Chine. Au début de ma recherche quelques sinologues ne m'ont pas caché leurs susceptibilités scientifique et corporatiste d'une telle ambition d'un non-sinologue de formation. Alors, la seule solution a consisté à "fabriquer" un objet commun qui puisse me valider une autorisation d'analyse, effaçant du coup des barrières jugées infranchissables par d'autres.

Comment définir un objet communicationnel commun est devenue ma préoccupation. Il a semblé clair qu'il ne pouvait s'agir que d'un corpus de la communication "moderne", c'est-à-dire acquise depuis le 19ème siècle : corpus écrits, radiophoniques, télévisuel, Internet, etc.) et dont les systèmes de production peuvent se comparer sans difficulté de compréhension culturelle. Dans mon cas, j'ai réduit mon analyse à l'industrie publicitaire télévisuelle et ses acteurs (entreprises-annonceurs, publicitaires, télévision). Dans ce registre de la communication moderne, les risques comparatifs sont moindres (exemple, la presse mexicaine et la presse française doivent pouvoir se comparer en termes de dispositifs et d'acteurs socio-économiques et politiques sans pour autant demander au chercheur un doctorat en sciences politiques mexicaines...).

Une fois ce corpus télévisuel délimité, j'ai pu appliqué les méthodes des sciences de l'information et de la communication, à savoir une approche empirique fondée sur la socio-sémiologie. Je ne pouvais en aucun cas me lancer dans l'analyse de la réception qui relève d'une approche sémio-pragmatique (cultural studies) s'appuyant pour l'essentiel sur l'étude de la manière dont les téléspectateurs s'approprient un discours télévisuel, et ce en fonction de variables socioculturelles (ODIN, ESQUENASI, 2000). Dans un tel cas, le champ de la communication risquait de ne pas être circonscrit et de formidables risques de fausses interprétations ou d'écueils pouvaient surgir (trop d'interprétations ou de raccourcis envahissent déjà la grande presse sur les sujets internationaux et laisse se propager bon nombre de fausses évidences, notamment sur la Chine).

Ayant circonscrit notre champ d'étude de corpus commun, il est temps alors de mettre en relief deux autres conditions d'une bonne démarche.

Se doter d'une "conscience intermédiaire" : démarche n°2

Comment (et doit-on) aborder l'interprétation, la comparaison ou la convergence de phénomènes abordés dans un pays étranger ? Dans le cadre de la problématique posée, toute recherche sur un corpus de langue et de culture non-maternelles nécessite un acte de traduction. Or, on le sait, la traduction n'est ni neutre, ni transparente. Le langage n'est jamais innocent, les mots ont une "mémoire seconde" qui se prolonge mystérieusement aux milieu des "significations nouvelles" (BARTHES, 1972).

Nous ne pouvons pas faire ici état des multiples réflexions épistémologiques qui traitent de la traduction. Par contre, j'en retiendrais un, celui concept de "conscience intermédiaire" proposé par quelques spécialistes de la traduction (VIDAL, 1995), afin de mieux comprendre les facteurs de réussite d'une recherche sur un corpus de langue étrangère. Cette conscience intermédiaire caractérise de manière classique l'enjeu du traducteur entre un émetteur A de langue A et un récepteur B de langue B, en tant que récepteur de langue A et émetteur de langue B et inversement.

Si l'on applique cette hypothèse à notre problématique, elle nous éclaire sur l'indispensable acquisition d'une conscience intermédiaire qui doit s'établir - via la traduction - entre un chercheur et

un corpus qui lui est étranger (l'illustration suivante s'appuie sur ma recherche sur la Chine) :

Ce corpus construit joue un double rôle, tel un "Janus" à la double identité où doit exister une coïncidence entre les deux parties, le chercheur et le corpus étranger (avec son contexte, sa langue et sa culture). Cela nous amène aussi à l'art de la "réexpression" que certains (Delisle, 1984) n'hésitent pas à attribuer au travail de traducteur (et non à celui du "transcodeur"). C'est ce qui fait dire par exemple, que le lecteur anglophone, qu'il l'accepte ou non, ne lit pas du Proust, mais du C.K.Scott, ni du Flaubert mais du A.Russel. De même, les Chinois ne lisent pas le célèbre roman Jean-Christophe de Romain Rolland, mais la réexpression de son traducteur et ami Fu Lei, vénéré par la plupart des lecteurs Chinois.

C'est pourquoi que le chercheur doit avoir une relation "impliquée" avec la traduction, avec le corpus. L'"écart culturel" qui peut subsister dans la traduction ou dans le corpus (souvent considéré inéluctable et fatal), doit alors être exploité afin d'atteindre une situation optimale dans laquelle la confrontation des deux cultures puisse enrichir l'un et l'autre des systèmes concernés. Cela dépend du rapport de force qui s'installe entre la culture originaire et la culture destinataire. La médiation qui va s'installer dépend alors de la capacité d'"être l'autre". Pour illustration, une des manières de vérifier la pertinence d'une étude sur un corpus international consiste, soit à en contrôler le retour (feed-back) de la part de chercheurs étrangers (Chinois pour moi par exemple), soit, dans l'idéal, à travailler ensemble. Dans les deux cas, une telle recherche sur un corpus construit doit aussi éclairer le monde analysé.

C'est le rôle de la conscience intermédiaire qui permet d'instaurer un dialogue.

Eviter le comparatisme pour aller vers une "altérité empathique" : démarche n°3

Quelle est la place du chercheur lorsqu'il se trouve en situation d'"extérieur" aux mécanismes qu'il analyse ? Quels sont les degrés d'implication à mettre en place pour "oser" aborder un phénomène "étranger" ? Autrement dit comment peut-on parler "de loin" d'un système de communication d'un pays étranger ? Cette série de questions trouve tout d'abord des réponses dans les conditions décrites ci-dessus, délimitant ainsi un champ de recherche compatible avec les méthodes de sciences de l'information et de la communication, en calibrant un corpus construit commun.

Maintenant, si poser la question "des autres" c'est déjà une manière de "dire l'identité", c'est alors dans ce cas, travailler sur l'altérité. Je voudrais ici soulever un dernier volet de mon intervention. En effet, lors des nombreux échanges au sein de notre communauté de chercheurs, je n'ai pas encore suffisamment trouvé de réflexions sur les relations avec l'"autre" que nous devons bâtir en tant que chercheur. Cette fois, c'est la qualité de l'altérité est au centre du débat.

Le sentiment que je souhaite exprimer veut montrer qu'une recherche comme celle qui m'a animé et qui m'anime encore aujourd'hui semblait présenter au départ toute une série d'handicaps, aux yeux d'une méthodologie occidentale, souvent parée d'égoïsme et aux dimensions hypertrophiées. Or, une approche philosophique de la sinologie me rappela - à temps - la "nécessité de sortir de l'utopie" (à propos de la vision de la Chine) pour entrer dans ce que Foucault appelait "l'hétérotopie" (JULLIEN, 1986). Je savais déjà intuitivement que je n'arriverais pas à bâtir un objet "fiable" comme on peut le faire à l'intérieur de son pays, et que seule une volonté farouche d'entrer dans le monde chinois avec une totale écoute et acceptation de l'autre (ne pas regarder de l'extérieur, c'est-à-dire depuis l'occident, mais de l'intérieur, c'est-à-dire en entrant dans la mentalité chinoise), m'a permis de transformer ces handicaps en atouts heuristiques (tout au moins ai-je essayé !).

D'une manière générale, peut-on isoler des invariants dans la manière de rencontrer

l'autre, dans sa façon de l'imaginer ? Pour illustrer cette troisième condition sine qua non à toute ambition de recherche dans ce domaine international, on peut identifier les différents niveaux de qualité des "relations communicationnelles" que l'on peut établir avec l'objet d'analyse, comme avec l'"autre monde" (FERNANDEZ, 2000). Le degré d'implication du chercheur et la nature du contrat de confiance qu'il va établir auprès de ses rencontres ou de ses corpus vont, soit faciliter la recherche, soit l'altérer.

Commençons par la combinaison la plus dangereuse, celle d'une dimension relationnelle habillée d'une distinction - méfiance. C'est l'"altérité du rejet" ; l'autre n'existe que dans un principe de soumission. Les valeurs d'une supériorité sont mis en exergue au détriment de l'échange. Cela relève de l'investigation ethnocentrique, une attitude loin de nos préoccupations.

Si, comme dans de nombreux cas, la dimension relationnelle revête d'une implication - méfiance, par le simple fait que le chercheur se considère comme un pionnier dans sa recherche, l'approche relève alors d'une "altérité de conquête". Cette fois, on observe l'autre avec un esprit méfiant et souvent doté d'un degré de supériorité.

Si la dimension relationnelle instaurée relève de distanciation - confiance, état qui arrive souvent par le fait même des hasards de la recherche qui peut amener un chercheur à s'intéresser à une situation d'un pays sans en être vraiment passionné. Dans ce cas, le contact existe et la médiation est possible, elle permet d'établir un pont entre soi et l'autre, une rencontre. Un terrain d'entente semble possible mais une distance subsiste et la compréhension de l'autre n'est pas complète. Cette situation doit certainement correspondre à une grande majorité des cas.

Si la dimension relationnelle est de type implication - confiance, ce qui correspond à une véritable volonté de s'impliquer dans la connaissance du pays "autre", le chercheur est, dans ce cas, habité d'une observation dotée d'une "altérité empathique". Il peut alors s'établir une observation de l'intérieur, ce qui va dans le sens de la compréhension collée au plus près des réalités observées. C'est certainement l'idéal à atteindre.

L'idée soulevée ici souligne qu'on ne peut pas distinguer les réflexions d'ordre méthodologique sans les relier avec la dimension communicationnelle du chercheur dans ses capacités, ses compétences et son caractère à la relation à l'autre, à l'étranger et au "différent". Si un chercheur travaille sur un domaine étranger pour la première fois, sans avoir de relation étroite, continue et sincères, il pourra difficilement engendrer une véritable relation interculturelle. Il lui sera alors difficile de se dégager d'une mono-culture pour entrer dans un dialogue interculturel.

En résumé, nous pouvons penser que le chercheur en sciences de l'information et de la communication doit trouver un équilibre entre une stérile délimitation corporatiste du champ de compétences (telles, par exemple, celles que la sinologie revendique), et un accès de plus en plus aisé aux informations (phénomène grandissant par le piège de l'accélération du traitement de l'information). C'est un équilibre difficile à atteindre. Tel l'équilibre atteint à travers le regard du travail d'une sinologue sino-française (CHENG, 1997), qui, par sa double racine, née d'une existence baignée dans une langue et une culture chinoises depuis sa naissance et une "formation intellectuelle bien française à l'Ecole de la République", s'est interrogée sur l'engagement dans son travail de sinologie qui, à l'accoutumée, réside comme celui "d'un spécialiste qui prend la Chine comme objet d'étude". Elle met en surface les possibles crispations identitaires qui subsistent.

Cette dernière démarche d'altérité empathique ne relève pas d'un apprentissage formel, mais plutôt d'un enrichissement et d'une ouverture scientifique et humaine qui

mettent à l'épreuve nos certitudes méthodologiques.

MOUVEMENT DE LA RECHERCHE ET DIALOGUE INTERCULTUREL (ÉLÉMENTS DE CONCLUSION PROVISOIRE)

L'évolution de la mondialisation des cultures, d'une part, et celle des phénomènes de communication qui s'y rapportent, d'autre part, exigent donc une rapide adaptation de nos méthodes et de nos sujets de recherche de manière à ne pas grandir un fossé déjà existant entre les différentes réalités du monde que l'on ne peut jamais - par définition - décrire, raconter ou contrôler, et les perceptions partielles de ces réalités à travers le filtre de la communication et de ses enjeux que les sciences de l'information et de la communication souhaitent mettre en exergue. Cela nécessite peut-être d'éclairer "autrement" nos esprits scientifiques en les dotant d'un "sixième" sens, celui de la relation Je reprendrais bien le propos d'Anne Cheng qui propose que la pensée est cheminement et en mouvement : "penser, ce n'est pas (seulement) décrire, analyser, théoriser, mais c'est accompagner, sustenter, nourrir le mouvement de la vie...".

Ainsi, la notion même d'Altérité disparaît. Or, les sciences de l'information et de la communication doivent reposer sur les atouts d'un pragmatisme permettant ainsi la mise en scène d'une approche empirique, d'une enquête, d'un milieu ou d'un corpus. Cette finalité n'a alors de sens que si l'acte même du chercheur participe au développement du corpus analysé, une sorte de "mouvement" dans la recherche. Maintenant il reste à vérifier si cela correspond à des interrogations ou des constats partagés entre chercheurs d'origine et de contexte différents. Un inventaire des situations de recherche internationales analogues ainsi qu'une typologie des risques épistémologiques encourus devient incontournable.

ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

BARTHES, R., *Le degré zéro de l'écriture*, Paris, Le Seuil, 1972.

BEYLOT, P., "Pour une pragmatique des discours télévisuels", in *Actes du 12^e Congrès national des sciences de l'information et la communication, Emergence et*
BARDIN, L., *Analyse de contenu*, Paris, PUF, *Le psychologue*, 1980.
continuité dans les recherches en information et communication, Paris, Unesco, 2001.

CHENG, A., *Histoire de la pensée chinoise*, Paris, Le Seuil, 1997.

CHEVRIER, Y., "Une société infirme : la société chinoise dans la transition modernisatrice", in *La société chinoise après Mao*, AUBERT C. et alii, Paris, Fayard, pp. 229 à 315.

COLOMB, D., "Publicité télévisuelle et nouvelles valeurs en Chine", in
BEILLEVAIRE, P., HONORE, J.-P. (sous la direction), *Discours d'Asie : Identités et ruptures*, *Revue Mots n°66, Les langages du politique*, Lyon, ENS Editions, 2001, pp. 90 à 107.

COLOMB, D., "La relation équivoque de la Chine avec Internet", in MATTELART, T.

(sous la direction), *La mondialisation des médias contre la censure. Tiers Monde et audiovisuel sans frontières*, Paris, INA, parution 2002.

COLOMB, D., "Publicité et ressemblance", in ZHENG L.-H., XU Z.-H., *Entreprise et Communication (Actes du 2ème séminaire franco-chinois de Canton, juin 2000)*, HongKong, Editions Qaille, 2001, pp. 209 à 218.

COLOMB, D., "Communication publicitaire télévisuelle et consommation en Chine: nouveaux discours, nouvelles valeurs", in DESJEUX, D., ZHENG L.-H., *Chine-France, Approches interculturelles en économie, littérature, pédagogie, philosophie et sciences humaines (Actes du 1er séminaire franco-chinois de Canton, mai 1998)*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp. 269 à 275.

COLOMB, D., "L'essor de la communication en Chine. Publicité et Télévision au service de l'économie socialiste de marché", Paris, L'Harmattan (collection Champs Visuels), 1997.

COLOMB, D., *Communication et Société en transition : Les développements de la publicité dans la Chine contemporaine (1978-1993)*, Thèse de doctorat s/dir. de thèse MIEGE, B., Université Stendhal - Grenoble 3, 1994.

DELISLE, J., *L'analyse du discours comme méthode de traduction. Théorie et Pratique*, Ottawa, Editions de l'université d'Ottawa, 1984.

EWEN, S., *Consciences sous influences, Publicité et genèse de la société de consommation. Réseau Champ Urbain*, Paris, Aubier-Montaigne, 1983.

FERNANDEZ, B., "De l'expérience interculturelle, les enjeux éducatifs d'un objet de connaissances", in ZHENG L.-H., *Chine-France Approches interculturelles en économie, littérature, pédagogie, philosophie et sciences humaines*, L'Harmattan, Paris, 2000, pp. 283 à 289.

JULLIEN, F., *Le plus long détour. De la sinologie comme discipline occidentale*, Paris, Seuil, 1986.

ODIN, R., ESQUENAZI, J.-P., "La question du public. Approche sémio-pragmatique" in *Réseaux n°99*, Hermès Sciences Publications, 2000.

REQUENA, J.-G., MONTANDON, A., PERRIN, A., *Spots Télé(vision), Analyses théoriques et pragmatiques*, Lyon, Ed. Césura, 1991.

VIDAL, B., *Communication, Traduction et transparence : de l'altérité du traducteur*, Université McGill, Montréal, 1995.

TRANSICION, REFORMA DEL ESTADO Y MEDIOS DE COMUNICACION EN MEXICO

Dr. Javier Esteinou Madrid

PALABRAS CLAVES

Transición, Modelos de Comunicación, Democracia, Cambio Político y Sociedad Civil.

ABSTRACT

Al final del siglo XX los medios de información colectivos se han convertido en el centro del poder contemporáneo de nuestra nación. Es por ello, que en los espacios cotidianos de las relaciones simbólicas que permanentemente producen los aparatos cotidianos de comunicación entre emisores y colectividades, es donde diariamente se construye o destruye al Estado y a la sociedad mexicana. Sin embargo, aunque los medios de información se han convertido en el primer poder, su operación ha quedado históricamente muy descuidada por el Estado mexicano y la sociedad civil. Es por ello, que ahora es necesario crear otro proyecto colectivo de comunicación social ciudadano que permita democratizar a la sociedad mexicana. De aquí, la enorme importancia que la sociedad civil presione al gobierno y al Congreso de la Unión para que reglamenten con gran profundidad la operación de dichos medios de comunicación, pues en última instancia no se está legislando sobre simples instituciones de esparcimiento, diversión o información; sino sobre un fenómeno central de transformación y ampliación cotidiana de la estructura del Estado Mexicano y de la conciencia nacional.

I.- LOS MEDIOS DE INFORMACION COLECTIVOS COMO CENTRO DEL PODER CONTEMPORANEO.

Debido a las nuevas capacidades tecnológico-materiales que durante el siglo XX y principios del siglo XXI conquistaron los medios de información colectivos, especialmente los electrónicos y a las transformaciones urbano políticas que se dieron; éstos se convirtieron en el centro del poder ideológico y político contemporáneo de nuestra nación. En este sentido, de haber sido instrumentos de difusión relevantes en 1960 en México, de transformarse en instituciones importantes de socialización en 1970 y de convertirse en el *cuarto poder* político a partir de 1980; al principio del 2000 se transformaron en el vértice del poder actual. Es decir, ya no solo son simples instituciones importantes de información o el *cuarto poder*, sino que ahora se han convertido en el "Primer Poder" ideológico que existe en nuestra sociedad.

Con la conquista de estas propiedades socio-tecnológico-político-materiales los medios de información se han convertido en las extensiones del hombre y de las instituciones y en consecuencia han construido una nueva zona de acción social: el espacio virtual. Así, el espacio público comprendido como el territorio libre, abierto y autónomo donde participan los individuos, los grupos y las instituciones según sus intereses y necesidades, se transformó sustancialmente con la existencia de los medios de información originando nuevas esferas públicas. En este sentido, la revolución tecnológica de los medios de información los convirtió en las herramientas básicas para construir lo *público* y actuar sobre la *cosa pública*.

Con la acción de las tecnologías de información surgió una nueva franja de interacción social donde se produjeron fenómenos de ampliación y extensión de las personas, los grupos, las instituciones y del Estado dando origen en México a la Sociedad Extensa. La expansión de esta realidad mediática modificó la estructura y frontera del Estado mexicano y

de la cultura nacional creando una nuevo tejido en la esfera del poder que generó al Estado Mexicano Ampliado (1). Con ello, surgió el Estado mediático que se caracteriza por ejecutar sus tradicionales funciones de dirección y gobernabilidad, vía los medios de información como brazos o prótesis de expansión de su capacidades de orden, administración, educación y de dirección.

De esta forma, se creó, cada vez mas, una sociedad mediática que produjo una nueva atmósfera cultural colectiva de naturaleza virtual que ocasionó que el conjunto de las principales instituciones de gobernabilidad, ahora funcionen a distancia por intermediación de los canales de información, especialmente electrónicos y las nuevas tecnologías de información. En este sentido, la casi totalidad de las instituciones tradicionales como son la escuela, los partidos políticos, el Congreso, la iglesia, las secretarías de Estado, las empresas, los órganos de gobierno, los movimientos sociales, las dinámicas comunitarias, etc. buscan proyectarse y ampliarse vía los medios de información, asumiendo las reglas mediáticas que imponen estos, ya que lo que no aparece en los medios muy difícilmente existe en la conciencia colectiva: Los medios se convirtieron en el epicentro cultural, ideológico y espiritual de la sociedad mexicana de principios del nuevo milenio.

Con ello, el funcionamiento de los medios atravesó la operación práctica de todas las instituciones sociales básicas para la dirección del país, al grado que han substituido en algunos periodos o reubicado en otros, a los órganos de administración social mas débiles o que están en crisis de funcionamiento y legitimación. Por ejemplo, ante la baja de credibilidad de la población en los partidos políticos, los órganos públicos y las iglesias; la capacidad persuasiva y seductora de los medios ha construido nuevas credibilidades y hegemonías basadas en estrategias de seducción de mercado cuyo termómetro de éxito ha sido el raiting. Incluso en el periodo de transición a la democracia, donde se han movido las viejas estructuras de orden y control para dar paso a la apertura social, ante la falta de una nueva política de dirección nacional eficiente, gradualmente los medios de información han ocupado los espacios que ha dejado el acotamiento del poder unipersonal del Poder Ejecutivo (2). Así, en la vida cotidiana el poder mediático de los medios cada vez más substituyó a la política y se transformaron en los representantes de la voz y la opinión de la sociedad, cuya tutela se confirma diariamente con la aplicación de las encuestas de opinión que realizan estos y que ha dado origen a la sondeocracia electrónica que se promueve intensivamente como la nueva forma de participación y democracia colectiva.

De esta manera, en los espacios cotidianos de relación simbólica que permanentemente producen los aparatos cotidianos de comunicación entre emisores y colectividades, es la principal arena social donde diariamente se construye o destruye, mental y afectivamente, a la sociedad mexicana y al Estado. Por consiguiente, podemos afirmar que en la sociedad mexicana del 2000, cada vez mas, las batallas políticas o sociales se ganan o pierden en los medios de comunicación colectivos y no en otras áreas de las contiendas sociales. Con ello, a principios del tercer milenio la hegemonía social, es decir el principal trabajo masivo de convencimiento, asentimiento y dirección social, se logra pacíficamente vía los medios de comunicación colectiva y no mediante otros aparatos ideológicos de la gobernabilidad. Los medios y su producción simbólico cultural, se convirtieron en el principal cemento eficiente que articula o desarticula cotidianamente a los grupos sociales.

En éste sentido, la construcción o destrucción de la realidad masiva cotidiana, es decir, de lo que existe o no existe, de lo que es bueno o es malo, de lo que hay que recordar o hay que olvidar, de lo que es importante o no, de lo que es verdad o es mentira, de lo que es visible o invisible, de lo que son valores o antivalores, de lo que es la opinión pública o de lo que no es, de lo que es virtuoso o no, de lo que hay que hablar o hay que silenciar, de lo que hay

que admirar o rechazar, de lo que es el éxito o el fracaso, etc, se elabora, cada vez más, especialmente en las grandes ciudades, desde los medios colectivos de difusión.

Así, el peso de los canales de información masiva es tan acentuado sobre la conformación mental de la sociedad que podemos decir que la realidad no son los medios de información, pero los medios contribuyen sustancialmente a construir la realidad central que reconoce la mayoría de la población. No son la política, pero hoy día no se puede hacer política sin la acción persuasiva de los sistemas de información colectivos. No son el aparato jurídico, pero hoy día los medios se han convertido en los tribunales electrónicos que linchan o absuelven a las figuras públicas antes de que el Estado recurra a los procesos constitucionales de oficio. No son los partidos políticos pero producen el mayor caudillismo electrónico que toda la capacidad proselitista directa que realizan las organizaciones políticas. No son la única fuerza de modelación social, pero ellos nos orientan mentalmente para ver fundamentalmente hacia el Norte y no hacia el sur del continente. No son la economía, pero ninguna economía contemporánea puede funcionar sin la cultura de consumo que producen los medios de información, vía su práctica publicitaria. No son la moral, pero ellos indican que se puede tolerar y que se puede reprimir. No son los sentimientos, pero en la actualidad el campo emocional de los grandes grupos se mueve al ritmo de la programación de los medios. No son la geografía, pero hoy aprendemos las coordenadas geográficas fundamentales a través de la programación de los medios. No son el pensamiento, pero nos dicen sobre que pensar y como pensar. No son la memoria del país, pero hoy día la agenda del recuerdo social cotidiana se construye progresivamente desde los medios de difusión de masas. No son la imaginación, pero son las instituciones con mayor capacidad simbólica para crear y reproducir los imaginarios sociales. No son la dinámica social, pero los conglomerados humanos se articulan o desarticulan a partir de la información que distribuyen los medios. No son la historia, pero ellos reconstruyen la historia central de las naciones, etc. En pocas palabras, son como el oxígeno, no lo son todo pero sin la presencia de este no puede existir la vida.

En una idea, a partir de las grande capacidades de información, persuasión y movilización que han conquistado sobre los campos de conciencia de los auditorios a principios del siglo XXI, el poder de los medios es tal que se han convertido en los Nuevos Príncipes del Estado Moderno que definen lo que existe y lo que no existe y la forma como subsiste. Así, los contenidos, las verdades e ideologías mediáticas, cada vez mas, han substituido al resto de las verdades sociales, incluyendo a las jurídicas, culturales, éticas y morales.

II.- CONTROL Y PARTICIPACION EN LOS MEDIOS DE COMUNICACION.

Sin embargo, pese a que a principios del siglo XXI los medios de información gradualmente se han convertido en el centro del poder contemporáneo, la participación de los movimientos sociales mexicanos, vía estos se centra con mayor fuerza en los medios impresos y se cierra casi por completo en los canales electrónicos, particularmente, audiovisuales. Esta situación ha alcanzado su mayor esplendor en el caso de la televisión mexicana, tanto pública como privada, pues es el medio que mas ha llegado a ser monopolizado por el poder nacional al grado de que vía este se ha construido otro proyecto cultural contrario al proyecto de los grandes grupos que sostienen nuestra nación.

Así, observamos que no obstante que en la actualidad la sociedad mexicana ya ha llegado a alcanzar los 110 millones de habitantes, y pese a que, en última instancia, los grupos básicos que sostienen a nuestra nación son los que financian el funcionamiento de la televisión; confirmamos que la mayor parte de estos sectores básicos no tienen acceso para participar dentro de este medio de comunicación para exponer colectivamente sus necesidades e incorporarse a los procesos de gestión pública del país vía esta tecnología cultural. En este sentido, constatamos, por ejemplo que las organizaciones campesinas, los sindicatos los partidos políticos, los numerosos grupos indígenas, los movimientos

ecologistas, los sectores magisteriales, los organismos no gubernamentales, las iglesias, los productores agropecuarios, la mayoría de las universidades o centros de educación superior, los transportistas, los grupos de amas de casas, las asociaciones de padres de familia, los grupos de colonos, los estudiantes, los profesionistas, etc. no disponen de espacios en las pantallas para plantear y discutir sus problemáticas particulares.

Incluso este marginamiento llegó a tales extremos históricos que “pese a que el Congreso de la Unión es el corazón político del país, pues los principales asuntos públicos cruzan por éste y a que desde el origen de la radio y la televisión el Estado mexicano contó con recursos tecnológicos y espaciales para dotar de medios de comunicación propios al Poder Legislativo; fue hasta el 28 de agosto del 2000, es decir, setenta años después del surgimiento de la radio y cincuenta años posteriores al nacimiento de la televisión en México, cuando el Congreso inauguró su propio Canal de Televisión” (3).

Por otra parte, paradójicamente, mientras los grupos sociales no tuvieron acceso a la participación en los medios de comunicación, la distribución desigual de acceso a los mismos, permitió que de marzo a junio del 2002, Televisa pudiera utilizar 3 canales del sistema Sky para transmitir las 24 horas del día la programación completa de telebasura frívola, insustancial y vacía de la serie Big Brother durante 3 meses y medio. Esta realidad de discrecionalidad y desigualdad de la vieja clase política llegó a su extremo de desvergüenza y abuso cuando ante la iniciativa del Congreso de la Unión en el 2002 de suprimir o reducir los 260 millones de pesos al año que costó sostener la pensión vitalicia de los 5 ex presidentes, el Ex Mandatario José López Portillo (1978-1982) propuso que “el Estado ofreciera concesiones de radio y televisión a los ex presidentes para que no tengan que depender del fisco. Otorgar cosas que producen y generan riqueza, pero que no le cuestan al pueblo de México” (4).

Por ello, podemos decir que los medios electrónicos, especialmente, la televisión funcionan como cerebro colectivo divorciado de las necesidades de nuestro cuerpo social, porque mientras vivimos cotidianamente una profunda crisis socioeconómica, que está por convertirse en severo conflicto político, la televisión nos orienta a pensar, prioritariamente, en el triple eje cultural del consumo, los deportes y las ideologías del espectáculo; y sólo ocasionalmente nos conduce a reflexionar y sentir los problemas centrales de nuestra sociedad. En una idea, la problemática nacional no pasa sustantivamente por los medios electrónicos lo cual, ha provocado la existencia de un modelo de funcionamiento esquizofrénico entre lo que difunde e inculca la programación televisiva y las necesidades o realidades que viven cotidianamente los grupos mayoritarios de la sociedad mexicana.

De esta manera, podemos afirmar que como en un acto de magia que se lleva a cabo ante los ojos de todos y el estupor de unos cuantos, desde hace tres décadas a la fecha, los medios electrónicos y particularmente la televisión continúan realizando la hazaña verdaderamente fantástica de ocultarle su país a los mexicanos y mostrándoles otra nación que nada tiene que ver con ellos (5).

III.- EL MODELO DE COMUNICACION PARA LOS JODIDOS.

A partir de las grandes condicionantes de control histórico aplicados al funcionamiento de los medios de información en México, se construyó por décadas en el país un modelo dominante de comunicación que se caracterizó por ser monopolístico (Duopolístico); vertical; concentrado; unidireccional; hermético; elitista; discrecional; autoritario; excluyente de los grandes grupos sociales; cancelador del Derecho a la Información; no impulsor de la libertad de expresión sino de la libertad de empresa; promotor de la difusión de la información y de la dinámica de la comunicación; negador de los derechos comunicativos elementales de los ciudadanos; fomentador de la dinámica de mercado y no del servicio público; promotor de

una programación basada en el cuádruple eje constituido por los espectáculos, el consumo, los deportes y la información light y no en el análisis y la discusión de los grandes problemas de la agenda nacional; finalmente, dio voz y participación a una minoría y silencio u olvido para la mayoría social.

La presencia de este modelo de comunicación fue una pieza estructural fundamental que colaboró de forma sustancial a conservar por más de 7 décadas al viejo régimen político en el país. Así, durante el siglo XX en México, el modelo de comunicación, el modelo de gobernabilidad vertical del Partido Revolucionario Institucional (PRI) y el modelo de antigua clase política, vía complicidades, secrecías y canonjías, siempre fueron de la mano para conservar el sistema político autoritario más largo de la historia del México moderno.

Las consecuencias del impacto político, social y cultural de dicho modelo de información alcanzó su mayor claridad cuando el intelectual Carlos Monsivais declaró en los años 80s. “que en México el verdadero Ministerio de Educación era Televisa y no la Secretaría de Educación Pública (SEP) y que gracias a la programación de la televisión mexicana ya habían nacido varias generaciones de norteamericanos en México”. Esta realidad obtuvo su culmen de expresión despótica cuando Don Emilio Azcárraga Milmo, Presidente y accionista mayoritario de Televisa, externó en 1993 que “estamos en el negocio del entretenimiento y de la información, y podemos educar, pero fundamentalmente entretener ... México es una clase modesta muy jodida, que no va a salir de jodida, por lo tanto, Televisa hacia televisión para los jodidos, pues México era un país de jodidos ...” (6). De ésta forma, durante muchos sexenios surgió en el país el Modelo de Comunicación Para los Jodidos cuya esencia, con distintos matices, adaptaciones y características, fue el prototipo informativo que, en mayor o menor grado, también siguieron y aplicaron las otras instituciones comerciales de televisión en la República..

A su vez, el Estado Mexicano de los últimos 40 años aportó su cuota de cinismo, manipulación y prepotencia para conservar dicho Modelo de Comunicación Para los Jodidos al no reglamentar durante tres décadas el Derecho a la Información, ni incorporar ninguna de las miles de propuestas planteadas en los foros populares, las consultas públicas y los espacios ciudadanos de discusión organizados por los gobiernos en turno para examinar y transformar el proyecto de comunicación de la República y crear los Planes Sexenales de Desarrollo en ésta materia. En todos ellos, se concluyó con la frase célebre de “no encontrarle en términos comunicativos la cuadratura al círculo” y en otros momentos argumentar que “reglamentar el Derecho a la Información conllevaría más riesgos que beneficios”.

En síntesis, podemos decir que al funcionar como primer poder, los medios se convirtieron en las extensiones de punta del poder que los controla y no en la ampliación del poder de toda la sociedad que los financió y que sólo recibió sus consecuencias mediáticas por decenios. Los medios se transformaron en el monopolio del poder que generó una mediocracia que durante muchas décadas contribuyó sustancialmente a producir un país de siervos obedientes y no pensantes y actuantes críticos.

La hermética estructura de control de los medios ocasionó, cada vez más, que las políticas públicas, se elaboraran desde los criterios e intereses privados y no desde las dinámicas colectivas. En este sentido, en nuestro país las necesidades de la reproducción del gran capital y los motivos del viejo poder fueron el marco desde dónde se reprodujo cotidianamente lo colectivo y lo público. Así, abiertamente frente a nuestras narices, durante varias décadas, el espacio público generado por los medios electrónicos se privatizó, transformando lentamente lo privado en público y lo público en privado, adquiriendo lo público las características de una mercancía más regida por las leyes del marketing.

Con la magna concentración de poder que lograron los canales de información en México, gradualmente construyeron un Estado dentro del Estado tradicional que permitió que ampliaran sus concesiones de fuerza e influencia. Así, mientras la estructura de la comunicación social se convirtió en el primer poder que vigila, juzga y fiscaliza todas las áreas del funcionamiento de nuestra sociedad, especialmente del Estado-Gobierno; al mismo tiempo es el único poder autocrático que en la práctica política permanece sin ser supervisado a fondo por el interés colectivo y cada vez más, se propuso la autorregulación como herramienta básica para el acotamiento de los medios y no la ley como reflejo elemental del interés social. Con ello, se realizaron múltiples grados de impunidad desde estos ante la ciudadanía sin que exista eficientes límites contenedores que los acoten. De esta forma, durante décadas nos enfrentamos a la existencia de un cerebro colectivo, cada vez más, privatizado y mercantilizado, desvinculado del abordamiento de los grandes problemas nacionales, que controló y dirigió al resto del cuerpo social.

Toda esta realidad histórica se fortaleció más a partir de los años 80s. con la aplicación del modelo de comunicación-mercado que fomentó el proceso de apertura, modernización y globalización de México, ocasionando una grave crisis cultural y moral de nuestra sociedad.

IV.- LA TRANSICION POLITICA A LA DEMOCRACIA Y LA REFORMA COMUNICACIONAL DEL ESTADO MEXICANO.

Con la esencia renovada y modernizada del “*Modelo de Comunicación Para los Jodidos*”, México terminó el siglo XX e inició el siglo XXI. Sin embargo, el 2 de julio del 2000 la sociedad mexicana votó por un cambio en el modelo político, económico y social; pero también por una transformación de las estructuras comunicativas. Es decir, con este cambio de dirección política la sociedad mexicana también eligió la vía de edificar otro modelo de comunicación que permita la creación de un Nuevo Orden Comunicativo nacional que rescate los derechos de comunicación básicos de la ciudadanía, que posibilite la participación comunicativa de los grandes grupos sociales y que aporte nuevos equilibrios informativos para la sobrevivencia social.

Por ello, la transformación del sistema político mexicano que se dio después de 70 años con la transición pacífica a la democracia, ahora requiere para su consolidación, no sólo la modificación de las arcaicas estructuras de la gobernabilidad del viejo Estado que operaron durante mucho tiempo hasta llevarnos al caos social; sino que además exige la modificación del actual sistema cerrado, vertical, viciado y autoritario de comunicación nacional, que dominó en las últimas décadas. Esto es, el proceso de construcción de la democracia en México no se puede alcanzar sin la profunda democratización de los medios de información colectivos: Democracia social es sinónimo de apertura y pluralidad de los canales de información, por consiguiente, no puede existir democracia, si no existen sistemas de comunicación democráticos.

En la actualidad, no puede edificarse un gobierno moderno y avanzado, sin la transformación democrática e integral de sus instituciones de cultura y medios de comunicación colectivos, ya que es a través de ellos, como se realiza cotidianamente la principal forma de conducción, organización y participación colectiva en comunidad. Es desde la democratización del sistema mediático como se puede reconstruir de manera principal el tejido democrático y participativo de la sociedad. El viejo Modelo de Comunicación Para los Jodidos es un lastre fundamental que impide el crecimiento y avance de la sociedad mexicana. Hoy, es la hora del nuevo México comunicativo y no frívolo.

El mecanismo central para elaborar un nuevo modelo de comunicación nacional y democratizar a los medios de información, pasa necesariamente por la realización de la

reforma integral del Estado mexicano. Por ello, para reformar al Estado en materia de comunicación, ciudanizar los medios de información en México y dar, a través de éstos, algunas salidas de participación a los grandes grupos sociales; es indispensable, modificar el viejo pacto social de comunicación unilateral, hermético, obsoleto y discrecional que existió entre el Estado mexicano y los concesionarios de los medios de comunicación y que sirvió de base para consolidar durante tres cuartas partes del siglo XX al decadente régimen político anterior. Ahora, es necesario construir, mediante la reforma del Estado, una nueva relación trilateral (Estado, concesionarios y sociedad) de naturaleza abierta, democrática, plural, equilibrada e incluyente que permita que los ciudadanos participen colectivamente, mediante éstos, para contribuir a enriquecer el espacio público (espectro político-cultural) de nuestra nación y que permita crear una cultura civilizatoria superior que nos permita sobrevivir pacífica y humanamente en nuestro país.

Para avanzar en la reforma del Estado el gobierno y la sociedad civil deben edificar otro orden de comunicación a través de la creación de un nuevo modelo de comunicación nacional que permita la participación social de los grandes grupos y aporte nuevos equilibrios para la sobrevivencia social. Dicho modelo de comunicación se debe caracterizar por ser democrático y no autoritario; plural y no excluyente; transparente y no discrecional; regional y no concentrado; multidireccional y no vertical; que construya esfera pública y no sólo zonas de acción privadas; promotor del Derecho a la Información y no sólo fomentador de la conquista de nuevos auditorios; que promueva los procesos de comunicación y no sólo de información; que genere una sociedad emisora y no sólo receptora de mensajes; que aplique el derecho de réplica y no la manipulación de la información; que respalde la libertad de información y no sólo la libertad de empresa; que incluya las figuras jurídicas de Ombudsman y no sólo los voluntarismos temperamentales de los conductores; que respete la dignidad de las personas, su honor, su honra y su intimidad y que no utilice a los individuos para exhibirlos como mercancías para obtener más raiting, como fue el caso de los talk shows o Big Brother; que forme ciudadanos y no sólo espectadores o consumidores consuetudinarios; que permita la expresión de todos los sectores fundamentales de nuestra sociedad y no sólo de un grupo privilegiado; que promueva el pensamiento, la discusión y la crítica y no la frívola cultura light; que sea independiente e incluso contestatario al poder y no que refuerce el status quo de la dominación; que cree un nuevo estado de derecho comunicacional para todos y no sólo relaciones privilegiadas de influencias informativas, que destaque el servicio público y no sólo la dinámica de mercado; que mantenga una responsabilidad social y no una conducta de oportunismo informativo; que sea multiétnico y multicultural y no elitista; que convierta a los medios en medios y no en fines, etc., en una idea, que construya democracia, ciudadanía y nuevas bases civilizatorias para sobrevivir y no meros espectáculos o fugas de la realidad

Es por ello, que en este nuevo gobierno de transición a la democracia es necesario repensar que hacer en términos políticos para reformar al Estado mexicano en su dimensión ético-cultural y crear otro proyecto colectivo de comunicación social que si rescate el espíritu de democratización de la sociedad mexicana. Por ello, para avanzar en la reforma del Estado mexicano en materia de información y construir una Nueva Política de Comunicación Nacional se deben edificar, como mínimo, los siguientes cimientos que contribuyan a refundar comunicacionalmente al Estado Mexicano:

1.- Para vivir con paz, democracia y justicia la sociedad mexicana del siglo XXI requiere construir un Nuevo Orden Comunicativo Nacional que supere el viejo Modelo de Información para los Jodidos que no le da viabilidad al país, pues es un proyecto excluyente y no incluyente de las mayorías sociales y evita la maduración y el avance de nuestra sociedad.

2.- Para construir el Nuevo Orden Comunicativo, es necesario que el Estado rescate su función rectora en el campo de la comunicación que ha abandonado o renunciado a

ejercerla desde hace algunas décadas, para delegarla a las fuerzas del mercado o a los grandes intereses políticos y privados.

3.- La forma para concretizar este Nuevo Orden Comunicativo será a través de la elaboración de un moderno marco normativo que delimite las vías equilibradas para que el espacio público que construyan los medios sea de naturaleza abierta y no cerrada; competitiva y no monopólica.

4.- La esencia del contenido de este nuevo marco normativo sobre radio y televisión debe reflejar el establecimiento de otro pacto social fundacional de comunicación más justo y equilibrado entre Estado, concesionarios y sociedad, que, al mismo tiempo que ofrezca certidumbre jurídica a los propietarios, normatividades justas y posibilidades de crecimiento de sus empresas; también mantenga como ejes político-axiológicos, por una parte, el reconocimiento de los derechos o garantías sociales mínimos que le corresponden a los públicos o receptores en los procesos de comunicación colectiva, que han sido desconocidos desde el origen de la radio y televisión; y por otra, la responsabilidad social que le compete a los propietarios ante los mismos.

5.- El árbol filosófico y jurídico de ésta nueva transformación normativa debe centrarse en el Derecho a la Información como herramienta y cemento unificador de éste nuevo pacto social. Dicho cuerpo normativo debe abarcar por lo menos el derecho de acceso a la información, así como el derecho a comunicar que le corresponden como derecho universal a la población para participar colectivamente.

6.- Es necesario crear los cuerpos jurídicos que reconozcan y posibiliten como derecho social básico de la ciudadanía, el acceso organizado a los medios electrónicos de información, que es una garantía que ha sido negada por el Estado. Con ello, se propiciará el surgimiento de la sociedad emisora y ya no sólo receptora de mensajes.

7.- Debido a que el espacio radioeléctrico es propiedad y patrimonio de la nación, en este nuevo marco legal, es imperativo elevar a rango constitucional el que los medios de comunicación sean considerados como un bien público y limitado cuyo otorgamiento y uso debe ser supervisado por el Estado; y la información debe ser contemplada como un bien y un derecho público al cual han de acceder y ejercer todos los mexicanos y no sólo como una mercancía ilimitada regulada por las leyes del mercado o los intereses políticos coyunturales.

8.- Se requiere que el Poder Legislativo limite constitucionalmente las facultades discrecionales del Poder Ejecutivo en el campo de la comunicación colectiva, para crear un marco normativo claro y equilibrado, especialmente en el otorgamiento y renovación de las concesiones.

9.- Es necesario garantizar el Derecho de Replica en todos los medios de comunicación como una garantía constitucional elemental de todos los ciudadanos (7).

10.- Es importante que se cree la figura del Ombudsman de la comunicación, para analizar imparcialmente los conflictos de intereses que se dan en éste terreno.

11.- Mientras se logran las transformaciones profundas de largo plazo, es importante que se cree la figura del Ombudsman de la comunicación, para analizar imparcialmente los conflictos de intereses que se dan en los diversos terrenos de esta materia entre emisores y receptores de cada medio.

12.- Es imperativo que el Estado fortalezca y amplíe el esquema de medios de comunicación de servicio público para cumplir con su función de rector nacional y equilibrar el funcionamiento del modelo de comunicación de mercado.

13.- El Estado debe abrir la participación de la sociedad civil organizada en los tiempos oficiales de radio y televisión ya que son espacios que se otorgan para que éste los administre en base al bien común y no sólo para el reforzamiento de la imagen del aparato gubernamental. La sociedad toma permanentemente las calles del país por no tener espacios de expresión en los medios de difusión colectivos.

Históricamente, la realización de éste proceso no puede retrasarse más, pues ya ha esperado más de 30 años para alcanzar su vida y de no efectuarse ahora en el ambiente de la frágil democracia incipiente y la raquíta pluralidad que hemos construido, el viejo autoritarismo que disfrazado espera una nueva oportunidad, volverá a resurgir con el reacomodo de sus vicios tradicionales, impidiendo la transición de nuestra sociedad a la democracia. De no efectuar esto, el alma cultural de nuestra sociedad correrá el gran riesgo de quedar sepultada por los nuevos espejismos de la modernidad y sus derivados simbólicos parasitarios de ésta nueva fase del desarrollo de la sociedad capitalista internacional.

De aquí, la enorme importancia que la sociedad civil presione al Estado para reglamentar con gran profundidad la operación de dichos medios de comunicación, pues en última instancia no se esta legislando sobre simples instituciones de esparcimiento, diversión o información; sino sobre un fenómeno central de transformación y ampliación cotidiana de la estructura del Estado Mexicano y de la conciencia nacional, lo cual exige la presencia del interés colectivo como marco de definición de su acción.

Debemos reconocer, que la Reforma del Estado en materia de comunicación, no es una reforma jurídica mas para modernizar al Estado mexicano; sino que por su naturaleza vertebral que cruza todos los ámbitos de la vida comunitaria y cotidiana, es la reforma mas importante de la sociedad mexicana de principios del siglo XXI, pues es a partir de esta renovación como se determinarán las vías que modificarán o no los procesos para construir la conciencia colectiva nacional de principios de milenio. De ello, dependerá si se crean las bases político-sociales para generar una conciencia para el avance de la República o para su retroceso mental, social y civilizatorio en el nuevo siglo.

NOTAS.

(1).- El concepto del Estado Ampliado es una categoría analítica totalmente abandonada por la reflexión crítica de la comunicación europea y latinoamericana. La única disciplina que la ha retomado y desarrollado ha sido la Ciencia Política a través de la teoría de los aparatos de hegemonía, representada, especialmente, por los brillantes trabajos de Christine Buci-Glucksmann. Nuestro esfuerzo consiste en recuperar dicho arsenal teórico olvidado para enriquecerlo y expandirlo con las aportaciones que ha ofrecido la evolución material de los medios de comunicación y de las tecnologías de información sobre la trama de los aparatos de hegemonía tradicionales. Estamos convencidos que esta matriz teórica es una de las principales vetas y directrices conceptuales que nos permiten comprender las funciones y transformaciones que ejercen las tecnologías de comunicación dentro del actual ámbito del poder.

(2) CORRAL JURADO, Javier; Pluralidad Acceso y Competencia, V Conferencia Internacional: *“Los Medios Electrónicos en el Marco de la Reforma del Estado en México”*, VIII Legislatura, Cámara de Diputados, H. Congreso de la Unión, Universidad Iberoamericana, Fundación Konrad Adenauer-Stiftung, Organización de las Naciones Unidas para la Educación la Ciencia y la Cultura (UNESCO), Universidad Autónoma Metropolitana, Comisión de Radio,

Televisión y Cinematografía (RTC), Salón Verde, Palacio Legislativo, México, D.F., 27 a 29 de mayo del 2002, versión estenográfica, pagina 19, <http://www.cddhcu.gob.mx/servddd/versest/2ano/comisiones/rtc-3.htm>

(3) ESTEINOU Madrid, Javier, *El Canal de Televisión del Congreso de la Unión y la Transformación de la Imagen del Poder Legislativo*, Canal de Televisión del Congreso de la Unión: La Visión del Diálogo, H. Cámara de Diputados, Palacio de San Lázaro, México, D.F., 22 de noviembre del 2001, pagina 4

(4) Pide José López Portillo concesión de tele, no pensión, periódico *Reforma*, 31 de mayo del 2002.

(5) Expresión de Virgilio Dante Caballero, Director General del Canal de Televisión del Congreso, *El Canal de Televisión del Congreso de la Unión y la Transformación de la Imagen del Poder Legislativo*, Obra citada, pagina 4.

(6) « Televisa no está vinculada al poder ni a la política », periódico *El Nacional*, México, D.F., 11 de febrero de 1993 y *Televisa y la Clase Media*, revista *Proceso*, México, D.F, 15 de febrero de 1993, en: *Aires de Familia. Cultura y Sociedad en América Latina*, XXVIII Premio Anagrama de Ensayo, Anagrama, México, D.F. 2000, paginas 217 y 218. Para ampliar esta visión, consultar *El Tigre. Emilio Azcárraga y su Imperio TELEvisa*, Claudia Fernández y Andrew Pasman, Editorial Mondadori, Colección Mitos de Bolsillo, México D.F., 2001, 670 paginas.

(7) Asociación Mexicana de Derecho a la Información, *Objetivos centrales, Documento Base*, México, D.F. enero del 2000, páginas 5 y 6.

MEDIOS MASIVOS Y FORMACION PSICOSOCIAL

Enrique Guinsberg

RESUMEN

La presente ponencia es producto de una ya larga investigación desarrollada en la Universidad Autónoma Metropolitana-Xochimilco, cuyo objetivo es el estudio del aporte de los medios masivos de difusión al proceso de constitución del sujeto psicosocial, entendiendo que ellos son hace tiempo instituciones hegemónicas para tal proceso, incluso más importantes que otras como la familia y la escuela, pero junto a las cuales actúan.

Se trata de un análisis con clara tendencia transdisciplinaria realizado desde una lectura del marco teórico psicoanalítico con eje en la relación hombre-cultura, buscándose ver cómo y de qué manera los medios inciden en la formación de las instancias del aparato psíquico para contribuir a la formación del modelo de sujeto necesario para el mantenimiento y reproducción de cada modelo social a través de la instauración de un determinado sentido de realidad y de modelos identificatorios para el yo, normas morales para el superyo, planteamiento de modelos del yo ideal y de objetivos de vida, apuntalamiento de determinadas formas de “salud mental” y crítica de otras, etc.

Asimismo se formularán planteos acerca del aporte del indicado marco teórico a los *procesos de recepción*, con base central en que los medios se apoyan en necesidades emocionales y afectivas de los sujetos actuando las más de las veces como los “calmantes” que indicara Freud, facilitando escapes y situaciones catárticas, etc.

La presentación de esta ponencia busca hacer conocer a los participantes de este Coloquio una temática que al iniciarse no tenía prácticamente antecedentes y hoy mismo sigue siendo un campo poco seguido y explorado. Extraña singularidad porque los ya numerosos trabajos escritos y presentaciones de esta problemática en diferentes espacios académicos -de AMIC, FELAFACS, ALAIC, entre muchos otros- no sólo tuvieron buena acogida sino también se manifestó la importancia de abrir de manera concreta una vinculación entre comunicación y psicología -con el campo psicoanalítico en particular- que permite una mayor comprensión para temáticas centrales de la primera (entre ellos los “efectos” de los medios, el proceso de recepción, etc.). Y si la comunicación de por sí es un campo de estudio inter, multi y trans disciplinario y son conocidas sus íntimas y estructurales relaciones y vinculaciones con los campos sociales, políticos, económicos, lingüísticos, etc. no puede dejar de llamar la atención la escasa atención que se le ha dado y se le da a la temática aquí planteada, reconocida cada vez más también como central pero escasamente seguida de manera real. Lo que indica cuánto falta hacer al respecto.

Esta investigación está en desarrollo hace ya bastantes años, y uno de sus primeros productos escritos tiene más de veinte (Guinsberg, 1978). En esta breve exposición se expondrán sus objetivos centrales, las líneas que fueron surgiendo a partir de ellos y los ejes del trabajo actual.

El título mismo indica su sentido articulador entre dos disciplinas, aunque muchas más son las consideradas. Por tanto no es una investigación disciplinaria sino, lo que es señalado de manera manifiesta, claramente transdisciplinaria, entendiendo por tal “la posibilidad de formular una investigación no como coordinación de trabajos parciales que partan de las disciplinas particulares, sino formulado desde el inicio como un estudio integral de problemas de la realidad no encasillables dentro de los límites de tales disciplinas” (García, 1982).

El objetivo central parte de un hecho constantemente señalado y muy poco o nada estudiado: la necesidad de comprender si la magnitud e importancia actual de los medios masivos de difusión incide o no en la formación del modelo de hombre que cada marco social requiere para su mantenimiento y reproducción, y en caso afirmativo de qué manera y con qué bases, como se vinculan con otras instituciones participantes, etcétera. Al ser el presente trabajo sólo un resumen y encontrándose escritas fundamentaciones mucho más completa, se indicarán líneas muy generales (entre otros ver Guinsberg 1985-1988, 1990, 1991a).

MEDIOS Y CONSTRUCCION DEL SUJETO

Es muy conocido que toda formación social requiere construir el que puede llamarse "Sujeto Social" u "Hombre Necesario" que se adecúe e integre a la misma, posibilitando de tal manera su mantenimiento y reproducción. Para ello utiliza diferentes instituciones que cumplen tal tarea (familia, escuela, iglesias, etcétera), una de las cuales tiene generalmente un carácter hegemónico y sobre la cual se insertan o coactúan las otras, hegemonía que, como es evidente, depende de las condiciones históricas, desarrollo tecnológico, etcétera.

No es este el lugar para discutir si los medios tienen hoy tal hegemonía (estudio que sí se hace en Guinsberg 1985-1988), e independientemente de coincidirse o no con tal afirmación es incuestionable que su importancia cuantitativa y cualitativa es muy grande, por lo cual no puede soslayarse el estudio de su aportación al citado proceso de formación del modelo (o modelos) de Sujeto Social u Hombre Necesario. Sin embargo no ha sido hecho por las tendencias dominantes tanto de la comunicación como de la psicología -o hecho de manera hartamente genérica o apocalíptica con escasa fundamentación- pese al reconocimiento de su importancia y necesidad.

Efectivamente, si quienes más han trabajado el campo de los llamados "efectos" de los medios han sido investigadores del marco estructural-funcionalista, y los investigados han sido los que pueden considerarse temas "puntuales" (influencia sobre el voto, el consumo, la sexualidad, la violencia y muchos otros), pero no uno "global" como el aquí señalado. Por el lado psicológico también se reconoce como hoy la conformación psíquica no puede reducirse a los ámbitos familiar y escolar, e incluso explícitamente se hace referencia concreta a los medios, pero se queda -sobre todo en el campo psicoanalítico- en tal señalamiento sin desarrollarlo. Puede considerarse que tal limitación responde a las barreras conceptuales disciplinarias e incluso al desconocimiento de los comunicólogos de las bases psicológicas, así como de comunicación por parte de psicólogos, lo que recalca aún más la necesidad de romper -por supuesto no sólo en este terreno- con tales barreras (sin, claro, negar los conocimientos de cada disciplina).

Hoy resulta evidente como la familia sigue siendo el núcleo central de la formación de los sujetos en proceso de socialización u hominización, pero si nunca el mismo estuvo limitado a ella -¿cómo olvidar la intervención de las instituciones de la educación formal, de las religiosas, etcétera?- actualmente tal peso es muy diferente y se realiza casi conjunta e integradamente con ellas, con una importante incidencia de los medios masivos. Para comprender esta incidencia debe partirse del señalamiento de que éstos llegan tanto de manera directa a los niños desde la más temprana infancia, como indirectamente a través de una familia ya también socializada y/o influenciada por ellos (GUINSBERG, 1995 y 1999).

Con base en este punto de partida vemos entonces como, para el objetivo propuesto, se trata tanto de comprender la compleja red que produce la también compleja masa de mensajes de los medios y sus significaciones y propósitos, como las "necesidades" del psiquismo de los sujetos, donde aquellas buscan penetrar para ser efectivas, que posibilitan su recepción y aceptación. Comprensión de fundamental importancia para el actual debate

en torno a los momentos -hasta hace poco casi totalmente disociados- de emisión y de recepción.

En la primera edición del libro de 1985 el centro estuvo enfocado a lo primero, es decir a los "efectos" buscados por los emisores, mientras que en la segunda edición aparece un mínimo esbozo de lo último, que posteriormente se desarrolló en otros trabajos que se mencionarán. Actualmente se postula la necesidad de construcción de una dialéctica emisor-receptor que permita la comprensión del proceso sin exageraciones sobre uno de los campos (o negándolos).

Efectivamente, es conocido que en las décadas de los sesenta y setenta surgió y primó en nuestro continente, al menos en el campo que genérica y sin precisión puede denominarse como "progresista", una corriente que hizo énfasis absoluto en la emisión al estudiar los contenidos ideológicos de mensajes tendientes a la "colonización" mental al servicio de las fuerzas políticas, sociales y económicas dominantes (nacionales e internacionales). Hoy se reconoce que tal perspectiva fue tan correcta como unilateral, no faltando quienes - confirmando la clásica tendencia a las sobrecompensaciones que se producen en todos los terrenos, incluido el cultural e intelectual- caen en la inversa y sostienen la necesidad de comprender el momento de recepción, pero de una manera tan unilateral como la anterior.

Es cierto que en el primer caso existió de hecho (no explícitamente) una visión tipo conductista del hombre -moldeable fácilmente por los mensajes, sin capacidad de enfrentarse a ellos, verlos críticamente o darles una significación distinta a la propuesta de los emisores-, así como el otorgamiento de omnipotencia a éstos. Pero también lo es que la inversa actual, y no pocas veces de manera tan "inocente" como en el caso anterior, caen en una especie de psicologismo y negación de la importancia de las fuerzas sociales hegemónicas de los medios de difusión, del valor de las comprensiones de los mensajes en función de las pertenencias sociales, etcétera. En ambos casos se trata tanto de limitaciones del conocimiento como de expresiones ideológicas (incluso de cada momento concreto) que no pueden negarse.

En lo referente a la primer parte se trata de ver de qué manera los medios contribuyen a la formación del modelo de Sujeto Social y al servicio de qué intereses (aunque éstos no siempre sean concientes e intencionales al estilo de las visiones simplistas de la "manipulación"). Al no ser este el objetivo del presente trabajo baste sólo decir que hoy está ya suficientemente aclarado como los medios se han convertido -y todo indica que seguirán en tal línea incluso incrementando su acción- en los instrumentos centrales de transmisión y conformación de ideología (en todos los sentidos del término), difundiendo las de la dominación, negando otras (o distorsionándolas) en la mayor parte de los casos, etcétera. Sus mensajes no son entonces inocentes, independientemente de que logren o no su objetivo.

Con respecto a su influencia en la persona ya un lúcido sociólogo la señalaba hace varias décadas: "Los medios masivos de comunicación: 1) le dicen al hombre de masa quién es: le prestan una identidad; 2) le dicen qué quiere ser: le dan aspiraciones; 3) le dicen como lograrlo: le dan una técnica; 4) le dicen cómo puede sentir que es así, incluso cuando no lo es: le dan un escape" (WRIGHT MILLS, 1957)). Deben entonces entenderse los mecanismos que lo posibilitan.

En definitiva se trata de la necesidad social de construir un Sujeto que se ajuste voluntariamente (aunque esto no siempre sea conciente) a las formas de la dominación vigente, de manera que en lo posible se limite la represión abierta y manifiesta. Se intenta entonces producir lo que Fromm -independientemente de la crítica a sus formulaciones éste es un aspecto valioso- llama carácter social, que define como "núcleo esencial de la estructura de carácter de la mayoría de los miembros de un grupo, núcleo que se ha

desarrollado como resultado de las experiencias básicas y los modos de vida comunes del grupo mismo" (Fromm, 1962:322), que surge "al moldear las energías de los individuos de modo que su conducta no sea asiento de decisión conciente en cuanto seguir o no la norma social, sino asunto de querer obrar como tiene que obrar, encontrando al mismo tiempo placer en obrar como lo requiere la cultura. En otras palabras, canalizar la energía humana a fin de que pueda seguir funcionando la sociedad de que se trate" (FROMM, 1963:72).

En términos psíquicos ello a dar formas concretas a las instancias del aparato psíquico. Como es conocido la teoría que Freud construye al respecto -donde por causas obvias, dada la importancia de los medios de su época, no los incluye en el proceso- señala que el niño nace puro Ello, es decir puro impulso biológico, instancia a partir de la cual surgirán el Yo y el Superyo, diferenciaciones de aquél como consecuencia del proceso de socialización. Es incuestionable también que estas instancias tendrán idénticas funciones en todas las sociedades, pero variarán en sus contenidos.

Tomando como partida un hito en la obra de Freud puede encararse el camino respecto al aporte de los medios al proceso de constitución psíquica. Un primer aspecto es la diferenciación de lo psíquico en distintos estratos (conciente, preconciente, inconciente), que si es la premisa básica del psicoanálisis es también un elemento fundamental para el estudio encarado: lo que penetra en el sujeto no es sólo el contenido manifiesto de los mensajes sino, y fundamentalmente, significaciones inconcientes.

Sería muy extenso detallar este aspecto central, lo mismo que lo referente a la importancia de las representaciones verbales como enlace entre ideas preconcientes e inconcientes, el valor del lenguaje para la estructuración del inconciente en la entrada al mundo simbólico, etcétera, pero en síntesis puede afirmarse que la mayor parte de los contenidos de los mensajes pasan por encima del nivel de conciencia para penetrar al inconciente, siendo casi siempre propulsores de una toma de posición o de actividad compatible con la cultura vigente.

En lo concreto de las instancias del aparato psíquico, el Yo busca reemplazar el principio del placer del Ello por el de realidad, así como controla la motilidad, por lo que -escribe Freud- "así, con relación al Ello, se parece al jinete que debe enfrentar la fuerza superior del caballo" (FREUD, 1976a:27).

Para comprender la incidencia de los medios al respecto recuérdese que la construcción del Yo se realiza a través del citado proceso de reemplazo del principio del placer por el de realidad, así como mediante el también proceso de identificaciones. Respecto a lo primero es casi innecesario reiterar todo lo ya dicho y conocido en torno a como hoy los medios "son el lugar donde las sociedades industriales producen nuestra realidad" (Verón, 1983:II) o, como dice otro autor de una línea teórica muy diferente, "lo que llamamos realidad es resultado de la comunicación" (WATZLAWICK, 1981:7). En esta perspectiva tampoco es necesario destacar una vez más la ya casi infinita aseveración acerca de las constantes tergiversaciones de los medios al respecto o de construcción de la llamada agenda, y de como de tal forma buscan (y logran en importante medida) hacer creer que la "realidad" es la que presentan como tal

"Realidad" que se encuentra presente en todo momento, aunque no aparezca manifiestamente como tal, por lo que es adecuada la afirmación de que la hay tanto en un noticiero como en un programa de ficción⁴⁴. La importancia de este control y/o manipulación en la presentación de la realidad a través de los medios ha sido múltiples veces analizada desde una perspectiva política y sociológica, pero poco desde la psicológica (a pesar que es

⁴⁴ Niños de Jalisco creen, por ejemplo, que las telenovelas reflejan la realidad, sirviéndoles como referentes para saber como es la vida. Véase SÁNCHEZ RUIZ, 1989.

aquí donde se concretan aquellas). Si se acepta que en muy importante medida los hombres actuarán y pensarán de acuerdo con la idea que tengan de la "realidad", se comprende la necesidad de los sectores de la dominación de dar (e intentar monopolizar) su visión de la misma, enmascarar o silenciar lo que no quiere que se conozca, e impedir visiones diferentes: un Yo desconocedor o confundido respecto a un adecuado criterio de realidad actuará de manera poco eficiente, si es que llega a hacerlo, para modificar lo que se pretende que quede cualitativamente como está.

Aquí es pertinente recordar que los medios muchas veces, de manera implícita o explícita, destacan la necesidad de adecuación a la "realidad" como paradigma de "salud mental", remarcando o denotando el carácter de "locura" o "anormalidad" de lo contrario. En este sentido es importante señalar como la adaptación a la "realidad" y los criterios de "salud-normalidad" son parte esencial de las formas del control social de las sociedades de todos los tiempos (GUINSBERG, 1990-1996).

Entre los tantos aspectos atinentes a esta presentación de la "realidad" por los medios es importante destacar, sobre todo en los informativos, la fragmentación con la que ésta es mostrada, de manera que los receptores se encuentran imposibilitados o dificultados de establecer relaciones causales y de relación entre diferentes aspectos, con las consecuencias que esto tiene para una acción modificatoria de tal realidad y sobre el mismo psiquismo. Respecto a esto último es válido preguntarse hasta que punto las importancias tendencias esquizoides de los seres humanos del mundo contemporáneo no se encuentran incrementadas, y en qué medida, por este hecho.

El otro aspecto de la formación del Yo tiene que ver con las identificaciones, "proceso psicológico mediante el cual un sujeto asimila un aspecto, una propiedad, un atributo de otro y se transforma, total o parcialmente, sobre el modelo de éste; la personalidad se constituye y se diferencia mediante una serie de identificaciones" (LAPLANCHE y PONTALIS, 1971:121). La importancia de este proceso es central, al punto que tanto Freud como sus continuadores se muestran insatisfechos de las formulaciones realizadas sobre el mismo.

Si bien las clásicas de éstas no mencionan los efectos al respecto de los medios (hablan de la familia en primerísimo lugar, maestros, líderes, etcétera), no es ninguna errónea transpolación afirmar que éstos cumplen actualmente una incuestionable labor educativa (sea cual fuere esta) y sus figuras estelares de hecho actúan como una especie de "maestros" (aunque no en el sentido formal del término pero sí en el real). Resulta evidente como los medios buscan producir identificaciones en los receptores -sobre todo con sus figuras estelares y prototípicas, obviamente no con base en admiraciones racionales por la calidad del modelo o sus ideas, sino a través de una integración psíquica de admiración y adoración-, mediante una carga afectivo-emocional que posibilite la introyección del mismo y, consecuentemente, con todo lo que es propio (gestos, actitudes, modas y, en el fondo y fundamentalmente, su marco ideológico). No debe olvidarse que cuando un niño se disfraza o juega como lo hacen sus héroes -lo mismo ocurre con una mujer que imita a una actriz, o un hombre que quiere ser o se asimila, por ejemplo, a un ídolo deportivo-, se encuentra introyectando un modelo, con todas sus significaciones, buscando ser como él. Y muchas veces los héroes cambian de formas pero poco en estas significaciones (caso de Superman, Batman, El Hombre Nuclear, etcétera), siendo a la vez impensable la búsqueda por los medios de identificaciones con líderes o figuras contestatarias o rebeldes (salvo como modelos negativos).

Consecuentemente los modelos "positivos" son presentados siempre como caminos de éxito y de felicidad, de belleza y de capacidad de superación de problemas y dificultades. Es por tanto pertinente preguntarse, y merece investigarse, el peso cuantitativo y cualitativo de estas identificaciones, lo mismo que su influencia y perdurabilidad, sobre todo en relación a las que se producen con familiares: si los héroes de ficción tienen un grado de omnipotencia

al nivel de los deseos infantiles, ¿hasta qué punto los padres no son superados por ellos, más allá de que aquellos son reales y tienen una cercanía afectiva concreta? Igualmente, ¿cómo no se producirá una comparación entre la belleza de la madre y/o pareja con la de las modelos televisivas, y con qué consecuencias? Preguntas que esperan mayores respuestas y que, al mismo tiempo, permiten conocer de manera más acertada la importancia e incidencia presente, en relación a otras instituciones sociales, del grupo familiar.

¿Es necesario mostrar como este proceso identificatorio implica un mecanismo psicológico relacionado y vinculado con lo conocido como alienación o enajenación, o sea como una ligazón donde la introyección de contenidos de figuras admiradas o roles-modelos significa colocar la identidad (parte o toda) en tales figuras, pero dentro de uno mismo, es decir mediante la presencia de otros internalizada? Y si bien la construcción del psiquismo sería imposible sin la "alienación" con figuras parentales, con las figuras presentadas por los medios la situación tiene otro sentido: en este caso se tiende a objetivos como los ya señalados, al punto que Bertolt Brecht formula sus tesis sobre extrañamiento teatral precisamente para evitar las consecuencias que considera que produce la identificación del público con él o los actores, relación emocional que impide o limita la captación racional del contenido de los mensajes y, por tanto, el entendimiento de su crítica ideológico-política (sin que esto implique negar la importancia del mundo afectivo del hombre).

Respecto al Superyo de hecho ya bastante se encuentra dicho en todo lo precedente. Si bien Freud considera que el mismo es producto de las identificaciones en que culmina el proceso edípico, otros analistas consideran su proceso de formación cronológicamente anterior, así como que en su génesis participan también autoridades, maestros, etcétera, no pudiendo por tanto prescindirse de los medios -especialmente de la TV- por su temprana y masiva llegada a los niños.

Esta conformación del Superyo es fundamental para la estructuración del psiquismo, resultando evidente como los medios siempre emiten mensajes considerados "positivos" -es decir coherentes con los valores vigentes- y combaten los "negativos": ¿acaso alguna vez triunfan las figuras "malas" en las programaciones a nivel masivo de caricaturas, telenovelas, etcétera, y no existe en ellas una virtual moraleja, explícita o implícita?⁴⁵ En definitiva: si cada sociedad requiere para su mantenimiento y reproducción de personas con determinado tipo de Yo y de Superyo -ambos como parte de determinado tipo de estructura psíquica-, resulta absurdo creer que los medios no tienen incidencia en tal proceso formativo, máxime de aceptarse su hegemonía y/o cada vez mayor y fuerte peso en las sociedades actuales.

Claro que todo lo hasta aquí expuesto es incompleto y esquemático, como siempre ocurre en un resumen. Entre lo tanto no estudiado debe agregarse -sin la pretensión de una lista exhaustiva sino sólo a modo de ejemplos- la influencia concreta de los medios en la promoción de fantasías (y su utilidad, ya que algunos autores lo consideran como valioso y necesario en edades infantiles); el papel de éstas, y sus consecuencias, en lo relativo a la satisfacción sustitutiva de deseos no realizados o no permitidos por la cultura vigente; la consecuente promoción de "escapes" y de técnicas defensivas (en el sentido de los mecanismos psicoanalíticos), y múltiples etcéteras. Otra temática muy importante y que tampoco se encuentra desarrollada es en torno a la incidencia de los medios (aquí claramente como mediadores más que como productores en sí mismos -salvo en algunos aspectos-, como en todo lo anterior) en la "locura"- "salud mental", no en su sentido individual

⁴⁵ "Así aprenderá" y "Cumpliste con tu deber" fueron las frases finales de una serie televisiva para niños, ejemplo categórico y abierto de un rol que los medios asumen de manera cotidiana.

sino colectivo, es decir como las formas resultantes del "caracter social" de una comunidad o cultura concreta⁴⁶.

En todo lo anterior queda en claro como el título de un trabajo ya mencionado, Control de los medios, control del hombre, es indicativo de una realidad que apunta al viejo y siempre presente propósito, ahora con instrumentos más modernos, de las formas de dominación. El conocimiento de los mecanismos, sociales y psicológicos, que se utilizan para su cumplimiento es imprescindible para la comprensión de su funcionamiento y -¿una utopía cada vez mayor al menos a un nivel global y no sólo en pequeños espacios?- también para su cambio o para una utilización menos autoritaria y manipuladora.

ALGO ACERCA DE LOS PROCESOS DE RECEPCIÓN

Si lo visto incluye al receptor pero está centralmente visto desde una perspectiva más social y política, se trata de ver también la otra parte de la relación dialéctica: *qué es lo que permite que tales propósitos puedan cumplirse, es decir qué es lo que posibilita la aceptación de los contenidos de los mensajes y su aceptación acrítica cuando éstos pueden ser opuestos, e incluso antagónicos, a sus propios intereses o necesidades sociales.*

Esta problemática se encuentra mucho menos estudiada, por lo que es importante destacar la necesidad de avanzar en ello. Un inicio puede ser una afirmación de Freud tan clara como reveladora de que el centro de la problemática se encuentra en el retorno a la relación hombre-cultura que el psicoanálisis ortodoxo, tradicional y "domesticado" ha abandonado en fundamental medida (GUINSBERG, 1991b): "(El psicoanálisis) parte de la representación básica de que la principal función del mecanismo anímico es aligerar a la criatura de las tensiones que le producen sus necesidades. Un tramo de esta tarea es solucionable por vía de la satisfacción, que uno le arranca al mundo exterior; para este fin se requiere el gobierno sobre el mundo real. A otra parte de estas necesidades -entre ellas, esencialmente, ciertas aspiraciones afectivas-, la realidad les deniega la satisfacción. De aquí se sigue un segundo tramo de aquella tarea: procurar una tramitación de otra índole a las aspiraciones insatisfechas. *Toda la historia de la cultura no hace sino mostrar los caminos que los seres humanos han emprendido para esta ligazón de sus deseos insatisfechos, bajo las condicines cambiantes, y alteradas por el progreso técnico, de permisión y denegación por la realidad*" (FREUD, 1976b:188, subrayado mío).

La base de lo indicado por Freud es lo conocido acerca de las limitaciones inevitables que toda socialización implica a los deseos de los hombres, y que hace que una de sus obras más exhaustivas sobre esto se titule *El malestar en la cultura*. Pero más allá de la discusión, incluso crítica, a las postulaciones freudianas, "lo decisivo -también dice, y esto tiene fundamental importancia para lo aquí estudiado- será que se logre (y la medida en que se logre) *aliviar* la carga que el sacrificio de lo pulsional impone a los hombres, reconciliarlos con lo que siga siendo necesario y *resarcirlos* por ella" (FREUD, 1976c:6, subrayados míos). El hombre busca entonces *ilusiones* -por sus carencias y su indefensión frente a poderes que no controla, o por necesidades afectivas- de las cuales las religiosas serían las más importantes pero de manera alguna las únicas. Es de lamentar la imposibilidad de desarrollar aquí su concepción sobre el rol de las religiones, de gran importancia porque -aunque pueda parecer una extrapolación exagerada y antojadiza, y lo sería de no reconocerse las grandes diferencias existentes- los medios cumplen funciones parecidas en

⁴⁶ Un esbozo de ello se encuentra en un capítulo del libro Control de los medios, control del hombre, donde se lo encara desde tres perspectivas: psicoanalítica, teoría del Doble Vínculo, noción de alienación.

nuestras actuales sociedades (más allá de que las religiones cubren también otras necesidades y los medios no producen creencias tan fuertes, definitivas y sistematizadas)⁴⁷.

Incluso el mismo Freud entiende que tal función no puede limitarse a las religiones: "Después de haber discernido las doctrinas religiosas como ilusiones, se nos plantea otra pregunta: *¿no serán de parecida naturaleza otros patrimonios culturales que tenemos en alta estima y por los cuales regimos nuestras vidas?*" (FREUD, 1976c:34, subrayado mío). Por supuesto, y por lo ya indicado, no menciona a los medios y sí lo hace con algunas instituciones estatales, pero en definitiva lo que hace surgir tal necesidad es uno que los medios también cubren y que ayuda a explicar su éxito: "Estas que se proclaman enseñanzas (se refiere a las religiosas pero se pueden extender a otras) no son decantaciones de la experiencia ni resultados finales del pensar: *son ilusiones, cumplimiento de los deseos más antiguos, más intensos, más urgentes de la humanidad; el secreto de su fuerza es la fuerza de estos deseos*" (FREUD, 1976c:30, subrayado mío).

Y si en esta obra Freud hace objeto específico de estudio a las creencias religiosas y a su génesis, en otras continúa con el análisis de las insatisfacciones y la necesidad de escape a las mismas. En un trabajo inmediato al anterior es más categórico al respecto: "La vida, como nos es impuesta, resulta gravosa: nos trae harto dolores, desengaños, tareas insolubles. *Para soportarla, no podemos prescindir de calmantes*. Los hay, quizá, de tres clases: poderosas distracciones, que nos hagan valuar un poco nuestra miseria; satisfacciones sustitutivas, que la reduzcan, y sustancias embriagadoras que nos vuelvan insensibles a ellas. *Algo de este tipo es indispensable*" (FREUD, 1976d:75, subrayados míos). Y aquí ya no es preciso aclarar que no hay ninguna transpolación porque de esos tres "calmantes" los dos primeros se relacionan de manera directa con los medios, e incluso el tercero es también válido, aunque aquí no como productores de modificaciones químicas, sino de "adicciones psíquicas".

Por supuesto que, con anterioridad, los hombres han utilizado otros caminos para el mismo objetivo, pero esto no quita que hoy los medios cubran tal necesidad de manera central, junto a otras instituciones.

Los medios funcionan como los "calmantes" que mencionaba Freud para prácticamente todos los aspectos de la vida actual, pero es interesante remarcar como fundamentalmente lo hacen en los dos grandes campos de la vida pulsional. En lo referente a los deseos de la vida afectiva se sabe que es imposible el cumplimiento total (y muchas veces, demasiadas, existen también grandes carencias incluso en lo mínimo y posible), por lo que es incuestionable que el éxito de las programaciones relacionadas con ello y sus conflictos se apoyan en las necesidades de los receptores: *en sus propios conflictos, deseos y carencias*. Al no existir satisfacción en los requerimientos del principio del placer los deseos se compensan con formas sustitutivas que hoy los medios ofrecen en variantes de todo tipo y casi para todos los gustos; ¿acaso no se encuentra aquí la causa del éxito de fantasías poco creíbles e incluso delirantes -debe recordarse que la lógica no funciona en el inconciente- por lo que se logra acceder a incluso lo imposible, como puede claramente verse en todo tipo de caricaturas infantiles, telenovelas, etc.?

Las tendencias agresivas son el otro aspecto: aquí su ejercicio es más problemático, excepto a través de salidas sublimatorias o catárticas, pero para ello los contenidos de violencia de los medios son muy útiles y no casualmente tienen el auge actual que motiva serias preocupaciones y estudios (GUINSBERG, 2000). Por supuesto que también aquí cada marco social busca canalizar estas tendencias hacia posturas compatibles con los sistemas de dominación (un claro ejemplo son las clásicas series norteamericanas de las que "Rambo" ha sido una expresión paradigmática).

⁴⁷ Sobre esto un interesante trabajo es el de Goethals, Gregor T., 1981.

Otra forma de evitación de sufrimiento es a través de desplazamientos, pero hacerlo sublimando en el arte, por dar un caso, es factible sólo para una minoría. La mayoría utiliza otro camino: "Se afloja aún más el nexo con la realidad (y) la satisfacción se obtiene con ilusiones admitidas como tales, pero sin que esta divergencia suya respecto a la realidad afectiva arruine el goce. El ámbito del que provienen estas ilusiones es *el de la vida de la fantasía*" (FREUD, 1976d:80, subrayado mío). De aquí proviene otra parte del éxito de los mensajes de los medios, que ofrecen material para todas las satisfacciones imaginables y posibles: desde expresiones del más crudo sadismo hasta su complementariedad masoquista, desde el obvio triunfo final de la mujer amorosa y sacrificada hasta las veleidades de su contraparte galante y no pocas veces con características típicamente histéricas, no faltando tampoco lo que canaliza potencialmente los sentimientos de culpa. Hay de todo y para todos.

Por supuesto que es también necesario recordar un estudio precedente de Freud sobre las masas (FREUD, 1976e). Es evidente que existen diferencias entre su trabajo y el aquí abordado, una de las cuales es la visión de las masas como multitud y con un caudillo o jefe, mientras que en lo referente a los medios ambas cosas cambian o tienen una característica cualitativa diferente: en efecto, las masas receptoras de los medios no se vinculan física y emocionalmente entre sí de la misma manera a las presentes en una plaza por ejemplo, y tampoco tienen líderes al estilo de los grandes caudillos de la historia. Sin embargo estas diferencias no quitan el carácter de *masa* de la audiencia de los medios -muy superior en número a la de una plaza o estadio, a más de su recepción constante de mensajes-, ni de *líder* a muchos personajes seguidos o respetados por la audiencia. En todo caso se trata de comprender como en el presente debe hacerse una nueva lectura, e incluso una renovación, tanto de Freud como de las formas actuales de las masas.

En este sentido no debe olvidarse que muchos estudiosos han señalado como los medios son actualmente el factor más importante de cohesión colectiva, existiendo una vinculación psíquica y social de los receptores más allá de su (relativa) dispersión física. Al respecto son muy interesantes los planteamientos que realiza Moscovici (1985) en su estudio sobre las masas y el rol de los medios, que merecen ser analizados aunque desde una perspectiva crítica.

En lo que corresponde a los líderes, Freud señala que éstos deben reunir un conjunto de propiedades para asumir tal rol, entre ellas la de captar las necesidades de aquellos a los que llegan y saber influir sobre estos. Nuevamente surge aquí la discusión de si corresponde este término para personajes de los medios, y al respecto son pertinentes dos observaciones:

al aceptarse que los medios son actualmente muy importantes o hegemónicos hay que comprender que el rol de conducción es asumido de manera distinta a la clásica, incluso a veces más allá de figuras concretas que también existen: *lo son como institución en sí* ("lo dijo la radio" es casi un lugar común como dato e incluso, por tanto, como verdad incuestionable;

lo anterior no excluye la existencia de conductores personalizados que, de hecho, se convierten en verdaderos líderes de opinión, sobre los que los receptores colocan una verdadera carga afectiva de manera similar a la que se hace con líderes de otro tipo y caudillos: Freud habla en estos casos de la existencia de fenómenos de *sugestión* e incluso de enamoramiento, posibilitados por estados de *hipnosis* (claro que en este caso tampoco se trata de una tomada en el sentido literal del término, sino de algo no exactamente equiparable pero con algunas características similares). Es evidente que esta problemática da pie para amplias investigaciones, o sea en torno a la relación que se establece entre receptores y medios (sobre todo con la TV).

LA SITUACIÓN ACTUAL

En el tiempo transcurrido desde el inicio de esta investigación se han producido múltiples cambios en el mundo, pero en muchos otros casos sólo se han intensificado situaciones ya existentes. No es necesario reiterar el gran desarrollo que han tenido los medios electrónicos -incluyendo las significaciones del nacimiento y extensión de Internet-, pero tampoco la concentración cada vez mayor de la propiedad y control de los sistemas de difusión en todos los terrenos ya mostrada y denunciada en décadas anteriores.

Lo primero agudiza la importancia de la presente temática al intensificarse cada vez más la incidencia de los medios en todos los procesos sociales, políticos, educativos, etc., sin excepción, por lo que su aporte a la indicada construcción de la subjetividad tiene niveles cada vez mayores y todo indica que se siguen y seguirán acrecentando, con una paralela disminución del peso de otras instituciones (escuela, iglesias, etc.). En tal perspectiva se ha encarado el estudio de cuatro aspectos distintos pero profundamente interrelacionados que se mencionarán muy resumidamente por los límites del espacio de que se dispone.

1) *Procesos de recepción*: como es conocido el estudio de éstos ha sido un importante avance en los estudios de la comunicación, pero también se han convertido en uno de los temas “de moda”, aunque desde marcos teóricos y con objetivos de estudio y de aplicación muy diferentes. En el contexto aquí presentado sobre la necesidad de su dialéctica con los *procesos de emisión* se ha buscado profundizar en todo lo indicado, plantear nuevas formulaciones, recuperar antecedentes (el de “usos y gratificaciones” por ejemplo, aunque viéndola desde una perspectiva teórica distinta a la de sus autores), analizar críticamente otras visiones, pero también hacer todo esto *en el marco concreto de lo que se indicará en las partes 3 y 4 siguientes* (GUINSBERG, 1997 y 1998). En este sentido se comparte plenamente la postulación de una colega brasileña: “La recepción no es un proceso reductible a lo psicológico o a lo cotidiano, sino que es profundamente cultural y político. Esto es, los procesos de recepción deben ser vistos como parte integrante de las prácticas culturales que articulan procesos tanto subjetivos como objetivos, tanto micro (entorno inmediato controlado por el sujeto) como macro (estructura social que escapa a ese control). La recepción es entonces un contexto complejo y contradictorio, multidimensional, en que las personas viven su cotidianidad, las personas se inscriben en relaciones estructurales e históricas, las cuales extrapolan en sus prácticas” (VASALLO DE LOPEZ, 1995:86).

2) *Nuevas tecnologías y procesos de comunicación*: sin poder mencionarse aquí mucho sobre esto es notorio como las nuevas tecnologías significan modificaciones *cuantitativas* y *cualitativas* para los procesos de comunicación en general y de recepción en particular: desde las implicaciones de la llamada *globalización* -más allá de sus múltiples y polisémicas significaciones- hasta la creciente importancia del Internet y del uso del *chat*⁴⁸, sin por supuesto dejar de lado el cada vez mayor peso de los vínculos “comunicativos” que se establecen a través de formas no directas cara a cara que incluso son celebradas como expresión de “modernidad”.

3) *Acelerada concentración mediática y “pensamiento (casi) único”*: las características políticas, sociales y económicas del modelo hegemónico fomentan la concentración de empresas a nivel mundial, y es conocido que las de comunicación no son excepción (electrónicas, editoriales, cibernéticas, de diversiones, combinación de todas ellas). Se produce así una aparente multiplicidad de voces diferentes que en realidad son infinitas variaciones de una prácticamente (casi) única respecto a propuestas político-económico-sociales, modelos de vida, etc., frente a la cual poco pueden hacer -sin negar su significación- los medios marginales y/o realmente alternativos (GUINSBERG, 2000b). *Las*

⁴⁸ Sobre esto, y aunque su uso en América Latina continúa siendo menor que en Estados Unidos, son interesantes muchas de las reflexiones que hace Sherry Turkle (1997) en el inicio de una temática aún muy poco desarrollada.

significaciones de esto sobre la presente temática son muy claras: en general ofrecen una perspectiva similar sin mayor espacio para otras diferentes.

4) *Los estudios e investigaciones actuales en comunicación*: si en las décadas de los 60 a los 80 la mayor parte de los realizados en nuestro continente estaban dominados por un espíritu crítico, rebelde y contestatario, los actuales lo están por el “espíritu de nuestro tiempo” donde los intereses, problemas que se analizan, etc. son marcadamente diferentes, evidenciándose la impronta del modelo neoliberal y de la cultura “posmoderna”, incluso en muchos que pretenden ser también críticos. En esta perspectiva, mucho más desarrollada en otro lugar (GUINSBERG, 2001), se producen desde “olvidos” sustantivos -por ejemplo los análisis antes clásicos sobre propiedad de los medios de comunicación y sus contenidos ideológicos-, para tomar su lugar otros que sin duda también deben investigarse (nuevas tecnologías, formas discursivas, etc.) pero *sin olvidar y en el contexto* de los ámbitos estructurales en que se desarrollan.

Que es lo que se pretende hacer en esta investigación sobre la que todavía falta mucho, muchísimo, por desarrollar.

BIBLIOGRAFIA

FREUD, S. (1976a), "El yo y el ello", en *Obras Completas*, Buenos Aires, Amorrortu, tomo XIX.

FREUD, S (1976b), "El interés por el psicoanálisis", en *Idem*, t. XIII.

FREUD, S (1976c), "El porvenir de una ilusión" en *Idem*, t. XXI.

FREUD, S (1976d), "El malestar en la cultura", en *Idem*, t. XXI.

FREUD, S (1976e), "Psicología de las masas y análisis del yo", en *Idem*, t. XVIII.

FROMM, E. (1962), *El miedo a la libertad*, Buenos Aires, Paidós.

FROMM, E. (1963), *Psicoanálisis de la sociedad contemporánea*, México, Fondo de Cultura Económica, 5ª ed.

GARCÍA, R. (1982), *Interdisciplinarietà*, México, UAM-Xochimilco, mimeo.

GOETHALS, G. (1981), *El ritual de la televisión*, México, Fondo de Cultura Económica.

GUINSBERG, E. (1978), "Los medios masivos de comunicación como 'escuela' de la personalidad", revista *Colección Pedagógica Universitaria*, Xalapa, Universidad Veracruzana, N° 5.

GUINSBERG, E. (1985-1988), *Control de los medios, control del hombre. Medios masivos de difusión y formación psicosocial*, 1ª ed. México, Nuevaomar; 2ª ed. Pangea/UAM-Xochimilco.

GUINSBERG, E. (1990), "¿En la búsqueda de nuevos paradigmas para el estudio de la comunicación?", revista *Comunicación y Sociedad*, Universidad de Guadalajara, N° 10-11.

GUINSBERG, E. (1990-1996), *Normalidad, conflicto psíquico, control social*, México, UAM-Xochimilco/Plaza y Valdés, 1ª y 2ª ed.

GUINSBERG, E. (1991a), "Recuperar el estudio del receptor. Dialéctica subjetivo-social en los medios masivos", revista *Telos*, Madrid, Fundesco, N° 25.

GUINSBERG, E. (1991b), "La relación hombre-cultura: eje del psicoanálisis", México, revista *Subjetividad y Cultura*, N° 1; reproducido en la 2ª ed. de *Normalidad, conflicto psíquico, control social*.

GUINSBERG, E. (1995), "Familia y *tele* en la estructuración del Sujeto y su realidad", revista *Subjetividad y Cultura*, México, N° 5.

GUINSBERG, E. (1997), "¿Qué buscan los receptores? Una perspectiva psicológica y psicoanalítica", revista *Telos*, Madrid, Fundesco, N° 48.

GUINSBERG, E. (1998), "Placer y deseo en los procesos de recepción. Una aproximación psicoanalítica", revista *Comunicación y Sociedad*, Universidad de Guadalajara, N° 33.

GUINSBERG, E. (1999), "Televisión y familia en la formación del sujeto", en *Anuario de Investigación de la Comunicación V*, México, Conneic/Universidad Iberoamericana.

GUINSBERG, E. (2000a), "Televisión y violencia", em Kurnitzky, H. (Comp.), *Globalización de la violencia*, México, Colibrí. (2000b),

GUINSBERG, E. (2000b) "Lo nuevo' es también recuperar 'lo viejo'", en *Le Monde Diplomatique*, México, N° 34.

GUINSBERG, E. (2001) "Los estudios e investigaciones en comunicación en nuestro tiempos neoliberales y posmodernos", en *Anuario de Investigación de la Comunicación VII*, México, Coneicc/UAM-Xochimilco.

LAPLANCHE y PONTALIS (1971), *Diccionario de psicoanálisis*, Barcelona, Labor.

MOSCOVICI, S. (1985), *La era de las multitudes*, México, Fondo de Cultura Económica.

SÁNCHEZ RUIZ, E. (1989), "El niño jalisciense y la publicidad televisiva (o 'dime que comes y te diré que canal vez')", en Sánchez Ruiz, E. (comp.), *Teleadicción infantil, ¿mito o realidad?*, Universidad de Guadalajara.

TURKLE, S. (1997), *La vida en la pantalla. La construcción de la identidad en la era de Internet*, Barcelona, Paidós.

VASALLO DE LOPEZ, M.I. (1995), "Recepción de medios, clases, poder y estructura. Cuestiones teórico-metodológicas de investigación cualitativa de la audiencia de los medios de comunicación de masas", revista *Comunicación y Sociedad*, Universidad de Guadalajara, N° 24, p. 85-96.

VERON, E. (1983), *Construir el acontecimiento*, Buenos Aires, Gedisa.

WATZLAWICK, P. (1981), *¿Es real la realidad?*, Barcelona, Herder.

WRIGHT MILLS C. (1957), *La elite del poder*, México, Fondo de Cultura Económica.

QUOI DE NOUVEAU DANS LA RECHERCHE FRANÇAISE EN INFORMATION ET COMMUNICATION ?

Bernard Miege

Ce n'est pas la première fois qu'on me sollicite d'établir une évaluation de la contribution des chercheurs français à la connaissance de l'évolution des phénomènes d'information et de communication. De plus, si la demande m'a été plusieurs fois adressée, il est vrai dans des contextes différents, je me suis trouvé régulièrement dans la situation d'étayer mes propos à partir d'un bilan scientifique des avancées et des apports de la recherche. Ce positionnement récurrent avait de quoi me faire hésiter à accepter l'aimable proposition qui m'est faite d'intervenir dans ce Colloque franco-mexicain sur un tel sujet. Plusieurs raisons m'ont finalement convaincu de ne pas refuser de tenter à nouveau l'exercice, je les cite successivement :

1° la situation est profondément évolutive, et je ne peux me limiter aux diagnostics déjà formulés ;

2° l'immaturation des sciences de l'information et de la communication (SIC), et la nécessité de soutenir et de conforter régulièrement l'édification en cours de l'interdiscipline expliquent largement que la demande soit en quelque sorte régulièrement émise ;

3° la connaissance validée selon les méthodes universitaires en vigueur n'a que peu de poids face aux enjeux sociaux qui ne cessent de s'affirmer, exacerbant les exigences mises en elle (tout se passe comme si, au fur et à mesure des avancées, qui ne peuvent s'opérer qu' » à petit pas », les questionnements se faisaient à chaque fois plus pressants, ceux-ci sans rapport avec les travaux réalisés) ; et

4° le cadre transnational, ou plutôt binational, de la discussion, qui, comme je l'ai souvent vérifié est d'un apport irremplaçable, permettant une prise de distance et un décentrement à chaque fois heuristique, surtout pour des universitaires et publicistes français qui, consciemment ou non, continuent à considérer que les questions qu'ils se posent et les problématiques qu'ils bâtissent sont universalisables sans précautions.

Si toute évaluation est à réactualiser au fur et à mesure des productions scientifiques et en relation avec les questionnements émergents, elle comprend nécessairement aussi une part de normativité. On peut difficilement interroger les travaux d'une « regroupement » scientifique sans se placer, pour partie du moins, du point de vue de ses propres angles d'approche. Je ne saurai ni dissimuler ni excuser ce biais, qui me paraît méthodologiquement difficilement évitable, et qui surtout ne doit pas être récusé : si le positionnement, théorique et institutionnel qui est le mien explique pour une large part, les évaluations auxquelles je procède, ces évaluations ne trouvent leur sens qu'à partir de ce que je suis, et de ce qu'est ma production scientifique.

Cependant, avant de procéder à cette évaluation, il me paraît indispensable d'indiquer ce que sont les principales caractéristiques de la communication en France, au moins de ce qui est au centre de la « communication moderne », dont les sciences de l'information et de la communication (SIC) entendent rendre compte. Si nécessaire soit-elle, cette mise en référence est souvent négligée, surtout par ceux, de plus en plus nombreux comme je le montrerai, qui limitent leurs investigations et réflexions à un domaine étroitement délimité.

Les caractéristiques dominantes peuvent être présentées comme suit :

le système des médias est marqué par un déclin maintenant irréversible de la presse quotidienne (la France est au 25^{ème} rang mondial pour la lecture de ce type de presse), que ne compense pas le développement des magazines, et notamment les magazines spécialisés, et par celui, ambigu, de la presse gratuite, actuellement en plein essor. Quant à la radiodiffusion, sa fragmentation désormais engagée reste mesurée : les chaînes généralistes, et particulièrement les chaînes hertziennes, privées et publiques, conservent de fortes audiences, y compris pour l'information.

La faiblesse de l'information de presse a, depuis vingt-cinq ans, laissé le champ libre à la communication organisationnelle, émanant aussi bien des entreprises que des institutions sociales ou des collectivités publiques. Les grandes organisations, entre autres, ne se contentent pas d'une communication destinée à séduire, elles produisent et diffusent de l'information, souvent avec la collaboration de journalistes qualifiés.

L'importance des industries du secteur des télécommunications et la place occupée par les opérateurs français de télécommunications en Europe, ont régulièrement mis au premier plan la question des supposées nouvelles techniques de l'information et de la communication (TICs) ; paradoxalement, celles-ci n'ont connu pour le moment qu'une croissance relative, en tout cas inférieure à celle des pays de l'Europe du Nord.

Les industries culturelles, de tradition ancienne, ont connu une expansion incontestable dans la dernière période (surtout le cinéma, les programmes télévisuels et les magazines), au point d'occuper une position forte sur les marchés extérieurs, du moins en Europe. Plusieurs groupes de communication, dont le « cœur financier » est d'origine française, en totalité ou en partie sont avantageusement positionnés sur les marchés internationaux.

L'indécision de l'action publique est observable, tant en communication audiovisuelle que dans le domaine des télécommunications. Les réglementations successives ont grandement favorisé la libéralisation économique des médias et des TICs, sans que parallèlement soient assurées la continuation et l'adaptation des missions de service public, en rupture avec une histoire où celles-ci, dépendantes de monopoles publics, avaient été profondément enracinées dans la vie politique, culturelle et informationnelle.

DES TRAITS RECURRENTS.

La recherche ne saurait épouser précisément les contours et les particularités du champ qu'elle a pris pour objet de connaissance, à partir de méthodologies relevant d'une approche scientifique. Dans le passé, tout comme aujourd'hui, les SIC se sont trouvées/ se trouvent toujours en décalage avec des composantes essentielles du champ de l'information et de la communication. On rappellera que les sources théoriques, différentes et même hétérogènes au moins au départ, ne favorisaient pas la rencontre entre les premiers chercheurs ou auteurs : les fonctionnalistes, important leurs approches d'Outre-Atlantique, concentraient leurs travaux sur la presse et la radiodiffusion ; ceux qui se référaient à la pensée cybernétique, se limitaient à la communication téléphonique et aux interactions hommes/machines ; quant aux structuralistes, leurs intérêts les portaient en priorité vers la question du langage ou vers les éléments « extra-linguistiques » dans la communication ordinaire, ainsi que vers l'analyse des fondements structuraux des productions culturelles. Ces perspectives très différentes n'incitaient guère à des échanges et surtout à des recherches de synergies.

La situation changea quelque peu à partir de la décennie quatre-vingt, grâce à l'apport d'autres courants théoriques (les différentes pragmatiques, la sociologie des techniques, l'économie politique de la communication, l'anthropologie culturelle, etc.), mieux

placés pour appréhender avec finesse les pratiques des récepteurs, les stratégies des acteurs dominants ou le rapport à la technique.

Cette divergence entre les théories fondatrices ne s'est pas résorbée, mais ses effets se sont atténués. Elle est toujours présente, quand bien même elle ne donnerait plus guère lieu à des affrontements ou à des querelles ouvertes. Elle est pour une large part à l'origine de la diversité des objets de recherche, voire de la tendance spontanée à découper des micro- domaines, par exemple en fonction de délimitations professionnelles, sans les replacer dans une démarche plus globale..

Cet aspect est souvent reproché aux SIC par ceux qui, de facto, entendent se passer d'elles ou voudraient y importer des modes de pensée en provenance des sciences qui se présentent comme « exactes » (cette exigence, notons-le, aboutirait à les instrumentaliser ou à faire d'elles des auxiliaires dans les traitements modélisateurs de la communication, auxquelles se prêtent par ailleurs les sciences cognitives). Ce reproche n'est pas acceptable, ni théoriquement (quelles sont les sciences humaines et sociales, et même les sciences biologiques, physiques ou logico- mathématiques qui reposent sur un socle théorique unifié ? est-ce même envisageable ?, etc.), ni pratiquement (les SIC, si elles sont toujours dans une phase d'édification, et ce depuis ...trente ans, ont été suffisamment confortées comme regroupement universitaire, pour résister dorénavant à des remises en cause qu'impliquerait leur asservissement aux procédures en vigueur dans les sciences informatiques).

Après avoir évoqué le *cadre théorique* de l'émergence des SIC, il convient de mettre l'accent sur un certain nombre de traits observables depuis les premiers temps :

Un regroupement académique beaucoup plus orienté vers la formation que vers la recherche.

La création officielle des SIC, en 1975, a répondu surtout à des exigences formulées par des universitaires isolés dans leurs établissements universitaires, et à qui avaient été confiés les premières filières de formation professionnalisées. Cette prime à la formation et aux formateurs s'est trouvée renforcée ensuite par la nécessité d'accueillir des cohortes nombreuses d'étudiants et par l'accent – justifié- mis sur la professionnalisation des études (en 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} cycles). Sous l'emprise de la nécessité, ou par choix, ou par le fait de l'isolement, une proportion importante d'universitaires de la génération intermédiaire (ceux qui ont commencé leur carrière entre le milieu des années quatre-vingt et le milieu des années quatre-vingt-dix), ont négligé ou même abandonné leurs tâches de recherche. Cette situation est à coup sûr préjudiciable pour les Sic, y compris pour leur enseignement (sur quoi des enseignements qui ne bénéficient pas d'une longue tradition universitaire peuvent-ils s'appuyer, sinon sur les acquis de la recherche ?) ; elle l'est également pour la recherche, qui ne bénéficie des contributions que d'une partie de ses membres. A l'avenir, ce déficit a de fortes chances de se réduire, en raison des incitations faites désormais aux nouveaux « entrants » de se consacrer autant à l'enseignement qu'à la recherche.

Une organisation de la recherche encore insuffisante.

L'organisation en équipes et même en laboratoires, l'accent mis sur le rôle structurant des programmes de recherche et la nécessité de constituer des pôles forts essaimant en réseaux ne sont pas des injonctions récentes. Ces perspectives sont tracées telles quelles dans un rapport emblématique publié en 1982 sous la signature conjointe d'Armand Mattelart et d'Yves Stourdzé (Mattelart & Stourdzé, 1982), à partir de propositions formulées dans plusieurs groupes de travail. Ce programme ne s'est pas réalisé, loin s'en faut. Mais si certains responsables des carences organisationnelles actuelles sont aisément identifiables (le Centre National de la Recherche Scientifique porte une grande part de responsabilité

dans ce déficit), pour le reste les torts semblent largement partagés entre les services du Ministère de l'Éducation Nationale, ceux du Ministère de la Recherche, et les universités d'une part, les universitaires eux-mêmes d'autre part. L'éclatement, la dispersion et la désorganisation s'expliquent également par une certaine incapacité (ou une réticence) des enseignants-chercheurs eux-mêmes à travailler en équipe, sur des programmes de moyenne durée, avec des objectifs évaluable. A l'imitation des littéraires et de quelques autres, beaucoup de spécialistes d'information et de communication préfèrent encore cultiver leur isolement et ne perçoivent pas les avantages d'un travail socialisé dont ils craignent la bureaucratisation. Globalement, malgré des progrès notables, les laboratoires et les équipes pèsent encore d'un poids insuffisant dans les productions académiques.

La séparation en général peu fondée entre information et communication.

Nous n'entendons pas reprendre ici la discussion théorique sur la question de l'articulation entre information et communication ni surtout nous engager dans le débat public, assez piégé, sur la même question. Nous nous contenterons de renvoyer à tel ou tel article sur ce point (cf. entre autres, Miège in Réseaux N° 100, 2000), non sans réaffirmer ici combien sont assez incompréhensibles, sur le plan réflexif cela s'entend, les distinctions irréductibles qui sont faites entre :

Information journalistique et Information professionnelle spécialisée,

Communication interpersonnelle et Communication médiatée(voire médiatisée)

Les Canaux de communication et la Communication en tant qu'échange social,

L' Information comme contenu et les supports ou canaux de Communication chargés de la véhiculer ou de la diffuser.

Certes, ces oppositions ont des bases (ou des origines) d'ordre socio- professionnel, mais d'un point de vue théorique, leur séparation est souvent très préjudiciable ; elle consacre une dichotomie fond/ forme, contenu/ support que presque toute la recherche s'est efforcée de discuter et de critiquer comme superficielle ; elle se révèle inopérante avec l'essor des TICs et en dehors du cadre de la communication dite de masse.

L'inclination répétitive à traiter de la complexité des phénomènes en recourant à des théories générales.

Cette tentation, récurrente, n'est pas propre à l'information et à la communication, mais elle s'y trouve particulièrement à l'aise. La liste serait longue à dresser de tous ceux, publicistes, essayistes, écrivains ou même scientifiques renommés intervenant à partir de l'aura acquise dans une spécialité relevant des sciences biologiques, mécaniques ou informatiques, qui se sont efforcés de proposer des théories englobantes ; ils sont souvent encouragés à la faire par les succès éditoriaux (relatifs) qu'ils rencontrent et aussi par la reconnaissance que la pensée française conserve dans certaines régions du monde. Toujours est-il que ces productions sont, pour un temps, mises sur le devant de la scène culturelle, elles ne font pas vraiment l'objet de discussions argumentées ; et elles disparaissent sans qu'on éprouve le besoin de vérifier leur conformité aux évolutions qu'elles annoncent souvent imprudemment. Et surtout, elles donnent rarement lieu à des tentatives de validation, appuyées sur des méthodologies définies avec la rigueur indispensable à un programme de recherche. Au mieux, les auteurs qui entrent dans cette catégorie acceptent le débat d'idées, mais le plus souvent ils se contentent d'avancer des positions qui ne se confrontent à rien.

On doit reconnaître que la recherche n'est pas restée démunie ni inactive face à ces approches qui vont jusqu'à faire de la communication la clé de voûte du développement des sociétés ; des critiques précises ont montré la vacuité de certaines thèses apparemment séduisantes et s'attachant à fournir des explications sur des questions de grande ampleur tant d'un point de vue philosophique que sociétal ; mais pour autant, la tentation généraliste demeure, et réapparaissant sous des formes renouvelées, elle continue à attirer divers cercles intellectuels et à être soutenue par des éditeurs.

Il ne serait guère nécessaire d'y faire référence si ces productions se présentaient, non seulement comme des productions discursives à côté d'autres, mais surtout comme des productions académiques aptes à rendre compte d'évolutions complexes et d'enjeux de premier plan. En d'autres termes, elles réussissent à entretenir la confusion des esprits, à pénétrer des travaux d'ordre universitaire et à jeter le doute chez certains sur la nécessité de conduire des analyses fondées sur des méthodologies éprouvées, en tout cas opposables.

La (lente) construction de l'interdiscipline des sciences de l'information et de la communication.

Que les SIC soient dans la nécessité de faire appel aux diverses sciences humaines et sociales, et même à nouer des relations de coopération avec les sciences informatiques (pour la recherche de l'information ou la mise au point d'interfaces dans la communication hommes/ machines) est maintenant admis assez largement. Mais ce qui l'est moins c'est l'emploi de méthodologies inter- sciences, faisant intervenir de façon articulée des approches relevant de deux voire d'un plus grand nombre de disciplines : par exemple sémiologie et sociologie pour l'étude des discours des médias, entre histoire des médias et évolution des procédés argumentatifs ou rhétoriques, etc. De telles synergies ne sont plus exceptionnelles, mais elles ne sont pas encore suffisamment pratiquées ; le plus souvent les approches sont juxtaposées, elles se côtoient sans que soient recherchées systématiquement la mise en œuvre de démarches coordonnées et en correspondance sur des objets communs. Cette orientation se justifie d'autant plus que les chercheurs en information et communication ne sont désormais plus seuls à s'intéresser aux phénomènes info- communicationnels ; les approches mono- disciplinaires, développées à partir des disciplines traditionnelles, se sont multipliées, entraînées par l'exacerbation des enjeux de toutes sortes et soutenues par le discours politique sur la « société de l'information » ; comment marquer la différence de la part des SIC, sinon en mettant en œuvre des méthodes d'analyse propres à favoriser une élaboration théorique à la hauteur des questions posées ?

Une recherche impulsée par la demande institutionnelle et professionnelle, plus que par la demande « sociale ».

En soi, que la recherche en information et communication ait réussi à se lier à des demandes provenant d'entreprises ou de milieux professionnels, et concernant généralement les modalités de l'insertion des TICs dans la société, n'est pas une limitation ou une entrave ; la recherche appliquée ou finalisée n'est critiquable que si elle s'en tient aux questions qui lui sont posées par les commanditaires, si elle ne s'inscrit pas dans des perspectives théoriques qui les dépassent ; que des équipes aient pu ainsi depuis 2 décennies mener des travaux empiriques sur l'émergence des médias successivement apparus et sur la formation des usages des nouvelles techniques, que des doctorants aient trouvé de ce fait des moyens de mener des enquêtes approfondies donnant à leurs recherches doctorales une dimension qu'elles n'auraient pas eu si elles en étaient restées à une approche conceptuelle, est plutôt à mettre à l'actif de ces travaux ; cette catégorie de recherches a pour le moins évité le risque de généralisme que nous avons critiqué précédemment.

Mais, quelque soient les apports de ces travaux, ils ne peuvent à eux seuls constituer une orientation suffisante, et ce pour au moins deux raisons :

D'une part, ils s'inscrivent nécessairement dans le court terme, au mieux dans le moyen terme ; de ce fait, leurs problématiques, situées dans l'actualité quand ce n'est pas dans la réflexion stratégique, présentent l'inconvénient de confiner les SIC dans « une science de l'actuel » ; les questions posées ne permettent pas toujours une prise de distance historique, non pas à la manière d'un Mc Luhan et de quelques autres auteurs faisant des médias le pivot de l'anthropologie culturelle et le fondement des stades du développement des sociétés humaines, mais de façon à replacer la communication moderne dans des mouvements de longue durée des sociétés.

D'autre part, ils délaissent de facto les autres composantes de la demande sociale, et particulièrement de celle provenant des citoyens. Ce décalage doit interroger les chercheurs, et ce d'autant plus qu'ils éprouvent généralement beaucoup de difficultés à faire reconnaître, dans les médias et dans le débat social, la légitimité de leurs productions encore considérées comme relevant de la réflexion philosophique ou politique, et non d'une approche scientifique : c'est par exemple le cas de questions aussi essentielles que celle de l'influence des médias, pour laquelle les travaux universitaires ont du mal à être opposés aux points de vue relevant du sens commun.

Ces diverses caractéristiques sont encore très prégnantes ; mais il faut désormais leur adjoindre d'autres tendances qui se sont affirmées dans les dernières années, non seulement en raison des avancées de la recherche, mais surtout à cause des évolutions rapides marquant l'information et le communication.

DES TENDANCES RECENTES ET QUELQUES PERSPECTIVES.

Une effervescence qui confine à l'éparpillement.

Les occasions d'échanger sur les thèmes les plus divers se sont multipliées, et les séminaires, journées d'études, colloques ne manquent pas, de même que les réunions de collectifs ou de groupes thématiques ; il y a même à certaines périodes abondance et concurrence. De même, les possibilités de publication se sont élargies, et les ouvrages portant sur le champ – souvent de qualité inégale et parfois peu diffusés- ne connaissent pas (pour l'instant ?) les difficultés éditoriales de la plupart des sciences humaines et sociales. Mais ce serait faire preuve d'un optimisme béat que d'en rester à ce constat. En effet, cette évolution traduit aussi une forte propension à la dispersion : ces occasions de discussion et ces rencontres demeurent cloisonnées, et le risque est grand que leur contribution à la construction de l'interdiscipline soit peu efficiente. L'édification des SIC est loin d'être achevée, la légitimité de la recherche sur les objets qui relèvent d'elles est encore contestée, mais comme l'existence institutionnelle du regroupement universitaire correspondant n'est pas contestée, ses membres, désormais suffisamment nombreux et partiellement reconnus, éprouvent moins le besoin d'affirmer collectivement ce qui les rassemble et de mener systématiquement un travail collectif.

On ne saurait dissimuler que la société scientifique qu'est la SFSIC ne joue plus un rôle aussi déterminant d' « organisateur collectif » qu'antérieurement ; en dépit de ses initiatives, ses activités, et par exemple ses congrès bi- annuels, ont peine à rassembler une part aussi importante et motivée de membres ; si elle a multiplié les groupes d'études et de recherche, ceux-ci fonctionnent indépendamment les uns des autres, et participent ainsi du mouvement de dispersion que nous venons de signaler. Vis-à-vis des autorités publiques de l'enseignement supérieur et de la recherche, la 71 ème section du conseil national des universités (instance intervenant dans les qualifications et les promotions des enseignants-

chercheurs) est désormais en première ligne ; c'est elle qui est reconnue pour définir les contours de la discipline, en suivre les évolutions et préciser ce que doivent/ peuvent être les relations avec les autres disciplines.

La faiblesse des occasions et des lieux de confrontation scientifique.

Si comme cela vient d'être indiqué la circulation des informations est effectivement assurée par la tenue de colloques ou journées d'études, si d'une certaine façon la publication d'ouvrages rend possible la valorisation d'une partie de la recherche, les lieux où se confronter et où conduire d'importants programmes de recherche sont encore peu disponibles : rares sont encore les laboratoires et on se contente souvent de fonctionner au sein de petites équipes en additionnant les compétences et les activités individuelles. D'une certaine façon, la richesse des perspectives de recherche engagées au sein d'universités françaises est un fait incontestable ; mais ces perspectives donnent insuffisamment lieu à des programmes qui soient à la hauteur des ambitions affichées et certaines se développent « en vase clos », sans se relier à des programmes similaires menés ailleurs et particulièrement à l'étranger. A cet égard, malgré des efforts récents, il faut admettre que le nombre et la qualité des revues disponibles sont en deçà de ce qui serait nécessaire ; la relative disponibilité des lieux de publication cache l'insuffisance de revues académiques spécifiques. Aussi ne doit-on pas s'étonner qu'une majorité d'auteurs se trouvent dans l'obligation de publier dans des revues multi- disciplinaires et surtout dans des revues de débat public ; pour les jeunes chercheurs les difficultés sont encore plus grandes, mais les SIC se révèlent plus ouvertes que bien d'autres disciplines.

Cette carence de la confrontation scientifique n'est pas ignorée, des initiatives récentes entendent apporter des réponses durables : on citera tout particulièrement le lancement à la fin de 2001 – sous la forme d'une préfiguration- de la Maison des sciences de l'homme de Paris Nord à la Plaine Saint-Denis dont l'un des deux axes concerne directement les SIC. Des retombées positives sont à attendre d'un projet tel que celui-là.

Et toujours un confinement certain sur le cadre national.

Ce n'est pas encore devenu une préoccupation quotidienne des enseignants-chercheurs français que de se placer dans une position d'accueil et d'échange, face aux productions et offres de coopération venant de collègues étrangers. Rares sont encore les universitaires français qui circulent ou lisent régulièrement les travaux étrangers ; et rares sont encore ceux dont les travaux sont connus en dehors de France.

Toute une série de raisons matérielles ou de contraintes statutaires sont évoquées pour expliquer ce qui doit bien être considéré comme relevant de la frilosité ou du repli. Mais cette explication ne vaut que partiellement, et sans doute très partiellement. L'essentiel semble tenir dans une croyance fortement ancrée selon laquelle on peut fonctionner sans vraiment tenir compte des productions de collègues étrangers et surtout sans se confronter avec eux ou seulement de façon occasionnelle. Ce provincialisme n'est pas nouveau, il porta pendant longtemps les marques de l'humanisme républicain dont on acceptait seulement qu'il s'exporte. Il est de plus en plus en décalage avec la communication en train de se faire et les développements de la globalisation et de la mondialisation libérale. Il est d'autant moins acceptable que l'on retire toujours beaucoup des échanges (ne serait-ce qu'un décentrement, généralement heuristique) et que les demandes faites aux universitaires français sont souvent pressantes, parfois sans que des réponses puissent leur être apportées.

Il est paradoxal que des appels soient adressés parfois en vain vers ce que l'on désigne encore comme « l'Ecole française » et ce afin de contre- balancer les influences des courants théoriques nord- américains. Il est tout aussi paradoxal que soit délaissée la

coopération avec les universités du Sud, parmi les plus démunies et à la recherche de professeurs formés.

Une fois ces tendances récentes exposées, il importe maintenant de faire le point sur *les orientations de la recherche*. Lesquelles peuvent faire état d'acquis manifestes ? Quelles sont les plus négligées ? Quelles sont celles qui nécessiteraient des efforts significatifs, en raison même des enjeux dont elles sont l'expression ?

Même si mon collègue Jean-François Têtu s'est attaché à faire le point sur les travaux relevant de la linguistique et des études culturelles, il me sera difficile de ne pas reprendre des éléments abordés par lui et de me limiter au domaine qui m'est attribué, et ce pour une raison simple : les TICs ne peuvent être séparées sans dommage du reste du champ de l'information et de la communication : c'est en effet la marque d'une interdiscipline que de penser, non seulement les relations qui se nouent entre les disciplines parties composantes, mais également entre les objets du champ.

En outre, il ne m'apparaît pas opportun de classer les travaux selon l'avancée qu'ils représentent. Les critères d'un tel classement sont pour le moins difficiles à préciser, et surtout, ce classement peut se révéler en décalage avec un ordre de priorité pour l'avenir.

En tout cas, je prends le risque de considérer que les *cinq axes* suivants ont donné lieu au cours de la dernière période à des travaux importants et multiples :

L'analyse des médias audiovisuels : leur histoire, les genres, l'étude des discours (relevant de la sémio- pragmatique ou de la socio- sémiologie) et de la réception, le rapport au politique, etc (voir sur ce point l'intervention de Guy Lochard). Ceci est d'autant plus remarquable que les chercheurs français, fascinés par la création filmique, ont mis du temps à s'intéresser à la télévision. La radio reste une préoccupation seconde et les travaux relatifs à la presse écrite se sont poursuivis sans toutefois se porter sur les aspects les plus décisifs de l'évolution de ce média.

L'étude de la communication des organisations, et dans une mesure moindre de la communication au travail. Cependant, malgré des confrontations régulières entre chercheurs, l'addition de nombreux apports n'a pas encore produit une connaissance complète et argumentée d'un phénomène qui recèle incontestablement des spécificités propres à la situation française.

La connaissance de la formation des usages des TICs et plus généralement des processus de l'innovation technique. Cet axe a donné lieu en un peu plus de quinze ans à des travaux originaux, souvent liés à des commandes des industries concernées.

L'approche de la communication politique, de la communication publique, de la communication culturelle, de la communication scientifique et des interactions entre communication et formation, ou entre communication et santé ; il s'agit là d'envisager les relations qui se nouent dans ces champs (encore ?) majoritairement non- marchands et les techniques de gestion du social que sont les Tics ; en d'autres termes on se s'intéresse à la médiatisation progressive des instances de médiation.

L'étude des spécificités des industries culturelles, de leur soumission croissante aux impératifs des groupes de communication et des conditions nouvelles de leur valorisation via des réseaux techniques.

On voudra bien excuser les limites ainsi que la présentation sommaire de ces axes. Mais, à partir de ce rappel, je vais m'efforcer d'esquisser des orientations, qui soient une réponse à

la fois aux carences constatées et aux enjeux sociétaux. Je propose donc de retenir parmi *les perspectives de recherche* :

L'analyse des stratégies, des modalités et des discours de l'information professionnelle spécialisée. Celle-ci, en progression rapide, demeure paradoxalement négligée par les chercheurs ; elle est pourtant un domaine d'élection de la « recherche d'information » informatisée, accessible ou non par le moyen de procédures plus ou moins automatisées.

Les travaux historiques. Certes, on se doit de signaler que des recherches de qualité sont désormais disponibles, mais la dimension historique est essentielle à la compréhension de la communication moderne, qui a pris son essor à partir du milieu du XX^{ème} siècle. Il est impératif que les travaux ne se limitent pas à une approche sectorielle, mono- médiatique, en relation seulement avec l'histoire politique.

La communication interactive multimédia. Les SIC doivent prendre une part active à la préparation des dispositifs multimédias et à l'étude des « écritures » émergentes. En collaboration ou non avec les sciences cognitives et l'informatique, elles doivent proscrire d'être réduites au rôle de science d'appoint, sollicitée uniquement dans le but d'auxiliaire dans la conception des produits.

La « société de l'information », dénomination accordée le plus souvent sans fondements théoriques solides, doit elle-même être questionnée ; c'est reconnaître que la recherche en communication ne peut laisser les autres sciences humaines et sociales développer une approche communicationnelle métaphorique ou « machinique » ; en d'autres termes, la médiatisation des médiations et l'informationnalisation (à bien distinguer de l'informatisation qui a toujours les faveurs d'une certaine sociologie...) des activités économiques et des interactions sociales, doivent ainsi donner lieu à des analyses approfondies.

Les politiques publiques de la communication, et notamment les modalités de l'action régulatrice à laquelle les médias et les TICs doivent être soumises, dans le cadre de missions de service public adaptées aux conditions présentes. La réflexion est d'autant plus urgente qu'elle a été délaissée par les décideurs politiques (par conviction néo- libérale ou par faiblesse) et que les juristes se contentent en la matière d'une approche pragmatique. Il y a tout lieu de penser qu'il y a là un chantier important, auquel la complexité des développements attendus nécessitera d'accorder une certaine prépondérance.

Enfin l'analyse de l'internationalisation du secteur de la communication et de la place qu'il acquiert/ conquiert dans les « flux » économiques et informationnels mondiaux. Les SIC ont actuellement peu à dire sur les conséquences de la mondialisation en cours du mode de production dominant. En quoi les productions culturelles et informationnelles sont-elles soumises à des modes de gestion qui entraînent jusqu'à des mutations d'ordre symbolique ? Comment interpréter la trans-nationalisation des échanges sociaux et professionnels que favorisent les réseaux ? La co-existence de pratiques communicationnelles en phase avec la modernité technologique et de pratiques communicationnelles « ordinaires », dans les pays dominés mais également dans les pays dominants, est-elle acceptable socialement, culturellement ?etc.

Je ne doute pas que vous soyez tenté d'ajouter à cette liste déjà longue des propositions qui vous paraissent faire défaut. Et il est vrai que l'importance prise par la communication nous conduit de plus en plus à douter de pouvoir en saisir la complexité et la multi-dimensionnalité. Les difficultés sont réelles, et doivent nous rendre plus exigeant théoriquement et méthodologiquement. C'est la condition et la voie pour une recherche critique qui ne soit pas qu'évocatoire.

BIBLIOGRAPHIE (TRES) SELECTIVE :

Flichy Patrice et Quéré Louis (coordonné par), *Communiquer à l'ère des réseaux*, Paris, Hermès, numéro 100 de la revue Réseaux, 2000 (voir notamment les articles de Paul Beaud, Josiane Jouet, Simonne Bonnafous et François Jost, Bernard Miège sur l'Etat de la recherche, pp. 457- 568).

BOURE Robert (coordonné par), *Les origines des sciences de l'information et de la communication- regards croisés*, Villeneuve d'Ascq, Les Editions du Septentrion, 2002.

JEANNERET Yves, Les sciences de l'information et de la communication : une discipline méconnue en charge d'enjeux cruciaux, SFSIC, La Lettre d'Inforcom N° 60, hiver 2001-2002, pp.3-40.

LANCIEN Thierry (sous le direction de), *Recherche et communication*, Numéro 14 de le revue MEI, L'Harmattan, 2002.

MATTELART Armand et Stourdzé Yves (sous la direction de), *Technologie, culture et communication, Rapport au Ministre de l'industrie et de la recherche*, Paris, La documentation française, 1982.

MIEGE Bernard, *France : pluralité des approches et relations étroites avec l'ensemble de la communication*, publié notamment dans la revue Analisi- Quaderns de comunicacio i cultura, Barcelona, UAB, num.21, 1997, pp. 133-148.

MIEGE Bernard (interview), *Université et SIC*, Paris, INA, Les dossiers de l'audiovisuel N° 85, juin 1999, « La recherche en information et communication ».

CONVERGENCIA TECNOLÓGICA: PERSPECTIVAS DE INVESTIGACIÓN EN MÉXICO

DELIA CROVI DRUETTA

SALVEDADES Y ANTECEDENTES

Como dice Lucien Sfez, “*La realidad no es una sino dos, tres o más*” (SFEZ, 1996:81). Es por ello que recrear el contexto en el cual se desarrolló la investigación sobre convergencia tecnológica en México, implica reencuadrar la información existente y seguramente terminar haciendo referencia a una de esas realidades, en este caso, la mía, la que yo creo que es la realidad. Una disculpa de antemano por ello.

Por otra parte, resulta difícil trazar un panorama completo de la investigación que se ha realizado en México en materia de convergencia tecnológica, porque además de las contextualizaciones personales, están los olvidos. Una segunda disculpa por ello.

Hechas estas salvedades, me referiré entonces a lo que para mí constituye una línea general de trabajo que se ha ido construyendo en México en materia de investigación sobre convergencia tecnológica. Mi interés, sin embargo, es apuntar hacia el futuro partiendo, como debe ser, de una reflexión histórica que nos lleve a proponer una agenda de investigación abarcadora sobre este tema, así como acerca del proceso de construcción de la sociedad de la información y el conocimiento en este país.

En el contexto latinoamericano México es un país que históricamente se ha interesado por temas de comunicación, tanto en materia de investigación, como de enseñanza o de su aplicación a diversos escenarios sociales. Cabe aclarar, no obstante, que esto no significa que los recursos económicos destinados a la investigación sean suficientes.

Refiriéndose al ámbito latinoamericano, de estos años y las décadas anteriores, Catalán y Sunkel han dicho:

“Existe un claro paralelo entre los paradigmas que configuran el itinerario de los estudios de la comunicación en América Latina y los procesos políticos en los cuáles éstos se desarrollaron. Es así que el primer momento en el cual predominó el paradigma funcionalista, se desarrolló y fue funcional a los procesos de reforma que en esos años se vivían en el continente. El segundo momento, en el cual predominó el paradigma crítico, se desarrolló y fue estrictamente funcional a los proyectos revolucionarios que se desarrollaron hacia fines de la década de los '60. Finalmente, el tercer momento, en el cual predominó el paradigma de las políticas nacionales de comunicación, se desarrolló en el contexto de las dictaduras militares y en gran medida operó como una contestación a la situación de autoritarismo que caracterizó a esos sistemas” (CATALAN y SUNKEL, 1991:12).

No obstante, cuando hace más de 25 años, en algunos de los países de la región las dictaduras militares borraban todo vestigio de la comunicación, en México desde diferentes instituciones se realizaban esfuerzos importantes para conocer más sobre este campo de estudio. Universidades públicas y algunas privadas (como la Iberoamericana, por ejemplo), incluso desde la propia presidencia a finales de los 70, se realizaban un doble esfuerzo de investigación y divulgación de los hallazgos de esos estudios. Estos análisis no sólo apuntaban a aportar datos sobre una incipiente economía política de la comunicación, sino también, acerca de la aplicación de la comunicación a distintas actividades sociales entre las que destaco la comunicación política y los medios.

De aquella década de los 70 quedan algunos cuadernos y revistas, como los editados por la Universidad Nacional Autónoma de México, UNAM; la Universidad Autónoma Metropolitana, UAM; la escuela de periodismo Carlos Septién y el instituto Comunicología Aplicada, que en general sobrevivieron unos pocos años. Los temas incluidos en esas publicaciones eran reportes de investigación, reflexiones críticas sobre aspectos diversos y análisis acerca de los medios impresos y electrónicos. Como era de esperarse, no había reflexiones sobre las nuevas tecnologías de comunicación, NTIC, que aún quedaban lejos para un país con recursos económicos limitados.

Sin embargo en los años finales de esa década y los primeros de la siguiente, se ubica lo que sería un primer intento por comenzar a analizar esas nuevas tecnologías de comunicación. Y digo nuevas tecnologías de comunicación, porque en sus inicios estos estudios se centraron en el reconocimiento de las características y potencialidades de los desarrollos tecnológicos que iban surgiendo.

Los satélites, la televisión de cable, informática, los teléfonos y las computadoras, interesaron a aquel primer grupo de investigadores. La institución que lo albergaba era el Centro de Estudios Económicos y Sociales del Tercer Mundo, CEESTEM, cuyo objetivo fue “.. .analizar la compleja problemática de los países en desarrollo para encontrar soluciones que propicien un nuevo orden internacional más justo y equitativo”, (Revista *Presencia Nueva*, 1980:3).

Estos propósitos indican una perspectiva política y una concepción de las naciones menos desarrolladas muy diferente a la actual. El CEESTEM, donde convergían investigadores de diferentes países del mundo, había sido creado por iniciativa de México a partir de un interés especial del ex presidente Luis Echeverría, emisario de un pasado reciente donde los términos neopopulismo y desarrollismo se usaban con frecuencia para caracterizar a algunos de los gobiernos de su tiempo. Tiempos en los que la teoría social crítica latinoamericana diera lugar a uno de sus productos más creativos y originales: la teoría de la dependencia. Tiempos, en fin, en los que Fernando Henrique Cardoso era aún un destacado sociólogo latinoamericano trabajando en el Instituto Latinoamericano de Planificación Económica, ILPES y no el presidente de un Brasil acosado por los sin tierra.

Pero los años fueron horadando el concepto de Tercer Mundo. Y aunque las causas que originan las diferencias entre países ricos y pobres no han desaparecido, hoy los nombres que las designan son otros.

Aquel primer grupo del CEESTEM hizo su trabajo, un trabajo que nunca dio a la luz porque los tiempos iban cambiando: la propia institución se adelgazaría hasta desaparecer y la paulatina imposición de las políticas neoliberales aportarían una lectura diferente sobre el Tercer Mundo y su lugar dentro del incipiente proceso de globalización.

A ese mismo período, fines de los 70 comienzos de los 80, corresponde también una iniciativa, ya mencionada, de la Coordinación General de Comunicación de la presidencia de la República, cuyos estudios se difundieron en la serie Aportes de Comunicación Social, donde no encontramos análisis sobre las NTIC, aunque si un primer esfuerzo por sistematizar la relación de las comunicaciones con diferentes generaciones y descubrimientos tecnológicos.

Desde mi perspectiva estas dos iniciativas constituyen una suerte de bisagra, de puente entre dos momentos diferentes de los estudios de comunicación en México, cuyo parteaguas es el año 1982. Un nuevo presidente llega a Los Pinos: Miguel De la Madrid Hurtado, y con él arriba el modelo político-económico neoliberal a México. Cabe precisar que cuando hablamos de un cambio de esta magnitud no podemos dar una fecha concreta

de inicio, sin embargo, a los fines del análisis político es común ubicar el acta de nacimiento de las políticas neoliberales en México en ese año de 1982.

Así, el fin de la década de los 70 fue marcando también el fin de un modelo político económico y por lo tanto, de un tipo de relación del Estado con los medios masivos de comunicación. En este contexto, las preguntas de investigación de los 70 se abrieron en un abanico muy amplio, en general vinculado a los medios y sus efectos, la integración del capital en las empresas mediáticas privadas, contenidos de algunos mensajes, comunicación política y comunicación educativa.

LOS 80: ¿UNA DECADA PERDIDA?

Para América Latina, México incluido, la de los 80 fue una década perdida. Sin embargo, ¿podemos decir lo mismo para los estudios sobre NTIC y convergencia tecnológica?

Depende de los parámetros con los que se los compare. La producción de estos años fue poco fecunda y dispersa. Creo que no existió una sensibilidad hacia el tema, incluso hubo un cierto desinterés, pero aún así es posible encontrar esfuerzos aislados.

Entusiasmada por la importancia y lo novedoso del tema, yo misma comencé en esos años a dar mis seminarios de posgrado sobre nuevas tecnologías, los cuales tenían una fuerte carga de análisis geopolítico y se orientaban a analizar la fuerza del sector telecomunicaciones y su desarrollo. Los alumnos interesados eran pocos y administrativamente no había clave alguna que contuviera esos contenidos, por lo que en general se convertía en una materia optativa llamada Cibernética y sociedad, denominación que me condenaba a regresar a conceptos de finales de los años 40.

“La década del '80 está marcada por los procesos de democratización, de concertación y de rearticulación de la sociedad civil en diversos países de la región. ¿Qué sucede en este nuevo contexto con el tema de la comunicación? Como tendencia general, se observa un proceso de profesionalización de los estudios de la comunicación que ha implicado la construcción de una agenda temática especializada, el desarrollo de enfoques más neutrales y la recuperación de lo empírico. Este proceso de profesionalización ha implicado dejar de lado los paradigmas que estuvieron presentes en los estudios de la comunicación en décadas anteriores y, por lo tanto, un desplazamiento desde los estudios paradigmáticos a estudios que operan con teorías de rango medio.

En parte, el proceso de profesionalización es un intento por superar los reductivismos que caracterizaron a los estudios paradigmáticos. Pero sobre todo, es una respuesta a la creciente complejidad y protagonismo que ha asumido el campo de las comunicaciones. Complejidad y protagonismo por medio del cual se ha hecho evidente que éste debe ser considerado como un campo específico ...” (Catalán y Sunkel, 1991:12 y 13).

En este contexto, para los estudios sobre NTIC la de los 80 fue una década de aproximaciones y de reconocimiento del tema. Quizá empujados por este desplazamiento de los estudios paradigmáticos, pero también por el creciente protagonismo de la comunicación, la dispersión de los trabajos realizados sobre NTIC fue, desde mi perspectiva, su rasgo más significativo. Los investigadores nos fuimos sorprendiendo por cambios derivados del nuevo modelo político-económico. La incorporación paulatina de nuevas tecnologías tanto en los medios como en los sectores financieros (que fueron los primeros en comprender la dimensión del cambio que se estaba dando), fueron aspectos que pasaron a integrar parcialmente las agendas de investigación. Así, las preguntas a las que buscan responder esos estudios se centraron primero en las características de los nuevos desarrollos tecnológicos, para luego cuestionarse su influencia, sus usos sociales y lo que sería el inicio de un proceso privatizar no exento de discrepancias.

No debemos olvidar que cuando México comienza a transitar el camino del neoliberalismo las características de su infraestructura en materia de comunicaciones era otra: Telmex era una compañía nacional que controlaba la totalidad del servicio telefónico en el país; el Estado manejaba desde el Distrito Federal cuatro canales de televisión abierta: 7, 11, 13 y 22 y algunos medios impresos; existía una red de radiodifusoras y televisoras culturales y de los gobiernos de los estados; la televisión por cable (siempre privada) pasaba por un largo periodo de estancamiento en el cual no se autorizaron nuevos sistemas; y bajo el argumento de que eran estratégicos para el país, el Estado asumió la compra y lanzamiento del primer sistema de satélites doméstico del país: el Morelos, anunciado en 1982 y orbitado en 1985. Esta decisión del gobierno mexicano detiene el proyecto de Televisa, denominado Iluicahua, Señor de los cielos), con el que el consorcio buscaba contar con su propio sistema satelital.

La puesta en órbita de los Morelos originó que algunas instituciones del sector público se interesaran por conocer los beneficios de esta tecnología, lo que dio lugar a algunas investigaciones en las que se pretendía detectar las condiciones de uso de los satélites y proponer proyectos para su aprovechamiento. Entre ellas destacan el Instituto Latinoamericano de la Comunicación Educativa, ILCE; el Consejo Nacional para la Educación Tecnológica, COSNET, de la Secretaría de Educación Pública, SEP; así como otras dependencias de esta Secretaría. Mención especial merece el Instituto de Geofísica de la UNAM que por esos años comenzó estudios contextuales y empíricos para desarrollar un satélite científico de observación, que culminarían años después con la fallida puesta en órbita del prototipo creado por esta institución.

Durante los 80 comienza a surgir también información derivada de las instancias encargadas de tomar decisiones acerca de los cambios tecnológicos y de delinear la política informática del país, como son las diferentes dependencias de la Secretaría de Comunicaciones y Transportes. Nace también la preocupación por conocer cómo se estaban operando transformaciones en los sistemas productivos de los medios, en especial la prensa, a partir de la incorporación de las NTIC. Más lentamente el tema de los satélites, los cambios en la telefonía y el análisis de algunas de las otras nuevas tecnologías, se van incorporando a las tesis de grado y posgrado. Del mismo modo, las revistas especializadas en comunicación (escasas en esos años) o dedicadas a tratar temas de ciencias sociales, empiezan a dar lugar a algunos trabajos sobre estos temas.

En suma, podríamos pensar en los 80 como una década perdida en términos de que los esfuerzos fueron aislados y casi todos estuvieron destinados o bien a describir las NTIC que iban llegando al país, o bien a pensar en ellas desde una perspectiva instrumental encaminada a dar respuesta a necesidades concretas, pero con escasa reflexión sobre su impacto social. Sin embargo, una lectura más optimista del trabajo de investigación desarrollado en esos años, me permiten considerarlos como los que abrieron el interés por el tema de las NTIC.

LOS 90: LAS PREGUNTAS SE DIVERSIFICAN Y ESTALLAN

Es en la década de los 90 cuando las preguntas de investigación acerca de las NTIC y los procesos de convergencia tecnológica, se diversifican al punto de configurar una suerte de estallido. Como resultado de las premisas neoliberales, el propio Estado realiza lo conducente para adquirir un papel cada vez más discreto en términos de decisión, relegándose a la capacidad necesaria para regular los cambios que se estaban operando. El resultado es una liberalización, en ocasiones provocada y en otras involuntaria, en el manejo general del sector audiovisual y de las telecomunicaciones.

Es también la década en la que las NTIC empiezan a percibirse como un proceso de convergencia tecnológica con hondas repercusiones sociales. En efecto, fue apenas a

mediados de los 90 cuando Internet inicia su expansión entre el sector de población, aún escaso, que lo ha incorporado a su vida cotidiana. Como en otros países, en México fue la academia la que se convirtió en protagonista de esa expansión. Nunca como en esta década se hizo efectivo aquello que afirma Lucien Sfez: “Nadie pone en duda esta característica: el dominio de la comunicación ha establecido un pacto de lealtad con la tecnología. (...) Las ciencias de la comunicación se desplazan y actúan en la esfera tecnológica” (SFEZ, 1996: 21).

La presencia efectiva de las redes en la sociedad mexicana fue el mejor aliciente para la investigación, que a partir de entonces se diversificaría para dar respuesta a preguntas que van desde lo muy general hasta situaciones puntuales. Paralelamente, el Estado va concretando muchas de las transformaciones que requiere el modelo neoliberal y su expresión relacional la globalización. Entre estas concreciones cabe destacar algunas:

México adopta una política informática de adquisición de innovaciones tecnológicas cerrando así, claramente, el capítulo de sustitución de importaciones abierto en otros tiempos por la CEPAL.

Desde 1989 había comenzado por fin la expansión de la TV por cable, la cual en sólo cuatro años pasó de 83 sistemas a 130 y de poco más de medio millón de suscriptores a casi un millón doscientos mil.

También a finales de 1989 se había producido un cambio sustantivo: el inicio de un servicio de televisión codificada: Multivisión, MVS, primera empresa en hacerle la competencia a Televisa en el segmento de TV de paga.

En materia de telefonía se producen grandes modificaciones tendientes a lograr su liberalización en términos de mercado: TELMEX se privatiza en diciembre de 1990 al pasar a manos del grupo Carso; un año antes había iniciado la telefonía celular; en tanto que a partir de 1997 se inicia la competencia por los servicios de larga distancia.

Con el argumento de que “... el estado se organiza para comunicarse mejor” pocos años antes el Estado mexicano había integrado sus recursos audiovisuales en Institutos: IMER, de la Radio; IMEVISIÓN, de televisión; IMCINE, de cine. No obstante es en esta década cuando comienza su privatización. Este proceso es especialmente notable en el caso de la televisión, ya que en 1993 se concreta la venta de los canales 7 y 13 y sus redes, dando origen al sistema TV Azteca, empresa que rompe el tradicional monopolio que mantenía Televisa sobre la TV abierta.

En materia de legislación es también en esta década cuando se modifican las reglas del juego:

En 1992 cambia la ley de cinematografía aprobada en 1949, que ya había sido reformada en 1952.

En 1993 se modifica el reglamento de la TV por cable, que pasan a formar parte de los servicios de telecomunicaciones, a la vez que se amplían los plazos para su concesión.

Se suscita una amplia discusión entorno a modificaciones propuestas para la ley de derechos de autor.

En junio de 1995 se aprueba la nueva ley Federal de Telecomunicaciones, a partir de la cual es posible estructurar un nuevo escenario en el sector.

El artículo 12 de la Ley Federal de Telecomunicaciones, establece las bases legales para que la inversión extranjera pueda ser de hasta un 49% en las empresas de medios nacionales.

Se abren las posibilidades para privatizar las señales satelitales.

Estas acciones, aunadas a movimientos económicos de fusiones, acuerdos, asociaciones entre empresas, van estableciendo a lo largo de esta década, un escenario netamente diferente al que existía hasta entonces, a la vez que se van delineando las políticas públicas del sector. El dinamismo de esos cambios llega incluso a sorprender a los investigadores, lo que no impide, sin embargo, que se hagan importantes esfuerzos para ir registrando y sistematizando esos movimientos.

A este periodo corresponden publicaciones sobre temas tales como: la política informática de México; los satélites; las nuevas tecnologías y su impacto social; el sector telecomunicaciones y las industrias audiovisuales ante el Tratado de Libre comercio de América del Norte; las educación frente a los procesos de convergencia; Internet la red de redes; entre otras, además de un sinfín de artículos de divulgación que aparecen en revistas especializadas.

A este periodo corresponde además, la aparición de revistas de divulgación sobre temas de comunicación, las cuales van ejerciendo una suerte de función de relevo en la construcción de esta historia, dado que son las que van registrando los aspectos puntuales.

Cabe mencionar asimismo, la emergencia de un fenómeno que habla de la fuerza que el tema va teniendo en el conjunto de la sociedad: los periódicos comienzan a abrir secciones especializadas en nuevas tecnologías y desde sus páginas económicas difunden datos sobre los movimientos de un sector tan productivo como dinámico. Aunque en menor medida, los medios audiovisuales comienzan también a tener sus secciones. Paralelamente, en las revistas de ciencias sociales el tema va ganando espacio.

Hay dos ámbitos más que quisiera destacar en estas reflexiones en los que la convergencia cobra fuerza como tema de estudio: me refiero a las tesis de grado y posgrado y a la información generada por las propias instituciones y empresas vinculadas al sector (Telmex, Televisa, TV Azteca, SCT, INEGI, Cofetel, SEP, etc.). Respecto a las tesis, como muestra baste decir que entre los alumnos de las dos primeras generaciones del doctorado en comunicación de la UNAM iniciado en 2000, una tercera parte está desarrollando investigaciones sobre diferentes aspectos de la convergencia tecnológica. Algo similar ocurre en la maestría y en menor grado en licenciatura. En cuanto a empresas e instituciones estatales, sus datos (que a veces hay que leer con reserva), se han transformado en importantes fuentes de referencia y consulta.

Cabría también agregar que es en esta última década del siglo XX cuando la tan buscada y pocas veces hallada interdisciplinariedad, comienza a tomar forma en los estudios de comunicación por la propia lógica la convergencia, que va afectando a diferentes actividades sociales. Del mismo modo, a partir de estos procesos la comunicación se ubica mejor en el concierto de las ciencias sociales, ámbito donde casi siempre fue relegada a un segundo plano. No obstante estas ganancias, la década de los 90 nos dejó una gran asignatura pendiente: la ausencia de proyectos de investigación sobre el tema con continuidad y a causa de ello, la escasez de grupos permanentes de reflexión y discusión sobre la convergencia y la sociedad de la información.

Como decía al principio de este apartado, la de los 90 es la década del estallido, un estallido posmoderno en el que caben, en palabras de Vattimo, múltiples racionalidades.

Una gran caja de Pandora se ha abierto con toda su riqueza, pero también con todo su desorden, con cosas inservibles que hay que eliminar si queremos ganar espacio y dejar sólo lo útil, lo que tiene sentido conservar. Creo que este es el desafío de la primera década y tal vez de las subsiguientes del siglo XXI: ordenar, limpiar, registrar, dar coherencia y con todo este bagaje, incidir en las políticas públicas.

DESAFIOS DEL PRESENTE

¿Qué tenemos ahora que apenas estamos comenzando un nuevo siglo? Un desafío enorme que abarca igual aspectos teóricos, metodológicos, de acceso tecnológico, que los relativos al financiamiento de las investigaciones y la conformación de un nuevo tipo de instituciones de educación superior. Tenemos también objetos de estudio que se multiplican hasta dimensiones que se antojan inabarcables para el grupo de personas que hacen de la investigación de la comunicación una actividad cotidiana y permanente, que por cierto es al segmento al cual me he estado refiriendo en estas reflexiones.

Respecto a este último punto y con la intención de ir poniendo un poco de orden en el complejo panorama de esta década, encuentro que en la investigación que se realiza actualmente sobre convergencia tecnológica es posible deslindar tres grandes grupos, de especies diferentes.

Existe un conjunto más o menos numeroso de estudios que se realizan con fines de marketing. ¿Cómo es el producto? ¿Cómo lo prefiere el usuario? ¿Cómo está integrado el segmento de mercado al cual se dirige este producto? Son preguntas frecuentes en estas investigaciones. Construyen un saber al cual, en general, los investigadores que nos ubicamos en la academia no tenemos acceso porque pertenece al secreto mundo que se desarrolla tras las bambalinas del comercio. Esto no quiere decir, sin embargo, que no haya allí información valiosa. Se trata simplemente de otra especie.

Hay otro grupo investigaciones cualitativas y cuantitativas producidas por las empresas e instituciones gubernamentales vinculadas al sector de las telecomunicaciones, las industrias audiovisuales y la convergencia tecnológica. En general son estudios de corte estadístico o descriptivo, aunque no faltan algunos que utilizan instrumentos cualitativos y proporcionan análisis. Me parece que pueden ocupar un lugar destacado como fuentes de consulta, pero que al mismo tiempo deben merecer el rigor de una lectura crítica y acuciosa que permita distinguir los intereses específicos de esas empresas e instituciones. En los últimos tiempos, muchas veces por razones de financiamiento y ante la imposibilidad de generar datos propios, se tiende a citar cifras, estadísticas, encuestas, análisis, cuyos resultados corresponden más a los intereses de quienes producen esos datos que a la realidad misma. No debemos perder de vista, y esta es razón suficiente para separarlos del resto de las investigaciones, que en la mayor parte de los casos son estudios realizados para validar proyectos y acciones de los sectores público, privado y mixto, es decir, de otra especie.

El tercer grupo corresponde, por supuesto, a la investigación que se realiza en instituciones de investigación y educación superior. Este sector, que desde mi perspectiva es el que lleva la mayor responsabilidad en la investigación sobre la convergencia tecnológica, ha experimentado transformaciones radicales en consonancia con los lineamientos de las políticas neoliberales. En los últimos años las universidades, como instituciones históricamente destinadas a crear conocimiento y formar intelectuales, se han desgranado en institutos, organizaciones y empresas, de perfiles y misiones diversos.

José Silvio en su trabajo sobre virtualización de la educación superior menciona tres tipos de universidades:

Las orientadas por las fuerzas del mercado, que responden a las necesidades de las empresas (market driven).

Las orientadas a cumplir con objetivos sociales más generales, que responden a necesidades algo difusas como pueden ser las de carácter humanístico, ético, religioso, entre otras. (social driven).

Y las instituciones de corte académico, orientadas por la investigación científica y tecnológica básica y el progreso del conocimiento (academic driven).

Este desdoblamiento de las instituciones de educación superior, nos lleva a preguntarnos: ¿cuáles son las universidades mexicanas que realizan investigación? ¿qué proyectos están en marcha?

La Asociación Nacional de Universidades e Instituciones de Educación Superior, ANUIES, registra 171 carreras de comunicación en el país, 25 de las cuales ofrecen posgrados. Por su parte el Consejo Nacional para la Enseñanza y la Investigación de las Ciencias de la Comunicación, CONEICC, tiene registradas en su institución 52 carreras de comunicación a nivel profesional, de las cuales 39 tienen posgrados (8 de ellos dentro del padrón de excelencia de CONACYT). A pesar de esta amplia oferta, son escasas las instituciones que realizan investigación de manera sistemática y constante (quizá no más de 10 en todo el país). Se trata, con algunas excepciones, de universidades públicas, tradicionales, así como algunas de carácter social.

Por otra parte, se estima que en el Sistema Nacional de Investigadores dependientes del Consejo Nacional de Ciencias y Tecnología, CONACYT, figuran alrededor de 50 investigadores cuyos objetos de estudio se vinculan a temas de comunicación. De ese medio centenar sólo algunos se dedican a analizar la convergencia tecnológica, aunque sabemos que en otras áreas de conocimiento se realizan estudios sobre el tema. De todos modos el número de investigadores es muy bajo, en especial si consideramos que son ellos quienes tienen mayores posibilidades de obtener financiamientos para sus estudios.

Las obras publicadas a partir del 2000 demuestran que el tema concita un interés creciente. Sin embargo, para este pequeño grupo de académicos que tiene la enorme misión de contribuir a un mejor conocimiento de la sociedad de la información a través de la docencia, la investigación, la divulgación o la dirección de tesis de grado y posgrado, el desafío es muy grande.

A MANERA DE CONCLUSION

La experiencia educativa a nivel superior se ha globalizado. A partir de documentos emitidos por la UNESCO, la Organización de Cooperación y Desarrollo Económico y las evaluaciones del Banco Mundial, compartimos lineamientos generales que están siendo aplicados (con muchas resistencias de algunos sectores) en los sistemas educativos locales. Esta suerte de rasero educativo no toma en cuenta las diferencias que son muchas y profundas. Sirve, no obstante, para ratificar lo que ha sido una constante en la investigación de la comunicación en América Latina: su permanente vinculación (¿sujeción tal vez?) con los procesos políticos.

A manera de cierre quiero plantear, por un lado, algunas advertencias y por otro, una serie de reclamos para este campo de estudio.

En el terreno de las advertencias, considero que lejos de reclamar una independencia para el campo de conocimiento de la comunicación, la convergencia tecnológica nos coloca en una situación privilegiada: por fuerza, los estudios que realicemos deben tener carácter inter

y multidisciplinario. Ningún elemento del sistema de comunicación se encuentra aislado, actúa sobre una situación en la red y es actuado por esta (Sfez, 1996).

Esta situación nos lleva primero, a reivindicar la necesidad de contar con equipos sólidos y permanentes de investigación, que respondan a las necesidades que plantea el propio conocimiento y no a financiamientos efímeros. En segundo lugar, a valorar la centralidad de los estudios sobre convergencia tecnológica, que han contribuido a ampliar el rango de influencia de la comunicación hacia actividades sociales diferentes, como lo es la educación, el trabajo y los sistemas productivos.

Advierto asimismo, la necesidad de recuperar la renovación metodológica que se está dando en los estudios sobre convergencia tecnológica y NTIC, que propicia la complementariedad de recursos e instrumentos de carácter cualitativo y cuantitativo. Si alguna vez hablamos de las carencias de la comunicación en aspectos metodológicos, es hoy el momento de recuperar los recursos que aportan otras disciplinas para conocer los procesos comunicativos a partir de la informatización de la sociedad en su totalidad.

Una tercera advertencia tiene que ver con la construcción teórica de lo que es y significa la convergencia tecnológica para México. Es innegable la existencia de un abismo digital cuyas dimensiones abarcan tanto el acceso a la tecnología como el conocimiento para alcanzar una apropiación plena. Cabe puntualizar que, en materia de esta misma advertencia, las investigaciones suelen poner el acento en la disponibilidad tecnológica, descuidando los procesos de apropiación. Si como ha dicho Bernard Miege, aquí presente, la convergencia acompaña a los procesos productivos, debemos identificar, reconocer y analizar cómo se produce este acompañamiento, tanto en términos culturales como económicos.

Finalmente, una cuarta y última advertencia tiene que ver con las políticas públicas. En ocasiones y debido a la forma en que se van presentando los hechos, los estudios de comunicación tienden a ver el árbol perdiendo de vista el bosque. En estos días en México se discute con interés la renovación de la legislación tanto en términos del acceso a la información como en lo relativo a los medios. Estas y otras actividades gubernamentales como algunos movimientos del sector privado, deben formar parte de nuestras agendas a fin de poder incidir a tiempo sobre las políticas públicas.

Mis reclamos son cuatro:

La urgencia de una recapitulación puntual acerca de todo lo que se ha hecho hasta el momento en materia de investigación sobre NTIC, convergencia tecnológica y sociedad de la información. Este es un punto de partida indispensable para caminar hacia el futuro.

Fortalecer los estudios académicos acerca de la convergencia tecnológica en México a través de políticas de investigación idóneas que incluyan financiamientos adecuados y mecanismos apropiados para la divulgación de resultados.

Trabajar para alcanzar una vinculación mayor entre enseñanza, investigación y difusión, con miras a lograr dos contribuciones: renovar las generaciones de académicos y orientar a través de los resultados de nuestros estudios, la toma de decisiones concernientes a la convergencia tecnológica en su dimensión social y económica.

Reclamo, finalmente, una visión crítica que nos aparte lo suficiente de las políticas públicas, de manera que podamos ver en ellas los aciertos y también las carencias y errores.

Cuando Federico Fellini era un joven de 20 o 22 años, tuvo una novia: Bianchina. Parte de su juego amoroso era deleitarla con relatos que él mismo escribía. De aquellos días dijo

Fellini: “Descubrí con éxtasis que la vida es más real cuando se la cuenta que cuando se la sufre”

Las reflexiones que acabo de compartir con ustedes tuvieron este mismo sentido. Hemos construido una historia. Al contarla se hace más real. Mucho más real que aquellos días en los que empeñamos nuestros mejores esfuerzos, nos enojamos o sufrimos por lo que no se dio. Muchas gracias.

BIBLIOGRAFIA

CATALAN, Carlos y Guillermo SUNKEL, *La tematización de las comunicaciones en América Latina*, Estudios Venezolanos de Comunicación, No. 76, cuarto trimestre de 1991, Caracas, Venezuela.

CROVI DRUETTA, Delia, coordinadora, *Desarrollo de las industrias audiovisuales de México y Canadá*, UNAM, México, 1996.

CROVI DRUETTA, Delia, *Tecnología satelital para la enseñanza*, Instituto Latinoamericano de la Comunicación Educativa, ILCE y Organización de los Estados Americanos, OEA, México, 1998.

CROVI DRUETTA, Delia y Cristina Girardo, *La convergencia tecnológica en los escenarios laborales de la juventud*, UNAM, México, 2001.

Presencia Nueva 1, Publicación del Centro de Estudios Económicos y Sociales del Tercer Mundo, México, 1980.

SFEZ, Lucien, *Crítica de la Comunicación*, Amorrortu editores, Buenos Aires, Argentina, 1996.

SILVIO, José, *La virtualización de la universidad*, Colección Respuestas, Ediciones IESLAC/UNESCO, Caracas, 2000.

MEDIAS, TECHNOLOGIES ET PUBLIC : LA NOTION DE PROJET AU CŒUR D'UNE EVENTUELLE MEDIATION

Claire NOY

RESUME

Une enquête menée sur une période de quatre ans, avec des enfants de niveau de scolarisation élémentaire (7 à 11ans) a tenté de comprendre leur perception des images interactives. La démarche et les résultats sont approfondis afin de proposer un cadre original de compréhension des phénomènes. Ce dernier permet de poser les bases d'une méthodologie de recherche qualitative construite autour du projet de l'acteur comme cœur d'une possible compréhension des situations d'usage des médias et donc d'une éventuelle médiation. La mise en cohérence du recueil de données à travers une technique de triangulation, propose, quant à elle, de resituer la recherche sur les phénomènes technologiques dans un contexte plus global et donc plus porteur.

MOTS CLES

Projet, Enfant, Acteur, Images, Acquisition de connaissances

INTRODUCTION.

Les perspectives communicationnelles de notre société ne peuvent se détacher des problématiques des nouveaux médias et des changements qu'elles entraînent autant au niveau des thématiques que des méthodologies inhérentes. En ce qui me concerne, je me suis particulièrement intéressée aux enfants et aux places que les nouvelles technologies pouvaient tenir dans leur quotidien. Il m'a paru opportun de partir de ce public précis, public dont l'apprentissage et la socialisation évoluent dans une société informatisée. Toutefois, cette recherche, même si elle se veut quelque peu projective, ne doit pas être comprise comme une réflexion supplémentaire sur les mythologies intrinsèques du pouvoir numérique. Elle se veut juste, à un moment donné, un état des lieux des médias et technologies pour ce public particulier. Ainsi une recherche menée sur une période de quatre ans, avec des enfants de niveau de scolarisation élémentaire (7 à 11ans) a tenté de comprendre la perception que peuvent induire ces derniers des images interactives et, à travers elles, comment se mettait en place le phénomène de sédimentation via ces images en particulier, et face aux images en général. L'objectif de recherche est de saisir ce qui peut être pertinent pour concevoir un "projet d'acquisition de connaissances".

Une définition de la perception et de la sédimentation s'impose pour appuyer le fait que cette étude se situe essentiellement dans une approche constructiviste et phénoménologique.

"Percevoir n'est pas éprouver une multitude d'impressions qui amèneraient avec elles des souvenirs capables de les compléter, c'est voir jaillir d'une constellation de données un sens immanent sans lequel aucun souvenir n'est possible". Ce sens immanent qui correspond à la reconnaissance de formes comme significatives pour le sujet va donc nous amener à observer in situ le cheminement des enfants face aux images. En ce qui concerne la sédimentation, Berger et Luckman nous disent : "Seule une petite partie de la totalité de l'expérience humaine est retenue dans la conscience. Les expériences qui sont ainsi retenues deviennent sédimentées ; c'est-à-dire qu'elles s'incrustent dans la mémoire en tant qu'entités reconnaissables". Ainsi, ce concept englobe trois processus : Premièrement un

processus d'accumulation de perceptions et d'enrichissement continuels par le flux perceptif et la compétence sélective. Puis, peu à peu, la mécanisation de cette reconnaissance de formes qui permet l'identification quasi immédiate des objets. Enfin l'expérience, puisque dès lors que les sédimentations s'enrichissent, de nouvelles perceptions peuvent être actualisées dans le système de pertinence.

Or dès que l'on tente de chercher des bribes de compréhension quant au rapport que l'enfant peut entretenir avec ces images interactives et pour quelles émergences de sens, on s'aperçoit que l'image entre dans un système perceptif beaucoup plus vaste.

TRIANGULATION ET CROISEE DES DONNEES

Partant du principe que la perception de l'objet multimédiatique, dans cette perspective constructiviste, ne peut être isolée de l'ensemble des autres perceptions de l'enfant et en particulier des autres objets médiatiques à sa disposition, une technique triangulation de données a été organisée. La triangulation est une stratégie de recherche qui permet de combiner et de superposer plusieurs techniques de recueil de données afin de compenser le biais inhérent à chacune d'elles. L'analyse de la perception des images interactives supportées par l'ordinateur doit être saisie à travers une analyse plus large des formes perçues du livre et de ses images ainsi que de la télévision et de ses images. Le livre, la télévision et l'ordinateur ayant été repérés comme les trois médias culturels susceptibles d'être utilisés par l'enfant à des fins d'acquisition de connaissances. La triangulation des données s'est organisée à partir d'analyses projectives sur les trois médias et d'enquêtes qualitatives particulièrement axées sur la recherche des formes perçues et de leur interrelation. Concernant le projet "d'acquisition de connaissances" de l'enfant, ce dernier a été observé dans trois contextes : l'école, la maison et la médiathèque.

Cette technique de recueil de données sur un même sujet, s'est avérée indispensable dans le cadre de cette recherche pour saisir véritablement le sens émergent. Elle peut, telle est ma conviction, nous amener, si elle est employée systématiquement dans les problématiques concernant les technologies, à une compréhension beaucoup plus fine et pertinente des phénomènes. Ainsi, l'observation de l'utilisation de cédéroms dans trois contextes différents, m'a amenée, d'une part, à saisir que l'enfant pouvait avoir ce type de projet précisément (par exemple quand, dans une banque de cédéroms comme en médiathèque, il se dirige directement vers du ludo-éducatif) et que, d'autre part, le contexte d'utilisation influençait l'interprétation des possibilités du dispositif (par exemple quand un cédérom ludique utilisé quotidiennement dans les foyers ne trouve pas de place dans le contexte scolaire où le projet s'enracine par rapport aux matières apprises).

Il me semble que de vouloir isoler, dans l'observation et la réflexion, le phénomène "technologique" et ses perspectives, ne peut conduire qu'à des résultats utopiques ou conservateurs (suivant les cas), mais entrant indubitablement dans le champ des mythologies sur l'informatique et donc déconnectés de la réalité.

L'INSTITUTIONNALISATION ET LA LEGITIMATION DES OBJETS AU CŒUR DE LA COMPREHENSION DES PROJETS INHERENTS D'UTILISATION.

Pour en revenir à la recherche qui est présentée ici, la triangulation d'objets a permis de situer l'ordinateur par rapport aux autres médias. Le point de vue ainsi adopté, invite à intégrer la notion de projet de l'acteur (ici : l'acquisition de connaissances) comme cœur de la compréhension de l'intentionnalité portée à l'objet. Ainsi la confrontation des données recueillies sur les trois objets a permis de déceler un système d'institutionnalisation et de légitimation qui a pour effet de guider la perception de l'enfant vers des comportements

socialement investis envers ces objets. L'objet ordinateur s'avère être le plus porteur de sens en soi par ses fonctionnalités communicationnelles interactives. Le livre recèle d'une forme précise d'objet d'apprentissage, inculquée par un processus d'institutionnalisation très fort, transmis par l'éducation et la scolarisation. La télévision, quant à elle, s'enracine dans un canal social et sociétal de la découverte et de la distraction. Ce croisement de données a permis de proposer une relation entre l'objet et le projet qui anime l'enfant par rapport à l'utilisation de ce dernier. En effet, du moment que la télévision est située socialement comme objet intentionnel de distraction, le livre comme objet d'apprentissage, on voit que l'objet ordinateur ne trouve pas encore par cette carence d'institutionnalisation, un rôle légitimé dans les projets de l'enfant. Ces formes institutionnalisées et légitimées correspondent à la forme socialement et socialement investie par la communauté. Cette forme découle, en particulier, de la perception parentale des objets et de leurs commentaires vis-à-vis de l'usage à en faire. L'éducation reste donc garante de la forme. Par exemple, le livre est légitimé comme objet d'apprentissage dans des injonctions parentales de type "si tu lisais plus, tu réussirais mieux à l'école". De même la télévision sera institutionnalisée comme un objet de loisir passif par des injonctions de type "arrête de perdre ton temps devant la télévision". Dans la continuité de cette forme englobante, les formes d'utilisation possibles pour l'enfant vont être totalement imprégnées de ce consensus familial et social. Nous entrons ici dans des habitudes sociales liées à l'utilisation des objets. L'enfant, en période de socialisation, va être conditionné par ces habitudes et va donc être pré-orienté vers des recherches de contenus plus ou moins ciblées (actualités, documentaires, dessins animés, ...) induites par les représentations générales des objets et leur possible "utilité". Au-delà de cette première décomposition, une triangulation approfondie reposant sur les perceptions des objets culturels, cherche à étudier les attentes des enfants concernant les images proposées par ces trois médias. Elle permet de vraiment saisir le sens du projet pour l'enfant. En effet, un objet prend son intentionnalité et son intérêt, également par son système d'images. Dès lors, les différentes utilisations de l'image, le choix de sa forme et le rôle qui lui sont attribués vont constituer le dispositif du système projeté et véhiculer une certaine forme d'émergence de sens, une certaine sédimentation culturelle. Dans le cadre de notre recherche, il s'agit d'une véritable compréhension du phénomène dans sa globalité. La pré-orientation repérée ci-dessus va se concrétiser dans les choix de l'enfant, en fonction de ses attentes, dans un projet d'apprentissage, d'acquisition de connaissances. Ainsi l'expérience des différents médias va amener l'enfant à s'orienter vers ces objets dans des logiques d'usage. Par exemple, l'enfant va allumer la télévision pour se divertir à partir d'émissions retenues comme propices à son projet. Enfin, une forme d'appropriation qui rassemble les différentes phases repérées pour donner la forme générale à l'objet, aussi bien quant à son rôle que quant à son contenu (ou ses fonctionnalités), va pouvoir être discernée.

La conclusion qui peut être donnée à cette analyse en triangulation des différents systèmes d'images (papiers, télévisuels et informatiques) convergent vers une attente forte de l'enfant vis-à-vis de tout ce qui concerne l'imaginaire. Ceci résulte d'une volonté de mettre de l'ordre et du désordre par rapport à toutes les informations / images qui peuvent lui être données. Cette volonté, cette attente s'organise toujours à travers des axes récurrents qui sont le besoin de ludisme et de magie, l'identification à des héros, le mode fictif et finalement ce va et vient constant entre l'infini et le palpable, la réalité et l'imaginaire. C'est dans la mise en relation de toutes ces données que les projets de l'enfant s'éclaircissent, c'est dans la comparaison et la compréhension de ses attentes, que nous pouvons saisir les projets possibles à travers l'utilisation de l'ordinateur mais surtout au travers de tous les autres projets qu'induisent les autres objets.

L'ordre est essentiellement construit autour des injonctions parentales et scolaires qui visent à socialiser l'enfant grâce à l'assimilation de règles, de normes et de savoirs socialement ancrés.

Le désordre apparaît dans la confrontation de ses injonctions avec la propre découverte du monde par l'enfant. Sa vision, bien qu'inspirée des règles de l'ordre, a besoin de s'étendre hors des sentiers battus afin de découvrir et de construire sa propre identité.

PROJET GLOBAL ET PROJET SITUÉ POUR L'ENFANT.

Projet Global

Aussi partons-nous de l'axiome que la sédimentation culturelle de l'enfant peut être optimisée par un recours incontournable à l'imaginaire. Puisqu'en se mettant à l'écoute de ce dernier, en mettant entre parenthèses, tous nos a priori sur le sujet, cette conclusion émane de cette mise en relation comme consécutive de sa perception du monde et des perceptions que le monde tente de lui inculquer. Ainsi, et je reviens à ce que je désirais communiquer dans mon introduction, nous ne devons pas entrer dans une utopie qui pourrait proposer l'ordinateur et l'image interactive comme le seul moyen (ou du moins le meilleur moyen) de permettre à l'enfant de trouver cette part d'ordre et de désordre qu'il sollicite dans sa construction personnelle et dans son processus de socialisation. Dans le contexte de l'école, par exemple, nous pouvons avancer qu'une communication pédagogique classique devrait se substituer à une communication complexe où un corpus formel structurant se conjugue à un système créatif faisant appel à l'imagination. Nous pensons, désormais, que l'image interactive représente un support privilégié de ce système créatif. Les possibilités d'animation de l'image et d'évolution à son gré, conforte cette opinion. Mais surtout pouvoir la constituer en espace virtuel d'action (entrer dans l'image), s'évader ainsi des contextes un peu contraignants, vivre des expériences "délocalisées" mobilisant toutes les richesses espérées, constitue un complément intéressant quant à la qualité des apprentissages.

Toutefois cela ne doit pas se substituer à toute autre forme pédagogique, pouvant être menée. La tentative de revalorisation des contes dans les supports d'apprentissage en est la meilleure preuve. Le Ministère de l'Education et de la Culture avait déjà pressenti ce décalage en 1992. Il nous disait : "La compréhension d'un texte n'est pas l'unique but que l'on puisse poursuivre, en particulier face à des œuvres poétiques, dramatiques ou narratives (contes, nouvelles, romans). Sans attendre des jeunes enfants qu'ils se livrent aux exercices difficiles, de l'explication littéraire, on peut, dès l'école élémentaire, aller du partage des émotions, morales ou esthétiques, vers la prise de conscience que l'écriture est un procédé susceptible de produire des effets puissants, de créer des univers de références imaginaires, de donner vie à des fictions de langage, de donner sens à des paroles dénuées de toute urgence sociale et de toute utilité fonctionnelle."

Ce qui est le plus important de retenir dans cette démonstration s'avère que ces conclusions reflètent la demande des enfants, et que, même si les projets étaient écrits, les enfants positionnent le livre encore dans un statut limité d'apprentissage du langage, conditionné dans ce contexte particulier de l'école. Il faut donc continuer à penser le positionnement de tous les objets, par rapport aux projets des acteurs, afin que le multimédia ne soit pas le seul moyen d'accéder à un imaginaire, un désordre nécessaire, mais que tous nos médias participent à cette construction de sens. Tant que nos médias ne se seront pas revalorisés par rapport aux attentes in situ des enfants, ils ne pourront sortir de cette image fanée dans laquelle la société l'enferme.

Projet situé

Cela nous conduit à introduire la notion de contexte comme fondamentale à l'élaboration des projets. En effet dans la triangulation des objets et les résultats annoncés, le poids du contexte spatial dans la prédétermination des projets est flagrant. Nous voyons ainsi, que le livre souffre de son utilisation massive et univoque dans le contexte scolaire, alors que la télévision porte, elle, les stigmates d'une programmation de masse dans laquelle on ne peut plus percevoir que le caractère récréatif du contenu. L'enfant, comme tout acteur, va ainsi déterminer ces projets par rapport au contexte dans lequel ces derniers vont se situer. Nous devons ainsi penser toutes perspectives d'utilisation des médias par rapport au projet global de l'acteur, par rapport aussi à ces attentes distinctes suivant les supports sélectionnés sans oublier, indéniablement, les lieux physiques dans lesquels les projets seront situés, lieux induisant des comportements particuliers.

CONCLUSION : LA NOTION DE PROJET COMME CŒUR DE LA MEDIATION

Cette recherche, axée sur un public précis, doit être perçue comme un support méthodologique, visant à admettre que toute entreprise tentant de comprendre ou de penser l'intégration de technologies, dans un contexte donné, pour un public ciblé, doit passer par une compréhension fine des projets de ce dernier. Cette analyse en triangulation des différents systèmes d'images papier, télévisuel et informatique ont permis d'identifier avec pertinence des projets particuliers pour chacun d'entre eux. Projets, nourris d'attentes, d'objectifs qui ne peuvent être saisis que par une méthodologie approfondie de recherche qualitative s'organisant autour de trois pôles : Le contexte, le média et l'intentionnalité du projet. Cet éclairage particulier partant de l'acteur, devrait être une façon raisonnable de penser l'avenir et donc de pouvoir proposer des perspectives de recherches en Sciences de l'Information et de la Communication, non plus tacitement philosophiques, mais véritablement ancrées dans la réalité et donc assumées. Le futur n'est pas à inventer, le présent nous donne les clés, essayons d'ouvrir les bonnes portes plutôt que de vouloir en construire de nouvelles. Cette expérience nous permet, en généralisant, de poser les bases d'une méthodologie de recherche qualitative construite autour du projet de l'acteur comme cœur d'une possible compréhension des situations d'usage des médias et donc d'une éventuelle médiation.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

AUMONT J. L'image. Paris: Nathan, 1990.

BARBIER F. BERTHO LAVENIR C. Histoire des médias, de Diderot à Internet. Paris: Armand Colin. Masson, 1996

BARTH B.M. Le savoir en construction. Paris: Retz Nathan, 1993

BATESON G. et M.C. La peur des anges. Paris: Seuil, Coll: La couleur des idées, 1989

BERGER P., LUCKMAN T. La construction sociale de la réalité. Paris : Armand Colin, 1996.

BOURDIEU P. Sur la télévision. Paris: Liber raison d'agir, 1996

BRUNER J. S. Quand la culture donne forme à l'esprit. Paris: Edition ESHEL, 1991

CALBO S. Réception télévisuelle et affectivité. Paris, l'harmattan, 1998

CAUNE J. Culture et communication. Convergence théorique et lieux de médiation. Grenoble : P.U de Grenoble, 1995

DECREAU L.. Ces héros qui font lire. Paris : Hachette Education. 1994

- DREYFUS H.L. Intelligence artificielle, mythe et réalité. Paris : Flammarion, 1984
- DUBORGEL B. Imaginaire et pédagogie, Toulouse: Privat, 1992.
- HUSSERL. E l'idée de la phénoménologie. Paris: PUF 7ème Edition, 1997.
- JEAN G. Pour une pédagogie de l'imaginaire. Belgique: Casterman, Oct. 1991.
- LA BORDERIE R. Education à l'image et aux médias. Paris: Nathan, Fev. 1997
- LAING R.D. La voix de l'expérience. Paris : Seuil, 1986
- LAMARQUE P. Les désordres du sens. Paris : ESF coll. Communication et complexité, 1993
- LEDRUT R. La Forme et le Sens dans la société. Librairie des Méridiens, 1984.
- LINARD M. Des machines et des hommes. Paris: L'harmattan, 1996
- MAFFESOLI M. La contemplation du monde, figures du style communautaire. Paris: Editions Grasset ,1993.
- MANSOUR S. (sous la direction de). L'enfant et le jeu. Paris: Syros, 1994.
- MERLEAU-PONTY M . Phénoménologie de la perception. Paris :Editions Gallimard, 1945, réédition 1997
- MERLEAU-PONTY M . Le visible et l'invisible. Paris :Editions Gallimard, 1964
- MUCCHIELLI A (sous la direction de). Dictionnaire des méthodes qualitatives. Paris : Armand Colin, 1996
- MUCCHIELLI A. Les sciences de l'information et de la communication. Paris : Hachette, 1998
- PLANQUE M. L'enfant et l'imaginaire. Paris: Atelier Michel Planque, 1995.
- PIAGET J. Six études de psychologie. Paris: Denoël-Gontier, 1976
- QUEAU P . Le virtuel, vertus ou vertiges. Seyssel : Champ Vallon, 1993.
- QUERE L., LADRIERE P., PHARO P.(sous la direction) La théorie de l'action, le sujet pratique en débat. Paris : CNRS éditions, 1993
- SARTRE J . L'imaginaire Paris Folio Essais, Nouvelle Edition, 1986:
- SERRES M. Hermès V Le passage du Nord-Ouest Paris : Les éditions de minuit, 1980.
- VILCHES L. La télévision dans la vie quotidienne, Etat des savoirs.Rennes: Apogée, Collection : Médias et Nouvelles Technologies, 1995.
- WATZLAWICK P. HELMICK-BEAVIN D., JACKSON D. Une logique de communication. Paris : Seuil, 1972.

LA FORMACIÓN DE PROFESORES DE EDUCACIÓN SUPERIOR EN EL USO DE LA COMPUTADORA Y LA INTERNET. REFLEXIONES SOBRE EL TEMA

LUZ MARÍA GARAY CRUZ

PALABRAS CLAVE:

Formación tutores, uso de Internet, educación a distancia

RESUMEN

La ponencia es una reflexión acerca de la importancia de la formación de docentes de educación superior a distancia en el uso de la computadora y la red Internet para lograr que se apropien de estas tecnologías y obtengan el provecho necesario para enriquecer su práctica docente.

La reflexión se centra básicamente en la idea de la necesidad de formación de los profesores pasando por una capacitación en el manejo técnico de las máquinas, el conocimiento de los lenguajes y finalmente en el diseño de mensajes educativos.

Cabe señalar que la ponencia es solamente una reflexión en torno al tema, dado que es el principio de una investigación y no explica ningún caso práctico específico.

El uso de las Tecnologías de Información y Comunicación (TIC) en el ámbito educativo se ha incrementado considerablemente en los últimos 10 ó 15 años, especialmente en los países en vías de desarrollo que tardaron un poco más en adentrarse en este novedoso terreno. Se han generado diversas estrategias para introducir las TIC en las instituciones educativas: cursos de actualización, capacitación de profesores, creación de aulas multimedia, etcétera.

México no ha sido la excepción, las políticas educativas en nuestro país han tratado de lograr avances relativamente sustanciales y han creado espacios institucionales que dictan las políticas a seguir respecto del uso de las TIC en la educación, y estas políticas se han centrado básicamente en dos áreas, si podemos llamarlas así, el uso de los satélites para la transmisión de señales televisivas y en los últimos años en el uso de la Internet.

En el ámbito de la educación existen distintos niveles que ofrecen atención a la población de un país de acuerdo a sus edades y a las necesidades de educación existentes entre los habitantes del mismo, generalmente los sistemas educativos se dividen en: nivel básico, medio y superior.

En nuestro país la educación básica comprende la educación preescolar, la primaria y la secundaria, constituye el ámbito prioritario de la acción de gobierno en materia de educación y es la matrícula más numerosa del sistema educativo nacional hasta la fecha.

De acuerdo con el texto Perfil de la educación en México, editado en el año 1999 por la Secretaría de Educación Pública, en el ciclo 1998-1999 se atendían 23.1 millones de alumnos, población equivalente al 81 por ciento del total de estudiantes que reciben servicios escolares en el país

La educación media superior está constituida por tres modalidades: bachillerato general, bachillerato tecnológico y la educación profesional técnica, cada una de estas modalidades persigue distintos objetivos en función de la preparación de los estudiantes, en el ciclo 1998-

1999 el 10% de la población, casi tres millones de estudiantes estaban inscritos en este nivel educativo.

La educación superior es subsiguiente a la educación media y puede ser de tres tipos: universitaria, técnica o normal. El objetivo principal de la educación superior en nuestro país es formar profesionales capaces en las diversas áreas de la ciencia, la tecnología, la cultura y la docencia que impulsen el progreso integral de la nación. En esta modalidad en el ciclo 1997-1999 se atendían 1 millón 833. 3 alumnos, lo que significa el 6% de la población estudiantil del país. (1)

Es evidente que cada nivel educativo tiene sus propias necesidades y tareas para atender a la población que requiere de sus servicios, y para dar respuesta a esas necesidades en el plano internacional y nacional se está buscando la construcción de nuevos modelos educativos que permitan solucionar las problemáticas futuras como lo es la atención a la población creciente y uno de los principales elementos que están en consideración es el uso de las tecnologías de información.

En este proyecto de investigación el interés está centrado en trabajar acerca de la educación superior y en especial aquella que ofrece proyectos en la modalidad a distancia a través del uso de las NTI, básicamente del Internet y sus aplicaciones.

LA EDUCACION SUPERIOR

En esto momento valdría la pena señalar porque el interés de estas reflexiones se orienta hacia la educación superior. ¿Por qué la educación superior? Bien, la respuesta no es sencilla pero podríamos comenzar diciendo lo siguiente : En una sociedad la educación superior es uno de los motores de desarrollo económico y uno de los polos de la educación a lo largo de la vida, en las últimas décadas ha aumentado la población que solicita o requiere ingresar a instituciones de educación superior como uno de los caminos que le permite ascender en el nivel social. (2)

Esta visión nos permite entender el nuevo orden mundial en el que deberá desarrollarse la educación de nuestro país y en especial la educación superior ya que ésta constituirá un factor que le permitirá a México insertarse de mejor manera en el contexto internacional.

En el caso específico de México para 2005 el grupo de población de 20 a 24 años será de 9 545 830 sujetos, lo que implica un 19% de la población del país, esa población requerirá el ingreso a una institución de educación superior, esto indica que la presión sobre el sistema de educación superior continuará y exigirá el desarrollo de la infraestructura para atender la creciente población escolar. Las formas tradicionales de concebir la educación no serán suficientes para responder al desafío ni en número ni en calidad. El reto será diseñar sistemas pedagógicos que hagan un uso más eficiente de los recursos, el tiempo, los modos y los espacios para aprender. (3)

Educación superior a distancia

A principios de la presente década la educación superior abierta y a distancia cobró una nueva dimensión en la educación superior por el potencial que ésta representa en un mundo que reconoce cada vez más la importancia del conocimiento y la utilización de la alta tecnología, dando como resultado una ampliación de la oferta educativa en esta modalidad.

En México esta modalidad educativa existe desde hace 50 años. En la educación superior la modalidad abierta inicia a partir de 1972, con el Sistema de Universidad Abierta (SUA) de la Universidad Nacional Autónoma de México.

Para dar una idea de la cobertura de la educación abierta y a distancia en licenciatura y posgrado se puede señalar que la UNAM reportó 13, 354 alumnos en el primer semestre de 1999, la Universidad de Guadalajara cerca de cinco mil alumnos, el Sistema de Institutos Tecnológicos dependientes de la Secretaría de Educación Pública contó con más de cuatro mil estudiantes; por su parte la Universidad Virtual del Instituto de Estudios Superiores de Monterrey (ITESM) reportó durante 1997 más de treinta mil alumnos, de los cuales 2, 662 corresponden al nivel de licenciatura. (4)

Un gran número de instituciones han desarrollado proyectos que les han permitido crear sistemas de educación a distancia basados en la aplicación de las TIC (teleconferencias satelitales, videoconferencias, Internet) y se han desarrollado modalidades mixtas en donde se combinan las sesiones presenciales con sesiones a distancia, algunas de estas instituciones han cuidado la transformación o adecuación de las currículas de sus planes de estudio para ofrecerlos en estas modalidades, otras Instituciones están en el proceso de cambio y están comenzando a rediseñar a su vez los planes de estudio para ofrecer la posibilidad de cursar posgrados, cursos de especialización y licenciaturas vía Internet.

Ejemplos de lo anterior existen muchos, el Instituto Politécnico Nacional, la Universidad Nacional Autónoma de México, La Universidad del Valle de México, el Instituto de Estudios Superiores de Monterrey y otras más que han incursionado desde hace ya por lo menos un lustro en el uso de las TIC.

Una vez que se ha puesto en marcha este proceso de innovación tecnológica de la educación superior es importante considerar que ya no se puede dar marcha atrás como país, es necesario que se desarrollen sistemas educativos que aprovechen al máximo las TIC, y que permitan a México estar presente en la sociedad global que requerirá respuesta a necesidades distintas a las hasta ahora existentes.

La educación superior del futuro será una puerta de acceso a la sociedad del conocimiento, quizá la puerta más importante por su situación privilegiada para la generación y transmisión del saber humano. En la sociedad del conocimiento, la universidad tradicional coexistirá con universidades virtuales y con otras formas de universidad, como son las universidades corporativas de las empresas, creadas para satisfacer la demanda de la educación permanente de su fuerza de trabajo en diferentes niveles ocupacionales. (5)

La formación de docentes en el uso de las Tecnologías de Información y Comunicación. Específicamente Computadoras e Internet

Queda clara la importancia del uso de las TIC en la educación superior en sistemas a distancia, y se han logrado avances sustanciales en la introducción de las TIC en diversas instituciones educativas. Sin embargo, todavía quedan muchos asuntos por atender

Uno de ellos es la formación de los docentes de educación superior en el uso de las TIC, básicamente en el uso de las computadoras y la red Internet, desde mi perspectiva uno de los factores primordiales que puede incidir para el éxito o fracaso de los proyectos educativos que introducen las TIC son justamente los profesores, ellos son los primeros que deben estar convencidos de las ventajas que ofrece al proceso de enseñanza y aprendizaje la utilización de tecnologías.

Esta formación de docentes es necesaria dado que en las plantas docentes de las distintas IES podemos encontrar una gran pluralidad de ideas y actitudes respecto de las TIC, habrá seguramente profesores que estén en total desacuerdo con el uso de las TIC y los habrá otros que estén del todo convencidos de las bondades de éstas, sin embargo, para que el proyecto funcione habrá que seguir distintos pasos para lograr que la mayoría de los docentes estén de acuerdo y quieran usar las TIC en su práctica docente.

Veamos, una de las primeras fases de este proceso estaría centrada en la capacitación de los profesores, capacitación centrada en el conocimiento de la máquina (recuérdese que en este documento estamos hablando de la Internet y algunas de sus aplicaciones), esta capacitación le permitiría al profesor establecer contacto con las máquinas y conocer sus funciones.

Una vez que los docentes recibieran esta capacitación de tipo técnico instrumental, sería conveniente que pasaran a una etapa de aprendizaje de los códigos y lenguajes de las máquinas, con esto no quiero decir que se conviertan en aprendices de ingenieros o programadores. La idea es que conozcan las posibilidades de los códigos y lenguajes y aprendan a generar productos que incluyan gráficos, dibujos, imágenes, texto, etcétera, elementos que les permitan construir mensajes de tipo educativo.

De esta manera pasarían a la tercer etapa que es básicamente el diseño de mensajes didácticos empleando el lenguaje multimedia que les ofrece la Red, en este punto aprovecharían lo anteriormente aprendido y serían capaces de apropiarse totalmente de la tecnología para hacer que formará parte de su práctica docente.

Para reforzar lo dicho anteriormente explicaría algunas de las propuestas que hacen diversos investigadores al respecto.

Beatriz Fainholc destaca la importancia de que la comunidad en donde se va a introducir la tecnología se apropie de ella, reconoce que es necesario investigar más acerca del uso de las TIC, sobretodo en la formación inicial y continua del profesorado, especialmente si se quiere renovar genuinamente la educación.

La autora plantea la idea de que el docente debe estar capacitado en el conocimiento de las características de los entornos tecnológicos, de otra manera no se pueden colocar en la perspectiva de analizar las potencialidades de ayuda o andamiaje didáctico que ofrecen las TIC .

Fainholc habla de la necesidad de desarrollar una relación entre pedagogía y tecnología para lograr que el profesorado logre una comprensión de lo que significa enseñar con compromiso con las TIC en la educación a distancia.

1. Superar la idea de que la tecnología sólo puede ser útil para transportar contenido, es decir debe marcarse la diferencia entre conectividad (posibilidad de enviar y recibir contenidos por la red) e interactividad pedagógica (orientación de la construcción del conocimiento).
2. El desafío de enfrentar la resistencia del profesorado para incorporar tecnología en la enseñanza y la educación a distancia y promover entre la comunidad educativa, especialmente entre los profesores la idea de articular la tecnología con el vitae para que exista de esa manera un mayor compromiso en la enseñanza a distancia.
3. Es necesario sensibilizar a los profesores en el conocimiento de las TIC sus características y las posibilidades de uso. (6)

La formación de profesores se entiende en el sentido de una formación integral que le permita a estos sujetos sociales primero la comprensión y después la apropiación de las TIC en su quehacer docente.

Un elemento importante aportado por Fabio Chacón para la reflexión de este asunto es que las posibilidades reales de aceptación de las TIC por los profesores es establecer la idea de que la calidad de servicio de las TIC depende fundamentalmente de la relación establecida

con el usuario y no tanto de la capacidad de los equipos, habrá diferencias de velocidad, capacidad de almacenamiento o calidad de la imagen pero no en cuanto a la naturaleza de los procesos de aprendizaje en sí mismos. (7)

Para llegar a este punto tenemos ubicar que el profesor necesitará desarrollar nuevas habilidades de tipo técnico, es decir necesitará de una capacitación o actualización en el manejo de ciertas TIC, por ejemplo de las computadoras y la Internet. Cabe señalar que esta capacitación aislada tampoco tendrá sentido, y es aquí cuando se rescata la idea de que el profesor acepte y luego integre el uso de las TIC en su práctica y comprenda las ventajas que le ofrecen estos instrumentos comunicativos.

El mismo autor plantea que estamos en la cuarta generación de la educación a distancia, la de los Sistemas Interactivos Abiertos, en esta cuarta generación se plantean soluciones a problemas que aquejan a las generaciones anteriores:

Se puede individualizar en mayor grado el proceso instruccional

Hay una permanente interacción persona-máquina o persona-persona para apoyar el proceso de aprendizaje

La información de retorno al alumno es casi inmediata

La cantidad de recursos docentes de los que se puede disponer es muy amplia

Lo anterior nos lleva a la necesaria reflexión acerca de la formación en el uso de las TIC que están recibiendo actualmente los profesores en general y los docentes de educación superior a distancia en especial, esto es interesante porque en gran medida, y repito una idea, de ellos depende en gran medida el éxito o fracaso de los sistemas de educación que pretenden incluir las TIC en su procesos educativos.

Además, si la idea es que la EAD sea una posible solución a las necesidades futuras de educación continua en nuestro país, creo que vale la pena analizar esta formación docente.

NOTAS

1. Perfil de la Educación en México, Subsecretaría de Educación Básica y Normal, México, 1999, pp.24
2. La Educación Superior en el Siglo XXI. Líneas Estratégicas de Desarrollo, ANUIES, México, 2000, p.7
3. *Ibíd.*, p.16
4. *Ibíd.*, p. 105
5. *Ibíd.*, P. 105
6. Fainholc, Beatriz, Nuevas Tecnologías de la Información y la Comunicación en la Enseñanza, Transformación, Argentina, 1997, p.53
7. *Ibíd.*, p.56

BIBLIOGRAFÍA

Perfil de la Educación en México, Subsecretaría de Educación Básica y Normal, México, 1999.

FAINHOLC, Beatriz, Formación del Profesorado para el Nuevo Siglo. Aportes de la Tecnología Educativa Apropriada, Lumen Humanitas, Buenos Aires, 2001, 185 pp.

FAINHOLC, Beatriz, Nuevas Tecnologías de la Información y la Comunicación en la Enseñanza, Transformación, Argentina, 1997.

VERS UN RETOUR À UNE LECTURE NON LINÉAIRE

Schmidt C. T, Roxin I.(), Mercier D, Hufschmitt B. & Cotten J.-P.

RÉSUMÉ

Les grands maîtres de la Science et de la Philosophie dévoilent plusieurs facettes de leurs problématiques et la communauté intellectuelle développe multiples angles de vue sur un même discours. Cette recherche est centrée sur la présentation de textes et amorce aussi une réflexion cognitive sur la représentation textuelle d'une pensée célèbre. Le souci majeur est l'accès à l'information.

Au fil du temps, le lecteur expérimente l'obsolescence et le progrès de ses techniques d'acquisition des connaissances. Les lecteurs, influencés par les tendances technologiques des méthodes d'affichage (Internet et autres médias graphico-textuels), recherchent à améliorer leurs pratiques d'accès à l'information. Le repérage et la navigation dans une base de données régissent le partage de connaissances et donc les possibilités de cultiver son propre point de vue.

Notre argumentation vise à réduire quelques limites persistantes de l'affichage électronique ; nous modélisons le dialogue d'une Interface personne-machine qui associera les textes de référence et leurs para-textes dans un système hypertextuel multi-liens d'un grand corpus à thème.

MOTS CLEFS :

Associativité, Interface Homme-Machine, Lectures en parallèle, Recherche documentaire

ON THE ROAD BACK TO NON-LINEAR READING

ABSTRACT

Mankind's greatest minds have always shown us several facets of their fields of investigation; intellectuals tend to take up many different points of view on such work. The present paper focuses on the presentation of well-known texts and, in stride with cognitivism, enquires into how to textually represent the 'products' of famous minds. Information access is the main concern.

Over time readers experience obsolescence and progress in their knowledge acquisition techniques. When it comes to information display (Internet, other graphical and textual media), readers undergo technology's latest but at the same time they seek to improve the ways in which they gain access to information. The ways in which one orients oneself and navigates through databases regulates the sharing of knowledge and thus the possibilities of consolidating one's own point of view.

We argue for lifting some of the constraints on electronic information display. Our aim is to associate texts of reference and related material in a multi-link hypertext system of a thematic corpus. Human-Computer Interface dialogue modelling is key to this end.

KEYWORDS

Association, Human-Computer Interface, Simultaneous reading, Information Retrieval

HACIA UNA VUELTA A UNA FORMA DE LECTURA NO SECUENCIAL

Los maestros de la ciencia y de la filosofía han revelado varios aspectos de sus problemáticas y la comunidad intelectual desarrolla diferentes puntos de vista sobre un mismo discurso. Esta investigación esta centrada sobre la presentación de textos y inicia tambien una reflexión cognitivista sobre la representación textual de una doctrina celebre. El mayor ámbito es el acceso a la información. A lo largo del tiempo, el lector resiente lo obsoleto y el progreso de sus técnicas de adquisición de conocimientos. El lector, influenciado por las tendencias tecnológicas de métodos de visualización (Internet y otros medios de comunicación graphics textuales), intentan mejorar sus costumbres de acceso a la información. La localización y la navegación dentro de una base de datos regen el reparto de los conocimientos, y por conseqüente, las posibilidades de desarrollar su propio punto de vista. Nuestra argumentación ambiciona reducir algunos limites persistentes de la visualización electronica ; nosotros modelizamos el diálogo de una interfaz hombre máquina que asocia los textos de referencia con los para-textos de un sistema hypertextual multi-vínculado de un gran corpustemático.

Associatividad, Interfaz Hombre-máquina, lectura en paralelo, Investigación documentaría

PRÉAMBULE

Les outils documentaires utilisés dans la recherche ou par des lecteurs hautement spécialisés sont entrain de changer à une vitesse incroyable. Un simple CD-ROM peut, depuis déjà quelque temps, remplacer toute une batterie de « paperasse » ; les fichiers carton deviennent poussiéreux. De nos jours, le spectacle de la vieille « taupe » de bibliothèque frôlant d'innombrables rangées de livres devient rare, remplacé par des jeunes armés de puissants moteurs de recherche robotisés. L'avènement de la recherche des documents en ligne dans les bibliothèques ainsi que celui de l'Internet, et toutes ses versions connexes, nous impressionne.

Et pourtant, ces nouvelles manières de conduire une recherche documentaire n'apparaissent pas comme par enchantement. Il est vrai que certaines modes de l'activité humaine changent, tombent en désuétude. Mais cela ne signifie pas pour autant que les méthodes employées produisent un résultat aussi instantané que celui relaté par les médias. Quelqu'un quelque part a forcément passé une commande à un concepteur, un concepteur doué qui réalise le rêve de l'Autre, ou en crée même un autre ! Dans les NTIC, c'est l'obsolescence qui permet l'arrivée sensationnaliste des nouvelles théories, méthodes, techniques et tendances. Il nous semble que les médias oublient parfois ce qui se passe en amont de l'apparition finale d'un produit informatique sur le marché.

Dans un programme de recherche documentaire, nous comptons 1/remettre logiquement en contexte le progrès de la Science dans le domaine de l'Information Retrieval (IR) en le montrant avec son complément, son partenaire, bref son interlocuteur, le dépassement technologique, afin de 2/valoriser une recherche de type SIC qui concerne un public trop longtemps technologiquement « défavorisé ». Il s'agit de subvenir aux besoins spécifiques des philosophes ou autres intellectuels qui ont, en fin de compte, des raisons pratiques (la lecture simultanée des textes, leur annotation...) de développer une certaine répulsion à la technologie galopante. Sur un bureau traditionnel on peut ouvrir plusieurs ouvrages et étudier leurs relations.

Concevoir et implémenter un environnement de travail pour ceux dont l'organisation de travail ne peut être modifiée sera un défi pour l'informatisation à l'écran plat. Et pour les moteurs de recherche. Si on ne peut changer les habitudes du lecteur, ne faut-il pas changer le type de support de lecture électronique ? Sera-t-il bientôt possible de lire commodément six textes en même temps sur nos écrans actuels ? Cela serait souhaitable, car la mémoire humaine, associative, nous invite à augmenter nos connaissances, étendre notre culture littéraire, par le biais de la lecture en parallèle.

SPÉCIFIER LE CONTEXTE CRÉATIF DU PROGRÈS

Elargissons le spectre. Le progrès dans le domaine de la recherche d'informations n'esquive pas les questions fondamentales de la représentation scientifique.

Plus haut, nous avons dressé un portrait des personnages dans la bibliothèque. Cette caricature catégorise les gens dans seulement une des deux catégories possibles : les plus fidèles à des techniques traditionnelles de recherche informationnelle entretenant une relation « intime » avec les lieux (souvent la même bibliothèque) et les autres, plutôt jeunes et « déconnectés » de ces lieux et à l'affût de l'information géographiquement décontextualisée. Mais ce découpage de notre population est trop abrupte. Nombreux lecteurs pourraient être situés à la frontière de ces deux « tribus » puisqu'ils utilisent les outils traditionnels en parallèle avec les outils récents. Sans recatégoriser les types de personnages qui fréquentent la bibliothèque—cela pourrait faire l'objet d'un article à part entière—, nous pouvons dire sans hésitation que la population de lecteurs est plus nuancée ; et pourrait se compter en centaines de catégories d'utilisateurs de l'information.

Les médias en général (presse, télévision, radio) sont tenus de livrer une information de type « fast food » pour un consommateur pressé, ils tendent à abrégé l'analyse des catégories. Il est sûr et certain que si l'on ne montre que les deux extrémités du continuum, les « technologiquement très avancés » et les « défavorisés », leur comparaison suggère très fortement que la Science est entrain de nous mettre à disposition des moyens pour produire des technologies qui décoiffent.

Nous avons commencer par décrire les êtres humains dans cette étude parce qu'ils représente en effet le « canal » (communicationnel) qui non seulement échangent mais changent le contenu (informationnel). Il est évident qu'un renouvellement d'environnement technique (ou autre) provoque un retour d'expérience sur la population, à savoir qu'elle s'adapte bon gré mal gré aux situations nouvelles. Ce type de représentation—les gens en tant que « canal »—pourrait prendre une autre forme, c'est-à-dire revêtir des simples pôles, forme qui d'ailleurs confondrait communication et information.

Paranthèse : la notion de communication intègre en son sein une véritable relation inter-humaine, inter-esprits. La notion d'information renvoie à une chose pûrement matérielle.

Revenons-en à la question de notre choix de représentation. Lorsque l'on perçoit les personnes comme tissant un réseau de canaux qui agissent sur l'information, ou sur l'environnement technique et sociologique, on constate qu'ils ne sont pas entrain de subir la tourmente du progrès technologisant » comme le revendiquent les médias ; du moins de ce point de vue. Après tout, les personnes ne sont pas des points de réception et d'envoi (i.e. comme la poste, les transmetteurs/recepteurs radio, télévision, téléphone, la presse...) comme le prônent les modèles classiques de la communication (Shannon & Weaver, 1949). Ceux qui oeuvre au nom du sensationnalisme ne partage pas la perspective de réseau, davantage sociétale, de la communauté scientifique et philosophique... Finalement, notre représentation ne s'applique pas uniquement au progrès de la Science dans les domaines de l'information mais aussi à un large ensemble de domaines où la connaissance humaine crée. C'est parce que l'Homme crée continuellement dans toutes les champs de la technologie qu'une innovation technologique elle-même finit par être dépassée par une autre, parfois semblable, parfois révolutionnairement différente.

SPÉCIFICATIONS PROTOTYPIQUES D'UN NOUVEAU CADRE DE LECTURE

Position théorique

La problématique que nous poursuivons dans nos recherches considère la proximité entre un texte et ce à quoi le texte réfère, ainsi que la présentation de ces informations. C'est une problématique largement influencée par le paysage du multimédia français mais n'exclut pas l'offre des conglomérats multi-nationaux (Internet, i-Book, CyBook, etc.). Les domaines d'application informatique concernés étant vastes (la bureautique, les services en ligne, les bornes interactives, etc.), nous nous focalisons, comme il est illustré dans notre préambule, les bases documentaires et bibliographiques.

L'espace du repérage et de la navigation traditionnelle (dans une bibliothèque) cède sa place au repérage et à la navigation dans un espace restreint (l'ordinateur). L'avènement de l'Internet nous offre d'innombrables facilités d'obtenir un ouvrage, une référence bibliographique voire des informations non publiées sur un même sujet. Il nous place néanmoins face à l'incertitude quant à leur accès ou leur affichage officiel sur les supports variés des « médias » informatiques, bref, l'Internet bouscule la présentation classique des textes. C'est donc la gestion de toutes les possibilités de représentations textuelles et de visualisation d'images qui nous motive à nous investir dans la recherche d'un nouveau affichage textuel de la pensée des auteurs illustres.

Pour certaines catégories de textes, il est impératif de rendre les informations présentables et utilisables (observation des normes en vigueur, pagination, choix des couleurs et des supports, possibilités d'annotations, etc.). Parfois il ne pas dévier de l'original imprimé. Sous l'égide du Centre de Documentation et de Bibliographie Philosophiques (CDBP) à la Faculté des lettres et sciences humaines (Besançon), nous nous atelons à ce problème et participons aux futures modes de présentation des oeuvres de grands penseurs et scientifiques (édition numérique en ligne) ; nous entreprenons donc une recherche sur ses aspects ergonomiques contribuant ainsi à la recherche dans le secteur de l'information scientifique et technique. Nous concentrons notre attention sur les différents aspects de la problématique, ceux qui touchent plus directement l'utilisateur dans un contexte de nouvelles technologies. C'est le « technologiquement défavorisé » qui en bénéficiera le plus.

A l'instar des expériences variées concernant la logique de la relation homme-machine (l'impact culturel des ordinateurs, la compréhension qu'on les êtres humains des ordinateurs, les limites de l'intelligence des artefacts conçus et construits par l'Homme, la manipulation des interfaces par les utilisateurs non-initiés, l'informatisation du travail, le télétravail...), nous reconfigurons l'ordinateur en tant que média... pour une lecture en parallèle de plusieurs textes.

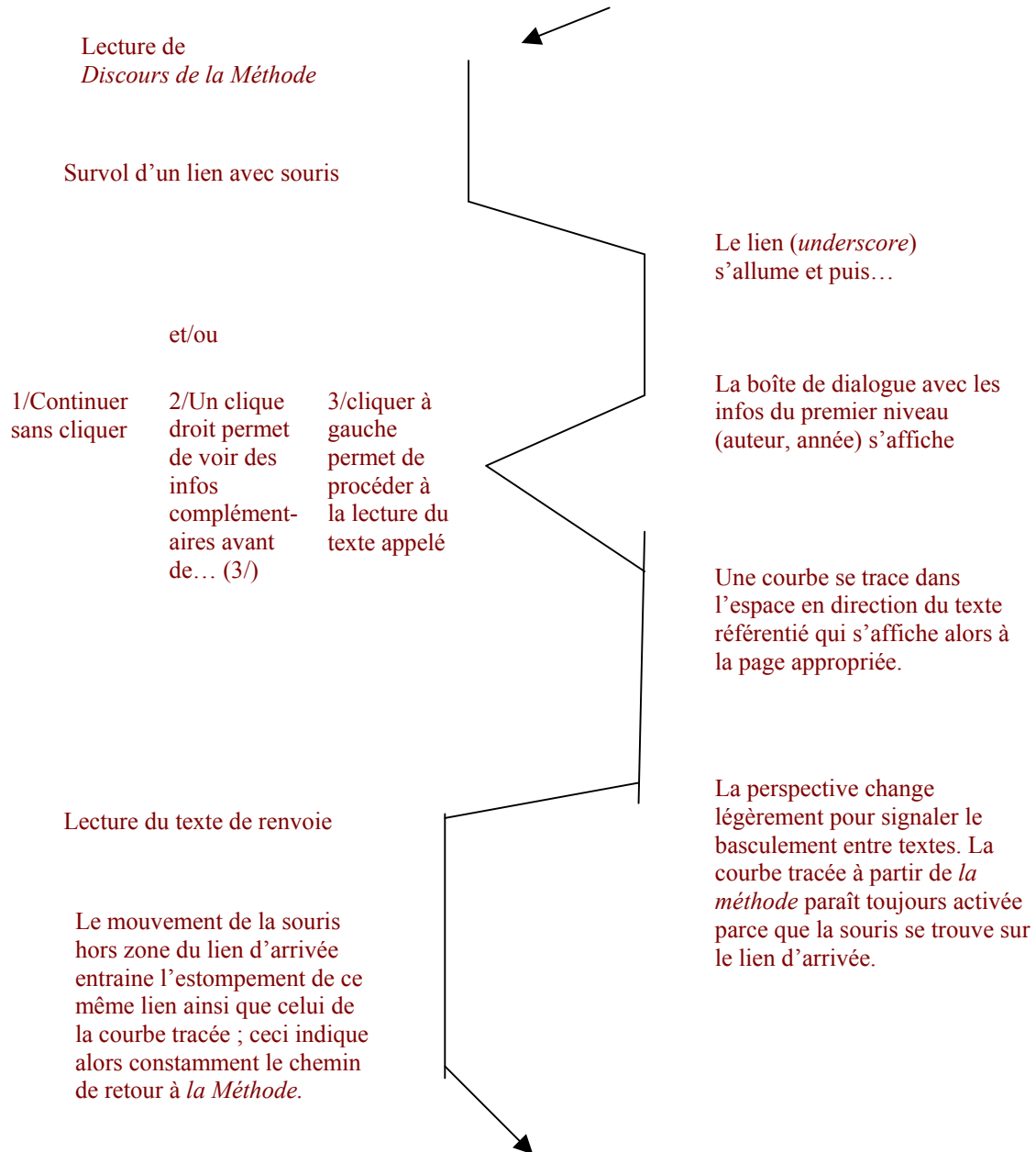
L'approche pratique

Nous montrerons maintenant quelques aspects techniques de notre plus récentes réflexions sur la modélisation du dialogue homme-machine pour ce projet documentaire nommé « Descartes ». Le nom provient tout simplement du fait que le premier ouvrage impliqué est celui du Discours de la méthode.

Nous modélisons d'abord un « va-et-vient » possible entre l'application on-line et le lecteur. L'apparence de cet échange entre deux pôles ne devrait pas suggérer que nous nous fondons notre approche sur un modèle de communication inter-personnelle et humaine. Préserver l'Ordre social entre les entités dans la philosophie de conception aide à accroître le rendement du « dialogue » personne-machine.

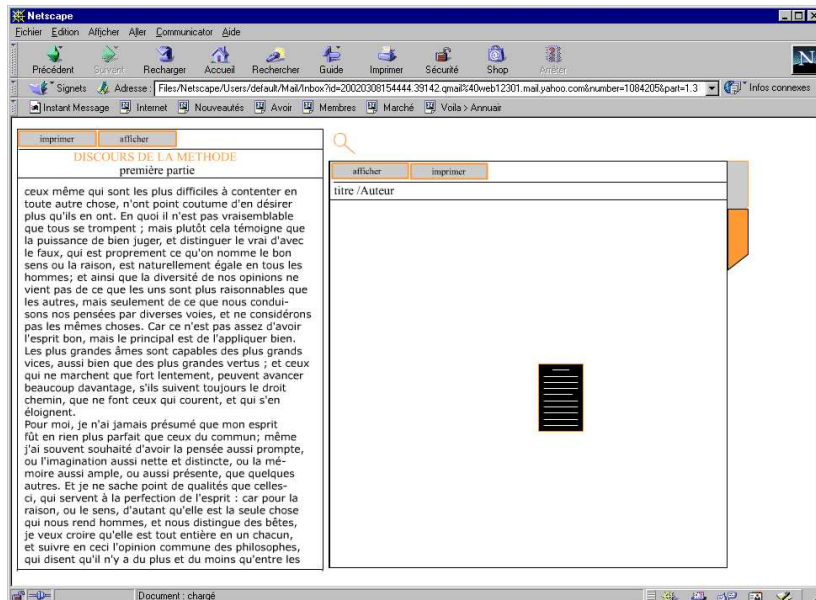
Dialogue au niveau de l'Interface Descartes

Concernant la 3ème action de l'utilisateur, seule l'option no. 3 est suivie dans



L'idée centrale est que le texte de référence reste toujours affiché à gauche, tandis qu'à droite, les textes auxquels les (hyper-)liens renvoient (textes cibles) se superposent en décalage vertical. Ceci permet de consulter chaque texte déjà ouvert (affiché) en cliquant sur le bout—labellisé auteur, date, titre, etc.—qui dépasse ; ou comme ici dans la version actuelle, en cliquant sur un onglet.

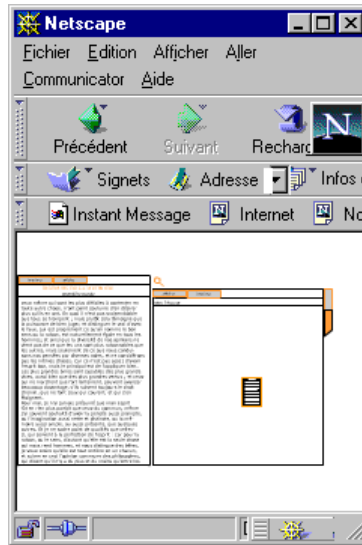
Le texte de référence reste donc toujours visible.



Beaucoup de fonctionnalités sont en phase de conception ou de spécification. Du côté animation, une toute première version en noir (plus bas) intègre un nombre d'icônes de textes qui tourne en boucle à droite lorsqu'aucun texte cible est ouvert. Nous considérons récupérer une version de celle-ci dans des prototypes futurs.

La taille et le contenu de la fenêtre principale sont entièrement redimensionnable, ainsi que ceux des textes de référence (à gauche) et ceux des textes cibles (à droite). Une des

particularités de ce prototype est que lorsque l'on réduit la page de référence, la page cible grandit—et inversement.



CONCLUSIONS

Nous n'estimons nullement qu'il faille cesser d'affiner les techniques de représentation des «documents primaires» comme ceux des grands penseurs d'autrefois.

Notre programme de recherche vise à produire en fin de compte un prototype opérationnel pour la consultation de plusieurs ouvrages en même temps (impliquant donc l'observation des normes en vigueur, la pagination, la restriction de choix des couleurs et des supports, possibilités d'annotations, etc.). Nous avons déjà délimité le domaine à un grand corpus philosophique. Les textes de l'œuvre cartésienne qui peuvent aider à expliciter le Discours de la Méthode ainsi que les diverses références dont a pu s'inspirer Descartes pour l'écriture de ces lignes tant parcourues par de nombreux lecteurs seront collectées dans notre système hypertextuel multi-liens.

Travaillant autant sur les présentations informatiques de textes que sur les re-présentations textuelles en temps modernes de la pensée humaine figée dans des documents, notre souci principal est l'utilisabilité (J. Nielsen) de l'information par le lecteur. Le recours à l'ingénierie logicielle, à l'ergonomie, aux facteurs humains pour rechercher des documents constituent en quelque sorte une tournure cognitiviste pour la recherche dans le secteur de l'information scientifique et technique. Nous comptons apporter une réponse qui intègre la capacité associative de l'esprit du lecteur.

BIBLIOGRAPHIE

BOUGNOUX D. (2001). Introduction aux sciences de la communication, Paris : La Découverte.

BRETON P. (1990). La tribu informatique. Enquête sur une passion moderne, Paris : La Découverte.

BUSH V. (juillet, 1945). "As We May Think", *Atlantic Monthly*, p. 101-108.

LE COADIC Y.-F. (1994). *La science de l'information*, Paris : PUF.

JACQUES F. (1985), *L'Espace logique de l'interlocution*, Paris: Presses Universitaires de France.

LAUDAN L. (1977), *Progress and Its Problems : Towards a Theory of Scientific Growth*, Los Angeles : University of California Press.

MANTOVANNI G. (1996), *New Communications Environments : From Everyday to Virtual*, Londres : Taylor & Francis.

MARKOVIC S. & GOYFFON A. (2002), « Projet de liens hypertextes sur l'œuvre de Descartes », (rapport technique) Scénario du projet tutoré par C. Schmidt, Département Réseaux et services de communication (SRC), IUT de Belfort-Montbéliard, Université de Franche-Comté.

NIELSON J. (1993), *Usability Engineering*, Boston, MA : Academic Press.

PERRIAULT J. (1999). « "Culture technique". Éléments pour l'histoire d'une décennie singulière », *Cahiers de médiologie*, 6, "Pourquoi des médiologues", p. 197-214.

PROULX S. (2001). « Usages des technologies d'information et de communication : reconsidérer le champ d'étude? », Conférence au XI^e Congrès national des sciences de l'information et de la communication, UNESCO (Paris), du 10 au 13 janvier 2001.

SCHMIDT C.T. (2001), *L'esprit et la machine, une communauté conceptrice à l'œuvre*, Lille : ANRT/Presses Universitaires de Septentrion.

SCHMIDT C.T. (1997). "The Systemics of Dialogism: On the Prevalence of the Self in HCI Design", *Journal of the American Society for Information Science*, vol. 48 n° 11, New York: John Wiley & Sons, p. 1073-1081.

SCHMIDT C.T., ROXIN I., MERCIER D., HUFSCHEMITT B. & COTTEN J.P. (2002). « Hypertext for Discovery: Having the Whole Library to Oneself », ED-MEDIA, *World Conference on Educational Multimedia, Hypermedia & Telecommunications*, 27-29 juin, Denver Colorado, Etats-Unis.

SCHMIDT C.T. & RUCH P. (1999), "Evolution of Man's Needs and Technological Progression: Pragmatic Foundations for a Relational Coupling", Chapter 16 in MEY J. & GORAYSKA B. (sous la direction), *Humane Interfaces: Questions of Methods and Practice in Cognitive Technology*, Amsterdam: NorthHolland/Elsevier Science, p. 293305.

SHANNON C. & WEAVER W. (1949). *The Mathematical Theory of Communication*, Urbana: University of Illinois Press.

WATZLAWICK P., BEAVIN J., JACKSON D. (1972). *Une Logique de la Communication*, Paris: Seuil.

WINKIN Y. (1981). *La Nouvelle communication*, p. 13-26, Paris : Seuil.

WITTGENSTEIN L. (1989), *Investigations Philosophiques*, Paris : Gallimard.

LES SCIENCES DE L'ÉDUCATION ET LES SCIENCES DE LA COMMUNICATION EN DIALOGUE : À PROPOS DES MÉDIAS ET DES TECHNOLOGIES ÉDUCATIVES.

Geneviève Jacquinot-Delaunay

L'UNIVERSITÉ EN LIGNE : DU DISPOSITIF EMPIRIQUE À L' « OBJET » DE RECHERCHE, ENTRE SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SIC) ET SCIENCES DE L'ÉDUCATION (SED)

Le problème que je voudrais poser, à propos de la mise en place de l'université en ligne (Uel), mais qui est valable pour bien d'autres exemples, dans le champ de l'éducation et de la formation, est celui de la position particulière du chercheur, dans le contexte de l'innovation pédagogique. Il est amené à construire son « objet de recherche » à partir d'un objet empirique (donc comme pour tout chercheur) mais d'un objet empirique qui a la particularité de s'élaborer à peu près dans le même temps que celui de la recherche, souvent d'ailleurs en partie par les mêmes acteurs : ce qui renvoie à cette question récurrente de la difficile relation entre le « chercheur et le praticien » ou le terrain, dans le contexte de l'innovation pédagogique.

Sans entrer ici dans le détail de la problématique de l'innovation pédagogique, j'en rappellerai pourtant les caractéristiques :

l'innovation pédagogique est un phénomène extrêmement complexe qui comprend généralement un projet institutionnel, une dynamique organisationnelle, des sujets - les sujets enseignant mais aussi les sujets étudiant, et tous les autres acteurs ayant une place dans le processus -, qui se déroule dans le temps et a souvent le statut de « levier » pour la transformation de l'ensemble du système éducatif.

C'est un « objet de transaction sociale » en ce sens que, s'il s'agit d'une action finalisée, elle l'est pour les différents acteurs dont les fins ne se recoupent pas automatiquement et qui doivent donc être constamment renégociées : finalisée aussi bien pour l'instance qui la pilote que pour ceux qui sont sur le terrain, et pour les chercheurs qui travaillent sur l'innovation, en tant qu'objet d'étude ; elle représente un enjeu dans lequel on a à faire triompher des valeurs - c'est particulièrement vrai pour l'innovation liée aux technologies, qui se développe dans un contexte très « idéologisé »

l'innovation se situe entre liberté et contrainte : c'est un projet sans programmation (à la différence d'une réforme), qui ne peut venir uniquement d'en haut parce que cela implique des pratiques de terrain (à la différence d'une réforme qui touche généralement les structures, les programmes mais rarement les pratiques), mais qui doit en même temps être soutenue par l'institution et donc faire accepter des contraintes (justification des actions, des budgets...) et qui procède par sauts, avec des temps morts et des accélérations : c'est une « réforme mise en acte », une sorte d'aventure.

Comment, dans ce contexte, aborder une recherche liée à une innovation pédagogique?

C'est une recherche qui semble avoir trois caractéristiques principales :

- c'est une recherche praxéologique qui, comme l'a rappelé Bourdieu (1972) est un des trois modes de connaissance théorique, avec l'"objective" et la "phénoménologique" : où il s'agit de construire un principe générateur d'explication, en se situant dans le mouvement de la pratique et qui « suppose une rupture avec le mode de connaissance objectiviste, c'est à dire une interrogation sur les conditions de possibilités et par là sur les limites du point de

vue objectif et objectivant qui saisit les pratiques du dehors, comme fait accompli, au lieu d'en construire le principe générateur en se situant dans le mouvement même de leur effectuation »

- une recherche interdisciplinaire : l'« objet » de recherche se construira au carrefour de plusieurs disciplines, notamment dans le cas des Technologies d'information et de communication pour l'éducation (TICE), au carrefour des dimensions proprement communicationnelles et proprement éducatives des TIC - soit entre SIC et SEd, deux disciplines d'ailleurs proches épistémologiquement et fondamentalement praxéologiques (Jacquinot, 2001)

Cette dimension communicationnelle rarement prise en compte dans l'innovation pédagogique liée aux TIC, intervient à la fois aux niveaux micro (dans les relations que l'apprenant entretient avec les supports d'apprentissage ou les « outils pour apprendre » (Moeglin, 1999)), macro (dans les déterminations politico-économico-industrielles de cette forme particulière d'industries culturelles que deviennent les ressources pédagogiques multimédias, et meso (au plan organisationnel en référence aux théories des organisations)

- une approche en terme de « dispositif » : sans revenir sur la nécessité de revisiter cette notion « entre usages et concept (Hermès, 1999), on peut se référer à celui qui a été un des premiers à en proposer une conceptualisation. Pour Foucault (1994, p 299), le dispositif est une réalité hétérogène, dans laquelle se trouve entremêlés « des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales philanthropiques.... bref : du dit aussi bien que du non dit » associée, pour lui, au contrôle, à l'anonymat, qui se situe dans le long temps de l'histoire des pratiques sociales...

Cette définition s'applique bien aux pratiques pédagogiques et plus largement aux actions de formation qui peuvent être identifiées mais ne sont, en réalité, jamais les mêmes, car elles n'existent que « réalisées » à travers la pluralité des acteurs, contrairement à l'usage restrictif et figé qui en est fait du terme dispositif « quand on en parle comme d'un cadre à décrire, à la fois abstrait et nommé, potentiel plus que réel » (Chartier, 1999, p).

Dépasant la dimension coercitive que lui a donné Foucault, la médiation dispositif, à travers des environnements aménagés, plus ou moins bienveillants, c'est à dire plus ou moins « tolérants à l'erreur », permet le retour des acteurs, avec leurs représentations, leurs attitudes, voire leur mythologie, là où l'on a eu trop souvent tendance à ne parler que de « système » technique et/ou de « structure » organisationnelle. Au-delà des dichotomies traditionnelles, ce concept en émergence permet d'appréhender, dans toute leur complexité, les rapports entre le technique et le symbolique, entre le sujet et l'objet, entre liberté et déterminisme, à travers des logiques d'usages.

Dans le champ de la pédagogie et de la médiation des savoirs, faire une analyse en terme de dispositif permet de prendre en compte les individus considérés comme des acteurs interagissant entre eux et avec les éléments du système lui-même, pour les articuler de façon cohérente, visant à aider l'apprenant à s'aider lui-même : le dispositif, en ce sens, c'est une sorte de « tentative d'instrumentation de l'autonomie des acteurs »

L'EXEMPLE DE L'UNIVERSITÉ EN LIGNE

Dans quelle situation se trouve-t-on pour aborder cet « objet de recherche »? Il s'agit de faciliter le passage de situations existantes, fortement structurées (ici la tradition de l'enseignement universitaire) vers de nouvelles situations en vue d'une amélioration à divers niveaux, ce qui implique du côté de l'action d'assurer le suivi, le soutien et l'orientation de

l'innovation et du côté de la recherche, mais en interaction constante, la capitalisation et la formalisation des conditions de cette innovation.

Un exemple servira de base à la tentative de modélisation de la dite stratégie de diffusion de l'innovation selon un « pilotage attentif et négocié » : celui du PCSM (Premier Cycle Sur Mesure), propre au RUCA (Réseau universitaire des centres d'autoformation), via la mise en ligne de ressources multimédias associées à des services d'accompagnement, où se construisent peu à peu des usages de l'UeL (université en ligne) et que tente d'accompagner le CODIF (Comité d'observation et d'orientation des dispositifs de formation), réuni à l'initiative du Ministère (Direction de la technologie).

Il est construit sur une organisation à étages comprenant :

un GP, groupe de pilotage : regroupant tous les partenaires concernés par le changement, pour guider l'innovation ;

un GRAF, groupe de recherche-action-formation (CODIF) chargé d'accompagner les acteurs du terrain, constitué de sous-groupes mobilisés autour des problèmes-clefs rencontrés dans la mise en œuvre de l'innovation, explicités sous la forme de « carrefours critiques » (en l'occurrence, les commissions production-éditorialisation- commercialisation, pratiques enseignantes et étudiantes/vers l'autonomisation, tutorat et autres services d'accompagnement, dispositif d'intégration dans l'université, et comprenant chercheurs et praticiens

un GIP groupe inter-projets : composé des coordonnateurs, animateurs, délégués, responsables d'actions dans le réseau

un GSI groupe des structures innovantes soit les partenaires des 20 universités scientifiques sous contrats avec le Ministère pour la production et l'utilisation des ressources, souvent réunis autour des Centres d'AutoFormation

Le travail engagé nécessite souvent déjà le déplacement de la commande : on demande d'observer les usages or les nouveaux usages cela se construit ; ces usages ne sont pas indépendants des produits ou ressources disponibles, notamment technologiques, qui, en prenant en charge une partie du processus d'enseignement- apprentissage, remettent en cause la fonction de l'enseignant et de l'apprenant ; ces changements entraînent à leur tour des modifications organisationnelles, institutionnelles..... On ne peut modifier un élément du système sans le modifier dans son ensemble : ce à quoi il faut ajouter la dynamique temporelle et les interactions dues au jeu des acteurs....

Mais cela nécessite aussi des mises au point conceptuels : tout le monde de réclame de l'autonomie à développer chez l'apprenant dans l'apprentissage, mais chacun entend sous ce terme quelque chose de différent

Les difficultés apparaissent ainsi, on s'en doute, aux interfaces sensibles, les désaccords conceptuels, conflits de pouvoir ou de personnes, entraînant des conséquences plus ou moins graves, à tous les étages...

Il semble pourtant que sous certaines conditions, la recherche-action puisse accompagner l'innovation en permettant de soutenir l'action des partenaires sur le terrain, en leur fournissant instrumentation, argumentaire, vocabulaire commun, en les aidant à former d'autres partenaires et à détecter les nouveaux besoins et les soutiens spécifiques ; en procédant par étapes successives qui sont l'identification des changements à produire (par comparaison entre la situation actuelle et la situation "idéale" visée), l'observation et l'analyse des comportements, interactions et rôles à travers les divers tâches réalisées, en

favorisant la visibilité des évolutions en cours, enfin en contribuant à la mise en place en commun de nouveaux modes de fonctionnement, sans exclure ni marginaliser personne; enfin en visant un changement, plus ou moins progressif ou radical, d'une situation d'éducation " avec la participation des acteurs et intervenants concernés " ce qui implique notamment de tenir compte des particularités du contexte de la demande et de son déroulement.

Ce type de recherche s'appuie généralement sur des " temps forts " (comme les journées d'études par exemple) qui permettent de soutenir les évolutions en donnant plus de visibilité et d'audience aux dynamiques en cours, en démultipliant l'expertise et en fédérant de nouvelles énergies.

On entrevoit ici la nécessaire et fondamentale « traversée théorique et disciplinaire » que doit faire un enseignant-chercheur dont la compétence essentielle, est, par tradition, liée à « une » discipline à enseigner, pour s'impliquer soit à titre de concepteur soit à titre de formateur dans un « dispositif » innovant...tout comme le chercheur qui a le mauvaise conscience de ne pas produire des résultats qui correspondent au modèle canonique de la recherche, de ne pas exhiber des résultats suffisamment modélisés ou modélisables, et ressent un véritable inconfort intellectuel dans la nécessaire confrontation interdisciplinaire : les traversées nécessaires ne sont pas sans risques, risque de « perdre » la recherche dans la complexité des situations vécues d'un côté, ou, de l'autre, de ne pas trouver le soutien opérationnel nécessaire pour faire face aux urgences de l'action.

Traversée difficile mais peut-être inhérente à cette modalité particulière de connaissance que résume assez bien la formule latino-américaine « connaître pour agir »

BOURDIEU Pierre, 1972, *Esquisse d'une théorie de la pratique*

CHARTIER, FOUCAULT, 1994, *Dits et écrits, III*, Paris, Gallimard, 1994, p 299

JACQUINOT, G « Les sciences de l'éducation et les sciences de la communication en dialogue : à propos des médias et des technologies éducatives », *l'Année sociologique*, vol 51/2001 n° 2

JACQUINOT, G, et MONNOYER, L (ss dir de) *Le dispositif, entre usages et concept*, *Hermès*, n° 25, 1999 Moeglin, P.

INTERNET ET INTRANET DANS LES ORGANISATIONS "UN SCÉNARIO RÉCURRENT"

Jean-Antoine CORBALAN

RÉSUMÉ

Cette recherche rend compte de récurrences observées dans sept organisations, au printemps 2001, lorsqu'elles introduisent l'intranet et/ou l'internet en leur sein. Sans prétendre à l'exhaustivité, ces redondances peuvent être organisées en un scénario à 8 "moments". Les modèles classiques de la diffusion sociale de l'innovation rendent mal compte de ces récurrences. La "fatalité des Technologies de l'Info-Com (TIC) est rendue possible par une absence de pensée de la technique. Une analyse situationnelle permet de relever que la faiblesse du discours masque la complexité des changements rendus possibles par ces nouvelles technologies, que ce soit dans le temps de travail et le temps privé, la qualité des relations humaines souhaitées implicitement, les repositionnements professionnels et les normes émergentes dans le travail.

MOTS-CLÉS

Internet ; intranet ; TIC ; organisations

Cette communication s'appuie sur des recherches de terrain conduites au printemps 2001, dans sept organisations différentes du sud de la France. Elle rend compte de la redondance des observations et analyses dans ces organisations, publiques ou privées, lorsqu'elles introduisent l'internet et/ ou l'intranet en leur sein.

Cette communication ne prétend pas recouvrir toutes les situations existantes. Elle ne prétend pas non plus être prédictive, ni de ce qui va se passer dans les organisations étudiées, ni de ce qui se passera dans celles qui feront appel, dans les temps à venir, à de l'internet et/ ou de l'intranet.

Cette communication cherche seulement à synthétiser six de ces recherches, en mettant en lumière une redondance étonnante de caractéristiques comparables, pouvant constituer un scénario fréquent, associé à l'introduction de technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les organisations.

UN SCÉNARIO RÉCURRENT.

En première approximation, voici huit "moments" que nous avons systématiquement rencontrés, ce qui nous autorise, nous semble-t-il, à parler de scénario. Ce terme est à prendre dans son sens le plus courant, à savoir : canevas, scène par scène, d'une pièce de théâtre, de cinéma (et nous ajoutons, de phénomènes humains observés), dans lequel les gestes et les paroles sont sommairement indiqués

1 Une introduction "technicienne", ou technocratique.

Dans tous les cas étudiés ici, l'approche « par l'outil », ou approche « technicienne » a été privilégiée systématiquement. Soit le service informatique a conçu un outil spécifique s'inspirant d'intranets existants, soit il a fait acheter un logiciel spécialisé par sa direction, soit, faisant référence à un produit acheté par une organisation connue, ou concurrente, a entraîné la décision d'achat par ses instances dirigeantes. Parfois, c'est l'étudiante-stagiaire qui a été chargée de la mise en place du système intranet-internet, sans autre consigne que

de réaliser un devis, puis d'assurer la mise en route et la formation nécessaire au suivi de l'outil, lorsqu'elle aurait quitté l'organisation d'accueil.

A contrario, remarquons que dans aucune des organisations étudiées, une étude préalable n'a été menée, à part le devis financier. Aucune structure n'a été prévue pour penser l'introduction des ces nouveaux outils pour l'organisation : par exemple, un groupe d'étude, ou groupe de pilotage, ...

Par contre, dans 3 de ces organisation, une formation a été prévue lors de l'introduction des outils informatiques. Elle consistait en une séance d'une heure, ou deux, pour indiquer les fonctionnalités des outils. La participation à cette formation était laissée à l'initiative de chacun des personnels.

Remarquons encore que dans 6 des 7 organisations étudiées, aucun code de bonne conduite, aucune limitation d'usage, aucune charte d'utilisation n'ont été élaborés. Tout s'est passé comme si l'introduction de l'outil devait aller de soi.

Dans une seule, le siège régional d'une banque, pendant les six mois d'étude (de janvier à juin 2001), la direction s'est préoccupée de penser l'introduction d'internet. Cette préoccupation portait exclusivement sur le contrôle qu'entendait exercer la direction sur le fonctionnement de l'outil. Ce thème de discussion est devenu tellement conflictuel que la direction a jugé prudent de reporter à des temps plus sereins la prise de décision sur la mise en service, ou non, de l'outil. La seule décision connue a été l'interdiction faite à l'étudiante-chercheuse de continuer ses interview pour sa recherche.

2 Après un 1^o temps, de "tout et n'importe quoi", vient l'essoufflement.

Les recherches ont porté sur des organisations qui venaient, dans les mois précédents, d'implanter un internet-intranet. Dans un cas, l'introduction a été donnée à réaliser à l'étudiante-chercheuse. L'observation des usages d'intranet-internet, et les interview sur ce thème ont révélé quelques grandes constantes. Avant de les énoncer, je soulignerai que ce qui va être dit à propos d'intranet-internet, avait déjà été observé lors de l'introduction du minitel dans des organisations.

L'usage le plus fréquent consiste à utiliser les possibilités des outils comme de jouets pour faire des « blagues », des farce à des collègues, ou encore pour échanger des propos privés (, s'échanger des messages personnels, se laisser des rendez-vous personnels, s'échanger des recettes de cuisines, des « bonnes adresses », ...), sans compter, bien entendu, l'usage de ces outils pour consulter ou diffuser des images à caractère érotique ou pornographique.

L'usage complémentaire et opposé au premier est devenu progressivement important. Il s'agissait, pour les personnels de direction, de tenter de maîtriser le flux de tous ces messages, souvent jugés nuisibles à l'image et la réputation de l'organisation. Dans les 6 organisations étudiées, cette tentative, je le répète, ne s'est jamais manifestée par une négociation formelle. Elle s'est par contre manifestée par des discours officieux, privés et discrets, tendant à faire pression sur les personnels, sans rien interdire « officiellement ».

Nous avons aussi rencontré le cas d'une organisation ou, dès le début de sa mise en place, l'usage des outils a fait l'objet d'une grande discrétion de la part des personnels rencontrés, d'une volonté de ne pas dire, mais sans jamais exprimer une position d'opposition, ou de refus, ou encore, de méfiance.

Dans tous les cas, quelques mois après l'introduction des ces TIC, les chercheurs ont constaté que seul l'usage des boîtes aux lettres informatiques était devenu fréquent, voire exclusif. Toutes les possibilités d'interaction ont été pratiquement abandonnées, sauf parfois

par un petit nombre de personnes, étant bien entendu que dans tous les cas, ces possibilités avaient été très peu utilisées auparavant.

3 L'attentisme des dirigeants.

Les directions des organisations étudiées ont eu, au moment de la prise de décision d'achat et d'implantation, des positions relativement discrètes, considérant souvent l'implantation comme un investissement incontournable, donc acte. L'opinion de ces dirigeants pourrait être résumée dans la formule de l'un d'entre eux. « Internet, je ne sais pas ce que ça va me rapporter, mais je sais que je ne peux pas ne pas en avoir un ».

Dans la période qui a suivi l'introduction des TIC, les dirigeants se sont inquiétés, mais sans prendre une position officielle.

Dans la période qui a vu une réduction des usages, ces dirigeants ne se sont pas non plus préoccupés de ce changement dans les usages.

Les TIC ne semblaient pas être un thème d'intérêt. Ni de désintérêt, d'ailleurs.

Aucun dirigeant n'a pris la décision de supprimer un outil pas ou si peu utilisé. Tous ont attendu.

4 La poursuite de l'implication par quelques "militants".

Le plus fréquemment, nous avons rencontré de petits groupes de personnes qui continuaient à utiliser et explorer les potentialités des outils. Parfois, ces personnes se regroupent en une sorte de réseau discret de partisans des TIC. C'est une occasion pour eux de développer un nouveau type de rapport sur le lieu de travail. Ces relations se caractérisent par un grande cordialité, par un effacement des hiérarchies existant au sein de ce petit groupe. Autre caractéristique : ces petits groupes ne font pas de prosélytisme, ni ne se transforment en groupe de pression. Comme il y a les amis du football, il semble y avoir les amis des TIC. Ils constituent une amicale, qui donne un supplément d'intérêt au travail, mais sans remettre en cause le fonctionnement de l'organisation.

Dans un cas, ce petit groupe existait depuis trois ou quatre ans. Ses membres n'étaient ni aigris, ni amers face au peu d'utilisation collective de ce qui leur apparaissait être un usage « évident ». Ils avaient simplement plaisir à se retrouver périodiquement, sans rien attendre de précis dans l'avenir.

Nous avons cependant rencontré une organisation où les outils TIC ont été oubliés. C'est à l'occasion d'un changement de direction qui voulait implanter des TIC, qu'un des chargés du projet actuel a découvert qu'un système informatique existait déjà depuis deux ans, qu'il était complètement inusité, et complètement oublié, depuis que son principal promoteur était parti.

5 Les règles et usages "traditionnels" comme limitation des usages des TIC.

Ceux qui n'ont pas adopté les TIC expliquent que leur usage présente plus d'inconvénients que d'avantages. Les arguments sont de deux ordres.

Tout d'abord, les inconvénients personnels. Il y a trop de messages. Ils se seraient bien passés de cette surabondance qui ne facilite pas leur travail. D'autre part, les TIC accélèrent trop les flux d'informations et de prise de décision. Sage lenteur, ou diminution du stress sont valorisés face à la fulgurante rapidité et facilité d'échange permise par les TIC.

Ensuite, les inconvénients collectifs et institutionnels. L'argument le plus fréquent est la menace de perte de notoriété, ou de crédibilité, que font courir les TIC si elles devaient avoir

un usage incontrôlé. Ces TIC, parce qu'elles court-circuitent les réseaux habituels de circulation de l'information, se mettent en concurrence avec les pratiques traditionnelles, mais sans jamais les supplanter.

Dans toutes les organisations étudiées, les circuits traditionnels de circulation de l'information et de prise de décision, se maintiennent tels qu'ils étaient avant l'arrivée des TIC. Celles-ci ont un peu « bousculé » au départ, mais ont été facilement marginalisées ensuite.

6 L'absence de normes, chartes, ...associées à la nouvelle technologie.

Nous l'avons déjà signalé, à aucun moment, personnels ou dirigeants n'ont eu recours à une explicitation et à une mise en forme de leurs intentions, préoccupations, mode d'évaluation, ambition, ...

Les TIC sont arrivées sans discours managérial, autre que technique. Lors du reflux de leur utilisation, les TIC restent sans discours, sans intention proclamée. Elles restent aussi sans évaluation ni sanction

7 Au hasard des opportunités, une possible relance.

Ce « moment » n'a pas été constaté dans toutes les organisations de notre étude.

Simplement, nous avons noté que l'arrivée d'un stagiaire féru d'informatique, ou encore, la venue d'un chercheur capable de réaliser un audit), ou l'arrivée d'une nouvelle équipe de direction, ou la nomination d'un responsable de communication interne, ont pu relancer le questionnement sur les TIC dans l'organisation.

Dans tous les cas, ce questionnement a été accepté, même s'il a soulevé des problèmes de territoire et de pouvoir.

Sauf dans un cas, l'initiative n'est jamais venue de l'équipe de direction

8 Une possibilité de relance en s'appuyant sur le "déjà-là".

À la fin de notre recherche (juin 2001), une seule organisation semblait en voie de réussir l'usage généralisé des TIC en son sein. C'était justement celle qui avait oublié son précédent système internet-intranet.

Mais, dans ce cas, la nouvelle chargée de communication interne, formée à l'audit et à la consultance, a réussi à faire adopter à la direction l'idée que l'introduction des TIC n'était pas une affaire d'informaticiens, mais une question de politique globale de communication.

La recherche n'ayant pu être continuée dans cette organisation, nous ne pouvons rien en conclure, à notre grand regret.

COMMENT EXPLIQUER CE SCÉNARIO RÉCURRENT ?

L'étude de la diffusion d'innovations dans un corps social a déjà un riche passé. Gabriel Tarde en parlait déjà en 1884. Le modèle théorique le plus répandu et utilisé de nos jours semble être le « paradigme épidémiologique ». Rappelons qu'il prend la forme d'une courbe graphique en « S ». Sa représentation graphique décrit un rythme (de diffusion de l'innovation dans un corps social) à deux vitesses, ..., qui se caractérise d'abord par une lente progression, proche de la stagnation, et qui, au-delà d'un certain seuil, change d'allure pour devenir beaucoup plus rapide.

Ce modèle se distingue du modèle de diffusion linéaire. Il semble bien que le second modèle ne s'applique pas à nos observations de terrain.

Quand au premier, il pourrait éventuellement s'appliquer. Mais ce modèle suppose qu'après un certain temps, la diffusion de l'innovation s'accélère d'elle-même. La seule inconnue serait le temps d'attente.

On pourrait penser qu'il suffit alors d'attendre un peu (ou beaucoup), ce que font les dirigeants actuellement, et l'usage des TIC se développera, automatiquement. Ce modèle semble ignorer que des innovations peuvent échouer à se diffuser dans une société donnée, et ce, de manière durable.

J-M Ramos, propose une amélioration prédictive de ce modèle en introduisant deux concepts, utilisables dans la phase « pionnière » de diffusion de l'innovation. : la novation, et la récence.

La novation (critère différentiel d'un objet jugé différent des produits déjà existants) suscite généralement l'agrément.

La récence (critère temporel d'un objet perçu comme apparu depuis peu) crée un clivage entre les acteurs à l'affût de la nouveauté, et ceux qui s'en méfient, et qui sont souvent les plus nombreux.

Ces deux concepts permettent donc de comprendre la contradiction vécue par les personnels invités à utiliser des TIC. Entre sympathie pour le nouveau qui rompt avec le connu, et méfiance pour le récent qui n'a pas encore fait ses preuves. Si ceci est, alors il se pourrait que le « décollage » des TIC ne se fasse pas, puisque le produit nouveau que sont les TIC en organisation n'ont pas fait la preuve de leur fiabilité technique et de leur utilité sociale.

Nous écartons la référence à la résistance au changement. Souvent utilisée par les partisans des TIC, pour expliquer la faible utilisation par les acteurs dans les organisations, cette notion pourrait s'inclure dans une conception systémique de l'innovation. La résistance des personnels aux TIC serait la manifestation de l'homéostasie du système.

J'ai déjà montré que l'appel à cette notion n'explique rien. Elle propose tout au plus une comparaison entre un phénomène humain et une machine qui ne fonctionnerait pas au mieux de ses possibilités, à cause de la résistance mal maîtrisée de ses éléments constitutifs.

La plupart du temps, la référence à une « résistance » masque une accusation, un manque d'explication du phénomène observé, et plus grave pour un décideur, elle pointe l'absence de solutions face à ce phénomène associé à l'incompétence supposée des personnels.

COMMENT COMPRENDRE CE SCÉNARIO RÉCURRENT ?

Les modèles précédents nous permettent, au mieux, une explication probabiliste des phénomènes récurrents observés dans des organisations très différents.

Pour aller plus avant, je ferai appel à une approche qualitative de ces phénomènes humains. J'utiliserai la théorie sémio-contextuelle, telle que proposée par Alex Mucchielli.

Toutes les organisations ont intégré la micro-informatique. Quelle organisation ne possède pas un ordinateur de bureau ? L'intranet-internet a été présenté aux acteurs comme une possibilité de plus, lorsque l'on possède un ordinateur sur le lieu de travail.

Or, l'intranet-internet n'est pas, comme le fut le traitement de texte, une simple amélioration de ce qui existait déjà. Les TIC ne tendent-elles pas à remodeler les situations de travail, dans leur essentiel ? Et c'est pour cela que les TIC s'implantent si lentement, et, peut-être ne s'implanteront pas dans toutes les organisations, malgré toutes leurs promesses.

Les TIC ont un effet immédiat sur le rythme du travail. Celui-ci s'en trouve accéléré, par la rapidité et la quantité des flux d'information circulante. Le temps de travail s'en trouve affecté, dans la mesure où les distances sont abolies par les TIC. S'il est utile de pouvoir consulter ses données à toute heure et en tout lieu, la séparation entre temps de travail, (jusqu'ici associé à présence dans l'organisation) et temps de vie privée, tend à s'estomper, au profit du temps de travail. Les TIC menacent confusément le temps privé, dans un monde où ce temps est annoncé en développement quantitatif et qualitatif. Réciproquement, les activités privées, voire intimes, peuvent être exercées pendant le temps de travail. C'est bien ce qui inquiète nombre de dirigeants, sans que cela donne lieu à des discours, des déclarations moralisantes ou normalisatrices.

Les TIC amènent à une nouvelle conception de l'espace. Ces technologies permettent de travailler sans se rencontrer. Elles ne présentent plus les caractéristiques du courrier-papier, qui mettait du temps et des formes entre et dans les échanges. La rapidité des échanges donne la primauté au contenu, au détriment de la relation. Dans la mesure où les communications par TIC deviendraient importantes, certains refusent plus ou moins consciemment de se priver de la composante humaine des relations. Nous avons déjà avancé ce type d'explication pour le faible développement des télé-conférences. La norme de l'efficacité et de la virtualité peut heurter le besoin de relations interpersonnelles, estimées plus efficaces que des relations impersonnelles.

Les TIC proposent aux acteurs de redéfinir les pratiques les plus banales qu'ils avaient habituellement. Ces négociations n'ont pas été intégrées dans le fonctionnement habituel des organisations. Les habitudes, les routines, les processus efficaces actuelles, limitent l'usage des TIC, car trop menaçantes par l'ampleur des redéfinitions pressenties dans le travail de chacun. En particulier, l'usage des TIC tend à privilégier les relations entre experts, au détriment des relations hiérarchiques formelles. Le travail en réseau plus ou moins informel inquiète ceux que la structure officielle a placé à des points de passages obligés de l'information, et ceux qui sont en position de responsables, car ils peuvent craindre ne plus maîtriser les procédures de décision dont ils ont la responsabilité.

Il devient compréhensible que les TIC, par la facilité des échanges qu'elles promettent, aussi bien dans l'organisation, qu'entre l'organisation et son environnement, fassent craindre une menace d'intrusion, de vol, ou, au contraire, de diffusion non contrôlée d'informations stratégiques pour l'organisation. Cette crainte, largement tributaire des discours qui ont diabolisé ou mythifié les TIC, met les acteurs en position défensive face aux implications implicites des TIC. L'arrivée de l'intranet et/ ou de l'internet dans une organisation signe la fin d'un mythe et le retour au réel.

CONCLUSION.

Chaque organisation étudiée est un cas unique. Cependant, les redondances observées constituent ici notre objet d'étude.

Il apparaît que le discours courant sur les TIC reste très centré sur la technicité des outils informatiques. Ce discours sous-estime très largement la complexité des phénomènes humains associés à l'introduction de ces TIC. Il faut aussitôt remarquer la pauvreté du discours managérial sur les attentes associées aux TIC. Les possibilités techniques sont largement présentées et font l'objet de discours nombreux, et dominants. Mais les perspectives d'usage concret sont floues, et ne constituent pas un contre-poids au discours

techniciste. On a ici un phénomène comparable à celui de la « pensée unique » dans le monde de la politique. Pour l'instant, dans les organisations étudiées, il n'existe aucun discours critique, sur les TIC tout d'abord, mais aussi sur la faiblesse des usages observés. On pourra constater que les organisations, pourtant soucieuses d'efficacité, ne s'expriment pas sur les usages des TIC manifestement peu productifs, et n'assurant pas un retour sur investissement « rentable ».

Tout semble se passer comme si les TIC constituaient une fatalité, un passage obligé, non contournable, non susceptible de critique, que l'on se doit de subir en l'absence de certitudes.

Notre communication présente cependant des limites de validité qu'il faut expliciter. L'étude porte sur les usages le plus fréquent lors de l'introduction des TIC. Il resterait à élargir le cadre de l'étude, en particulier à resituer l'usage des TIC dans les pratiques et les stratégies de communication, interne et externe, de chaque organisation.

Notre étude devrait aussi tenir compte de l'environnement des organisations, par exemple, en tenant compte des grandes évolutions sociologiques de nos sociétés, en postulant que l'on retrouve dans chaque organisation ce que l'on rencontre au niveau de la société, une absence, ou tout au moins une faiblesse de pensée sur la technique, d'approche humaniste des implications des TIC.

Pour terminer, cette approche qualitative d'un phénomène humain, appelle à la comparaison des approches, en particulier avec l'approche quantitative des usages des TIC.

DE L'UNIVERSITÉ VIRTUELLE AU CAMPUS NUMÉRIQUE : SIMPLE EFFET DE TRADUCTION OU CHANGEMENT DE PARADIGME.

FRANÇOISE THIBAUT⁴⁹

RESUME

C'est dans le domaine de l'enseignement à distance que semble s'être cristallisée, dans la deuxième moitié des années 90, la rencontre entre le rêve technologique et le rêve éducatif ou formatif. Ce phénomène s'est appuyé sur de nombreux discours produits par des chercheurs, des experts d'organismes internationaux, des journalistes ou des personnalités politiques. Cette recherche, basée sur l'analyse d'un corpus de textes d'origines différentes, propose de mettre en lumière les liens qui unissent les discours nord-américains sur le « campus virtuel », et l'« université virtuelle » aux discours français sur le « *campus numérique* » en précisant notamment les types de conception de la formation à distance auxquels renvoient ces expressions.

MOTS CLEFS

enseignement à distance, université virtuelle, campus virtuel, campus numérique

CADRE GENERAL DE CETTE RECHERCHE

Très présentes sur la scène médiatique, les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour l'enseignement et la formation font l'objet d'un nombre croissant de travaux de recherche dans lesquels semblent actuellement prédominer les problématiques liées à l'usage. La compréhension de la pénétration des TIC dans de multiples sphères collectives ou individuelles implique que soient également développées des approches comme celles, qui notamment, tentent d'expliquer comment les discours participent pleinement au phénomène d'appropriation sociale. C'est parce qu'ils ancrent la technique dans des représentations que les discours constituent une condition nécessaire à sa diffusion dans la société. Ainsi, dans son dernier ouvrage⁵⁰, Patrice Flichy a montré, au travers de l'analyse d'un important corpus de textes américains, comment s'étaient construites « les raisons de la mobilisation des individus dans Internet »⁵¹. Focalisée sur un objet lié à l'éducation, la recherche dont rend compte cet article a été commencée en octobre 2001, par une équipe du laboratoire Céditec⁵² de l'université de Paris XII. Elle vise à mettre en lumière les arguments, les figures, les récits qui favorisent le développement des TIC au sein de l'enseignement supérieur. L'ambition de l'équipe est également d'interroger les dispositifs d'énonciation spécifiques, mis en œuvre dans les discours sur les TIC, afin de contribuer à la réflexion sur les relations qu'entretiennent, avec le politique⁵³, certains genres de texte, comme le rapport, le contrat ou l'appel d'offres.

Ce texte est la première restitution de cette recherche et n'a pour ambition que de donner quelques éléments de cette réflexion collective plus large. Elle est centrée sur les discours

⁴⁹ LABSIC université Paris 13 et CEDITEC université Paris 12

⁵⁰ Flichy, P., « L'imaginaire d'internet ».

⁵¹ Ibidem p.9

⁵² Le céditec : Centre d'étude des discours images textes écrits communications – Université Paris 12 Val de Marne.

⁵³ Le Céditec a engagé une recherche sur cette question

concernant l'enseignement à distance au niveau universitaire à partir d'un corpus appelé à être enrichi dans une prochaine étape. Pour l'heure, nous avons analysé quatre textes de genre différent :

Un article, publié dans la revue *Works and Days* au printemps 1994⁵⁴ par deux professeurs d'université canadiens, spécialistes de littérature et de médias, Peter Childers et Paul Delany. Ce texte de treize pages sur le « campus virtuel » précède les premiers projets très médiatiques d'« université virtuelle » ;

Un rapport de préfiguration d'un grand projet d'université virtuelle. Écrit par des experts, et diffusé en 1995, le rapport « *African Virtual University* » a été très discuté dans les milieux des professionnels de l'enseignement à distance. Ce projet initié par la Banque mondiale, est un des premiers du genre. Il a fait l'objet de deux textes : l'un, d'une centaine de pages qui n'est plus accessible aujourd'hui, l'autre de vingt et une pages, sur lequel nous avons travaillé, qui est téléchargeable à partir du site institutionnel⁵⁵ ;

les deux textes assez courts (quatre pages pour le premier et huit pour le second) des appels à projets « *campus numériques* », lancés, en France, par les ministères de l'éducation nationale et de la recherche en 2000 et 2001.

Ces différents textes ont été retenus pour leur intérêt dans la construction des discours sur l'enseignement à distance. Nous tenterons, par leur analyse, de proposer des éléments de réponses à trois questions :

Pourquoi, alors que le terme « d'université virtuelle » commençait à s'imposer en France, depuis 1999, notamment dans les milieux de la formation professionnelle, le ministère en charge de l'enseignement supérieur choisissait, en avril 2000, le syntagme « *campus numérique* » pour désigner les dispositifs de formation à distance qu'il voulait soutenir ? Ce choix résultait-il de la simple volonté de résister à l'impérialisme de la langue anglaise dans le monde de l'Internet ou correspondait-il à une approche différente des TIC ou du rôle des institutions universitaires ?

Quels sont les liens qui unissent le « campus virtuel », l'« université virtuelle » et le « *campus numérique* » ?

A quels types de conception de la formation à distance renvoient ces expressions ?

L'HYPOTHESE D'UNE CHAÎNE DISCURSIVE

Observer les deux textes français des appels à projets « *campus numérique* » dans leur relation aux deux textes nord-américains sur le « campus virtuel » et « l'université virtuelle », c'est, pour reprendre les propos de Jean-Michel Adam « souligner le fait qu'un discours n'est jamais isolable sans risque : pris dans une chaîne discursive, tout discours est dynamiquement relié, comme réponse, à d'autres, et il en appelle d'autres, à son tour, en réponse »⁵⁶.

Les trois syntagmes de « campus virtuel », d'« université virtuelle » et de « *campus numérique* », apparus avec développement d'Internet dans la formation, ont été utilisés pour désigner ce qu'auparavant on appelait « enseignement à distance ». Les deux premiers se sont imposés d'abord en Amérique du Nord à partir du milieu des années 90 puis ont été

⁵⁴ Childers, P., Delany, P., "Wired Word, Virtual Campus : Universities and the Political Economy of Cyberspace".

⁵⁵ rapport « African Virtual University » Ce texte, en langue anglaise est accessible sur <http://www.avu.org>

⁵⁶ Amossy, R., (sous la direction de), « Images de soi dans le discours » p.105

utilisé dans toute l'Europe dans leur traduction littérale. Le troisième, popularisé par un texte ministériel, s'est répandu, en France, cinq ans plus tard. De construction identique (nom suivi d'un adjectif), ils associent les mêmes champs sémantiques : ceux de l'université et de l'informatique. Dans la chaîne discursive centrée sur l'enseignement à distance, ils pourraient donc ne constituer que de simples variations désignatives d'un même paradigme. Ce premier travail vise à mettre à l'épreuve l'idée selon laquelle la différence lexicale correspond à une différence sémantique. Ainsi, ce que J.L Austin retient pour les tournures, nous le retenons pour expliquer la co-existence des syntagmes auxquels s'intéressent notre travail : « On découvre rapidement, sitôt qu'on applique son esprit à ces choses, ou du moins on arrive très vite à formuler l'hypothèse que rien n'arrive sans raison ; que si deux tournures existent dans la langue, on découvrira quelque chose dans la situation où nous sommes appelés à employer l'une ou l'autre, qui explique notre choix »⁵⁷. Comme l'ont montré nos questions, nous avons le projet de proposer, au travers de la mise en relation des textes retenus, quelques éléments de compréhension de la situation de l'enseignement à distance en France et en Amérique du Nord ces dernières années. Nous nous appuyons, pour ce faire, sur des méthodes d'analyse de contenu et d'analyse lexicométrique.

LA TECHNOLOGIE CONTRE L'INSTITUTION

Le passage de l'informatique de calcul à l'informatique de communication⁵⁸, amorcée, au début des années soixante, par la nouvelle agence de recherche du ministère de la défense américain (*Advanced Research Projects Agency, ARPA*) a donné lieu à la construction d'un réseau informatique à ressource partagée (ARPANET), basé sur un protocole de dialogue entre les machines. Défini de façon coopérative, cette logique inspirera, quelques années plus tard, les inventeurs d'Internet. C'est au sein des laboratoires de recherche en informatique que s'est développé ARPANET : entre 1969 et 1975, quatre puis cinquante-sept universités se sont connectées. Comme le montre Patrice Flichy, les textes produits par ces chercheurs sont marqués par « le climat anticonformiste et anti-autoritaire des universités de la côte ouest américaine »⁵⁹. Ils veulent former une communauté hors hiérarchie, hors contrôle de l'institution et affichent leurs préférences en matière d'organisation du travail : moins de colloque et plus d'échanges par le réseau, moins de papier et plus de virtualité⁶⁰.

La notion de communauté virtuelle va progressivement séduire d'autres communautés scientifiques et notamment celles des chercheurs qui travaillent sur les médias ou sur les sciences de la communication en général. Elle sera reprise, non sans adaptation, par des journalistes spécialistes des technologies ; le plus fameux d'entre eux : Howard Rheingold écrit en 1987 un ouvrage qui deviendra rapidement un *best seller* : « Les communautés virtuelles ». Ces communautés sont pour lui, « supérieures aux communautés traditionnelles dans la mesure où elles permettent de trouver directement ceux qui partagent avec vous les mêmes valeurs et les mêmes intérêts. Au contraire, dans la vie réelle, cette recherche est longue et aléatoire ».⁶¹ Le projet de Rheingold consiste à s'inspirer de la communauté universitaire pour la dépasser au moyen de la communauté électronique qui ne souffre pas de contrainte d'espace et de temps.

Sans être systématique, la critique de l'institution universitaire qui est partie d'un groupe de chercheurs, s'est amplifiée chez Rheingold tout en restant diluée dans une approche

⁵⁷ Austin, J.L., « Quand dire, c'est faire » p. 14.

⁹ Flichy, P., op.cit. chapitre 2,

⁵⁹ Flichy, P., op.cit. p55.

⁶⁰ Les textes des comptes rendus de réunions de l'époque sont accessibles sur le site de l'Internet Society : <http://www.isoc.org/ftp/rfc/0000/rfc3.txt>

⁶¹ Rheingold, H., "Virtual Communities" p.79

libertaire du monde qui fonde ses espoirs de révolution dans le potentiel des nouvelles techniques de communication.

L'article de P.Childers et P.Delany intitulé « Monde en réseau, campus virtuel : les universités et la politique économique du cyberspace » s'inscrit dans cette perspective mais élargit la vision. Les auteurs y opposent, dans une première partie, deux cyberspaces : celui de la culture industrielle marchande à celui de la culture universitaire. Le premier correspond « au dernier stade du capitalisme, caractérisé par des orientations post-fordistes qui privilégient la généralisation d'un nouveau mode d'organisation du travail dans lequel le principe de mécanisation est dépendant du principe d'information ».⁶² Le second, inscrit dans l'Internet, repose sur « une politique économique collégiale »⁶³ qui doit son succès à l'engagement gratuit des individus. Ainsi, la culture universitaire est présentée comme un mode puissant de résistance au monde marchand.

Pourtant, pour ces auteurs, l'institution universitaire est en difficulté pour trois raisons : à cause de la crise du secteur public (que les auteurs signalent rapidement), à cause de la volonté de transformer les universités en entreprise (un paragraphe), puis, à cause du développement des réseaux de communication (60% du texte). Mais en retraçant « l'origine de l'université du cyberspace » dans la deuxième partie du texte, et en opérant des coupes historiques sans nuance et des rapprochements peu scientifiques (il est question par exemple du « protocole du latin, le protocole Internet de l'époque »⁶⁴), les auteurs montrent que c'est bien la circulation des idées et le débat qui font l'essence même de l'université, autant dire que la question de l'institution est seconde par rapport à la question de la culture.

C'est, dans la troisième partie « l'avenir des universités dans un monde en réseau »⁶⁵, à partir d'une comparaison inspirée par une rapide histoire du livre, que va s'organiser l'argumentation en faveur de l'existence d'une révolution qui risque de remettre profondément en cause l'institution universitaire. « L'université doit désormais affronter la possibilité d'être transformée par la culture du cyberspace générée par ses centres de calcul et ses réseaux. Tandis que l'imprimerie annonça l'extinction des institutions monacales et la naissance de l'université moderne, le cyberspace pourrait dissoudre les campus actuels faits de briques et de mortier dans une culture de la connaissance décentralisée, un réseau de sites « virtuels » d'échanges intellectuels qui rendra obsolètes les anciens bâtiments couverts de lierre, de même que les frontières institutionnelles et politiques, créant une chose similaire à la vision qu'avait H.G. Wells d'un cerveau mondial »⁶⁶. Le recours aux images, à la logique d'opposition binaire et exclusive, comme les emprunts au vocabulaire de la guerre avec pour arrière plan, une conception cyclique de l'histoire, confèrent à ce texte des allures de récits américains de science fiction⁶⁷. Dans cette drôle de « *Guerre des étoiles* » du savoir, l'institution universitaire est contrainte de se transformer : « Les campus vont devenir moins importants – ils finiront par être une place centrale où les gens devront venir pour accéder à la connaissance qui sera engrangée dans les bibliothèques et dans la tête des chercheurs. Individuellement, chaque universitaire sera moins en lien avec son campus, et moins dévoué à sa cause »⁶⁸. C'est en tant que système associant ce qui restera de murs avec ce qui circule sur les réseaux que les auteurs proposent de penser l'université à venir qui « pourra coloniser les infrastructures du XXIème siècle et devenir l'institution la plus stratégique de la société postmoderne, le régulateur de

⁶² Childers, P., Delany, P., op.cit. p.2

⁶³ Ib. p.3

⁶⁴ Ib. p.4

⁶⁵ Ib. p.6

⁶⁶ Ib. p. 6

⁶⁷ on trouvera, dans l'ouvrage de Patrice Flichy, déjà cité, un développement sur les relations entre les discours sur l'Internet et la production des écrivains de science-fiction

⁶⁸ Childers, P., Delany, P., op. cit. p.7

« la connaissance sur la connaissance »⁶⁹. Mais qu'est donc cette nouvelle institution, si ce n'est une organisation humaine basée sur l'usage d'une technique de communication qui seule crée le lien entre les individus?

C'est dans les deux dernières parties aux titres évocateurs « cyberspace et monde des affaires : la vertu des communautés virtuelles » et « les guerres du net : la lutte pour commercialiser le cyberspace » que le projet de Childers et Delany se confirme. Le système qui englobe l'université c'est bien l'Internet, sa performance est démontrée par le fait que l'organisation des entreprises s'inspire du fonctionnement en réseau. Mais c'est parce qu'il transcende toutes les organisations et les institutions et parce qu'il s'ancre dans la culture collégiale universitaire que l'Internet est présentée comme la troisième voie, celle qui peut résister au capitalisme.

Fortement empreint du vocabulaire des mondes de l'économie et des techniques de l'information, cet article reprend, au travers de formules figées, les grands thèmes de la mondialisation, de la guerre économique, du partage des connaissances. Signé par deux chercheurs, il est pourtant plus proche des contes⁷⁰ et de leur univers fait d'épreuves (les tentatives de récupération par le monde de l'entreprise), de forces malveillantes (le capitalisme) et de remèdes magiques (le réseau et la culture collaborative universitaire). Il peut aisément être mis en relation avec les nombreux récits étudiés par Patrice Flichy ou Philippe Breton⁷¹ dans leurs travaux sur l'Internet.

Plus idéologique que scientifique, ce texte fait donc du campus virtuel, une figure idéale désincarnée, qui doit être détachée des institutions. Synonyme de mise en réseau des personnes et de leurs savoirs, le campus virtuel tire sa force de la croyance dans un monde rendu meilleur par ses liens qu'il entretient avec la culture collégiale universitaire, seule susceptible de rendre accessible l'ensemble des savoirs.

L'UNIVERSITE VIRTUELLE AFRICAINE : LA JUSTIFICATION D'UNE POLITIQUE

Écrit un an après l'article de P.Childers et P.Delany, le rapport de préfiguration d'une université virtuelle en Afrique sub-saharienne « African virtual university⁷² » a été commandé par la banque mondiale à un groupe d'experts dont les noms ne figurent pas dans la version accessible en ligne, et ce malgré la mention, fréquente dans ce genre de texte, que ce document « n'engage que ses auteurs ». D'emblée, le lecteur est plongé dans l'univers des discours produits par les organisations internationales qui, comme l'écrit Gilbert Rist⁷³, peuvent nous emporter, voire nous noyer « dans des torrents de mots au milieu desquels il est impossible de reprendre pied ».⁷⁴

Dans son économie générale et conformément aux titres des quatre parties⁷⁵ qui le constituent, ce texte reste assez vague quant à la nature même du projet. Une étude quantitative des grands thèmes abordés montre que seulement 6 % du texte est consacré à une ébauche de description et 15% à l'explicitation des objectifs. La grande partie du document se répartit entre des considérations générales sur : la situation politique qualifiée

⁶⁹ Ib. p.7.

⁷⁰ Propp, V., « Morphologie du conte »

⁷¹ Breton, Ph., « Le culte de l'Internet »

⁷² Le rapport est disponible sur le site Internet <http://www.avu.org>

⁷³ Rist, G., « le prix des mots » in « Les mots du pouvoir »

⁷⁴ Ib. p.9

⁷⁵ Rapport « African virtual university » 1ère partie : concept du projet ; 2ème partie : la stagnation économique et le retard culturel de l'Afrique sub-saharienne, 3ème partie : l'état de l'enseignement supérieur en Afrique ; 4ème partie : la révolution de l'information et les applications et implications sur l'enseignement supérieur africain

de « mondiale » (5%) ; le rôle et la place de l'enseignement supérieur dans la société (5%) ; la connaissance comme produit de consommation, la formation comme processus industriel (44 %) et des considérations sur la situation de la formation dans les pays d'Afrique concernés (25%).

Plusieurs éléments créent cette impression d'abstraction à partir de laquelle il devient difficile d'ancrer le projet dans une réalité quelconque. C'est d'abord le recours au style formulaire⁷⁶ : l'université virtuelle est « une université sans mur »⁷⁷, adaptée à « l'ère de la connaissance »⁷⁸, à la « révolution technologique », à la « mondialisation de l'économie », à la « démocratisation de la société » engagée depuis la fin de la « guerre froide ». Ces formules ont été prélevées dans des discours de genres différents (politique, économique, historique...) et permettent, comme le souligne Gilbert Rist sur les rapports onusiens, d'instaurer un « universalisme aux dépens des réalités historiques concrètes »⁷⁹ Ainsi, la seule véritable information qui est donnée dans le texte, concerne l'accès à des revues d'économie qui sera négociée avec l'université de Princeton (page 18 du document). C'est bien peu de choses dans un document de vingt et une pages qui doit présenter un pré-projet. Le sentiment d'abstraction tient également à l'emploi systématique des pluriels et au recours fréquent aux déterminants indéfinis qui laissent penser que les solutions techniques, les choix pédagogiques et le nombre de partenaires sont infinis. Il tient enfin à l'effacement des traces de débat et de la prise en charge de l'énonciation.

Comme dans le texte de P.Childers et P.Delany, l'argumentaire implicite s'appuie sur les leçons, présentées comme indiscutables, de l'histoire de ces cinquante dernières années : il s'agit moins ici de l'histoire des techniques d'information et de communication que de l'histoire de l'humanité. On évoque la fin de la guerre froide et la mondialisation de l'économie. On dénonce les méfaits d'un colonialisme qui a fabriqué des élites au lieu de former la masse et qui a construit des institutions qui ne sont pas capables, seules, de répondre aux besoins actuels de formation. On établit les postulats suivant : en aidant les Africains à se former, on les préparera mieux à trouver leur place dans une économie mondiale ; en faisant payer les étudiants, ils prendront davantage leurs études au sérieux ; les gouvernements ne peuvent assumer l'ensemble des dépenses de l'enseignement supérieur. C'est à partir d'une interprétation de l'histoire que sont donc justifiées la mise en place d'un projet à portée politique, car c'est bien de cela dont il s'agit.

Quand Dominique Maingueneau⁸⁰ écrit « on ne peut pas considérer le discours des organisations internationales comme relevant du discours politique : il ne s'oppose pas à d'autres sur un même champ, puisqu'il bénéficie par définition d'un monopole énonciatif. », son travail porte sur les rapports aux thématiques générales. Le texte de ce pré-projet d' « université virtuelle » nous semble différent et plus proche du discours politique au sens où il trace deux voies : celle de la libéralisation liée à la marchandisation des systèmes de formation de l'enseignement supérieur ; celle de la normalisation des dispositifs de formation. La première se traduit dans les choix lexicaux par l'introduction des mots du champ de l'économie dans celui de l'enseignement supérieur : les « consommateurs » pour les « étudiants », les « produits » pour les « livres, cours ou ressources multimédias », le « marché » pour la « les besoins de formation » ; il est question de « plus-value des services », de « stratégies de distribution », d' « augmentation des ventes » et d' « accroissement des marges bénéficiaires », de « capitalisation », de « rentabilité des

⁷⁶ Rist, G., op. Cit. p.11. L'auteur définit le style formulaire «... de manière générale, la présence d'un terme suppose la co-présence d'un autre... »

⁷⁷ page de présentation du rapport

⁷⁸ rapport AVU. p.2

³⁰ Rist, G., op. Cit. p.13

³¹ Maingueneau, D., « Les mots du pouvoir » p.119

nouveaux secteurs d'activité », de « maîtrise des coûts »... La seconde, la normalisation des dispositifs de formation, repose sur plusieurs principes de type pédagogique, technique et structurel. Les principes de type pédagogique valorisent les formations modulaires qui mettent en place du tutorat, de l'auto-évaluation et des dispositifs d'accréditation reconnus. Les principes de type technique focalisent sur l'idée qu'il faut utiliser toutes les possibilités offertes par l'Internet. Les principes de type structurel mettent en avant l'importance de créer, non pas une structure particulière mais un consortium rassemblant « des universités, des gouvernements, des organismes privés, des associations professionnelles et des fondations réparties dans le monde »⁸¹.

Sur la base des mêmes croyances dans la révolution technologique, dans l'omniprésence de l'économie y compris dans le domaine du savoir et dans le dépassement des institutions existantes, dans des styles assez proches, les discours que nous avons étudiés sur le « campus virtuels » ou sur l'« université virtuelle » servent l'idéologie libertaire tout comme l'idéologie libérale, rencontre que Philippe Breton a qualifié « d'inédite »⁸² dans l'histoire, les premières cibles risquant bien d'être « à la fois les Etats nationaux et les grandes entreprises capitalistes du secteur de la communication »⁸³.

LE « CAMPUS NUMERIQUE », CONTRETYPE DE L'UNIVERSITE VIRTUELLE

En France, c'est dans le cadre du plan gouvernemental pour la société de l'information (PAGSI), lancé en 1997, par le premier ministre Lionel Jospin, qu'ont démarré les actions en faveur du développement des TIC dans l'enseignement scolaire et universitaire. L'enseignement à distance ne fait, alors, pas l'objet d'action spécifique. Il faudra attendre juin 2000 pour que soit lancé, par le ministère de l'éducation nationale, un appel à projets en faveur de l'enseignement à distance, intitulé « *campus numérique* ». L'action sera reconduite l'année suivante. Ces deux textes sont le résultat d'une collaboration⁸⁴ entre des responsables du ministère en charge du développement des TIC dans les établissements d'enseignement supérieur, des représentants des universités et des grandes écoles, le Centre National d'Enseignement à Distance et des chercheurs. Envoyés dans tous les établissements d'enseignement supérieur publics français, ces textes marquent un tournant dans la politique nationale en faveur de la formation à distance. Depuis la création des vingt-deux centres de télé-enseignement universitaire dans les années soixante dix, c'est la première fois que le ministère encourage les établissements d'enseignement supérieur à s'investir dans la formation à distance. Ces textes ont pour fonction de donner, aux établissements publics, les règles du jeu pour bénéficier des budgets réservés aux projets de « *campus numériques* ».

Publié au moment où, en France, la presse spécialisée⁸⁵ fait état des nombreux projets d'université virtuelle, initiés dans des pays européens, en Australie, au Canada et surtout aux Etats Unis, et évoque le « retard français », le choix du syntagme « *campus numérique* »⁸⁶ marque une volonté de se distinguer de ce mouvement, tout en y faisant référence au travers de la construction du syntagme et du choix du mot « campus »,

⁸¹ rapport AVU p.7

⁸² Breton, Ph., « Le culte de l'Internet »

⁸³ Ib. p. 87

⁸⁴ Des réunions de travail ont été organisées tout au long de l'année 1999. Elles ont débouché sur un programme d'action, transmis au ministre, dans lequel il n'est jamais question de « campus numérique »

⁸⁵ les dépêches de l'AEF (l'agence pour l'éducation et la formation) donnent une assez bonne idée de ce phénomène

⁸⁶ d'autant que ce syntagme est très peu utilisé alors. C'est l'université de Lille 3 qui a lancé le premier « campus numérique » en 1999 avec la volonté de rendre accessibles, sur le campus, un certain nombre de ressources pédagogiques.

directement emprunté à la langue américaine⁸⁷. Plusieurs autres éléments présents, dans les deux textes, confirment notre hypothèse qu'il y a bien de la part des auteurs, une volonté de se démarquer des nombreux discours sur l'université virtuelle.

C'est d'abord par le sort réservé aux technologies de l'information et de la communication : rarement citées dans les deux textes (5 et 4 occurrences), elles sont présentées comme des outils pour « permettre de diversifier les services offerts aux publics (...) et d'élargir l'offre vers des publics étrangers »⁸⁸, comme « des outils au service d'un projet global de formation visant à construire une offre suffisamment souple »⁸⁹.

C'est aussi par la place faites aux formules, car même si ce genre de discours (discours administratif à vocation programmatique) n'est pas propice à l'enchaînement des formules, il faut remarquer que ces deux textes en sont particulièrement dépourvus. Pas « d'université sans mur », « de société de la connaissance », de « nouvelle révolution socio-technique », « de société apprenante », etc.

C'est encore par un certain refus de l'abstraction que de nombreux mots ont pour fonction de rappeler la réalité du projet : il s'agit de « favoriser la création de **véritables campus numériques** », de cibler un « secteur de formation **donné** », « un ensemble de publics **identifiés** », des « publics **clairement** identifiés »⁹⁰, « des champs thématiques **clairement** définis », de retenir « des signes **tangibles** »⁹¹. C'est enfin la place faite à l'institution universitaire. C'est aux établissements d'enseignement supérieur que s'adresse cet appel à projets, ce sont eux qui choisissent éventuellement des partenaires. Nous avons utilisé le logiciel Tropes pour repérer les hautes fréquences lexicales, c'est à dire les occurrences les plus fréquemment citées. Cinq occurrences ou champs sémantiques se dégagent très nettement dans les deux textes, dans l'ordre d'importance : projet, établissement, formation, consortium, enseignement (supérieur, système éducatif, éducation). Ce travail de lexicométrie permet de confirmer la place majeure faite à l'institution et à ses missions de formation.

La volonté, pour les promoteurs de l'opération « *campus numérique* », de se démarquer des projets « d'université virtuelle » repose donc, d'une part, sur une affirmation du rôle des institutions universitaires dans le développement de l'enseignement à distance et d'autre part sur une minoration de l'importance de technologies de l'information et de la communication dans l'élaboration de la politique d'enseignement supérieur. Les objectifs sont précisément définis et sont très légèrement différents d'une année à l'autre : en 2000, il est question d'« élaborer une offre de formation ouverte et à distance et porter cette offre aux niveaux national et international »⁹², en 2001 de « promouvoir une offre de formation supérieure ouverte et à distance ».⁹³

Cependant, au-delà de ces distinctions, il existe des ressemblances importantes entre les conceptions de l'enseignement à distance défendues par le projet « d'université virtuelle » que nous avons étudié et celles imposées par les textes des deux appels à projets. Dans un « *campus numérique* », les formations doivent être modulaires et diplômantes, elles doivent utiliser les TIC pour offrir des services d'accueil et des ressources pédagogiques numérisées, elles doivent mettre en place du tutorat. Comme dans le projet « d'université

⁸⁷ D'après le dictionnaire le Petit Robert de la langue française

⁸⁸ Ib

⁸⁹ appel à projets 2001 p.1

⁹⁰ appel à projets 2000

⁹¹ appel à projets 2001

⁹²2000 p.2

⁹³ 2001 p1

virtuelle », la stratégie de mise en oeuvre repose sur la constitution de consortiums pouvant associer le secteur privé au secteur public. Ainsi, les principes pédagogiques, techniques et structurels sont identiques.

Au terme de ce travail, on peut donc affirmer que si le syntagme de « campus numérique » ne peut être considéré comme une variation désignative du syntagme « d'université virtuelle », il ne crée pas cependant un nouveau paradigme de l'enseignement à distance. Qu'il s'agisse des universités virtuelles, généralement inspirées par l'idéologie libérale, ou des campus numériques, plus attachés aux prérogatives de l'État, tout se passe comme si leurs initiateurs reconnaissaient avec l'existence d'un « marché international⁹⁴ », l'existence de normes auxquelles devraient se conformer tout le secteur de la formation à distance. Ces normes sont-elles à ce point contraignantes qu'elles enferment l'acte de formation dans un carcan peu propice à la prise en compte de la complexité du processus même de formation ou ne constituent-elles que des formules rassurantes pour les futurs investisseurs de ce nouveau marché de l'éducation ? Telles sont les principales questions qui, nous semble-t-il, pourraient prolonger cette réflexion.

BIBLIOGRAPHIE

- AMOSSY, R., (sous la direction de), « Images de soi dans le discours, la construction de l'éthos », Delachaux et Niestlé, 1999.
- AUSTIN, J.L., « Quand dire, c'est faire », Seuil, 1970.
- BRETON, Ph., « Le culte de l'Internet, une menace pour le lien social ? », La Découverte, 2000
- CHILDERS, P., DELANY, P., 1994, "Wired Word, Virtual Campus : Universities and the Political Economy of Cyberspace", in *Work and Days*, 24/4 Spring/fall. Cet article est accessible en ligne : <http://www.sfu.ca/delany/>
- FLICHY, P., « L'imaginaire d'Internet », La Découverte, 2001.
- MAINGUENEAU, D., « Les rapports des organisations internationales : un discours constituant ? » in RIST, G., (sous la direction de), « les mots du pouvoir, sens et non-sens de la rhétorique internationale » PUF, Coll. Enjeux, Nouveaux cahiers de l'IUED n° 13, Mars 2002.
- RIST, G., « *le prix des mots* » in RIST, G., (sous la direction de), « les mots du pouvoir, sens et non-sens de la rhétorique internationale » PUF, Coll. Enjeux, Nouveaux cahiers de l'IUED n° 13, Mars 2002.
- PROPP, V., « Morphologie du conte » Le seuil, 1970.
- RHEINGOLD, H., "Virtual Communities", *Whole Earth Review*, été 1987.

⁹⁴ Absent du premier appel à projets, ce syntagme a été introduit dans le second (p.2)

COMPETENCIAS MEDIACIONALES DE LOS SUJETOS EN PROGRAMAS EDUCATIVOS EN ENTORNOS DIGITALES.

María Elena Chan Núñez⁹⁵

ABSTRACT

Le projet s'agit de la construction du savoir dans l'université. Il considère des transformations qui dans ces savoirs sont déterminées par l'usage des technologies de la information et de la communication.

Des compétences par la médiation se comprennent ici comment des capacités que elles sont utilisées dans la opération des relations par les sujets des process éducatifs, et de ils memes avec l'information.

La nature de ces compétences et la perception des sujets sur elles, elle est d'intention de la investigation.

PALABRAS CLAVE:

Nuevas tecnologías y educación superior, competencias mediacionales, objetos de aprendizaje.

PRESENTACIÓN:

El proyecto de investigación motivo de esta exposición aborda la construcción de los saberes en el ámbito escolar de nivel superior, considerando las transformaciones que en estos procesos está determinando el uso de tecnologías de la información y de la comunicación. Interesa observar las competencias mediacionales que se ponen en juego en la construcción de los saberes.

La aprehensión de las nuevas tecnologías y su incidencia en la emergencia de nuevos modos de aprender, requiere de abordajes multidisciplinarios y multiculturales. Es en la intersección de comunicación, educación e información, que reside la posibilidad de problematizar las tendencias en el diseño instruccional, con las particulares estrategias para el recorte de conocimiento, así como para su representación y evaluación, en marcos institucionales contrastables.

Lo que motiva a la presentación del proyecto en este espacio de colaboración entre investigadores franceses y mexicanos, es la visualización de una problemática universal, que tiene seguramente diferentes formas de concretarse en los sistemas educativos nacionales. Se han resumido para esta exposición los puntos que describen la construcción del proyecto, más que resultados parciales, dado que se trata de un proyecto en proceso y lo que interesa en este momento es la identificación de coincidencias y divergencias en la visión sobre la problemática y delimitación del objeto entre la comunidad investigadora de la comunicación.

LA COMPETENCIA MEDIACIONAL.

Se utiliza el concepto de competencia mediacional, como un término transitorio, es decir, como noción a la que se pretendería dar sentido a lo largo del proceso investigativo, dado

⁹⁵ Universidad de Guadalajara

que no se tiene en este momento una definición precisa de sus límites y las coordenadas para precisar su ubicación interdisciplinaria.

Por el momento, se acota el término para definir las capacidades que se usan en la operación de relaciones entre los sujetos de los procesos educativos, así como en la relación de los mismos con la información, su materia de intercambio, interesa de manera particular el abordaje de los objetos de aprendizaje, como tendencia en el diseño instruccional. La naturaleza de estas competencias y la percepción que los sujetos tienen de ellas es lo que se pretende indagar.

Se pretende problematizar el concepto mismo de competencia, abrirlo a una observación comprensiva y crítica para identificar lo que representa en las relaciones educativas orientadas a la profesionalización en un momento histórico como el actual, caracterizado por la mediatización de los procesos de interacción social.

JUSTIFICACIÓN

En las universidades se construye saber y perfilan las ocupaciones, en este nivel educativo se plasman de manera más inmediata y concreta las ideas sobre el mercado de trabajo y la razón de ser de los sujetos vistos como productores y consumidores de conocimiento. La integración de tecnologías de información y comunicación como soporte privilegiado para las prácticas educativas profesionalizantes, supone la incorporación de visiones sobre los saberes en sus delimitaciones, formas de expresión, fuentes reconocidas y de lo que se privilegia como ejercicio para su aprehensión.

El problema no es sólo ¿cómo hacer que los sujetos se apropien eficazmente de las herramientas? La problemática rebasa el sentido de refuncionalización de las instituciones, supone un complejo entramado de implicaciones históricas que van desde la imposición de contenidos, estandarización de las competencias esperadas para los estudiantes desde parámetros internacionales, expectativas sobre las posibilidades representacionales de los medios, modificación de las pautas de interacción entre maestros y estudiantes, dislocamiento de los tiempos y espacios de la relación escolar.

¿Cómo perciben los actores de los procesos educativos las implicaciones de la apropiación mediática para la educación superior? ¿cómo intencionan y asumen la innovación en sus procedimientos? ¿observan transformaciones en su concepción sobre el saber, sobre la expresión y sobre la relación educativa? ¿reconfiguran las nociones sobre las propias disciplinas y la práctica profesional que se modela en la escuela?

Por considerar que el ámbito ocupacional tiene un enorme peso en el sentido de la vida social, interesan para este proyecto las diversas formas de legitimación del saber, particularmente las que se procesan en la educación superior profesionalizante.

La visión que los profesionales construyen sobre la relevancia de problemáticas intervenibles desde su hacer, así como las competencias que desarrollan para intervenirlas, se teje

desde las agencias de legitimación del saber, entre las cuales operan las tecnologías de la información y la comunicación, en su articulación con las competencias comunicativas que propician y soportan.

Ante el contexto actual caracterizado por una tendencia hacia la primacía de la información y producción de símbolos como principal foco de acumulación de capital, autores como Henry GIROUX y FLECHA (1994), resaltan la importancia de la escuela y del currículum como parte de las instancias que contribuyen a las desigualdades en acumulación y distribución del

capital cultural-económico, y por supuesto de la posibilidad de conformación de frentes para la transformación de las condiciones de producción simbólica.

Así mismo WILLIS (1994), considera la necesidad de observar las partes críticas del currículum que pueden ser rescatadas de formas restringidas de profesionalismo y remedialismo y para ello apunta las siguientes tareas:

Comprender los límites en el alcance y la efectividad de los mensajes intencionados institucionalmente.

Comprender así mismo, desde dentro, las nuevas condiciones en el que cualquier intercambio educacional transcurrirá y que están fundiendo identidades modernas y futuras.

PROPÓSITOS DE LA INVESTIGACIÓN.

Reconocer las transformaciones en las formas de conocer por la mediación de competencias desarrolladas para y por el uso de tecnologías de la comunicación y de la información en el ámbito de la Educación Superior.

Desarrollar una metodología de investigación que pueda ser aplicada por docentes y estudiantes universitarios para el reconocimiento de su papel en la construcción de los saberes disciplinares y profesionales en el contexto de transición de las prácticas educativas convencionales a las mediatizadas.

Coadyuvar en la difusión de una visión sobre las prácticas educativas mediadas por tecnologías de la información y la comunicación, que ponga al centro como paradigma la comunicación educativa.

PROBLEMÁTICA:

Se reconoce que el objeto de investigación está cruzado por espacios de incertidumbre:

La crisis de las instituciones educativas de nivel superior como portadoras privilegiadas de saber.

Los cambios en el papel de los Estados Nacionales respecto a su papel en la regulación de la economía, y las diversas líneas de política hacia las instituciones,

La emergencia de lenguajes y herramientas tecnológicas que aceleradamente están dotando de nuevas formas de representación, comunicación y conocimiento a los científicos y profesionales de todas las áreas.

El desdibujamiento de las fronteras o límites entre las ciencias y disciplinas.

El desplazamiento de la profesión como marco de identidad ocupacional.

Las dinámicas de resistencia, subordinación o complementariedad entre instancias que se están convirtiendo en las agencias legitimadoras de los saberes desde una perspectiva de estándares mundiales orientados al empleo y las tradicionales instancias escolares desde las que se ha formado para la ocupación en la vida adulta.

DIMENSION CONTEXTUAL.

Hay una conexión histórica y estructural entre las formas dominantes de racionalidad, desde las que se están valorando los saberes ocupacionales internacionalmente y un interés por fijar esos estándares desde determinados criterios, asociados principalmente a nociones como productividad y competitividad. Aunque estos criterios son aparente sólo económicos, siguiendo a Wallerstein (1998), tendrían que identificarse las formas por las que ese tipo de criterios se asumen como paradigmas culturales y de organización social. El fin último: la expansión de los mercados, la acumulación de capital. Las expectativas económicas están moviendo las formas de producción cultural y éstas a su vez impactan los mercados. Promover en el hacer educativo otras formas de racionalidad, requiere la comprensión de las dinámicas que se generan en la producción, distribución y uso del saber dentro de las instituciones educativas, y en su vinculación con los ámbitos laborales.

Un dato relevante para este proyecto de investigación lo constituye la reciente estrategia de incorporación al proyecto de Desarrollo de Internet 2. Actualmente se está trabajando dentro de la denominada Corporación Universitaria para el Desarrollo de Internet A.C., la organización de un acervo de objetos de aprendizaje:

Una de las herramientas a las que se les prevé una mayor utilidad para la educación a distancia apoyada en tecnologías de la información son los denominados objetos de aprendizaje.

Los objetos de aprendizaje son contenidos educativos realizados en diferentes tecnologías informáticas que apoyan los procesos de enseñanza aprendizaje, cuyo propósito es la enseñanza de un concepto específico. Los objetos de aprendizaje no pretenden cubrir cursos completos, si no más bien objetos de conocimiento discretos que pueden ser integrados en diferentes programas educativos sin necesidad de procesos de certificación.

Los acervos de objetos de aprendizaje surgen ante la necesidad de integrar en una fuente común objetos de las más diversas especialidades facilitando su búsqueda y su evaluación.

De los acervos en proceso de formación destaca el sistema Merlot de California State University y el Sistema Belle (Broadband Enabled lifelong Learning Environment que se está organizando bajo los auspicios de Canarie

Hasta el momento no se está desarrollando ningún acervo enfocado a la educación superior en idioma español,”

El documento sigue considerando lo que denominan la identificación de necesidades:

“Una de las primeras tareas del Comité será el recabar a través de los diferentes subcomités de especialistas cuáles son las necesidades de objetos de aprendizaje que podrían ser utilizados por cada institución.

Para poder cuantificar de manera aproximada la magnitud de las necesidades a ser cubiertas por el acervo en un período de 3 años, se podría pensar en que se soportarían al menos 20 áreas de conocimiento: Antropología, Arquitectura, Biología, Comunicaciones, Contabilidad, Economía, historia del Arte, Ingeniería Agrónoma, Ingeniería Civil, Ingeniería Eléctrica, Ingeniería Electrónica, Ingeniería Industrial, Ingeniería mecánica, Leyes, Literatura, Pre-medicina, Química, Relaciones Internacionales.” Idem

La propuesta continúa haciendo un conteo por carrera y materias. La lógica de la propuesta transita por una consideración desde el ámbito institucional: ¿qué se oferta? ¿Cuánto de ello se puede “subir” al acervo? La propuesta contempla la necesidad de plantear estándares de calidad considerando: contenidos, procesos didácticos, tecnologías y sistemas de auto-evaluación.

¿Quiénes conformarán este tipo de comités? ¿Desde qué perspectiva estarán evaluando el contenido? ¿De qué tipo de definición sobre objeto de aprendizaje parten?

A reserva de ampliar y profundizar en las implicaciones de esta tendencia internacional para la construcción de los acervos de objetos, es interesante recuperar la definición de quienes están orientando conceptualmente el proceso. David A. Wiley (2001), de la Universidad Estatal de UTA, señala que hay una gran diversidad de definiciones del objeto de aprendizaje. La definición que utiliza el Comité de Estándares sobre Tecnologías para el aprendizaje, utiliza la siguiente: entidades digitales o no digitales que pueden ser usadas, reusadas o referenciadas durante el aprendizaje soportado por tecnologías.

La forma como las Universidades mexicanas están integrando el acervo con miras a su internacionalización, interesa como eje de contextualización del proyecto, dado que justamente las competencias mediacionales lo serían respecto a la construcción de objetos de conocimiento. Un primer acercamiento a lo que se está discutiendo por el Comité nacional permite observar la prevalencia de una lógica disciplinaria cerrada y centrada en una postura frente a los objetos construidos como entidades finalizadas en la información que contienen. No se ha llegado aún a definir el concepto de uso y reuso, ni mucho menos a considerar al usuario, el aprendiente, como constructor o no del objeto. En este entramado se sitúa la problemática a indagar considerando las competencias mediacionales de los diferentes actores.

No solamente las políticas explícitas, como la relativa a la aplicación de las normas de competencia laboral para el diseño curricular influyen en las posturas académicas frente al conocimiento y se traducen en construcciones de objetos de estudio y/o intervención con determinados rasgos y límites. Interesa develar y destacar las mediaciones que no devienen de manera directa de la aplicación de la política, sino de las creencias que se construyen en torno a las expectativas de internacionalización, estandarización y reconfiguración de las identidades científicas y profesionales a partir de la incorporación de las tecnologías de la información y la comunicación. Identificar la forma como la incorporación de las tecnologías promueve recortes y formas de intercambio de los saberes disciplinarios y profesionales (competencias mediacionales), puede ayudar a la comprensión de ese complejo entramado de factores sociales, culturales y económicos que se imponen por la globalización desde diversos frentes.

DIMENSION EPISTEMOLOGICA

Para definir el tipo de problemática en la que se pretende incursionar se parte del acercamiento que hace MORIN (1986) desde su obra *El Método*, en lo que se refiere al Conocimiento del Conocimiento.

Una de las líneas más amplias de problematización epistemológica y teórica en la que puede situarse el presente proyecto es justamente en lo que respecta al conocimiento de las formas de conocer.

“...todo conocimiento contiene necesariamente:

una competencia (aptitud para producir conocimientos);

una actividad cognitiva (cognición) que se efectúa en función de esta competencia;

un saber (resultante de estas actividades). Las competencias y actividades cognitivas humanas necesitan un aparato cognitivo, el cerebro, que es una formidable máquina bio-físico-química, cerebro que necesita la existencia biológica de un individuo; las aptitudes cognitivas humanas sólo pueden desarrollarse en el seno de una cultura que ha producido,

conservado, transmitido un lenguaje, una lógica, un capital de saberes, de criterios de verdad. Es en este marco donde el espíritu humano elabora y organiza su conocimiento utilizando los medios culturales de que dispone. Por último, en toda la historia humana, la actividad cognitiva se ha visto en interacciones a la vez complementarias y antagonistas con la ética, el mito, la religión, la política y el poder con frecuencia ha controlado al saber para controlar el poder del saber.” (MORIN 1986, p. 2).

Argumenta sobre la necesidad de conocer sobre el conocimiento:

¿Desde la articulación de los procesos y cuerpos teóricos de la comunicación y la educación se puede reconocer un potencial heurístico para la explicación y contribución respecto al conocer sobre el conocimiento?

PLANTEAMIENTO DEL PROBLEMA

¿Cómo se perciben y usan las competencias mediacionales entre los sujetos de procesos educativos de nivel superior mediados por tecnologías de la información y de la comunicación?

Considerando en esta percepción los siguientes componentes:

Percepción de su desarrollo en los individuos

Percepción de la competencia desde su génesis socio-institucional

Percepción de su naturaleza mediacional en las interacciones con objetos y sujetos de conocimiento

Percepción de sus resultantes

Supuesto básico:

La competencias mediacionales se encuentran en estado de latencia o potencia, y tienen su expresión en términos pragmáticos en la relación entre sujetos. Aplicada la noción al campo educativo supone intercambios y procesamientos informativos que llevarían a los sujetos que aprenden a desarrollar sentido sobre la información y sobre la acción consecuente y a aprehender, intervenir o transformar objetos de conocimiento.

Las preguntas derivadas serían las siguientes:

¿Cómo son percibidas por los sujetos? ¿Cómo pueden hacerlas objeto de reflexión? ¿Qué implicaciones tienen para los sujetos su reconocimiento?

¿Cómo se desarrollan a partir de las particulares circunstancias de materialización o manipulación de insumos informativos diversos dentro del aprendizaje en plataformas virtuales?

DELIMITACION DEL OBJETO DE ESTUDIO:

A continuación se plantea una representación cartesiana (SANCHEZ RUIZ 1992) de la problemática en la que se inserta el objeto de estudio. En ella se consideran las dimensiones más amplias desde las que pueden observarse las articulaciones y mediaciones esquematizadas en el modelo heurístico.

DIMENSIONES

ESCALAS POLÍTICA SOCIAL ECONÓMICA CULTURAL INTERNACIONAL

Definición de estándares para la constitución de acervos y acreditación de competencias profesionales.

Configuración de redes académicas y comunidades virtuales en torno a paradigmas científicos y profesionales.

Configuración de proyectos económicos desde los que se regulan las ocupaciones y los mercados laborales.

Implantación tecnológica.

Producción discursiva científica, profesional, disciplinaria.

Discursos legitimadores de tipos de saber y de métodos para su construcción.

Divulgación discursiva.

NACIONAL

Definición de estándares, criterios para la evaluación y acreditación.

Organización de sistemas de formación, evaluación y acreditación

Configuración de mercado laboral, financiamiento a las instituciones .

Producción y/ distribución de la producción científica de las instituciones

INSTITUCIONAL

Definición de políticas para el diseño y evaluación curricular.

Organización de áreas de formación,

Jerarquías entre académicos y entre las materias.

Acumulación de capital cultural.

Manejo presupuestal interno.

Producción discursiva visible en los planes de estudio.

Procesos de apropiación tecnológica para programas educativos.

GRUPOS DE APRENDIZAJE

Posición que se asume para la definición de la orientación de programas.

Evaluación y calificación.

Organización del trabajo grupal.

Roles, interacciones.

Forma mercancía de los productos comunicativos que circulan en el aula

Producción discursiva: uso de textos, tareas, expresión

Apropiación de procedimientos y herramientas.

SUJETOS DE LA EDUCACIÓN

Ejercicio de competencias mediacionales según posición en el sistema formativo.

Asunción de roles en la producción, distribución y consumo de saber.

Acumulación e intercambio de saber acumulado.

Apropiación de modos de producción de saber.

Los niveles internacional, nacional e institucional se trabajarán en el proyecto como parte del marco contextual desde el cual se puedan tener algunos referentes de contraste respecto a las tendencias o enfoques que se observan a nivel macro en la definición de las competencias a formar en las carreras profesionales y las acciones educativas de los grupos y los sujetos.

Los procesos que a su vez inciden como mediaciones transversales entre las escalas se consideran condiciones que están caracterizando históricamente el contexto:

Reconfiguración disciplinaria

Tecnificación de la comunicación

Internacionalización de criterios de pertinencia disciplinaria y competencia profesional.

MARCO METODOLÓGICO

Se requiere de un planteamiento multimétodo para abordar las diferentes dimensiones y niveles.

El conjunto de métodos a integrar en el paquete metodológico son los siguientes:

EXPLORACIÓN: en lo que toca a la estructuración del marco contextual se trabajará en función de análisis discursivo de los documentos oficiales en torno a la constitución de los acervos de objetos de aprendizaje, y de lineamientos para el diseño curricular por competencias profesionales. Así mismo se desarrollarán entrevistas para la recuperación de historias temáticas de las cuales se espera la obtención de las biografías tecnológicas de los sujetos participantes: docentes y estudiantes.

DESCRIPCIÓN: registros textuales de las interacciones dentro de la plataforma WEB CT y categorización inicial para la formulación de las guías de entrevista.

Primer nivel de análisis discursivo para reconocer la estructura: componentes de los discursos registrados.

SIGNIFICADO: entrevistas a profundidad con cada participante utilizando el material registrado como insumo para el cuestionamiento sobre la intencionalidad, juicio ante el resultado y sentido que dan a las interacciones registradas. Obtención de un segundo nivel de análisis de carácter interdiscursivo.

Grupos de discusión para la reflexión sobre el material sistematizado con base en las entrevistas, de modo que puedan identificarse las huellas institucionales en los discursos elaborados por los propios participantes y formular la problemática en nuevos términos.

Para el trabajo en estos grupos de trabajo se pretende utilizar el socioanálisis como marco metodológico.

En esta exposición es poco lo que puede profundizarse respecto al marco metodológico pues justo se está en el momento de aplicación de las estrategias e instrumentos y no se tiene aún una reflexión crítica sobre la instrumentación.

Se espera con este primer acercamiento a la visualización de la problemática, haber logrado situar algunos puntos de discusión sobre la construcción del objeto de estudio que permitan iniciar un diálogo con quienes están indagando en torno a las mediaciones tecnológicas en la producción de conocimiento.

BIBLIOGRAFÍA:

CASTELLS, FLECHA, FREIRE, GIROUX, MACEDO Y WILLIS, (1994) *Nuevas perspectivas críticas en educación*, Paidós Educador.

CONSEJO MEXICANO DE INVESTIGACIÓN EDUCATIVA, *Memorias del IV y V Congreso de Investigación Educativa*. (1997,1999).

MORIN Edgar (1986), *El conocimiento del conocimiento*, Cátedra.

SÁNCHEZ RUIZ Enrique, 1992; *MEDIOS DE DIFUSIÓN Y SOCIEDAD*, Notas críticas y metodológicas.

WALLERSTEIN Immanuel, *Siglo XXI*, 1998.

WILEY David A. (2001), *Connecting learning objects to instructional design theory: a definition, a metaphor, and a taxonomy*. Utah State university.

LE JOURNAL QUOTIDIEN SUR LE WEB. L'IDENTITÉ ÉDITORIALE AU RISQUE DU FORMATAGE.

Annelise Touboul⁹⁶

Le bruit anticipe et précède souvent le phénomène dont il est censé n'être qu'un effet. Au moment d'interroger l'offre de la presse sur le Web, nos têtes résonnent encore du vacarme des effets d'annonce, des promesses les plus contradictoires proférées ces dernières années. Nouvelle "*transparence du monde*" ? Disparition des monopoles, mise en concurrence des circuits légitimes et traditionnels de l'information ? Ou domination occulte de quelques-uns qui imposent une information à sens unique sous couvert de la diversité des titres et des canaux de transmission ? Ou encore, position renforcée des référents, repères nécessaires pour faire face à la profusion anarchique d'informations sur Internet, seuls moyens de palier le risque de "*dissolution [du sujet] dans trop de sujets*" ?

La presse en ligne... Entre extase et effroi, il s'avère souvent difficile de faire la "part des choses". La formidable pression des discours convenus impose à tous ses évidences et a contribué à convaincre de nombreuses entreprises de presse de s'engager sur le Web, d'investir sans aucune assurance de rentabilité à court ou moyen terme. Depuis quelques mois, les voix des sirènes de l'Internet marchand semblent bien désenchantées et les journaux en ligne disparaissent ou voient leurs moyens fondre comme neige au soleil. Dans ce contexte pour le moins chaotique, il apparaît nécessaire de confronter les discours avec ce que les journaux nous donnent à voir sur les écrans de nos ordinateurs.

Autrement dit, la question générale qui nous préoccupe pourrait être exprimée ainsi : concrètement, de la mise en page à la mise en ligne de l'information, que nous apprennent les nouvelles formes données à l'information sur le rôle que les éditeurs veulent jouer, sur les usages qu'ils imaginent et intègrent à leur offre ? Avant de tenter de répondre à cette question, il faut préciser les postulats qui guident cette recherche ainsi que la méthodologie choisie.

I. LE RAPPEL DES FONDEMENTS THÉORIQUES DE LA RECHERCHE

1. *Le réel et ses représentations*

Le postulat de départ de ce travail s'inscrit en rupture avec un des fondements majeurs d'une certaine philosophie qui envisage le monde à travers la dichotomie entre le fond et la forme, la profondeur et la surface, entre l'ontologie des phénomènes et l'accessoire de leur manifestation, entre le réel et ses représentations... Pour rester sur le registre philosophique, nous préférons penser comme Nietzsche que le réel est non-sens ; que seuls les actes humains tentent (désespérément) de lui en donner. Se négocie alors le passage du réel à la réalité, un réel appréhendé par un sujet, et par conséquent raconté, cadré, mis en forme et donc transformé.

2. *La forme nécessaire et signifiante*

Le sens est donc toujours déjà là, présent dans la communication et il apparaît nécessairement au travers d'une matérialité, d'une forme (geste, langage oral, écriture, image télévisée, etc.). Le plus souvent, la forme se fait discrète ; elle est perçue comme anodine, sans grand intérêt. En réalité son effacement n'a d'autre but que de servir le contenu le plus efficacement possible et pour cela, elle se normalise. Ainsi, considérant la presse imprimée par exemple, il a déjà été démontré que la mise en forme du journal, qu'il s'agisse de l'emplacement réservé à une information dans la page, la taille des titres, les

⁹⁶ Université Lyon 2 - Équipe Médias et Identités

illustrations que l'on peut y associer, la co-présence de certains articles etc., est une modalité essentielle d'expression de la politique éditoriale du journal. Si les formes s'inscrivent donc dans une histoire des pratiques ; elles témoignent aussi d'une intentionnalité.

Puisque se manifeste à travers la mise en forme d'une information une présence sociale et idéologique, Emmanuël Souchier défend l'existence d'une " énonciation éditoriale " qui s'apparente au discours de la forme, discours auquel la recherche doit s'intéresser pour en repérer l'existence et révéler les significations implicites.

3. La modération introduite par la notion de dispositif

Bien entendu, il ne s'agit pas de s'enfermer dans une logique de système et d'étudier les sites de presse en dehors de leur contexte de production. Le discours de la forme gagne à être abordé à la lumière du concept de dispositif. L'étude de l'articulation entre le dispositif technique et le dispositif formel de la presse en ligne permet de mieux comprendre les termes de la médiation tout en refusant la dichotomie simpliste qui oppose la technique à l'humain parce que l'humain est toujours déjà présent dans la technique, comme incorporé à l'outil.

L'analyse s'appuie sur l'étude d'un corpus constitué d'une soixantaine de sites Web de différents pays du monde ; tous sont des éditions en ligne de journaux quotidiens d'information générale. Leur sélection résulte de la combinaison de plusieurs critères parmi lesquels se trouvent notamment l'adéquation avec les exigences de la recherche (sites émanant de quotidiens imprimés d'actualité générale, renouvelés au moins quotidiennement), la stabilité, la notoriété etc.

II. SUR LES TRACES DE L'ÉNONCIATION ÉDITORIALE, ENTRE DISPOSITIF TECHNIQUE ET DISPOSITIF FORMEL

Puisque, dans ce travail, la forme est envisagée comme le résultat d'un compromis, d'une tension entre le dispositif technique et les stratégies éditoriales, il faut rappeler quelques-unes des caractéristiques fondamentales du dispositif de la presse en ligne à partir desquelles seront envisagées ensuite, les façons dont les éditeurs choisissent d'en faire usage dans le cadre de leurs sites Web.

Le dispositif technique du journal sur le Web est celui de l'informatique en réseau sera abordé par commodité, à partir de trois perspectives : la réception, la diffusion, la production.

1. La réception du journal en ligne : les responsabilités renforcées de l'utilisateur

En premier lieu, il faut rappeler la teneur de certains discours développés par les adeptes du culte de l'Internet ainsi nommés par Philippe Breton. Le Web y est présenté comme un univers d'accès facile grâce à des interfaces graphiques et des logiciels qui mettent la richesse du monde à la portée d'un clic de souris. Il faut cependant apposer un bémol sur ces considérations merveilleuses parce qu'il est important de rappeler que l'accès au " cyber-paradis " est soumis à conditions.

Une réception plurielle, non homogène

La première condition est de type économique puisque l'accès au Web nécessite un équipement (matériel et logiciel), le règlement d'un droit de péage à un fournisseur d'accès au réseau ainsi qu'une taxe de séjour pour y demeurer, payée aux opérateurs qui facturent le temps passé à utiliser leurs infrastructures. La différence de moyens financiers des usagers de l'Internet introduit donc de fortes variations dans le niveau d'équipement des

utilisateurs et leur condition d'accès au réseau. La seconde condition sur laquelle nous reviendrons, concerne les compétences nécessaires pour faire fonctionner et utiliser le dispositif à bon escient.

L'étude du dispositif technique révèle que ces paramètres contribuent indiscutablement à l'existence de variations importantes en réception. Il faut rappeler ici qu'au cœur des stratégies industrielles se trouvent l'obsolescence rapide des matériels et logiciels ainsi que les problèmes récurrents d'incompatibilité. Un équipement ancien présentera une surface d'écran beaucoup plus réduite que la majorité des équipements actuels, des versions de logiciels trop anciennes ne permettent pas l'affichage de nombreuses pages Web, un modem au débit insuffisant gênera considérablement la connexion, etc...

Le premier constat concernant le dispositif pourrait donc être formulé ainsi : la réception dépend notamment du niveau d'équipement et des compétences des internautes par conséquent le producteur n'a pas l'entière maîtrise du rendu des documents qu'il signe.

Considérant l'impossible maîtrise de la forme des pages Web à l'affichage, l'analyse comparative des sites de la presse en ligne montre que les éditeurs font le choix d'une offre fortement standardisée. Ainsi, ils ne prennent pas le risque de se priver d'une part de leur public du fait d'innovations techniques qui imposeraient un équipement dernier cri et des connexions à très haut débit. Modestement, ils préfèrent l'usage du plus petit dénominateur commun, délaissant même les images et leur pouvoir de séduction ou d'émotion, renonçant aussi à la richesse des variations typographiques, de façon à ne se priver d'aucune connexion.

Un manque criant de visibilité

Pour l'heure, dans la grande majorité des cas, la réception se fait, à partir d'un affichage sur écran informatique puisqu'il faut bien constater l'échec des Web-TV, décollage raté du Wap, etc.... De ce constat tout simple qui confine à l'évidence, découle cependant un certain nombre de conséquences importantes.

En premier lieu, le journal en ligne ne s'impose pas à la vue de son public potentiel et souffre de fait, d'un manque essentiel de visibilité. Le journal d'information sur le Web paraît "dématérialisé" par rapport à la presse imprimée (ce qui n'est pas synonyme d'absence de matérialité) par conséquent, son inscription physique dans l'environnement quotidien est moins évidente. Par ailleurs, l'affichage ne se produit que si l'utilisateur en fait la demande, ce qui nécessite de connaître l'URL du journal que l'on souhaite consulter ou de procéder à une recherche. Le manque de visibilité se manifeste aussi par l'impossible appréhension du journal en ligne comme un "tout", un espace éditorial distinct. Plus troublant encore, les liens hypertextes qu'Yves Jeanneret appellent des "signes passeurs" ne constituent que des promesses fort imprécises de contenus qui ne seront révélés que si l'utilisateur s'engage plus avant dans la navigation, sachant que chaque nouvelle page appelée fait disparaître la précédente en s'affichant. Enfin, le manque de visibilité se retrouve aussi au niveau des pages qui se donnent à voir à la surface des écrans puisqu'il est généralement nécessaire de faire défiler le document pour accéder à la totalité des informations qui le composent.

Une fragmentation extrême qui rend nécessaire l'omniprésence des marques identitaires

L'importante fragmentation des documents publiés sur le Web apparaît dès lors comme une réponse à la petite surface des écrans et à la gêne procurée par le déroulement d'un document (ce qui n'est pas sans rappeler le *volumen*). Pour signifier les liens qui existent entre tous les documents, pour recréer un ensemble même si celui-ci est nécessairement mosaïque, les éditeurs rappellent sur chaque page les marqueurs de l'identité visuelle de leur site. L'observation révèle, en effet, la forte récurrence des éléments identificateurs et

structurants : la présence appuyée des noms de sites (généralement une simple déclinaison de celui du journal imprimé qui permet l'identification immédiate de l'édition en ligne à son référent papier) ainsi que la répétition des menus ou sommaires de rubriques sur toutes les pages revendiquées par l'instance d'édition. Ces éléments constituent les fondations de la maquette dont le rôle unificateur et structurant est si important que les professionnels de la création multimédia l'appellent " charte graphique ". Cette dernière crée non seulement un cadre pour organiser les contenus, un guide pour orienter la navigation, mais aussi et surtout, un lien formel entre les pages dessinant ainsi le territoire éditorial.

Il est remarquable que les pages d'accueil des sites de presse prennent le plus souvent la forme de sommaires. Ces pages, à mi-chemin entre le plan et le catalogue et présentent une construction de type tabulaire. Leur forme s'inscrit dans une logique spatiale, guidée par l'impératif de rendre visible l'organisation interne des sites. Mais, si la liste, " dispositif spatial de triage de l'information " propose une organisation plus ou moins hiérarchisée d'éléments juxtaposés, elle constitue une sorte de degré zéro du texte. Sans ou si peu d'articulations textuelles, la liste ne permet pas le développement d'une argumentation au sein d'un discours riche et complexe ; de sa forme émerge rarement une identité singulière forte.

L'hypertextualité pour dessiner le territoire éditorial et maîtriser la circulation

Les liens qui unissent les pages d'un même site, documents autonomes dotés d'une URL propre sont matérialisés par les liens hypertextes, formes spécifiques de la communication multimédia, formes signifiantes de la nouvelle médiation proposée par la presse en ligne et du rôle conféré à l'internaute. La recherche a ainsi permis de déterminer quatre fonctions principales de l'hypertextualité dans le cas de la presse en ligne :

en premier lieu, l'hypertextualité contribue à tracer les limites du territoire éditorial, à le structurer, à l'organiser. Les éditeurs utilisent le plus souvent les liens hypertextes non dans une perspective de navigation dite " intuitive " faite de correspondances, de résonances avec d'autres sources, d'autres textes..., mais plutôt pour construire une arborescence héritée de la mise en rubriques de la presse imprimée, à partir de menus de plus en plus détaillés.

en second lieu, l'hypertextualité joue un rôle stratégique. Elle permet de maîtriser la circulation sur le territoire éditorial et manifeste les partenariats, la sous-traitance. L'étude révèle en effet que les éditeurs ne proposent que de rares ouvertures sur l'extérieur (à l'exception des sites des annonceurs qui tout comme les collaborateurs ont un rapport contractuel et économique avec le journal), et tentent de tenir le lecteur captif. Ainsi, de nombreux liens autoréférentiels invitent à une navigation plus circulaire que ce que leur grand nombre pourrait laisser penser à première vue.

Parce que l'hypertextualité véhicule un discours sur le monde, du fait de ce qu'elle autorise et par ce qu'on peut dire et lire sur l'accès instantané à un savoir universel, son usage entretient une dimension idéologique qui profite au journal en ligne. Ce discours est d'ailleurs inscrit de façon historique dans l'hypertextualité puisqu'il hantait les concepteurs des premiers systèmes hypertextes. L'entrelacs labyrinthique des liens activables constitue un réseau de références qui se donnent comme complémentaires et qui entretient l'idée d'un espace éditorial d'une grande richesse, au sein duquel, l'internaute peut évoluer " librement "...

En dernier lieu, l'hypertextualité participe d'une certaine forme de créativité. En choisissant d'activer un lien hypertexte, l'internaute s'oriente dans l'espace du journal électronique ; le choix d'un itinéraire construit le sens de sa démarche. Le terme de sens peut être entendu comme signification et comme direction, les deux étant indissociables dans le cas présent. De même, il faut entendre le terme de démarche à la fois comme méthode et parcours de consultation, d'accès à l'information. La multiplicité des itinéraires possibles fait ainsi

émerger un objet singulier, une forme et une signification éphémères. Le journal en ligne est finalement, renouvelé par les parcours des internautes qui le consulte, même si la navigation est bornée par les intentions du concepteur, par les contraintes du dispositif et les limites de la technologie.

Il apparaît donc que de nouvelles et lourdes responsabilités pèsent sur l'utilisateur qu'il s'agisse d'équipement et surtout de compétences. La question des compétences dépasse largement celle du fonctionnement de l'équipement. En effet, l'utilisateur entretient un rapport nécessairement paradoxal avec le journal en ligne, entre fascination et distanciation. Si l'écran et la permanence de la manipulation, de l'agir technique contribuent à créer un lien de proximité, il faut reconnaître que la répétition des opérations de sélection, la fragmentation extrême des documents, leur apparition éphémère à l'écran imposent un perpétuel travail d'orientation et de reconstruction mentale qui suppose une certaine distanciation et un niveau d'abstraction probablement encore jamais atteint avec les autres médias d'information.

2. LE TEMPS DE LA DIFFUSION : PRUDENCE ET RETICENCES DES PRODUCTEURS.

Les deux points essentiels des discours sur le réseau sont constitués par la notion de maillage planétaire offrant une accessibilité en tout point du globe et par la rapidité de transmission voire l'instantanéité des connexions... C'est à partir de ces aspects du dispositif qu'ont été échafaudés les discours concernant l'information en ligne en " temps réel ". Certains y voient la possibilité de se mesurer avec la télévision et son fascinant direct, d'autres craignent que le désordre et la perte de distance avec l'événement l'emportent sur la vigilance, la réflexion et la maîtrise de la mise en forme (graphique et rédactionnelle). Une fois encore, si ces discours contiennent une part de vérité, il convient de les nuancer en dépassant les raccourcis simplificateurs et réducteurs de la vulgarisation.

En premier lieu, la réalité du dispositif s'avère plus complexe que ce que certains discours enchanteurs laissent entendre. L'étude met en évidence la relative fragilité des connexions du fait de l'interdépendance des différents éléments qui le composent. L'impossible maîtrise des producteurs en matière de connexions leur interdit de concevoir une offre qui serait technologiquement innovante mais inaccessible au plus grand nombre. Les éditeurs ne succombent pas non plus à la tentation du temps réel, se contentant généralement de présenter de façon automatique les fils d'agence de presse... Même si certains étaient tentés par une diffusion sans délai d'un flux continu d'informations, la maquette préserverait le territoire éditorial de tout désordre incontrôlé... En effet, la maquette fonctionne comme un moule qui impose des limites strictement définies (notamment en ce qui concerne la quantité et l'encombrement des informations présentées en page d'accueil) limites auxquelles le flux doit se conformer... Passées au tamis de la page d'accueil, les informations sont calibrées, formatées. La page d'accueil est donc construite comme un contenant fixe, au sein duquel toute nouvelle information n'apparaît que pour en remplacer une autre alors même que de nombreux liens sont invariablement répétés chaque jour.

Il faut des événements exceptionnels comme ceux du 11 septembre dernier pour que la grille de la page d'accueil cède et explose littéralement sous la pression conjointe des connexions en grand nombre et du caractère monstrueux de l'événement, hors norme en quelque sorte... Mais très vite, le dispositif reprend le dessus, et dès le lendemain la structure habituelle des pages d'accueil réapparaît alors que, curieusement, au même instant, les éditions imprimées redoublent d'efforts pour proposer des mises en scènes spectaculaires de l'événement.

Finalement, les dimensions territoriales et temporelles qui sont éminemment stratégiques lorsqu'on pense à la presse imprimée (qui se définit en partie par son ancrage territorial et sa périodicité), ne le sont plus du tout dans le cas de la presse en ligne. Une diffusion large et

une accessibilité permanente sont naturellement permises par le dispositif. Cependant, loin de s'engager sans réserve, les éditeurs demeurent excessivement prudents, voire réticents ; les capacités intrinsèques du dispositif ne suffisent pas à les convaincre de proposer un produit qui les exploite de façon radicale

3. LA PRODUCTION, OU LA PAROLE DONNÉE AUX LANGAGES ET PROGRAMMES INFORMATIQUES.

La légèreté de l'équipement nécessaire à la production d'un site Web constitue un argument récurrent des partisans de l'édition en ligne. Tous rappellent les économies importantes qu'autorise la technologie informatique en termes de support, de diffusion, de transport, mais aussi de personnels grâce aux possibilités d'automatisation des tâches. Ces discours reçoivent un écho d'autant plus favorable auprès des éditeurs que certains espèrent que l'exploitation de ces potentialités leur permettra de développer rentablement et durablement l'information en ligne alors même que la question de la plus-value à apporter à l'information d'actualité générale n'a toujours pas trouvé sa solution.

Parce qu'il est désormais aisé et bon marché de stocker des données numériques, la plupart des éditeurs qui ne sont plus contraints à être sélectifs succombent à la tentation de l'accumulation. Malgré la petite surface utile des écrans, les données de nature diverses se bousculent et s'entassent sur la page d'accueil des journaux en ligne sans qu'aucune information ne puisse réellement être mise en valeur. Avec une page d'accueil qui s'apparente à vaste sommaire, les concepteurs dessinent une offre visuellement proche de celle des divers sites portails du Web. Il s'agit de signifier au premier coup d'œil la richesse quantitative de l'offre d'information, une offre organisée, maîtrisée et donc, rassurante.

Pour gérer la quantité, les éditeurs font appel au potentiel d'automatisation de l'informatique. Le nivellement formel du journal en ligne, presque sans images, sans contraste, sans rupture typographique, invite à considérer que la mise en ligne de la presse quotidienne s'apparente finalement à un travail de gestion et d'administration de base de données.

EN CONCLUSION.

Si, d'une façon générale, la normalisation des formes de la presse en ligne semble dessiner un genre émergent, l'identité singulière de chaque titre reste à définir tant il apparaît que les éditeurs confondent énonciation et signature, mettant plus de soin à marquer chacun des éléments du territoire éditorial, soucieux de signifier leur filiation avec l'édition imprimée, plutôt qu'à créer les conditions d'une énonciation singulière. À moins que cette normalisation des formes et surtout l'apparente neutralité des listes de liens de la page d'accueil ne soit qu'une façade, un leurre plus idéologique qu'il n'y paraît de prime abord, cachant des hiérarchies et des choix différenciés auxquels il faudrait s'intéresser de plus près.

Alors que la société ne cesse de toujours plus standardiser, normaliser, calibrer, les risques d'accroissement des inégalités qu'on attribue volontiers (de façon intéressée) aux problèmes de sous-équipement sont probablement plus liées aux compétences des individus qui les manipulent, à la capacité d'en user sans se laisser abuser, à celle aussi de résister au rouleau compresseur des automatismes, au leurre des machines intelligentes... Il appartient donc à l'utilisateur comme au producteur, avec discernement et sans nier les intérêts des nouvelles technologies de résister aux pressions de la mise en conformité systématique.

BIBLIOGRAPHIE

BRETON, P., *Le culte de l'Internet, Une menace pour le lien social ?*, Paris, La découverte, 2000.

GOODY Jack, *La raison graphique*, Paris, éd. de Minuit, 1979.

JEANNERET, Y., SOUCHIER, E., " Pour une poétique de "l'écrit d'écran" ", *Xoana, images et sciences sociales* 6/7, Paris, éd. J.-M. Place, 1999, p. 97-107.

LITS, M., " De la presse écrite à Internet, Opinion, débat public, et transformation des modes d'énonciation ", *Sociétés et représentations* 9, CREDHESS, Paris, 2000, p.87-104.

MOUILLAUD, M., TÉTU J.-F., *Le journal quotidien*, Lyon, PUL, 1989.

ROSSET, C., *La force majeure*, Paris, Éd. de Minuit, 1983.

ROSSET, C., *Le réel et son double : essai sur l'illusion*, Paris, Gallimard, 1990.

SOUCHIER, E., "L'image du texte. Pour une théorie de l'énonciation éditoriale", *Les Cahiers de médiologie* 6, 1998, p. 137-145.

EN GUISE DE CONCLUSION

LA REVOLUCIÓN INFORMATIVA: POSTULADOS Y DESAFÍOS PARA PENSAR LA EDUCACIÓN SUPERIOR

CARMEN GOMEZ MONT⁹⁷

1.- EL SABER

En mayo de 1998, se reunieron en Glion, Suiza, veinte académicos europeos y estadounidenses con el fin de discutir el papel de la educación superior en el umbral del Tercer Milenio. La idea era analizar los desafíos y perfilar propuestas llenas de promesas para las generaciones que ocuparían sus lugares de trabajo en unos años más. Se trataba de profesores que habían entregado su vida a la labor universitaria.

Este pensamiento parte de una realidad: la investigación como una actitud esencial a toda actividad universitaria.

La idea de hablar del saber en un espacio dedicado a la tecnología de información y comunicación (TIC, en adelante) merece una justificación mayor. Las tecnologías desprovistas de saber son simples innovaciones. Estas se podrán pensar en estrecha relación con el hombre y la sociedad, en la medida en que deriven de una actitud plena de saberes y sabiduría. De ahí la importancia de analizar un primer escalafón: la cultura técnica como una condición para avanzar en el conocimiento científico y tecnológico que le corresponde a la sociedad que se perfila hacia el siglo XXI.

“Ante el Tercer Milenio, señala la Declaración de Glion,⁹⁸ vivimos una mezcla de promesas y amenazas. Por un lado la biomedicina, las comunicaciones, las tecnologías de la información, las fuentes de energía alterna, la automatización y hasta la misma mundialización; por el otro lado, aparecen con gran preocupación amenazas patentes en la balcanización, el tribalismo, el terrorismo, las desigualdades Norte-Sur, y el hambre; el desarrollo sustentable trata de buscar un equilibrio entre población, recursos y medio ambiente.

“Este equilibrio entre promesas y amenazas es incierto, continúa la Declaración de Glion, pero lo que es verdad es que una de las claves esenciales del bienestar de cada uno, en este mundo fascinante, será el saber.

“El saber se adquiere con una gran dificultad, no es un recurso en estado natural. Se trata de un descubrimiento personal, de una creación individual. El saber se ofrece únicamente a un espíritu preparado para recibirlo, y este espíritu se conquista después de una búsqueda personal, de un descubrimiento individual, de una investigación compleja y de una exploración exigente. Cada una de estas ideas es importante por el peso real que poseen y por encontrarse estrechamente relacionadas con la función de lo que debe ser la enseñanza a cualquier nivel. Son la esencia de lo que forma el saber.

⁹⁷ Directora del Centro de Investigación en Tecnologías de Información y Comunicación FCPYS de la UNAM
Werner Z. Hisch y Luc.E. Weber⁹⁸ La déclaration de Glion. L'Université à l'Aube du Millénaire, mai 1998

Se trata, como señala la misma declaración, de un saber actualizado, de un saber adquirido, compartido y aplicado. Todas y cada una de estas cualidades en conjunto demandan no solo un saber a secas, sino de una sabiduría para aplicarlo correctamente. Es ahí donde nuevamente la universidad encuentra su gran labor.

“El saber es, como lo señala Glion, la misión esencial de la Universidad. Pero en esta función ellas no están solas, dependen del trabajo que realizó previamente la educación básica y superior, de los profesionales, de las ONG’s, de la industria, de los centros de investigación, de los organismos públicos y de las organizaciones gubernamentales. Entre todos comparten la necesidad de satisfacer las demandas de la comunidad.

“La universidad constituye uno de los inventos mayores del pasado milenio; a pesar de haber sido creada hace diez siglos, permanece como uno de los esplendores de las aspiraciones del hombre y uno de los triunfos del poder de la imaginación. El desafío es su papel transformador de la sociedad, y que para lograr tal, se pueda transformar ella misma.”

La universidad se compromete, así, a emprender un saber aplicado a la tecnología de punta y crear una avidez por los conocimientos en estudiantes y profesores . Estas dos características parecen aplicarse perfectamente al caso que compete a la educación, cuando se habla de las TIC. Estas, aisladas de un contexto cultural y social no podrían dirigir a la sociedad sino a una catástrofe, de ahí la necesidad de contextualizarlas dentro de una cultura técnica.

Por tal debe de entenderse la posibilidad de crear y fomentar una mentalidad capaz de enfrentarse a una evolución constante y cada vez más compleja. Conocer la computadora no solo a partir de las funciones que especifica un manual, o de talleres computacionales, sino comprender el entorno cultural que caracteriza el surgimiento y desarrollo de estas tecnologías. Ser capaces de explotar y crear, de rechazar y de adaptar ante las más diversas realidades. Desde esta perspectiva la versatilidad de la tecnología informática es inmensa.

No hay duda que una de las principales preocupaciones deriva del costo tan alto de aparato, redes y servicios, de los presupuestos insuficientes de toda institución universitaria para hacerse de estos equipos y, en consecuencia, de mantenerlos al día tanto en materia de hardware como se software. De ahí una de sus primeras obligaciones: crear una nueva lógica económica que le permita enfrentar estos desafíos, sin que este camino conduzca a la privatización de la enseñanza. Si bien es verdad que la infraestructura es costosa, lo es más la preparación docente y la capacitación constante, que representa un 80 por ciento del costo global. No basta con los equipos ni con la tecnología más avanzada, hace falta dirigir la mirada al desarrollo humano pensado, desde el ámbito de la información y de la comunicación.

Las Naciones Unidas , por medio en uno de sus programas de investigación en materia tecnológica señalaba en 1998: *A pesar de lo alto que pueden resultar los costos al usar las TIC para construir la infraestructura de información de una nación que puede contribuir a formar una “sociedad del conocimiento”, resulta mucho más costoso no hacerlo.* (Mansell:1998,7)

2.- LOS ALCANCES DE LA REVOLUCION INFORMATIVA.

Un hecho es digno de consideración: con la revolución de las tecnologías de información y comunicación la creación de saberes queda en el centro de todo valor económico, político y social. Esta frase formó uno de los ejes de las tesis de Daniel Bell, (1973) cuando habló del

advenimiento de la sociedad post-industrial.⁹⁹ pero a diferencia del saber, mencionado en el apartado anterior, aquí se habla de un saber codificable, que como el mismo señala, *no son noticias ni espectáculos, sino aseveraciones de hechos o de ideas que se desprenden de un razonamiento(...) de una propiedad intelectual que debe ser retribuido, y que contribuye a la transformación aplicada de los recursos(...) puede decirse que la fuente del valor ya no es el trabajo, sino el saber.* (Bell, 1981:54)

¿Qué diferencia puede existir entre el primer saber, anteriormente analizado y este último saber, inserto dentro de la carrera económica?. ¿cuál de los dos compete a la misión universitaria?

Si antes la tierra, los metales y la maquinaria se traducían en el eje de valorización del capital, actualmente esta potencialidad se traduce a la generación de conocimientos. Es justamente a partir de estos dos vectores: generación de conocimientos y de capital que las universidades y las empresas reconocen la necesidad de apoyarse mutuamente. ¿Cómo podría una empresa dedicarse a la generación de conocimientos cuando no es un campo de su exclusividad? Necesariamente debe recurrir a la empresa. ¿Cómo puede la universidad reducir los costos de equipamientos en materia de investigación y desarrollo? Recurriendo al auxilio del gran capital, disponible sólo a partir de la empresa.

En la empresa el valor máximo es el capital intelectual: un valor intangible, que no se puede comprar y que se debe cultivar. Se habla de innovación, creatividad y capacidad de aprender a lo largo de toda la vida. Estos nuevos valores hacen cambiar la filosofía de toda empresa y tornar su mirada hacia los centros que por excelencia crean y desarrollan este capital intelectual: las universidades. Es así como parecen complementarse dos polos que por años permanecieron aislados uno de otros, en sus visiones y en sus objetivos.

Generar conocimiento en los términos en que los demanda la sociedad que ingresa al siglo XXI, quiere decir hacer a las sociedades más productivas y competitivas dentro de las normas que dicta la globalización. Sin embargo, esta dirección es altamente cuestionada tanto por países del Norte y del Sur por carecer de un proyecto social que avance con la misma intensidad. En el umbral del siglo XXI, no podemos permitir esta falta de consideración.

A partir de este postulado se vuelve indispensable hablar del potencial de las Tecnologías de Información y Comunicación en tanto máquinas *inteligentes*. Esta premisa siembra escepticismos y esperanzas, cualquiera de los extremos queda fuera de la realidad, de ahí la complejidad de su análisis y control.

En un espacio tan corto, sería impensable poder descifrar las características propias a dichas TIC. Su versatilidad llega a ser tal, que el enfoque cambia según el proyecto en el que se inserte.

3.-PREMISAS PARA DES-IDEOLOGIZAR LOS INSTRUMENTOS DE APRENDIZAJE

Las TIC derivan de laboratorios altamente sofisticados. De ahí que se les contemple como una tecnología que proviene del Norte con el fin de dominar al Sur.

Hoy día proliferan tesis optimistas y pesimistas respecto al uso de éstas, la mayoría de ellas, lindan en un exceso de ideologización. Esta carga impide verlas con mayor transparencia. De ahí su dificultad para llevarlas a desarrollar con mayor certeza proyectos de perfil social y educativo, acorde a una realidad pluriétnica y pluricultural.

⁹⁹ .-Bell, Daniel. El advenimiento de la sociedad post-industrial, Alianza Universidad, Madrid,1973

Para des-ideologizar la tecnología hace falta adentrarse en los límites de lo que implica una cultura tecnológica. Es decir comprender la esencia de las innovaciones y el contexto social y cultural que las creó y que las sigue impulsando. La respuesta mundial ante el desarrollo de Internet arroja un dato importante: el carácter universal de estas tecnologías que las convierte en un derecho universal para tener acceso a la información, a la comunicación y a la educación. Aún si una mínima parte de la población en México tiene acceso a esta tecnología -aproximadamente 4 millones¹⁰⁰ de personas, que podría representar a un .5 por ciento de la población total, no es una justificación suficiente para pensar que sólo cuando alcance a una mayoría será posible comenzar a pensar en ella, dentro de un contexto de mayor realismo.

Uno de los retos que debe emprender, justamente, la Educación Superior parte de la necesidad de colocar la revolución informativa en su justa dimensión: pensarla para el desarrollo y dentro del marco de una construcción de sociedad del conocimiento.

Para comprender los alcances de la cultura técnica hará falta:

- Cultivar las destrezas necesarias a fin de ser capaces de conocer los retos técnicos que implica el manejo de una computadora.
- Comprender desde una perspectiva técnica y social el origen y evolución de las innovaciones tecnológicas a fin de subrayar el carácter universal de las mismas y la responsabilidad que a cada cultura compete, para un uso adecuado de las mismas.
- Analizar el entorno que deriva al introducirse una tecnología a la vida cotidiana de una comunidad: en el tema de hoy, se refiere a la serie de modificaciones que aporta la informática cuando llega al aula.

4.- CONSTRUIR LA SOCIEDAD DEL CONOCIMIENTO.

Hablar de los países en desarrollo en términos de sociedad del conocimiento es también complejo. Cada país en el hemisferio Sur está avanzando en el dominio de los equipos a fin de apoyar sus propios objetivos de desarrollo.

Es un hecho que los equipos y programas han reducido notablemente sus costos en los últimos años, en México, por ejemplo, hace cinco años una lap top costaba más o menos US\$ 2,000 dls, en la actualidad se puede conseguir este equipo hasta por US\$ 1,200.00. Pero no se trata de medir la relación desarrollo/tecnología a partir de la adquisición de equipos avanzados per cápita. Este tipo de indicadores pertenece a la vieja doctrina del desarrollo que mostró sus limitaciones en la década de los ochenta. Para hablar de sociedades del conocimiento será necesario partir de la creación y definición de indicadores más complejos, donde la educación desempeña una función primordial.

Hoy día, el principal problema al que se tienen que enfrentar los países en vías de desarrollo que empiezan a equiparse en materia informática no se refiere solo a los costos para adquirir equipos, programas y trazar adecuadamente redes de comunicación, sino al desafío que deriva de la correcta adecuación de un programa de desarrollo, acorde a una política nacional, regional y local.

El hemisferio Sur, mucho más que el Norte, debe de ser capaz de implementar estrategias para el desarrollo sustentable, que partan justamente de la construcción de una sociedad del

¹⁰⁰ .-Esta cifra siempre es relativa ya que hay personas que cuentan con computadoras en la oficina, en el hogar y, además, tienen una lap top. Por esto se reduce tanto el cálculo global.

conocimiento. Se trata, como señalan Robin Mansell y Utha Wehn (1998) *de crear una infraestructura donde sea prioritarias la investigación científica y tecnológica, la ingeniería del conocimiento, el papel de instituciones económicas y sociales consistentes con el uso creativo de las TIC a fin de alcanzar los beneficios económicos y sociales que pueden derivar de un uso adecuado de estas tecnologías.* (Mansell y When,1998:15) . Es justamente en este perfil que la cultura técnica asume un sitio primordial, desde la educación superior.

Para hablar se sociedades del conocimiento hará falta referirse, primero, a algunas de sus condiciones: políticas, regulaciones, educación y capacitación, programas tecnológicos dirigidos a impulsar la creatividad para el uso de las TIC.

La sociedad del conocimiento bien podría entenderse como una serie de estrategias dirigidas a reducir el abismo entre los que tienen y no tienen ventajas o están marginalizados. Estas estrategias necesitan analizar las dificultades que hay para usar las TIC para transformar datos e informaciones en un conocimiento útil que es consistente con las prioridades de desarrollo, señalan nuevamente Mansell y Wehn.(1998,7)

¿Qué papel debe de desempeñar la universidad, cuando se habla de la construcción de una sociedad del conocimiento, de una cultura técnica inclusive? ¿Debe de caer esta iniciativa solo en gobiernos y empresas? ¿Qué capacidad tienen universidad, empresa y gobierno para responder ante estos desafíos?

Curiosamente una verdadera conceptualización de sociedad del conocimiento queda lejos de la sofisticación y de los laboratorios de alta tecnología. Sus principios parecen tener que ver más con un diseño adecuado de políticas públicas para la investigación.

Hoy día la discusión sobre sociedades del conocimiento se centra en la necesidad de reforzar el uso de las TIC's a fin de otorgar un poder al pobre e impulsar la investigación científica y tecnológica, a fin de hacer acordes sus necesidades con las políticas de desarrollo. Las tecnologías están hechas también para hacer avanzar las democracias y el aprendizaje de por vida. Estos desafíos son valiosos, incluso, para los países en desarrollo, con menos recursos, señalan nuevamente Mansell y Wehn. (1998:8)

El tema del desarrollo aparece nuevamente en un primer plano. Si durante los años de la post-guerra este se entendió como una estrategia para el crecimiento económico, ahora sufre una radical transformación al asociársele al progreso científico y tecnológico, entendido, según estas mismas autoras, como la evolución de una percepción compartida sobre lo que la humanidad es y debe ser, reconsiderando y reinventando los significados de términos como avanzar, en sentido individual y colectivo. (Mansell y Wehn,1998:7)

La responsabilidad de la educación superior, ante estos rubros, será la de crear las condiciones para construir una base de conocimientos capaz de maximizar los beneficios de las TIC's y reducir todos los riesgos que conlleva su uso y expansión. Uno de los

mayores parte de la posibilidad de crear una apartheid global, porque se aplican a fines diferentes a los del desarrollo.

Por eso cuando se habla de sociedades del conocimiento, lo más importante es rescatar la relación que debe de existir entre TIC's y modelos de desarrollo. Es una palabra: ser capaces de aplicar el conocimiento para el desarrollo sustentable. Esta aplicación dependerá del avance de la infraestructura de la información y de la comunicación de cada país.

Cada uno de estos procesos será posible únicamente a través del aprendizaje. Aprender a hacer políticas públicas, a producir a nivel público y privado, y a desarrollarse a partir de pequeñas comunidades.

Entre los indicadores para construir una sociedad del conocimiento están los siguientes índices: computadoras personales, líneas telefónicas por habitante, producción en electrónica, consumo electrónico, graduados en materias técnicas, alfabetización, sitios Internet, aparatos de televisión. Libros, etc. .

5.-LA GRAN UTOPIA UNIVERSITARIA

La Universidad del siglo XXI debe de modificar radicalmente su configuración externa e interna. Es común decir que de entre las instituciones que pertenecen al modelo occidental de vida, las universidades (y con ellos la escuela) son los espacios que menos se han modificado a lo largo de los últimos dos siglos. Bancas, pizarrones, gis, libros, alumnos y maestros.

Es sorprendente constatar que cuando se trata de analizar el complejo de las TIC's, uno de los ámbitos de mayor incidencia se encuentra, justamente, en la escuela.

Tapio Varis, un experto finlandés en temas relacionados con la escuela, la multiculturalidad y las TIC's señala lo siguiente: *Veo a la universidad del futuro como una nueva clase de institución de enseñanza y formación, apoyada en una red electrónica mundial , con numerosos proveedores de documentación de enseñanza a distancia y telecentros orientados al desarrollo global". (Varis, dic-feb 1997:48)*

En efecto, uno de los aspectos más complejos de la actual revolución informativa que toca al ámbito educativo y de la vida profesional se refiere al trazado de redes donde circulan millones de datos informativos y donde se establecen nuevos principios para comunicarse.

Estos dos elementos parecen estar en el centro de la educación básica, media y superior: informar y comunicar. De estos principios derivan otros propósitos como los señala el mismo Tapio Varis: la comunicación con una diversidad de culturas y la conformación de un nuevo sentimiento a nivel planetario: el de una aldea global.

Hace falta destacar aquí dos elementos fundamentales: la interconexión y la interdependencia que se establece a partir de las redes de telecomunicaciones. Si la tecnología propone un marco a partir del cual es posible establecer comunicación instantánea en cuestión de segundos (presenciar el acontecimiento, al precio que sea, es uno de los valores fundamentales de la sociedad actual), la tecnología por ella misma no es capaz de desarrollar el contexto de análisis al que conlleva todo este principio. Para que la comunicación realmente fluya entre culturas diversas es necesario partir de un cierto conocimiento y un respeto por lo diferente, para que esta apertura de fronteras entre una cultura y otra no termine en un principio de homogeneización, es importante valorar el respecto a la diferencia y a la diversidad cultural, para que realmente las culturas se toquen

y lleguen a conocerse entre ellas los centros educativos deben de transformar radicalmente sus nociones de geografía humana. Nunca antes como ahora fue tan necesario conocer a las diversas culturas que conforman nuestro planeta a partir de una ventana (perspectiva) totalmente diferente: la comunicación a través de redes de telecomunicación.

Nuevamente Tapio Varis señala puntos nodales para el terreno educativo:

- El crecimiento exponencial de la cantidad y calidad de informaciones.
- Una comunicación en la emergente sociedad mundial de la información.
- El conocimiento como el recurso más importante de la economía global de la información (VARIS, dic-feb 1997:48)

El cambio ha sido radical cuando se piensa que tanto profesores como alumnos se tienen que enfrentar a un océano de informaciones que se dibujan tras una pantalla electrónica y que la organización de esta información hasta el presente está protagonizada por una cultura: la estadounidense.

Es importante, asimismo, analizar los alcances del discurso que se establece a partir de la revolución informativa y una de sus consecuencias: la mundialización. Desde América Latina, Jesús Martín Barbero señala una realidad que no puede quedar ajena a la educación superior:

¿"Cómo construir democracia en países donde la polarización social se profundiza colocando al cuarenta por ciento de la población por debajo de los niveles de pobreza; qué viabilidad pueden tener proyectos nacionales cuando los entes financieros transnacionales sustituyen a los Estados en la planificación del desarrollo? (MARTIN BARBERO, 1997:2)

Como señala el mismo Jesús Martín Barbero, cómo puede pensarse en una promisoría sociedad de la información *cuando se sabe que la miseria atomiza a la sociedad deteriorando los mecanismos de cohesión política y social.*

En México y en América Latina la llegada de las TIC's al terreno educativo plantean múltiples interrogantes aún sin respuesta, a pesar de estar pisando ya el siglo XXI. La nueva universidad, la que se perfila como la imagina Tapio Varis, debe de considerar los siguientes agravantes que señala Martín Barbero:

La llegada de las TIC's además de constituir un conjunto de aparatos, redes y servicios denotan un nuevo *sensorium* (W. Benjamin), es decir, *nuevos modos de percibir, de sentir y relacionarse con el tiempo y el espacio, nuevas maneras de re-conocerse y de juntarse especialmente entre los jóvenes (Martín Barbero, 1997:19)(...) no se trata de una fiebre pasajera(...)* Mead, citado por Martín Barbero refuerza esta idea: *Se trata de una generación cuya empatía con la cultura tecnológica está hecha no solo de facilidad para relacionarse con los aparatos audiovisuales e informáticos sino de complicidad cognitiva con sus lenguajes, fragmentaciones y velocidades.* (MARTIN BARBERO, 1997:19)

La llegada de las TIC's a los centros educativos donde domina una población estudiantil joven evidencia, así, una relación cada vez más abismal entre la forma que tiene de enseñar un maestro y la forma que tienen de aprender los alumnos.

Como se señaló en los primeros párrafos de este escrito, las instituciones educativas han sido por siglos uno de los espacios de menor cambio social: hoy la tecnología evidencia las consecuencias.

Entre los retos que imponen los nuevos medios a la educación en cualquiera de sus niveles están los siguientes: descentralización cultural, es decir, dejar de transmitir conocimiento únicamente a partir del libro. Al moverse el libro de la escena central en el salón de clases, se desencadenan una serie de nuevos factores, de entre ellos habría que señalar la ruptura con la estructura vertical de transmitir conocimiento. El desafío para el sistema de enseñanza-aprendizaje será introducir dentro del programa educativo una serie de nuevas posibilidades para aproximarse a los diversos temas de los programas educativos: soportes sonoros, visuales, musicales, audiovisuales y telemáticos, como indica nuevamente Martín Barbero.

Por otro lado, hace falta considerar que estas innovaciones provienen de culturas ajenas a la latinoamericana. Nuestras culturas poseen rasgos que no pueden dejarse a un lado cuando se habla de crear una universidad del siglo XXI. Nuestra sociedad en su composición y formas de transmitir información y comunicación está bien lejos de los modelos creados en países del Primer Mundo. Una pregunta fundamental es, nuevamente, formulada por Martín Barbero:

¿Cómo puede la escuela insertarse en la actual complejidad del mestizaje, -de tiempos y memorias, imaginarios y culturas- anclada únicamente en la modernidad letrada e ilustrada, cuando en nuestros países la dinámica de las transformaciones que calan en la cultura cotidiana de las mayorías provienen básicamente de la desterritorialización y de las hibridaciones que agencian los medios masivos de comunicación? (MARTIN BARBERO, 1997:21)

Este dilema que se presenta en los países del Sur, cuando se habla de educación, salta más a la vista si se considera que la única salida probable al atraso, es justamente, el uso de las TIC's por las potencialidades que tienen para el manejo de informaciones y establecer redes de comunicación entre comunidades aisladas y centros de producción estratégicos. La pregunta entonces es: ¿cómo establecer esta relación bi-direccional de intereses entre unos y otros?

¿Cómo lograr que el centro se interese en el desarrollo de las pequeñas comunidades y cómo lograr que las comunidades se aproximen a sistemas de información y comunicación que han sido trazados desde una mentalidad totalmente diferente a la suya? En una palabra: serán útiles los datos de Internet para estas pequeñas y medianas comunidades? ¿Cómo puede la educación superior seguir pensando en avanzar sin ser incluyente?

La realidad de las estadísticas.

Esta exposición podría quedar incompleta si solo partiera de las tesis que se acaban de exponer líneas arriba. Es importante resaltar los siguientes datos que hablan de la educación en México a partir de las estadísticas.

Uno de los rubros fundamentales se refiere al gasto que los gobiernos realizan en ciencia y tecnología. En el caso de México se venía haciendo a un promedio de 0.4 por ciento anual del PIB, el gobierno de Vicente Fox habla de ascenderlo a 1 por ciento. Debe recordarse que la inversión en estos rubros proviene en un 80 y 85 por ciento del gobierno y que la empresa privada casi no asume ninguna responsabilidad ante este tema. Como señala Jaime Parada, del CONACYT, es importante que esta relación se modifique de tal manera

que quede en una proporción del un 60 por ciento para el gobierno y de un 40 por ciento para la empresa privada.¹⁰¹

Esta conducta no deja de llamar la atención si se considera la muy alta penetración de empresas mundiales líderes en la generación de ciencia y tecnología, establecidas en México a raíz de la apertura comercial. Se observa, de igual manera, el bajo poder negociador del gobierno con empresas de la talla de AT&T, IBM, Hewlett Packard. Sus laboratorios de investigación y desarrollo podrían convertirse en una extensión del proceso de aprendizaje universitaria, siguiendo los modelos que se aplican en países más avanzados consistentes en que los alumnos se adentren en estos laboratorios, incluso antes de concluir sus estudios. Nuevamente se dan datos reveladores: en 1999 se concedieron en el país 4 mil patentes, de ellas sólo 200 se otorgaron a mexicanos. Se busca, entonces, más importar que generar ciencia y tecnología. Desde luego que esta política tiene sus consecuencias en el salón de clases.¹⁰²

En México existen unas 250 instituciones de educación superior, donde 180 aglutinan al 80 por ciento de los estudiantes. Se dice, además, que con la educación a distancia se podrían formar a 2 millones de estudiantes más. Según estas cifras, se estaría hablando de un 4 por ciento de la población total que tiene acceso a la educación superior en México únicamente.

Según datos de la ANUIES cada año egresan de las universidades miles de jóvenes que tienen como principal objetivo ingresar a las filas laborales. Estos egresados representan un 20 por ciento de la demanda de trabajo a nivel nacional. El porcentaje de desempleo juvenil se calcula en un 15 por ciento y México ha demostrado hasta ahora una incapacidad para generar empleos a la medida en que su sociedad los demanda, es decir, 1.3 millones al año.¹⁰³

El teletrabajo podría ser una nueva modalidad laboral. A pesar de los atractivos que tiene, es un hecho que presenta múltiples desafíos. En México, como en el resto del mundo, los jóvenes egresados se enfrentan a modelos de contratación laboral que no conocieron sus padres ni sus maestros. Cada día será más difícil contar con un trabajo fijo, como era ya tradicional. Ahora las empresas tratan de ahorrar en personal y contratar a estas jóvenes generaciones a partir de contratos específicos. Esta dinámica, desde luego, pone en juego una competencia brutal entre los concursantes, donde el mínimo grado deseado será el de un doctorado.

Esta posibilidad nada lejos está de México, en Estados Unidos se habla ya de una población de 20 millones de personas¹⁰⁴ que trabajan bajo esta modalidad. A pesar de que en el país aún no se cuenta con una cifra exacta del número de personas que teletrabajan, es un hecho que por la relación y acuerdos comerciales que existen con los Estados Unidos, cada día se irá introduciendo esta forma de contrato laboral. Lo que cabe destacar en este caso es hasta qué punto los sistemas educativos están preparados para enfrentar dos de los rubros de están presentando un mayor impacto en su estructura: la educación a distancia y el teletrabajo.

Cuando se habla de educación superior habría que considerar dos factores más: el proyecto e-México que parece ser una de las plataformas más fuertes en materia de educación y desarrollo que presenta el gobierno de Vicente Fox y la fundación de las dos primeras universidades indígenas de América Latina.

¹⁰¹ López, Guillermo. *Busca CONACYT multiplicar la inversión en tecnología*, Reforma, 28 de mayo del 2001.

¹⁰² Avilés, Karina. *Convocan en la UNAM a debatir sobre una reforma fiscal a favor del desarrollo en ciencia y tecnología*, La Jornada, 30 de mayo del 2001, México, D.f.

¹⁰³ Exp, *Escasea el empleo*, Editorial, mayo-junio de 2001, México, D.f. pág. 1

¹⁰⁴ -Céspedes, Rebeca. *Una nueva alternativa laboral*, Reforma, 16 abril de 2001

El e- México bien podría ser uno de los proyectos que más expectativas ha creado, dentro del plan de gobierno de Vicente Fox. Su estructura y alcances están estrechamente relacionados con la educación de la totalidad de los mexicanos, de ahí la necesidad de desglosar algunas de sus características en este escrito.

Este proyecto tiene entre sus principales línea el vincular a todos los mexicanos a través de las redes de telecomunicaciones. Fue creado el 1 de diciembre de 2000. Sus ejes parten de la convergencia de la informática con las telecomunicaciones y pretende unir a los mexicanos a través de la información y los sistemas de comunicación.

Una de las preocupaciones fundamentales expresadas por su propio coordinador, Julio César Margain, radica en saber cómo hacer llegar el conocimiento a las diversas comunidades mexicanas. El sentido social y educativo de este proyecto queda en un primer plano en donde quedan como problemas fundamentales:

- Desarrollar equitativamente la infraestructura tecnológica.
- Lograr la interconexión entre sistemas informáticos a nivel local, regional y nacional.
- Cerrar brechas en los siguientes rubros: educación, salud, gobierno y acceso a los mercados nacionales e internacionales.
- Tomar una red preexistente, a partir de la cual pueda arrancar la maquinaria del e-México. La propuesta que existe hasta la fecha es la de seguir la infraestructura de las Bibliotecas Públicas. Esta red toca al 90 por ciento de los municipios en México, casi con 8 mil puntos a nivel municipal, estatal y central. A diferencia de las escuelas y las universidades, las bibliotecas son más incluyentes pues admiten a todo público y no solo al que esté inscrito en una materia.¹⁰⁵

Este proyecto se relaciona directamente con el sistema educativo mexicano porque considera que el principal agente de acceso a las computadoras y a la red de conexión serán los maestros.

Mientras tanto, y mientras se puede evaluar la acertividad de un proyecto como el e-México, que sería, desde luego, un escalafón para hacer llegar a mayor número de mexicanos a la educación superior, se observan iniciativas que también son dignas de mencionarse: la creación de las dos primeras universidades indígenas de América Latina asentadas, justamente en México.

La primera se creó en 1999, en Sinaloa (la Universidad indígena de Mochicahui). Cuenta con 520 estudiantes y 43 maestros. Su límite está establecido en 3 mil estudiantes. Se piensa que esta podría convertirse en unos años más en la Universidad Autónoma Indígena de México. La segunda que está proyectada es la Universidad Indígena de Juchitán,, en Oaxaca. Mientras que la primera universidad es promovida por el estado, la segunda es un proyecto que parte de las mismas bases sociales de Oaxaca. Estos son los dos primeros ejemplos de universidades latinoamericanas¹⁰⁶ y a partir de las cuales se podrían gestar modelos educativos a la medida de sus realidades culturales y sociales. Porque es un hecho que si el rezago educativo en las regiones indígenas de México¹⁰⁷ es tan alto, se debe a que no existe una relación entre la cosmovisión del mundo indígena y los programas oficiales de estudios.

¹⁰⁵ Este proyecto recibe actualmente el apoyo de la Fundación Bill y Melinda Gates, dotando a mil 200 bibliotecas con computadoras y servicios de internet.

¹⁰⁶ .-Jiménez, Arturo. *En México, las dos primeras unviersidades indígenas de América*, *La Jornada*, 10 de julio de 2001, México, D.f.

¹⁰⁷ En Oaxaca, el rezago educativo es del 70 por ciento de la población.

Ante tecnologías flexibles, como son el caso de la computadora y de Internet, es posible pensar en la creación y proliferación de modelos culturales que partan de realidades sociales y culturales diversas. No basta con traducir los programas oficiales educativos a 60 lenguas indígenas, hace falta para impulsar una nueva concepción social ante el uso de la tecnología a fin de que los grupos más desfavorecidos sean capaces de crear sus propios contenidos en sistemas informáticos y desarrollar sus propias redes de conocimiento, como lo señalan Mansell y When.

Esta posibilidad arroja ya ciertos datos importantes, pues en las comunidades indígenas del Sur de México existe un nivel importante de producción de contenidos propios por internet, sin embargo, este punto será tema de otra investigación.

CONCLUSIONES

Para que la tecnología sea acorde a los planes de desarrollo de un país es necesario emprender ciertos cambios, donde la educación superior es primordial:

1.-Incrementar los niveles de investigación y desarrollo en los países del Sur, a fin de evitar copiar modelos que provengan de otras realidades.

Toda América Latina aporta solo un 1% de este rubro. El papel que puede jugar la UNAM como líder en la investigación en el país, es fundamental no solo para México, sino para toda la región latinoamericana.

2.-Lograr que la democracia en México ponga un énfasis en la formación de sujetos libres, independientes y responsables ante la generación de informaciones. Estos es: crear sujetos para la información y comunicación con fuertes bases éticas y de compromiso social.

3.-Subrayar la urgente necesidad que existe por analizar la complejidad de la Sociedad del Conocimiento, de acuerdo a las siguientes pautas: formar un cuerpo docente capaz de conocer a fondo las implicaciones económicas, políticas y sociales de la revolución informativa.

Incluir dentro de sus programas de estudio al menos dos materias fundamentales: cultura tecnológica y talleres de computación. Con el primero se intentaría proporcionar todas las herramientas necesarias a los alumnos para dominar un campo de conocimientos que forma parte de su realidad y con el segundo se capacitaría a los alumnos en el dominio de programas computacionales indispensables para estimular la creatividad y desarrollo de la cultura mexicana.

Tender lazos con empresas mexicanas y extranjeras implantadas en el país, a fin de compartir con los alumnos universitarios los adelantos de sus laboratorios de investigación. Esta iniciativa permitirá al estudiante poner en práctica los conocimientos adquiridos en la realidad y abrir brecha dentro de un mercado en el que es importante que colabore.

REFERENCIAS

AVILES, Karina. *Convocan en la UNAM a debatir sobre una reforma fiscal a favor del desarrollo en ciencia y tecnología*, La Jornada, 30 de mayo del 2001, México, D.f.

BELL, Daniel *La telecomunicación y el cambio social* en: Moragas, Miquel de. Sociología de la Comunicación, tomo IV, Gustavo Gili, Barcelona, 1985

BELL, Daniel. El advenimiento de la sociedad post-industrial, Alianza Universidad, Madrid, 1973

CESPEDES, Rebeca. *Una nueva alternativa laboral*, Reforma, 16 abril de 2001

Exp, *Escasea el empleo*, Editorial, mayo-junio de 2001, México, D.f. pág. 1

JIMENEZ, Arturo. *En México, las dos primeras universidades indígenas de América*, La Jornada, 10 de julio de 2001, México, D.f.

LOPEZ, Guillermo. *Busca CONACYT multiplicar la inversión en tecnología*, Reforma, 28 de mayo del 2001.

MANSELL, Robin y UTHA Wehn, Knowledge societies, Sage, London, 1998

MARTÍN BARBERO, Jesús, *Globalización y Multiculturalidad: notas para una agenda de investigación*, congreso Nuevas Tecnologías de Información, Globalización y Sociedades Multiculturales, IAMCR, Oaxaca, julio de 1997.

VARIS, Tapio. *Educación para la sociedad de la información. Nuevas necesidades, viejas estructuras*, en: Telos, Madrid, diciembre de 1996-febrero de 1997, pág. 48

WERNER Z. Hirsch y Luc.E. Weber¹ La declaración de Glion. L'Université à l'Aube du Millénaire, mai 1998

